

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°358

JANVIER 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KOBANÎ : VICTOIRE DE LA RÉSISTANCE KURDE**
- **SINDJAR : LA LIBÉRATION COMPLÈTE DE LA VILLE EST PROCHE**
- **MOSSOUL : LES PESHMERGAS GAGNENT DU TERRAIN**
- **KIRKOUK : AFFRONTLEMENTS ET TENSIONS**
- **LONDRES : UNE CONFÉRENCE ANTI-DAESH SANS LES KURDES**
- **CULTURE : DISPARITION DU BARDE HASSAN SISAWÉ**

KOBANÎ : VICTOIRE DE LA RÉSISTANCE KURDE

Après plus de quatre mois de combats acharnés, la résistance kurde a fini par libérer la ville de Kobanî et infliger ainsi une défaite hautement symbolique aux djihadistes de l'État islamique. Aux premiers jours de janvier, l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme estimait que 80% de la ville de Kobanî avait été repris par les Kurdes, appuyés par les nombreuses frappes aériennes de la Coalition : en effet, d'après les statistiques des militaires américains, 80% de leurs frappes en Syrie avaient eu lieu autour de Kobanî depuis le début de l'hiver (plus de 270 sur 333). Malgré cela, le gouvernement améri-

cain ne revenait pas, à la mi-janvier, sur la déclaration qu'avait fait en octobre dernier John Kerry, alors au Caire, au sujet du peu d'importance que présentait la ville kurde dans la stratégie globale des États-Unis concernant le terrain syrien. Le secrétaire de presse du Pentagone, le vice-amiral John Kirby, répétait ainsi dans une déclaration aux media, le 13 janvier, que son gouvernement n'avait pas changé ses considérations sur l'importance mineure qu'il accordait à Kobanî, mais que les combattants du Daesh se ruant par vagues à l'assaut de cette ville s'étaient eux-mêmes offerts en cibles à la Coalition : « Tant qu'ils

se présenteront, nous les frapperons. » (USA Today).

Mais indépendamment de l'attitude de la Maison blanche concernant la défense conjointe des YPG et des Peshmergas, l'opinion américaine, elle, s'est montrée plus sensible au symbole que représente la résistance kurde, seule à affronter avec succès, au sol, l'État islamique ; ce symbole a pu aussi être ressentie par Daesh, au vu des nombreux assauts quasi-suicidaires lancés contre la ville. Le 16 janvier, l'EI lançait ainsi une ultime lourde attaque pour briser les lignes des YPG en quatre points de la ville, attaque que Rahmi Abdel Rahman (OSDH) a jugée la plus importante

depuis un mois (AFP). Mais quatre jours plus tard, en plus de repousser les Daesh, les Kurdes ont réussi à s'emparer d'une colline stratégique au-dessus de la ville, celle de Mishtenur. leur donnant une capacité de feu sur les positions ennemies encore en place dans Kobanî, tuant une quarantaine de miliciens Daesh et mettant la main sur d'importants stocks d'armes et de munitions. Le 25 janvier, le drapeau du TEVDEM (Mouvement pour une société démocratique), plate-forme politique du PYD, long de 75m, flottait sur la colline, alors que les YPG annonçaient contrôler à nouveau la totalité de la ville et quelques villages à l'est et au sud.

Mais les miliciens Daesh tenaient encore les abords immédiats de la ville et tout le « canton » de Kobanî et 350 villages, restaient encore à reconquérir, alors que la moitié de Kobanî est détruite, ce qui a fait parler de « victoire à la Pyrrhus » par certains éditorialistes, d'autant que 200 000 réfugiés restent du côté turc, à Suruç, et que la Turquie vient de bâtir un autre camp, d'une capacité d'accueil de 35 000 personnes, le plus grand camp de réfugiés sur son sol.

Le 21 janvier, un des Peshmergas envoyés par le Gouvernement du Kurdistan d'Irak à Kobanî a perdu la vie dans un combat contre l'EI : Zerevan Akrem Abdulmajeed, qui faisait partie des équipes médicales, a été tué par un sniper, comme l'a annoncé officiellement Jabbar Yawar, le secrétaire général du ministère des Peshmergas.

Le bilan total des pertes humaines et des opérations a été établi et dévoilé au lors d'une conférence de presse donnée par le commandement militaire des YPG, via son porte parole, Shoresh Hassan :

– les « forces de défenses » kurdes ont réussi 220 actions militaires, 98 autres ont eu des résultats « incertains », et il y a eu 37 attaques suicides de la part des YPG.

– les miliciens Daesh ont lancé 19 attaques suicides, ont perdu 3710 hommes, et les corps de 316 d'entre eux sont restés aux mains des YPG.

– les YPG ont endommagé 87 véhicules, dont 5 Hummers et 2 panzers, ont détruit 16 chars blindés et 8 mitrailleuses Douchka;

– 408 combattants des YPG et YPJ et un Peshmerga ont perdu la vie dans la « bataille de Kobanî ».

Après l'annonce du retrait de Daesh de Kobanî, John Kerry a déclaré, dans une volte-face assez spectaculaire, que les Kurdes venaient de remporter une bataille « stratégique » contre l'État islamique.

Du côté de l'État islamique, une agence de presse, Amak news agency, localisée dans les territoires syriens occupés par l'EI, a diffusé l'interview de deux hommes présentés comme des combattants du Daesh, s'exprimant sur leur retrait de Kobanî : selon eux, la principale raison de ce retrait a été les bombardements aériens incessants de la Coalition :

« Récemment, nous nous sommes retirés de 'Ayn al Islam [« Source de l'Islam », le nom donné par l'EI à Kobanî] peu à peu, à cause des frappes aériennes et de la mort d'un certain nombre de nos frères. »

L'un des combattants a aussi présenté la destruction de la ville comme un message « adressé à Obama ». Le second a ainsi décrit les frappes :

« J'en jure par Dieu, leurs avions ne quittaient pas les airs, de jour comme de nuit ; ils bombardaient tout le jour et toute la nuit. Ils visaient tout. Ils attaquaient même les véhicules ; ils n'ont pas laissé un bâtiment debout. »

En parallèle, d'autres combats, plus inattendus mais aussi plus sporadiques, ont éclaté, à la mi janvier entre les YPG et les forces du gouvernement syrien, dans le « canton » de Djezireh, à Hassaké, ville partagée en zones de contrôle entre YPG et forces gouvernementales, quand des soldats syriens et des miliciens du Baath ont pris le contrôle de bâtiments qu'un

accord entre l'armée et les YPG prévoyait pourtant d'être « démilitarisé ». Selon l'OSDH, les YPG ont arrêté 10 soldats et miliciens, alors que des combats se prolongeaient dans la ville (Reuters), faisant 18 victimes, 8 combattants YPG et Asayish, 9 soldats et miliciens du régime. L'armée a aussi bombardé trois zones kurdes à Hassaké.

Hassaké est partagée entre quartiers kurdes et mixtes, et quartiers purement arabes. Les Kurdes YPG contrôlent les premiers alors que l'armée et les forces syriennes sont maîtres des seconds, selon un accord entre les deux parties, depuis 2012. Les raisons de ces affrontements divergent selon les sources, certaines disant que le général en chef syrien basé à Hassaké, Mohammed Khaddour, essaie depuis un mois de supprimer tous les check-points des Kurdes YPG et de repousser ces derniers hors de la ville, comme cela aurait déjà été fait pour les check-points des Forces arabes de défense nationale (les milices paramilitaires mises en place par le gouvernement en 2012).

Dans ce cas, cela pourrait indiquer une tentative de l'armée régulière de reprendre le contrôle de toute la ville, en l'expurgeant de ses milices, kurdes et arabes, qui s'affrontent sur le terrain de Hassaké et de ses environs pour leur mainmise, amorçant ainsi un début de « nettoyage ethnique » entre Kurdes et arabes, chacun devant se réfugier soit dans Hassaké nord, à majorité kurde ou dans Hassaké sud à majorité arabe.

Depuis plus d'un an, le co-président du PYD, Salih Muslim, prédit que la situation très « sensible » à Hassaké peut mener à des affrontements kurdo-arabes, comme à Serê Kaniyê, sauf que cette fois, au lieu d'affronter l'ASL et les djihadistes, les YPG feraient face aux forces gouvernementales. La différence avec les anciens combats de Serê Kaniyê, est aussi que les deux protagonistes sont menacés et attaqués par l'État islamique.

SINDJAR : LA LIBÉRATION COMPLÈTE DE LA VILLE EST PROCHE

Malgré une avancée ralentie par les snipers et les pièges à l'explosif, les Peshmergas ont annoncé le 7 janvier, avoir atteint le centre-ville de Sindjar. Une source « émanant des Peshmergas » a ainsi affirmé au journal Basnews qu'ils contrôlaient à présent « tous les points stratégiques de la ville » et n'attendaient plus qu'un ordre venu d'en haut pour la nettoyer complètement. Mais ce genre de déclaration optimiste est toujours à envisager avec précaution car, comme le fait remarquer le même journal, c'est la seconde fois que l'hôpital de Sindjar est censé avoir été « libéré ». Ces guerres de rue, comme celle des tranchées, se passent souvent en avancées et en retraites, au gré des assauts réussis et repoussés. Un mois jour pour jour après l'assaut du 17 décembre, les mêmes Peshmergas ont dû résister trois heures à une attaque de Daesh, portant sur trois côtés. Un commandant des Peshmergas, Bahram Arif Yassin a assuré que les djihadistes avaient été tenus en échec, mais que les combats se poursuivent toujours.

Les mouvements des djihadistes semblent cependant de plus en plus ralentis, comme l'a expliqué Bahram Doski, un commandant peshmerga, toujours au journal Basnews, notant que ses hommes surveillaient leurs déplacements et que ces derniers se faisaient de moins en moins fréquents, et surtout la nuit, en raison de la surveillance des Kurdes : « Aussi longtemps que la route principale de Sindjar est sous le contrôle des Peshmergas, l'EI n'est pas capable de bouger ses positions ou de se réapprovisionner. Ils ont installé leurs positions à l'intérieur de Sindjar et nous sommes prêts à repousser toute offensive et à les attaquer si nous en avons l'ordre. »

Les frappes de la Coalition, dans le même temps, ont visé les Daesh

dans et hors de la ville de Sindjar, alors que les Peshmargas, assiégeant les anciens assaillants, jouent le rôle de snipers à leur tour. Ces bombardements posent d'ailleurs la question de l'état de la ville une fois nettoyée des djihadistes, même si elle n'a pas subi, pour le moment, un bombardement de l'ampleur de ceux de Kobani, pour moitié détruite. Le maire de Sindjar, Maisar Hadji, a fait état de la destruction de sa ville et a réclamé au GRK un budget dédié à sa reconstruction : « La ville est très endommagée en raison des affrontements entre les miliciens de l'EI et les Peshmergas. Elle a besoin d'être entièrement nettoyée après sa libération en raison des bombes EEI (engins explosifs improvisés) qui ont été posées autour de presque tous les bâtiments, maisons et routes. Elle doit être totalement nettoyée, avant que la vie dans cette ville puisse reprendre. » (Basnews).

L'eau et l'électricité doivent être de même rétablies, d'autant qu'auparavant, Sindjar dépendait administrativement de Mossoul, en recevant son électricité. À présent, plus aucun service ne fonctionne en provenance de la capitale de Ninive, et il est vain d'espérer un retour à la normale avant un certain temps. Par ailleurs, le Gouvernement régional du Kurdistan ayant sauté le pas de la « réintégration » de Sindjar au sein de ses frontières, c'est maintenant d'Erbil ou de Duhok qu'il faudra alimenter la ville en énergie. En plus d'un budget entièrement dévolu à la reconstruction de Sindjar, le maire réclame aussi une force de Peshmergas spécialement attachée à la ville et à sa province, force qui serait probablement constituée largement d'éléments locaux ou de yézidis, comme c'est déjà le cas pour celles qui assurent la protection de Lalesh ou Sheikhan.

Le 5 janvier, le Premier Ministre du Kurdistan d'Irak, Nêçirvan Barzani

a, à son tour, mis le pied sur les monts Sindjar, et rendu visite aux officiels yézidis sur place, ainsi qu'à la tombe de Sheikh Sharafaddin, un des « lieux saints » vénérés par les yézidis. Il a tenu une conférence de presse, dans laquelle il a exposé ses plans et ses promesses pour l'avenir de Sindjar, assurant que son gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour rétablir les services de base, qui seraient désormais fournis par le Kurdistan et non plus par Mossoul.

Le Premier Ministre a aussi annoncé la formation de commissions qui allaient se rendre dans les localités de Sindjar et des autres places libérées au fur et à mesure de l'avancée des troupes kurdes vers Mossoul. Il a promis que les habitants seraient « dédommages dès que possible » et que son gouvernement était déterminé à faire reconnaître le génocide des Yézidis auprès des instances internationales. Le 22 janvier, c'était au tour d'une délégation parlementaire de faire le déplacement, en vue d'établir un rapport sur la situation actuelle de la région et de ses habitants, rapport qui aurait pour finalité le plan de reconstruction lancé par le gouvernement d'Erbil. Le Parlement d'Erbil a aussi ouvert un bureau à Sindjar. Mais le GRK n'est pas la seule autorité kurde à s'intéresser à l'avenir de Sindjar. Même si le PKK a nié toute tentative d'instauration de « canton », les petites mouvances yézidis pro-PKK, en partie venues de Syrie, ont procédé à ce qui ressemble à s'y méprendre à la proclamation unilatérale des 3 cantons du Rojava : une assemblée « populaire » composée d'un peu plus de 200 personnes, a ainsi élu, le 14 janvier, un Conseil de 27 membres chargés de prendre en main « le destin des Yézidis et de Sindjar », et le PKK a tout de suite salué cette élection, comme un « important pas historique ».

Il était prévisible que la réaction des dirigeants du GRK allait être vive et le communiqué du Gouvernement régional ne s'est pas fait attendre : « La région de Sindjar a traversé des événements tragiques depuis qu'elle a été prise par l'organisation terroriste « État islamique », ou EI, depuis le 3 août 2014. Le peuple du Kurdistan a vécu le meurtre de masse des Kurdes yézidis et l'enlèvement des femmes kurdes yézidies dans cette région par l'EI comme une nouvelle et douloureuse tragédie pour le Kurdistan. En raison de ces profondes souffrances, le président de la Région du Kurdistan, commandant général des forces Peshmergas, a personnellement suivi et supervisé les plans et les opérations des forces Peshmergas contre l'EI dans cette région.

Dans ces circonstances difficiles, le Gouvernement régional du Kurdistan fournit de grands efforts pour secourir et fournir une assistance à la population de cette région, en plus de tenter de délivrer les femmes kurdes yézidies, dont un certain nombre sont encore détenues par l'EI. De plus, le Gouvernement régional du Kurdistan poursuit ses efforts, au moyen d'une commission spéciale, pour obtenir une reconnaissance internationale des crimes commis contre les Yézidis en tant que génocide.

Alors que le conseil des ministres du GRK exprime sa gratitude aux Unités de protection du peuple [YPG] pour avoir aidé les forces Peshmergas durant les attaques de l'EI, à secourir les Kurdes yézidis dans la région de Sindjar, nous considérons la tentative faite, le 14 janvier, par le Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK, de créer un conseil administratif pour diriger la région de Sindjar, comme un acte illégal, qui va à l'encontre de la constitution et des lois en vigueur en Irak comme dans la Région du Kurdistan.

Le PKK doit s'abstenir d'interférer dans les affaires de la Région du Kurdistan ; une telle interférence est inacceptable. La détresse de cette région blessée ne doit pas être exploitée pour des fins partisans, dans ce qui est une action illégitime et qui conduirait à un chaos politique et administratif. La Région du Kurdistan et l'Irak ont des institutions constitutionnelles et légales. Les Kurdes yézidis et la région de Sindjar sont représentés au Parlement du Kurdistan et au Conseil des représentants irakiens (le Parlement) aussi bien que dans le Conseil provincial de Ninive. Toute mesure qui sera prise maintenant et dans le futur, le sera par le biais des institutions légales au Kurdistan et en Irak et non par des moyens illégaux et des interférences inacceptables.

Le conseil des ministres du GRK essaie d'aider toutes les parties du Kurdistan, Sindjar comme les autres régions du Kurdistan d'Irak, en vue d'améliorer les relations et de ne créer ni tensions ni divisions. Aussi, nous demandons au PKK de stopper immédiatement ces tentatives illégales au Kurdistan irakien. Nous voudrions réaffirmer les déclarations faites par les dignitaires kurdes yézidis et leur leaders religieux, ainsi que d'autres figures kurdes yézidies, que cette interférence entraînera une détérioration de la situation à Sindjar et ceux qui en seront le plus affectés seront les populations du Kurdistan en général et celles de Sindjar et des régions avoisinantes en particulier. Par conséquent, de telles tentatives doivent cesser.

Les forces Peshmergas sont en train de reprendre complètement le contrôle de toute la région de Sindjar. Le GRK poursuivra ses efforts pour aider et reconstruire cette région bien-aimée. Le GRK parviendra à cet objectif de concert avec le Gouvernement fédéral d'Irak.

Le Conseil des ministres du GRK examine actuellement la proposition

demandant la création d'un gouvernorat de Sindjar. Cela sera débattu avec le Gouvernement fédéral irakien sur une base légale et constitutionnelle. Le Conseil provincial de Ninive sera informé des progrès de ces débats.

Conseil des ministres du GRK, 17 janvier 2015.

Si le GRK se réfère aussi à la constitution irakienne, c'est que Sindjar est compris dans l'article 140 qui prévoyait un référendum des régions détachées par Saddam des gouvernorats kurdes. Certes, en juin, quand les Peshmergas se sont déployés dans ces régions, Massoud Barzani a considéré que le référendum était caduque (de fait, le délai constitutionnel pour sa tenue a expiré en novembre 2007). Mais la constitution irakienne prévoit de toute façon que des provinces puissent, par référendum, former une région fédérale, à l'instar de celles du Kurdistan, ou bien qu'une province puisse choisir de se rattacher à une Région existante : il suffit que la demande en soit faite par les 2/3 du Conseil provincial ou d'un dixième des électeurs. Nul besoin, à cet effet, d'amender la constitution irakienne pour le rattachement de Kirkouk, Makhmur ou Sindjar. De plus, sur le terrain, Bagdad n'est pas actuellement en mesure de revenir manu militari à la situation d'avant juin 2014 au sujet de ces régions kurdes. Mais la politique de Massoud Barzani a toujours été d'une extrême prudence concernant toute avancée vers l'autonomie ou indépendance, depuis les élections de 1992, en s'efforçant de toujours trouver un cadre légal à son action, pour s'assurer de son bon droit et de l'agrément, ou tout au moins, de l'absence de refus catégorique, non pas tant de Bagdad, que de la part des puissances internationales, par crainte d'un isolement diplomatique qui ôterait toute consistance aux gains politiques du Kurdistan. C'est la faille diplomatique et institutionnelle des « cantons du Rojava » qui n'ont aucune existence légale en dehors des proclamations du PYD.

La libération de Sindjar dépendra surtout du repli de Daesh de la région si ses combattants se trouvent de plus en plus coupés des renforts de Mossoul. Quant à l'avenir de Sindjar, il est assez inconcevable qu'il puisse encore se trouver en Irak, car il est douteux que le gouvernorat de Mossoul et ses environs peuplés d'Arabes sunnites (dont beaucoup d'habitants ont collaboré

avec les Daesh pour exterminer ou enlever les yézidis) se change du jour au lendemain en une autorité pacifique, susceptible de ramener la population des survivants yézidis en son sein. Et faire dépendre Sindjar uniquement de Bagdad, alors que la capitale irakienne a perdu toute autorité sur les provinces sunnites qui la coupent du nord, est tout aussi hasardeux, car la guerre entre chiïtes

et sunnites n'est pas non plus près de s'apaiser. Indépendamment des considérations d'ordre patriotique parmi l'opinion kurde et yézidie, la réintégration de Sindjar au sein du Kurdistan est la seule solution de sûreté pour la région et ses habitants, d'autant que ce serait réunir les trois grands foyers du « pays yézidi », Sindjar, Lalesh, Sheikhan au sein des mêmes frontières.

MOSSOUL : LES PESHMERGAS GAGNENT DU TERRAIN

Le 8 janvier, le gouvernement central irakien et le Gouvernement régional du Kurdistan ont signé un accord de coopération militaire afin que leurs forces conjointes, celles de l'armée irakienne et celle des Peshmergas, se coordonnent pour affronter les milices de l'État islamique. D'après une source émanant du ministère de la Défense irakienne auprès de VOA News agency, Bagdad aurait aussi accepté de fournir les combattants kurdes en armes et en munitions, ce que les Irakiens répugnent à faire depuis la perte, en juin, de leurs territoires sunnites aux mains de l'EI et l'intégration des territoires kurdes au GRK.

Le 22 janvier, les Peshmergas ont lancé une grande offensive vers Mossoul et Tell Afar, avec pour objectif (réussi) de couper les voies de communication entre ces deux villes, tenues par l'EI. Leur avancée a été appuyée par plusieurs frappes aériennes de la Coalition, visant des véhicules, des unités combattantes djihadistes, leurs armes lourdes et un pont. L'avancée kurde a été assez rapide et deux jours plus tard, le 24, les premiers tirs de roquette sont

tombés sur Mossoul, alors que les Peshmergas n'étaient plus qu'à une vingtaine de kilomètres. Les frappes aériennes, elles, n'ont jamais visé la ville même, mais ses environs, afin de limiter les victimes civiles.

Autour de Tell Afar, plusieurs localités, villes et villages, ont été repris par les Peshmergas, à un point de jonction vital pour les communications avec Mossoul, empêchant ainsi les djihadistes de convoier armes, vivres et renforts de combattants pour défendre la « capitale » de l'État islamique. Le général de brigade Bahjat Taymes a aussi indiqué à l'AP que s'emparer de cette route protégerait le barrage de Mossoul. En se retirant, les djihadistes ont détruit nombre de ponts et de lignes électriques, afin de ralentir l'avance kurde. Les Peshmergas au fur et à mesure qu'ils prennent du terrain, s'attachent à renforcer leurs défenses, avec tranchées, sacs de sable et remblais, pour assurer leurs arrières, évitant les percées « éclair » en terres hostiles.

Ces localités arabes comprises hors des régions kurdes n'ont pas vocation à être éternellement protégées par les Peshmergas, et les Kurdes

souhaitent en repartir dès que l'armée irakienne fera la jonction avec leurs troupes. Le Gouvernement kurde ne souhaite pas être pris dans ce conflit interne arabe entre sunnites chiïtes qui leur est étranger. Les populations de Tell Afar voient d'ailleurs arriver les Peshmergas avec des sentiments mitigés, soulagés du départ de l'EI qu'ils avaient pourtant accueilli en libérateur, avant de déchanter, mais craignant aussi des « représailles » de la part des Kurdes, pour leur collaboration avec les Daesh. De leur côté, les soldats kurdes se méfient des éléments pro-EI infiltrés dans la population, qui pourraient donner des indications sur leurs positions. Un colonel des Peshmergas a ainsi indiqué à l'AP que peut-être « dix pour cent » des habitants d'Eski Mossoul restaient loyaux envers Daesh, et qu'il était essentiel pour la sécurité des opérations, de les identifier. Mais aucune exaction de la part des troupes kurdes envers les civils arabes sunnites n'a eu lieu, alors que les témoignages de la part d'ONG défendant les droits de l'homme ou de reporters accablent les milices chiïtes impliquées dans plusieurs massacres de sunnites au nord de l'Irak.

KIRKOUK : AFFRONTEMENTS ET TENSIONS

La situation militaire et sécuritaire a été tendue et meurtrière ce mois-ci, dans cette province, tant en raison de l'hostilité

croissante entre milices chiïtes et Peshmergas, que par les attaques, conventionnelles ou terroristes, de l'EI. Après l'effondrement de l'armée irakienne régulière à

Mossoul, en juin dernier, le Premier Ministre d'alors, Nouri Maliki, avait armé et encouragé le recrutement de milices para-militaires confessionnelles, afin de pouvoir stopper

l'avancée de Daesh et de reconquérir les territoires sunnites, ne faisant plus confiance à l'armée régulière pour cela. Le déploiement de ces milices à Kirkouk devait apporter un soutien militaire aux troupes irakiennes et aux Kurdes défendant la province contre l'EI, mais leur présence et leur armement lourd font craindre à ces derniers une menace sur Kirkouk et leurs propres troupes, si Bagdad avait la velléité de reprendre la province.

Le nombre des miliciens a atteint 8000 combattants en début d'année et Falh Fayaz, un conseiller auprès de la Sécurité nationale irakienne a, lors d'une visite à Kirkouk, annoncé une augmentation de ces effectifs, ainsi que la formation d'une garde nationale locale, mais sous commandement de la Défense irakienne, ce que les Kurdes refusent. Certaines milices chiites se rendraient coupables de véritables crimes de guerre qui n'auraient rien à envier aux exactions de l'EI, comme des massacres de civils sunnites dans des villages repris, ou des enlèvements arbitraires.

Le 2 janvier, des Peshmergas ont arrêté un groupe de neuf miliciens chiites au sud de Kirkouk, au checkpoint de Dubz, alors qu'ils convoiaient six « prisonniers », dont

un Kurde. L'identité de ces captifs a été découverte par les services kurdes : il s'agit de personnes portées « disparues » depuis septembre. Une semaine après la visite à Kirkouk de Fahl Fayadh, le gouvernement irakien a annoncé la formation de trois brigades de miliciens chiites, commandées directement par le Premier Ministre Hayder Al Abadi, ce qui rappelle le temps du cabinet Maliki, quand le Premier Ministre était aussi à la tête de la Défense et de la Police.

Bagdad a pour objectif avoué de former en tout six brigades de gardes nationaux à Kirkouk, qui comprendraient toutes les composantes ethniques de la province : les Kurdes, les Arabes et les Turkmènes formeraient chacun 32 % des effectifs. Mais les Kurdes ont alors exigé que ces brigades opèrent sous le commandement exclusif des Peshmergas, tandis que des milices tribales arabes souhaitent relever du ministère irakien de la Défense.

À côté de ces tensions, les pertes les plus lourdes au sein des rangs kurdes sont à mettre au compte des attaques de l'EI. Dans la nuit du 9 au 10 janvier, un groupe Daesh a attaqué par surprise des positions kurdes dans la région de Gwer, à 40 km d'Erbil, tuant 26 Asayish ainsi

que des Peshmergas. Les combattants de l'EI ont franchi le Zab à l'aide d'embarcations, en profitant des conditions météorologiques, notamment du brouillard. Ils ont attaqué les Kurdes pendant plus d'une heure, avant d'être repoussés. Le général de brigade Hejar Ismail a déclaré avoir compté près de 200 corps de combattants Daesh laissés sur le terrain. D'après l'agence Shafaq News, des blessés Daesh ont été emmenés par les leurs à l'hôpital de Mossoul, où des habitants ont été obligés de donner leur sang. En se retirant, l'EI aurait fait aussi 8 prisonniers qu'ils ont emmenés avec eux. D'après le commandement des Peshmergas, 500 Daesh ont pu participer à cette attaque surprise.

Enfin, le 30 janvier, une attaque suicide de l'EI a causé la mort de plusieurs Peshmergas, dont un haut commandant, le général de brigade Fatih Shwani. Une voiture piégée a d'abord explosé près du quartier général de la sécurité, au centre-ville, faisant 5 blessés. Puis des attaquants ont tenté de prendre position sur le toit d'une hôtel, avant d'être tués par les forces de sécurité. Les combats se sont poursuivis en plusieurs points des quartiers sud de Kirkouk, alors qu'un couvre-feu était imposé à la ville, jusqu'à l'élimination de tous les combattants Daesh.

LONDRES : UNE CONFÉRENCE ANTI-DAESH SANS LES KURDES

Le 22 janvier s'est tenue à Londres une conférence internationale rassemblant les ministres des Affaires étrangères de 22 pays, afin de débattre des moyens de lutter contre l'État islamique, notamment en empêchant l'afflux de nouvelles recrues dans les rangs des djihadistes et en coupant leurs moyens de financement.

Cette conférence était co-présidée par le secrétaire d'État américain John Kerry et le Secrétaire d'État des Affaires étrangères et du

Commonwealth, Philipp Hammond. Les autres pays invités étaient l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, le Bahrein, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Espagne, la France, l'Irak, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, les Pays-Bas, le Qatar, et la Turquie.

Le fait que seuls les Irakiens et non les représentants du Gouvernement kurde n'aient pas été conviés, au moment même où les Peshmergas lançaient leur assaut en direction de Mossoul et que l'armée irakienne se

faisait surtout remarquer par son absence sur ce terrain, a grandement irrité les Kurdes. Le président Massoud Barzani a fait part, dans un communiqué officiel, de son mécontentement :

« La conférence de Londres pour contrer le groupe terroriste EI se tient au moment où le Kurdistan dirige la lutte contre cette organisation terroriste et que nos braves Peshmergas, sacrifiant leurs vies, infligent de lourdes défaites aux terroristes de l'EI. Après les massacres de l'EI, les Peshmergas ont sacrifié

leurs vies pour protéger des centaines de milliers de personnes déplacées, dont les ressortissants de différentes communautés ethniques et religieuses. Ils ont libéré de larges pans de territoires, sans regarder à l'arrière-plan ethnique des populations de ces régions. Nous attendions de tous un témoignage de respect envers les sacrifices faits par le peuple du Kurdistan et ses Peshmergas en invitant un représentant du Kurdistan à cet événement et à d'autres événements similaires. Il ne fait aucun doute que la force la plus efficace pour combattre le terrorisme global sur ce terrain, et de façon directe, sont les Peshmergas. Nous exprimons notre mécontentement et celui de notre peuple envers les organisateurs de cette conférence.

Il est décourageant pour nous de voir le peuple du Kurdistan se sacrifier alors que d'autres en reçoivent le crédit. Le peuple du Kurdistan et ses braves Peshmergas méritent d'avoir ses représentants lors des rencontres internationales, afin de faire part de

leurs points de vue. Le peuple du Kurdistan est la première victime de la situation et aucun autre individu ni partie ne peut le représenter et parler en son nom lors des rencontres internationales. ».

Interrogée à ce sujet lors d'une conférence de presse, la porte-parole du Département des États-Unis, Jen Psaki, a répondu que le Premier Ministre irakien, présent à Londres, représentait « tous les Irakiens » dont les Kurdes, qui faisaient « partie de l'Irak » :

« Nous avons un énorme respect pour le courage que les Kurdes ont montré et la lutte formidable qu'ils ont menée pour reprendre des territoires à l'EI. Nous avons vu ces dernières semaines des gains consistants et continus remportés par les forces de sécurité irakiennes, dont les forces kurdes, en coordination avec le gouvernement de l'Irak. Les États-Unis et la Coalition ont beaucoup soutenu les forces des Kurdes irakiens et continueront à le faire [...] Londres était l'occasion pour un

petit groupe de membres de la Coalition de travailler directement avec le gouvernement irakien pour identifier les zones où nous pouvons améliorer notre assistance et notre coopération, y compris envers les Kurdes, tout en continuant à faire la pression sur l'EI pour mettre fin à son siège du peuple irakien. En tant que chef du gouvernement, le Premier Ministre Abadi a représenté le gouvernement irakien à cette conférence [...] Le général Allen et l'ambassadeur McGurk ont rencontré directement des responsables du Gouvernement régional du Kurdistan lors de tous leurs déplacements en Irak et ils continueront de le faire. »

Un des journalistes ayant objecté : « Vous savez très bien que l'Irak est sur le fond formé de deux États : Bagdad et le Kurdistan. Et que vous avez travaillé avec les deux, de façon indépendante », Jen Psaki a répété : « Ils font partie de l'Irak et le Premier Ministre Abadi reste le chef du gouvernement irakien. »

CULTURE : DISPARITION DU BARDE HASSAN SISAWÉ



Hassan Sisawé, grand dengbêj kurde, est mort le 10 janvier dans un hôpital de Shaqlawa, près d'Erbil, à l'âge de 89 ans.

D'après le communiqué d'un des médecins, son décès est survenu des suites d'un accident de la route dont il ne s'était jamais remis, deux ans auparavant. Hassan Sisawé est né dans un village de la province d'Erbil en 1926. Fait rare chez un Kurde, il ne s'est jamais marié, expliquant n'avoir pu convoler avec l'élue de son cœur et ayant décidé alors de rester céliba-

taire. Il a commencé sa carrière d'interprète des maqam kurdes (surtout le maqam Heyran) au début des années 1960 et est devenu rapidement célèbre dans la province d'Erbil. Il avait l'habitude de chanter ainsi des nuits entières sur les places des villages où il entrait, entouré d'une foule nombreuse.

Il avait été encouragé à enregistrer ses interprétations à la radio kurde de Bagdad par son entourage et s'est rendu de lui-même dans la capitale irakienne, avec quelques amis, où, à

la radio, le chanteur kurde Ali Merdan l'a lui-même accueilli, auditionné, et finalement permis d'enregistrer en direct pour la première fois. D'origine modeste, Hassan Sisawé, qui débuta comme travailleur agricole et ouvrier sur la route Hamilton, côtoya les plus grands noms de la chanson kurde : en plus d'Ali Merdan, Hassan Zirek, Taher Towfiq, Rassoul Gerdj. Plusieurs dizaines de ses maqams ont été enregistrés, certains tirés du répertoires folkloriques, d'autres composés par lui-même.

« C'est la langue qui réunit les Kurdes »

Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, revient sur les origines de l'identité de ce peuple et sur les ressorts d'une revendication nationale qui paraît plus près que jamais d'aboutir



Kendal Nezan.

DR

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME GAUTHERET

La transformation de la révolution syrienne en guerre civile puis la montée en puissance des djihadistes de l'Etat islamique, au printemps 2014, ont plongé les Kurdes au cœur d'un conflit qui menace d'emporter tout le Proche-Orient. Ils se retrouvent à la fois acteurs et spectateurs de la dislocation d'un équilibre régional dont ils étaient les grands perdants, la chute de l'Empire ottoman, au sortir de la première guerre mondiale, n'ayant pas débouché sur la création d'un Etat kurde. Le point sur la situation avec Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris.

Les populations kurdes, aujourd'hui éclatées entre Turquie, Iran, Irak et Syrie, n'ont jamais été unies sur le plan politique. Elles sont majoritairement sunnites mais peuvent être aléviées ou yézidiées, voire chiites ou chrétiennes. Pourtant leur revendication nationale semble plus forte que jamais. Si les racines de ce peuple ne sont ni politiques ni religieuses, qu'est-ce qui fait son unité ?

Fondamentalement, c'est la langue qui les réunit, véhicule de toutes les valeurs culturelles. Mais vous avez aussi des coutumes sociales et religieuses, la place de la femme, assez égalitaire, le mode de vie... Il m'est arrivé, dans les années 1970, de voyager dans des communautés d'Asie centrale, au Kirghizistan ou au Kazakhstan. Les proverbes, la façon d'accueillir le voyageur et les formes de politesse y ressemblent étrangement aux coutumes des Kurdes d'Iran ou d'Anatolie.



Dans le sud-est kurde de la Turquie, près de la ville d'Hasankeyf, sur les bords du Tigre, menacée de disparition par un projet de barrage. | Raphaël FOURNIER

Quelles sont les limites du foyer de peuplement kurde ?

Au départ, le foyer national, c'est l'Iran, l'empire des Mèdes (VII^e siècle avant J.-C.). Déjà, au temps du Prophète, le mot « kurde » est employé. Aux environs du X^e siècle ont émergé trois Etats kurdes. L'un avec pour capitale Diyarbakir (sud-est de l'actuelle Turquie) ; un autre dans le Caucase, autour de Gandja, qui englobait une grande partie de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan actuels ; et le dernier Etat était implanté dans le Kurdistan iranien. Puis l'arrivée des Turco-Mongols a tout bouleversé.

Les Kurdes ont vécu pendant de longs siècles sous la domination des Ottomans, sans perdre leur singularité. Comment l'expliquez-vous ?

Il faut s'imaginer l'Empire ottoman comme un espace extrêmement souple et décentralisé. Au Kurdistan, il avait laissé subsister une dizaine de principautés héréditaires qui avaient pour principale obligation de fournir des soldats en cas de guerre. Ces principautés ne voyaient pas pourquoi guerroyer pour s'unir : de toute façon, les Ottomans s'y seraient opposés. De plus, certaines principau-

tés étaient sous domination iranienne. C'est dans ce morcellement que sont apparus une culture, une littérature et un patrimoine artistique kurdes très riches. Hormis les artistes et quelques hommes de religion, peu de Kurdes vivaient à Istanbul. Et jusqu'aux guerres balkaniques de l'empire, à la fin du XIX^e siècle, les soldats kurdes étaient très rares au sein de l'armée ottomane.

Cet équilibre a été remis en cause pendant la seconde moitié du XIX^e siècle avec les tentatives de centralisation des Ottomans, inspirées du modèle étatique français. Les princes kurdes n'ont pas eu d'autre choix que l'insurrection. Au départ, ils combattent pour conserver leurs privilèges, mais cela débouche bientôt sur la revendication d'un Kurdistan uni. Les Kurdes étaient alors en avance sur les Arabes, dont les premières revendications nationalistes remontent au début du XX^e siècle.

Comment se fait-il alors que les Kurdes ne soient pas parvenus à obtenir un Etat à la chute de l'Empire ottoman ?

Après l'armistice, il y a eu une délégation kurde à Paris, dirigée par Chérif Pacha, un ancien ambassadeur. Le traité de Sèvres,

en 1920, instaurait un Etat kurde, mais les frontières finales ont été dessinées contre nous. Londres a considéré que, face à la menace soviétique, une grande Turquie nationaliste constituerait une zone tampon plus fiable qu'un Kurdistan sans tradition étatique. Les élites ont aussi leur part de responsabilité dans cet échec : les partisans de l'indépendance n'ont pas toujours été suivis, ils étaient vus par une partie des Kurdes comme très éloignés des réalités.

D'autres ont choisi l'alliance avec Mustapha Kemal, qui disait vouloir créer une république « des Turcs et des Kurdes ». La plupart d'entre eux ont fini sur la potence. Dès l'indépendance, en 1923, Kemal a décidé la mise en place d'un Etat exclusivement turc. Et, le 3 mars 1924, un décret interdisait les écoles kurdes et les publications en kurde. C'est à ce moment qu'est né le mouvement de lutte qui, d'une certaine manière, dure encore.

Le problème de la définition de frontières à la fin de la première guerre mondiale ne vient-il pas du fait que ce sont des terres où cohabitent depuis longtemps plusieurs communautés ?

De très importantes communautés arméniennes vivaient là depuis des siècles, mais à l'époque des conférences de l'après-guerre, elles avaient complètement disparu, massacrées... C'était une des caractéristiques du Kurdistan que ce mélange de juifs, de chrétiens, d'Assyro-Chaldéens ou d'Arméniens, et de musulmans. Et c'est pour cela que la plupart des Arméniens qui ont été sauvés lors des massacres de 1915 l'ont été par des Kurdes.

Cependant, les Hamidiye, qui ont largement participé aux débuts du génocide, étaient essentiellement kurdes...

A la fin du XIX^e siècle, après la destruction des principautés kurdes, le sultan Abdülhamid a cherché à s'inspirer du système des Cosaques, donnant le titre de « pacha » à quelques seigneurs locaux kurdes et les chargeant de défendre les marches de l'empire contre les Russes. Mais quand les révoltes d'Arméniens ont éclaté, en 1892-1893, ils se sont chargés de la répression, massacrant plusieurs centaines de milliers de personnes.

Ces soldats ont été recrutés d'autant plus facilement qu'ils venaient de territoires revendiqués par les Arméniens. Ils ont collaboré. Mais à côté de cela il y avait la société civile, très hostile aux massacres. En 1915, les deux seuls gouverneurs kurdes de l'Empire ottoman se sont opposés aux directives d'Istanbul : ils étaient originaires de Diyarbakir, qui a été vidée des Arméniens et des syriens cette année-là.

Les frontières apparues au XX^e siècle ont-elles débouché sur des différences culturelles parmi les Kurdes ?

Il y a des identités multiples. Les Kurdes iraniens ont été éduqués dans des écoles, confrontés aux médias persans... De même, en Turquie, beaucoup de Kurdes ont été assimilés linguistiquement, et ceux qui ne l'étaient pas ont néanmoins hérité des formes de raisonnement du kémalisme. On pourrait aisément trouver dans la doctrine des rebelles du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] des analogies avec le mouvement nationaliste turc, notamment la mystique du libérateur de la patrie...

Il y a également des singularités régionales, mais tout cela n'empêche pas l'existence d'une identité kurde qui s'exprime de façon évidente dans la diaspora. Dans les moments de malheur, je suis très frappé de constater que l'ensemble des Kurdes se mobilisent immédiatement. Mais si le Kurdistan devait devenir un Etat indépendant, il serait nécessairement polycentrique et fédéral.

Est-ce que la décomposition des Etats de la région est une chance historique pour les Kurdes ?

Il y a trente ans, on n'osait rêver du jour où il y aurait un Kurdistan quasi indépendant en Irak, que des Etats soutenus par l'ex-URSS ou les Etats-Unis figureraient sur des listes noires, et que les Kurdes émergeraient comme des partenaires raisonnables. Or c'est ce qui arrive. Désormais, dans la conscience politique occidentale, il y a la reconnaissance d'une certaine légitimité des Kurdes à avoir leur propre Etat. Donc, ce n'est plus qu'une question de temps...

Qu'est-ce qui garantit qu'un Kurdistan indépendant ne deviendrait pas, comme beaucoup d'Etats de la région, une terre d'oppression ?

Dans la pratique, les Kurdes d'Irak ont fait la démonstration qu'ils respectaient le pluralisme religieux et politique. Il y a eu trois ou quatre années difficiles, au sortir de la guerre de 2003, mais même dans ces périodes de luttes internes, jamais les communautés religieuses n'ont été inquiétées.

Tout de même, le PKK n'est pas franchement démocratique...

Le PKK a une filiation kémaliste évidente, mâtinée de baasisme et de marxisme, mais ils ont beaucoup évolué. C'est devenu, je pense, un mouvement qui peut se recycler dans le jeu politique. D'ailleurs, on a recyclé par le passé des mouvements beaucoup moins fréquentables.

La Syrie a longtemps servi de base arrière au PKK. Qu'en est-il des rapports entre les Kurdes et Damas après bientôt quatre années de guerre civile, et alors que fait rage la guerre contre l'Etat islamique ?

Les Kurdes syriens sont partagés. Le discours

du clan Assad n'a pas changé : nous, alaouites, kurdes et chrétiens, sommes minoritaires en Syrie, et si les sunnites, dont les plus modérés sont Frères musulmans, prenaient le pouvoir, ce serait une catastrophe pour tout le monde.

Comme il s'est placé dans l'optique d'un conflit long, comparable à la guerre du Liban, Bachar Al-Assad a fait savoir aux Kurdes qu'il se concentrerait sur la défense de la Syrie « utile », à savoir Damas et la région alaouite. Il a proposé la gestion de trois cantons kurdes du Nord au PKK, et celui-ci l'a aussitôt acceptée.

Quant aux rebelles kurdes modérés, hostiles à Damas, ils ont mis plus de deux ans pour trouver un accord à minima avec les autres forces d'opposition à Assad : prisonnières de leur vision nationaliste arabe, elles refusaient de garantir l'égalité de droits aux minorités. L'Etat islamique, lui, nous est resté totalement étranger, même s'il y a sans doute quelques rares trajectoires individuelles.

Qu'est-ce qui explique la persistance de cette revendication unitaire ?

Les Kurdes ont conscience d'être une population cohérente, qui a été victime de l'Histoire. Et un sentiment d'injustice a alimenté la résistance. Nous sommes près de 40 millions. Pourquoi les populations de Saint-Marin, du Liechtenstein ou des petits émirats du Golfe auraient-elles le droit de se doter d'un Etat et pas nous ? Sans représentation, nous ne pouvons pas défendre notre patrimoine – comme celui de la ville d'Hasankeyf, menacée de disparition par un projet de barrage.

Un autre exemple : il y a une trentaine d'années, j'avais proposé d'éditer plusieurs volumes de « musiques du Kurdistan », sous l'égide de l'Unesco. Il a fallu plus d'un an pour le faire admettre : le mot Kurdistan ne passait pas. La Turquie s'y opposait, et l'Iran, l'Irak, mais aussi, notamment, la Chine, à cause de son annexion du Tibet.

Finalement, on a dû faire un compromis : il n'y aurait qu'un seul volume, intitulé « musiques kurdes ». Quand on n'a pas d'Etat, on est impuissant... ■

Les valeurs des combattants de Kobané sont les nôtres

Quand donc se décidera-t-on à armer les Kurdes contre les égorgeurs ! N'abandonnons pas les assiégés à leur sort et à l'Etat islamique

PAR GÉRARD CHALIAND,
PATRICE FRANCESCHI
ET BERNARD KOUCHNER

La barbarie n'est pas à venir, elle est déjà là, incarnée par le Daech, l'Etat islamique, qui détruit tout ce qui n'est pas lui-même. Laisserons-nous les Kurdes résister seuls ? La menace n'est pas que régionale, elle nous concerne aussi, du Parlement canadien à la Kabylie, comme chacun sait. Nous rentrons d'un séjour au Kurdistan syrien où les Kurdes ont mis en place des structures politiques démocratiques auxquelles participent les Arabes et les chrétiens. L'égalité homme/femme y a été instituée, comme la laïcité et les droits de l'homme. Un exemple pour tout le Moyen-Orient. Leurs combattants et leurs combattantes sont extraordinairement motivés par cet idéal, ainsi que la défense de Kobané le symbolise après quatre-vingts jours de siège.

La situation de cette ville reste précaire malgré l'héroïsme de ses défenseurs qui manquent de tout, à commencer par des armes antichars contre les blindés des islamistes. Nous ne pouvons pas laisser écraser par le Daech ceux et celles qui se battent aux noms de valeurs proclamées qui sont aussi les nôtres. Cette stratégie de la

LES DÉFENSEURS
DE KOBANÉ
MANQUENT DE TOUT,
À COMMENCER PAR
DES ARMES ANTICHARS
CONTRE LES BLINDÉS
DES ISLAMISTES

terreur est soutenue par la Turquie, un allié de l'OTAN dont manifestement l'agenda régional ne correspond pas à celui des Etats-Unis et de l'Europe.

Dans les tranchées de Sérîkani, au plus proche de Kobané, nous avons écouté des jeunes filles de 18 ans en tenue de combat, toutes volontaires, qui avaient passé trois nuits dans la boue en première ligne. En attaquant sans cesse. C'est la stratégie des « Yapagués », les combattants kurdes : ne jamais reculer devant les égorgeurs de Daech. Leur choix est simple : ne pas tomber aux mains de ceux qui découpent les femmes vivantes. Elles sont lucides. La mort se trouve souvent au bout de leur combat. Leurs compagnons d'armes raisonnent de même. Pas un cri de haine contre les monstres qui incarnent la plus odieuse des guerres.

Ceux-là qui enseignent aux enfants sunnites de 10 ans la meilleure façon d'apprécier l'angle du couteau qui égorge tous ceux qui ne croient pas à un Dieu sans miséricorde qui dénature l'islam. Le lendemain, nous réussissons à rejoindre par skype la commandante en chef des troupes kurdes défendant Kobané, Narin Afrin, la ville demeurant complètement assiégée, donc interdite d'accès. Ce fut un moment magnifique. La jeune femme, précise autant que déterminée, nous affirma au nom de tous les combattants sa volonté de défendre la place pied à pied. Deux jours plus tard, en quittant le territoire kurde de Syrie, des obus étaient tirés sur la ville à partir du territoire turc. Au vu du monde entier.

POLITIQUE EUROPÉENNE

Nous avons longuement rencontré les chrétiens du Kurdistan de Syrie, ceux qui sont membres du gouvernement, des organisations officielles, et les autres. Ils nous ont dit leur espoir de demeurer dans la Syrie de demain, leur engagement pour se dresser face aux volontaires de Daech qui crucifient les chrétiens qu'ils rencontrent. Avez-vous vu comment les clous s'enfoncent dans les paumes des mains ? « Si nous ne défendons pas tous les persécutés, il n'y aura demain plus personne pour nous défendre », nous disait Nazira Gauriyé, la vice-présidente chrétienne syrienne du Parlement du Kurdistan syrien (Rojava). Nous voulons résumer nos émotions, les ramener à des considérations de politique élémentaire, européenne si possible.

Mais un Arabe qui ressemblait à un personnage des *Sept Piliers de la sagesse* de Thomas Edward Lawrence, le cheik Mashair Shammar, qui dirige la plus grande tribu sunnite du Proche-Orient, nous disait : « Vous n'avez pas voulu supprimer les Allemands en

voulant éliminer les fascistes, ne nous demandez pas de haïr l'islam sunnite en nous battant contre le Daech qui prétend parler au nom d'Allah. » Bien sûr, tout cela est plus complexe. Nous le savons. Il n'empêche : nous cherchions les alliés locaux qui ne nous obligerait pas à envoyer des troupes au sol, nous qui ne voulons pas y aller. Les Kurdes de Syrie sont ceux-là. Ils n'exigent pas le versement d'une seule goutte de notre sang. Ils veulent seulement des armes pour défendre nos valeurs communes. Nous Français, ne nous dérobons pas ! C'est maintenant où jamais. Demain, il sera trop tard. Comme d'habitude. Les missiles Milan antichars qui seront réformés dans deux ans et les mines antichars ne nous coûteraient rien. ■

G Gérard Chaliand est géostratège
Patrice Franceschi est écrivain
Bernard Kouchner, ancien ministre des affaires étrangères (2007-2010), est cofondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde



January 2, 2015

Jalawla, Sadia seethe in sectarian rivalries

By Nawzad Mahmoud
January 2, 2015 rudaw.net

SULAIMANI, Kurdistan Region – Sunni residents of Jalawla and Sadia accuse the Shiite militias, which played a role in the fight to liberate the towns from the Islamic State (ISIS), of now imposing their anti-Sunni rule.

"Whatever ISIS did is being repeated by the Shiites," said Riaz Saad, who left his hometown of Jalawla and is looking for work in Sulaimani, after giving up hope of a happy life in his hometown. He believes that sectarian rivalry will affect the lives of the townsfolk.

"Currently, Shiites are using the same tactics as ISIS to fight Sunnis and take revenge on them," Saad added. "The Shiites are not going to leave Jalawla and Sadia peacefully. The Sunni Arabs in these two towns will have to live in fear."

After fierce fighting that killed 144 Peshmerga and wounded 300, ISIS was driven out of the area. The Kurds entered the towns, but so did the Shiite militias. Their flags fly across the area.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is eager to discuss the appointment of an administrator for Jalawla with Shiite leaders, but a senior official confessed that, "The problem for Kurds is that they don't know



Peshmerga entering Jalawla shortly after recapture.

who they should talk to."

Hazhar Khalil Ibrahim, an Asayish official who was transferred from Sulaimani to Jalawla to supervise the security forces, said that the Kurds are waiting for discussions with the Khorasani Shiite militia, which wields power in Jalawla.

"The fight between Iraqi army and ISIS in Balda has delayed the negotiation," Ibrahim said.

Sources say that the PUK will try to convince the Khorasanis to withdraw their militias from Jalawla – though that is unlikely to happen.

Jalawla, with a population of 80,000, is 28 kilometers from the West of Khanaqin and is comprised of 36 villages. The mayor of

Jalawla stressed that, in the beginning of the Arabization process, 80 percent of Jalawla's residents were Kurds, but now Arabs comprise the 80 percent population. He also said that Kurds are present in only 10 of Jalawla's 36 villages.

Mayor Anwar Hassan said that townsfolk are waiting for the green light by the minesweeping teams to return to Jalawla. Seventy percent of the town has been cleared.

But mines and explosives are not the only obstacles for returning to the town. A security source in the town revealed that "the presence of Shiite militias in the town has created chaos."

The mayor said that Jalawla is in need of "twenty billion dinars

to recover from the damage done by ISIS. We have been told by the governorate of Diyala that 11 billion dinars of the 2013 projects will be delivered to us."

He added: "Eleven billion dinars for a town which is completely destroyed is nothing. All of the government offices are looted. Nothing is left in the buildings of the directorates of electricity, municipality, water resources, education and banks."

The return of the Karawis to Jalawla and the cooperation between Khorasanis and Karawis against the Kurds will jeopardize the future of Kurds in Jalawla and Sadia, sources say.

Sheikh Jafar Mustafa, head of the Khanaqin branch of the Kurdistan Democratic Party (KDP) predicted that negotiations with the Shiites would not be fruitful.

"Who will you negotiate with: Sadr, Badr, Khorasan and other groups all have different ways of thinking," he said, naming some of the Shiite militia groups.

He added that the Shiite groups will never agree to a Kurdish administration in Jalawla.

Prior to the arrival of ISIS in Sadia, 800 families left the town. So far, not a single Peshmerga has entered the town.

Salih Mahdi, member of the Sadia municipality council, said that the Peshmerga have gone as far as the Kobashe checkpoint. "But they have not entered the town." Mustafa claimed, however, that the "Peshmerga have been prevented from entering Sadia." ■



Irak: plus de 15.000 morts en 2014, année la plus sanglante depuis 2007

1 janvier 2015 AFP

LES VIOLENCES EN IRAK ont coûté la vie à plus de 15.000 personnes en 2014, l'année la plus meurtrière depuis 2007, selon des chiffres publiés par le gouvernement jeudi.

Plus de 22.000 personnes ont également été blessées au cours de cette période marquée par une offensive d'envergure des jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui s'est emparé de vastes régions d'Irak.

Les Nations unies ont, elles, fait état de 12.282 victimes en 2014.

"De nouveau, les Irakiens continuent de souffrir de la violence et du terrorisme. 2014 a vu le plus grand nombre de victimes depuis les violences de 2006-2007. C'est extrêmement triste", a déploré l'envoyé spécial de l'ONU, Nickolay Mladenov, dans un communiqué.

L'ONG Iraq Body Count, basée en Grande-Bretagne, a dénombré 17.073 morts en 2014.

Selon les chiffres compilés par les ministères de la Santé, de l'Intérieur et de la Défense, 15.538 personnes ont péri en 2014, soit deux fois plus qu'en 2013 (6.522 morts).

Il faut remonter à 2007 pour trouver de tels bilans importants. Cette année là, en plein conflit confessionnel entre chiïtes et sunnites (2006-2008), les violences avaient causé la mort de près de 18.000 personnes.

"2014 a été l'une des années les plus douloureuses pour les Irakiens à cause de l'offensive du gang terroriste" de l'EI, a déclaré le Premier ministre irakien Haider al-Abadi dans ses vœux.

Les violences en Irak avaient démarré en janvier, avec des heurts dans la province occidentale d'Al-Anbar, frontalière de la Syrie. La prise de Fallouja et de parties de Ramadi, chef-lieu d'Al-Anbar, ont été les signes avant-coureurs de l'assaut majeur début juin par l'EI.

L'EI s'est alors emparé de Mossoul, deuxième ville du pays, et de territoires dans cinq provinces irakiennes, avant de pousser vers le nord en août, où il s'est heurté à la résistance des combattants de la région autonome du Kurdistan.

Dépassée au début du conflit, l'armée tente depuis, aidée par les combattants kurdes et des miliciens chiïtes et parfois sunnites, de repousser les jihadistes.

Et une coalition internationale, emmenée par les Etats-Unis, lui apporte un appui aérien en menant des raids réguliers contre des positions du groupe ultradical sunnite accusé par l'ONU de crimes contre l'humanité. ●

Turkey's AKP pits Kurd against Kurd

Attempts by the leaders of Turkey's ruling party to cast a Kurdish Islamist party as an alternative to the PKK are raising serious questions and feeding old rivalries.



Fehim Taştekin
January 7, 2015
www.al-monitor.com

As Turkey's Kurdish peace process seems to devolve into a "crisis process," government quarters have begun suggesting the idea that the Kurdish Islamist Free Cause Party (Huda-Par) is the sole force capable of finishing off the Kurdistan Workers Party (PKK) and could eventually join the settlement talks. While some are promoting Huda-Par, an offspring of Turkey's Hezbollah, old feuds between Hezbollah and the PKK are being revived. Many believe this is no coincidence.

Hezbollah, which has no relation to the Lebanese group, defines itself as a "Muslim Kurdish" movement, while the PKK comes from a Marxist tradition. Their rivalry in the past was inevitable, and it appears to still be so today.

In its 1990s heyday, Hezbollah failed to achieve its goal of becoming the sole Kurdish force against the regime. Similarly, the PKK failed to eliminate other Kurdish groups and suffered heavy casualties at the hands of Hezbollah.

The PKK, which sees Hezbollah as "contras" used by the state against the Kurdish movement, has branded the group "Hezbol-Contra," while Islamist groups have called it "Hezbol-Shaitan" (Party of Satan) because of its murders of rival Islamists. After its leader Huseyin Velioğlu was killed in a police raid in Istanbul in 2000, Hezbollah sank into silence for a few years before making a comeback in the civil realm. In 2012, it set up Huda-Par as a legal political force. In last year's municipal polls, the party's overall vote stood at only 0.19%. Yet, it garnered 7.8% in Batman and 4.32% in Diyarbakir, proving to be a force to be reckoned with in the mainly Kurdish southeast.

Hezbollah is believed to have received support from rogue elements of the Turkish security forces blamed for countless extrajudicial killings in the southeast. While there are no indications that Hezbollah has renounced violence, its political debut seems to have resulted in a revision of its alleged "contra" mission as the Kurdish party that would politically finish off the PKK-led Kurdish movement.

Huda-Par could finish off PKK?

Writing for pro-government Yeni Safak, columnist Yusuf Kaplan uttered what many have been discreetly discussing: "This country can be saved from drifting to the brink of partition not through ethnic awareness, but through ummah [Islam nation] awareness. ... A strong ummah awareness exists in the [Kurdish] region among Huda-Par supporters in particular and among Islamic communities in general. ... Had supporters of the PKK and the [pro-Kurdish] People's Democracy Party [HDP] suffered the oppression that Huda-Par supporters suffered, they would have raised hell across the world! We owe Huda-Par gratitude for its prudence and common sense. ... Huda-Par is the safety valve of the country and the region. ... If Huda-Par maintains its common sense, the PKK will be finished."

A series of developments have sparked concern that the "Kurds versus Kurds" tactic could be replayed in a new format.

Deadly clashes occurred between PKK and Huda-Par supporters Oct. 6-8, when Kurds took to the streets to denounce the Islamic State's offensive on Kobani. The two sides traded accusations over the bloodshed, and Deputy Prime Minister Bulent Arinc paid a visit to Huda-Par and made remarks containing the following critical messages:

- The HDP is not the sole representative of the Kurdish people.
- Other parties will represent the Kurds if the PKK threat ceases to exist.
- Huda-Par has a vision for a new civilization, centered on humanity.
- One has to listen to anyone who has a word to say in the settlement process.

Arinc stressed, "The program of the Free Cause Party, through which devout Kurdish friends engage in politics, is extremely important. This party has a lot to say both about the country's problems and the settlement issue."

Two conclusions can be drawn from Arinc's remarks. First, the ruling Justice and Development Party (AKP), which used to brag about being the only party other than the HDP to enjoy Kurdish support, sees Huda-Par as a "sister party" rather than a rival, even though Huda-Par also targets the



Kurds clash with Turkish police in Cizre, Dec. 29, 2014. (photo by ILYAS AKENGİN/AFP/Getty Images)

vote of Kurds with Islamic inclinations. Promoting Huda-Par as an alternative Kurdish party is a sly tactic ahead of the June elections, in which the AKP aims to clinch a strong parliamentary majority that would allow it to introduce a presidential system, a goal that will be easier to achieve if the HDP fails to overcome the 10% national parliamentary threshold.

Second, the government — on an uphill track in the Kurdish peace process — appears to be flirting with the idea of taking on Huda-Par as a partner in the talks.

However, a serious problem emerges here: Who is Huda-Par going to represent at the negotiating table, being the offspring of an organization that has fought the Kurdish movement in collaboration with armed elements of the state? Lingering hostilities with the PKK could erupt at any moment into a full-blown confrontation, as seen during the deadly October unrest and most recently in the Dec. 27 clashes in Cizre that claimed three lives. It is very hard to imagine a negotiation formula in which Huda-Par and the PKK sit on the same side of the table, given their mutual mistrust and the easy flare-up of hostilities.

Undoubtedly, the settlement process concerns not only the PKK, but all Kurds and the whole of Turkey. No one denies this, yet participation is a different matter. Those involved in the issue emphasize that not Hezbollah but the PKK has fought the state for three decades and therefore the war, lately in a lull due to a cease-fire, can be ended only through negotiations between the warring parties.

Huda-Par wants to be part of the talks

Huda-Par, however, argues that negotiating with the PKK alone could resolve only the PKK problem, while a comprehensive settlement of the Kurdish question requires broader representation.

In remarks to Al-Monitor, Huda-Par spokesman Sait Sahin asserted the party wants to be a "partner" in the settlement process. "A healthy outcome requires the participation of all Kurdish segments. The process often suffers road accidents because only the PKK is involved," Sahin said. "The government may hold talks with the PKK to make it lay down arms and may eventually succeed, but if it wants to resolve the Kurdish question in general, all Kurdish segments should be interlocutors."

Asked about how the government and the PKK view this demand, Sahin said, "We've had contacts both with the government and the PKK. We've had occasional meetings with the government because the state has been the source of suffering. And we've had dialogue with the PKK because they are a force in the region. The PKK, however, wants no one but itself to be involved."

And on which side of the negotiating table does Huda-Par want to be? "We don't want to sit on either side. We could sit on a third chair as a just and fair party," Sahin said.

Provocation by a third hand?

Engaging Huda-Par in the settlement process is not yet being seriously considered, but a heated debate has opened over alleged attempts to play it off against the PKK. The Cizre clashes, which followed Arinc's visit →

⇒ to Huda-Par, stoked accusations that the AKP government is using Huda-Par against the PKK. The clashes erupted over an attempt to infiltrate a guard post that the PKK's youth branch, the Patriotic Revolutionary Youth Movement (YDG-H), had set up in Cizre to fend off police operations.

Several points seem to back up those claims:

- The attack in Cizre took place after HDP members visited the local Huda-Par office and the two sides agreed on certain issues.
- Just before the attack, the YDG-H had agreed to stop efforts to enforce partial control in the area such as digging ditches in the streets or erecting barricades and checking the IDs of passersby that had contributed to polarizing the atmosphere.
- Pro-government media outlets reported on the unrest with inflammatory headlines such as "Zoroastrians [idolaters] attack Muslims."

Provocative media

Two civic groups penned reports on how the unrest unfolded. Islamic-leaning human rights group Mazlumder said, "The incident was an act of provocation by secret formations seeking to turn the sides against each other. An attempt is underway by some deep centers to start a PKK-Hezbollah war. The press has widely reported that 'devout people are under attack,' but the issue has nothing to do with religiousness." The Human Rights Association, for its part, blamed the clashes on special forces teams acting together with armed civilians.

The PKK's umbrella organization, the Kurdistan Communities Union (KCK), blamed the government and Huda-Par, while Huda-Par blamed the PKK.

HDP co-chairman Selahattin Demirtaş, however, spoke of provocation. "We noticed that fake [social media] accounts posted messages, posing as Huda-Par and Kurdish youth accounts. The incident in Cizre was orchestrated by forces who had infiltrated both sides, seeking to foment conflict and bloodshed," he said. "Government media organizations run headlines

like 'Zoroastrians attack Muslim neighborhood,' which leads me to wonder whether some in the government were aware of this provocation. I'd like to ask Bulent Arinc: Did you have a hand in the provocation in Cizre or not?"

The pro-AKP media spoke of the PKK targeting Muslims, but the PKK has recently sought to develop good ties with Islamic quarters. KCK co-chairman Cemil Bayik, for instance, hosted 83 Kurdish clerics from Iraq in the Qandil Mountains in August 2013. Last May, a Democratic Islam Congress was held in Diyarbakir on the appeal of jailed PKK leader Abdullah Ocalan. The HDP similarly says it wants to embrace the devout. Turkey's recent history is no stranger to bloodshed caused by religious provocation, and prudent voices were immediately raised.

Sahin denied his party had any links with the state. Asked about Huda-Par's supposed mission, he told Al-Monitor, "Some may see us as a force to finish off the PKK, but we have no such intention. ... Our problem with the PKK is that they attack us, refusing to tolerate us. If the PKK stops its violence, it could well exist as a way of thinking or a political formation. We do not approve of the PKK, and we'll continue to struggle against them in the civil realm. If we manage to finish them in this way, fine. But no one has the right to use arms to finish off a thought."

Despite the deadly clashes and a possible plan by the state to foment a PKK-Huda-Par conflict, neither of the sides appears keen to open a second chapter of the feud of the 1990s. Each time tensions have flared, a mediator or Ocalan himself has stepped in to cool things down. Yet, the region remains a powder keg, and the longer the settlement process drags on, the larger the risk of explosion looms. I happened to be in Diyarbakir on Dec. 27 and I was frequently told, "If the unrest in Cizre spills over to Diyarbakir, things will come to a disastrous end." And that's no passing fear. ♦

Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divanı" on IMC TV. He is an analyst specializing in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He was founding editor of Agency Caucasus.

TODAYS ZAMAN

January 5, 2015

Pro-Kurdish party's risky election gamble



LALE KEMAL
todayszaman.com
January 05, 2015

Turkey's pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) gave a start to its campaign for the June national elections with a party congress held in Istanbul this past Sunday, introducing its election rally music with Kurdish flags flown in the background of the video. The music, a mixture of Turkish and Kurdish languages, starts with rap and ends with a folk music rhythm.

In last year's August presidential elections, pro-Kurdish candidate Selahattin Demirtaş, co-chairman of the HDP, had a surprise surge in votes. The party partly owes its increasing popularity to Demirtaş, who received around 9.76 percent of the vote in Turkey's first direct presidential election. He received not only votes from the Kurdish-dominated eastern and southeastern parts of Turkey, but also in big cities such as Istanbul from liberal segments of society.

When compared to the HDP's roughly 6 percent that it received in the local elections last March, Demirtaş's gains in the presidential election were considerable. It is not only

that Demirtaş has the art of speech delivery, but also that his party's democratic stance (as opposed to the other opposition parties) has attracted non-Kurdish, liberal voters in big cities.

Yet, the main opposition Republican People's Party (CHP) still places second after the ruling Justice and Development Party (AKP), though it has failed to raise its 25 percent of the vote closer to that of the AKP, which has around 48 percent.

A relative increase in the votes of the HDP -- a junior opposition in Parliament -- and the fact that candidate Demirtaş also received non-Kurdish votes in the August presidential election, can be interpreted as a sign that, among other things, Turkish-Kurds have increasingly, albeit slowly, been gaining recognition in Turkish politics, and hence among Turks. This is a positive trend in a country where Turkish-Kurds are usually associated with the terrorist activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged armed campaigns against the Turkish state for about three decades. The Turkish state initiated a peace process with the PKK to end armed conflict, starting with a 2013 cease-fire, which has played a role in changing, even if just relatively, the Turkish people's negative perception of the

Kurds.

In the meantime, it is important to note that even in the Kurdish-dominated regions of Turkey, the HDP places second after the AKP in all elections. Yet the gains made by Demirtaş in the August 2014 presidential election are important when analyzing the future role of Turkish-Kurds in Turkish politics in particular and their positive impact on Turkish stability in general.

In the June 2011 national elections, Peace and Democracy Party (BDP) -- later renamed the HDP -- candidates ran as independents to bypass the 10 percent electoral threshold, obtaining 6.65 percent of the votes, sending 36 independent deputies to the 550-member Parliament.

The 10 percent threshold was designed by the former decision makers of the military junta that staged a bloody coup in 1980. The threshold was intended to create a two-party system with more stable governments based on comfortable majorities in Parliament, and the exclusion of smaller parties from the political arena. But independent candidates, who are exempt from the 10 percent electoral threshold, can be elected as deputies.

The high threshold has, however, played into the hands of the AKP, in power for more than 12 years, to assert its authoritarian policies instead of ensuring stable governments.

The threshold issue has been a part of the national agenda lately, as the Constitutional Court is scheduled to make a ruling soon as to whether the 10 percent threshold can be lowered.

The AKP, which has been against lowering the threshold, claimed that even if the high court lowers the threshold it won't

➤ be applicable in the pending June national elections.

Mustafa Şentop, a deputy chairman of the MAKP, argued over the weekend that under the Constitution, a year should pass over the changes to be made on election laws for them to be implemented. Hence, he claimed, any ruling to be made by the Constitutional Court over the election threshold cannot be applied to the June elections as they are in less than a year.

The HDP, in the meantime, faces the risk of losing the next general elections due to the

10 percent election threshold if it enters the elections under the HDP umbrella instead of running as independent candidates. Demirtaş surprisingly announced recently that HDP deputies would enter the June national elections under the HDP umbrella, not as independent candidates. He confidently stated that his party would overcome the 10 percent threshold in national elections. Similarly, speaking during his party's congress in İstanbul this weekend, Demirtaş urged voters to vote for the HDP, disregarding the difficulties it may have in overcoming

the threshold, stressing that it would be a "turning point" if it succeeded in doing so.

Still, there is no guarantee that the HDP will gain the votes necessary to bypass the 10 percent threshold. If the HDP insists on running in the elections as a party and not as independent candidates, it will engage in a dangerous political gamble, since its failure to enter Parliament will have negative repercussions on an already fragile Turkish political atmosphere. Turkey can no longer tolerate a Parliament where Turkish-Kurds are not represented. □



January 5, 2015

Yezidi survivors say they cannot forgive Arab complicity in ISIS atrocities

By Hemin Abdulla
rudaw.net January 5, 2015

SHARAFADIN, Kurdistan Region – Rasho and Salim, survivors of the Islamic State's (ISIS) unmitigated violence against the Yezidis, are the two faces of a community struggling with the aftermath: one regards all Arabs as enemies fit to die, and the other sees them as fellow victims.

As Kurdish Peshmerga forces fight to clean up remaining ISIS fighters from Shingal and the surrounding Yezidi areas the jihadis captured in an assault last August, many Yezidis cannot forget how their own Arab neighbors had turned against them and sided with the militants.

Anti-Arab sentiments are so deep rooted among Yezidis that most of their religious men refuse even to wear the Arab headbands, or "agals," that used to be part of their traditional costume.

Rasho and Salim have both returned to see if their homes still stand in Sinune, a Yezidi Kurdish town near the Syrian border that the Peshmerga recaptured from ISIS just a few days ago.

"If I see an Arab right now, I will kill him," says Rasho, a 20-year-old in the Kurdish Yezidi town of Sinune near the Syrian border who has joined the Peshmerga forces and sports a beret in the style of the late Argentinian revolutionary, Che



Yezidi women baking bread on Mount Shingal.

Guevara.

Whenever he sees Arabic writing on the walls of Sinune he turns away in anger: "I used to have so many Arab friends, but they betrayed us."

For Salim, who works as a laborer and lives in a camp near Duhok, all Arabs "are not the same."

He adds: "I still have Arab friends. Just like us, they have left their hometown and now they are sheltered in Erbil. They call me regularly and ask about my situation. As a matter of fact, during the Eid they called me."

The village of Hardan, just a 10-minute car ride from Sinune, used to be populated by Arabs, Turkomen and Yezidi Kurds.

Although there has been no fighting there for several days, plumes of smoke are still seen rising from the village. One villager, Rashid, whispers that the smoke is from Arab homes being secretly burned in revenge.

"Some Kurds, without the knowledge of the Peshmerga, go and set those houses on fire," he explains, confiding that he agrees with the practice.

He and others in Hardan testify that, before the arrival of ISIS, the Arab residents closed the villages gates to prevent anyone from escaping. As a result, ISIS captured and massacred 500 Yezidi Kurds.

The brotherhood that once existed among the Yezidi and Arab residents is gone forever, one villager says: "There is no brotherhood after betrayal. They insulted our honor; they are no longer our brothers."

Tensions seethe in villages like Awinat, where many Arabs have remained put in their homes, despite efforts by some Yezidis to force them out – which has been prevented by the Peshmerga.

"I saw Arabs with my own eyes when they tied our children to the trees, cut off their legs and

executed them," says Ageed, a Yezidi Kurd who has joined the Syrian-Kurdish People's Protection Units (YPG) that have joined forces with the Peshmerga in the fight against ISIS.

He says that the Arabs should pay for what they did, and he is more than willing to fight them out of the village.

"The price is that they should leave us, we don't want them to live among us," says Ageed, who tries to convince a Peshmerga commander for permission to enter one of the Arab villages.

But the commander warns: "We have orders from the president of the Kurdistan Region that no one should attack them."

In the village of Sharafadin Sheikh Ismael Bahri, guardian of the second most important shrine for Yezidis after Lalish, shares the anti-Arab sentiments of much of his community.

In his guesthouse, the photos on display show him with an agal on his head, though he says he no longer wears one.

"The Arabs in our area betrayed us, that is why we decided to throw away our agals. Now you can rarely see a Yezidi wearing an agal, even if someone does, he is looked down upon," Bahri explains.

In four mass graves found in Sharafadin, many of the agals mixed in with flesh and decayed body parts are shot through with bullet holes.

Bahri calls upon the international community "to help Yezidis establish an independent Yezidi Region which would be part of the Kurdistan Region and under the supervision of the United Nations."

He warns: "there will be no place for Arabs in that Region." ■

La citadelle d'Erbil, le joyau Unesco qui symbolise les rêves kurdes

Entre fierté identitaire, bouleversement des modes de vie et quête de visibilité internationale, cette massive cité de 6.000 ans cristallise les enjeux que connaît le Kurdistan irakien.



La citadelle d'Erbil. Photos: Delphine Darmency et Constance Desloire.

Delphine Darmency et Constance Desloire
6 janvier
www.slate.fr

Erbil (Irak)

Blanche et poussiéreuse, la rue principale a des allures de décor de western. Il n'y a personne, ce jour caniculaire d'août, pour grimper à pied la rampe de 32 mètres et visiter la citadelle d'Erbil. Le mot «visiter» est d'ailleurs bien audacieux. Les travaux ont commencé en 2010, et seule la grande artère est accessible.

Au croisement central de la rue, un garde moustachu essaie de tuer le temps au pied de l'immense drapeau kurde flottant à 20 mètres de haut. C'est aussi la seule arrivée d'eau publique, et l'homme arrose régulièrement tout autant la canalisation que son propre torse, qui brûlent tous deux sous 45°C. La citadelle a pourtant revendiqué 37.000 touristes en 2013, étrangers et Irakiens, mais en des saisons plus clémentes. Elle est le futur joyau touristique de la capitale régionale du Kurdistan, qui se développe à toute vitesse et compte se doter d'un centre historique revalorisé et attractif.

Belle joueuse, la Ligue arabe avait choisi, en 2014, comme Capitale arabe du tourisme la capitale du Kurdistan irakien –une région autonome où la population est pourtant très majoritairement kurde. Ce statut devait à l'origine lui attirer 3 millions de touristes,

même si le programme des festivités et des travaux semblait léger. La petite maisonnette du comité «Capitale arabe du tourisme», dans le chic «English village» sécurisé, était d'ailleurs bien close au mois d'août.

Mais de toute façon, le groupe Etat islamique a plongé dès le mois de juin la ville dans l'incertitude. Résultat: pas de touristes, mais un flot de réfugiés. Qu'à cela ne tienne! Erbil possède aujourd'hui une nouvelle carte dans son jeu, un cadeau de l'Unesco qui tombe à pic. Le 21 juin dernier, dix jours après la chute de Mossoul, l'organisation de l'Onu dédiée à la culture a inscrit la citadelle sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité. Si c'est le quatrième site dans ce cas pour l'ensemble de la République d'Irak, c'est une première pour cette zone de l'extrême nord du pays.

Rare cité à avoir été continuellement habitée depuis 6.000 ans, la citadelle (ou qalaat comme on dit là-bas) règne sur la ville du haut de son tell, une colline entièrement constituée de couches archéologiques. Ce sont des restes de différents bâtis qui renferment encore les trésors des civilisations successives qui s'y sont superposées, Sumériens, Acadiens, Babyloniens, Assyriens, Perses, Grecs, ou Ottomans. Il y a là-dessous des secrets qui n'ont pas encore été tous révélés puisque, pendant sa présidence (1979-2003), Saddam Hussein a interdit toute fouille dans la région du Kurdistan, craignant de trouver des éléments n'allant pas dans le sens de la

vision de l'Histoire qu'il aimait promouvoir –un panarabisme obtus s'appuyant sur la négation et le massacre des Kurdes.

Aujourd'hui, des excavations permettraient donc au gouvernement régional de faire un premier pas vers la reconstruction scientifique du passé. Les archéologues kurdes et étrangers espèrent trouver notamment le temple de la déesse assyrienne Ishtar, qui abritait une école de scribes, un observatoire astronomique, une caserne et des lieux de cultes pour les prêtresses. Pourtant, les garanties sur la valeur archéologique du tell étaient insuffisantes aux yeux de l'International Council on Monuments and Sites (Icomos).

Cette organisation, expert consultatif auprès de l'Unesco, avait rendu en 2013 un avis défavorable à l'inscription de la citadelle sur la liste du Patrimoine mondial, la «valeur universelle exceptionnelle du site» n'ayant pas été suffisamment démontrée à ce jour. Mais l'agence onusienne n'en a pas tenu compte et a plutôt visiblement entendu les plaidoyers appuyés de l'Algérie, du Liban et de la Turquie voisine.

«PROUVER L'APPARTENANCE À UNE CIVILISATION LA PLUS ANCIENNE POSSIBLE»

Le gouvernement régional du Kurdistan s'est engagé à verser au projet 35 millions de dollars. Preuve de l'importance du lieu: la citadelle est le seul site archéologique ➤

► du Kurdistan qui a obtenu une enveloppe gouvernementale.

Comme le souligne un archéologue européen présent sur place, qui préfère rester anonyme, «tout nouveau "pays" essaie de prouver qu'il appartient à une civilisation la plus ancienne possible». Même si, en l'occurrence, les Kurdes seraient non pas des descendants des Assyriens, mais plutôt des Mèdes, un peuple iranien qui a justement abattu ici la civilisation assyrienne. Mais alors que l'Etat irakien est en déliquescence, les autorités kurdes rêvent de valoriser l'ancienneté de l'histoire de leur région pour affirmer leur identité et justifier leur future indépendance.

Sur la brochure de la citadelle à destination des visiteurs, quatre périodes sont d'ailleurs indiquées comme ses «âges d'or» depuis 6.000 ans: la période néo-assyrienne (-1000 à -600), le royaume Adiabène (autour de l'an zéro), le règne de Musaffer el-Din Kokburi (XIIIe siècle) et ... l'ère de la «région kurde autonome d'Irak depuis 2005!» «La citadelle est un lieu très politisé, poursuit l'archéologue. Pendant plusieurs années, Erbil et Bagdad [qui porte le projet devant l'Unesco au nom de l'Irak] se sont battues pour savoir qui allait fouiller, car il y a des équipes plus ou moins "nationalistes". Finalement, les fouilles sont coordonnées exclusivement par des Kurdes. Mais une seule petite coupe en profondeur a pour l'instant été réalisée.» Le classement à l'Unesco acquis, certains craignent que ces recherches passent au second plan et que l'accent soit dorénavant mis sur les travaux en surface.

Si, au début du XXe siècle, la cité était encore habitée par trois à quatre mille personnes, 1986 a sonné le début de la décadence. Des déplacés internes kurdes, chassés de leurs villages par l'armée irakienne dans sa campagne de nettoyage ethnique, ont trouvé refuge dans la citadelle. «Ils ont détruit et construit comme ils voulaient et cela a abîmé le site», explique Dara Al-Yaqoobi, directeur de la Commission de revitalisation de la citadelle, créée au milieu des années 2000 et qui a décidé en 2007 d'évacuer les derniers pensionnaires qui y vivent sans électricité. 700 à 800 familles ont alors été délogées contre compensation et aujourd'hui, seules deux vivent encore sur place pour surveiller la vieille cité. Objectif: transformer en quinze ans le site antique et délabré en cœur moderne. L'urgence est d'abord de réhabiliter le patrimoine visible pour ne pas perdre ce qui tient encore debout.

On a réalisé rapidement des travaux de sauvetage pour 180 maisons au bord de l'écroulement, certaines datant du VIe siècle. Une partie des remparts, attaqués au canon en 1743 lors d'un siège des Perses, transformés en façades de maisons suspendues au XIXe siècle, ont été redressés et renforcés. La monumentale statue du penseur Sharaf el-Din el-Erbili (1169-1239) a été transférée au parc du Minaret, à 1km, pour la protéger. A part la grande mosquée Mollah Afandi de 1720, dotée d'un minaret recouvert de céramiques peintes, qui est accessible pour la prière du

vendredi, seuls sont ouverts un hammam datant de 1775, inactif depuis les années 1980, et le musée du textile kurde.

A quelques pas, plusieurs superbes anciens palais de réception pour hôtes, les «diwakhanas», toujours propriétés de notables de la ville, sont en cours de réhabilitation, ainsi que leurs bassins au centre des cours intérieures, les poutres en bois taillé ou les peintures murales. L'un d'eux, l'ancienne demeure ottomane de la famille Shihab Chalabi, accueille l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) depuis 2012.

«POUR LES TOURISTES ET POUR LES HABITANTS»

La première des grandes maisons vraiment rénovées est celle de la célèbre famille Yaqoob Agha, qui accueillera le centre d'interprétation de la citadelle. Les Yaqoob Agha, une lignée de la ville à laquelle appartient d'ailleurs le directeur de la Commission de Revitalisation, Dara al-Yaqoobi, nous explique innocemment notre jeune guide... Mais le reste du site, surtout des maisons individuelles, est dans un état si piteux qu'en 2005, l'Icomos avait même parlé de «génocide culturel».

«A terme, nous voulons que la Citadelle devienne le centre de la nouvelle Erbil, d'une Erbil moderne, souligne Dara Al-Yaqoobi. Le site accueillera notamment boutiques-hôtels, musées et restaurants. Ce sera un lieu d'évènements culturels, destinés à tous.» Mais le projet laisse certains citoyens sceptiques, d'autant que le retour des anciens habitants évacués n'est pas prévu. Une trentaine de personnes devraient, dans le futur, y élire résidence, notamment des artistes. On interroge Dara al-Yaqoobi:

«N'avez-vous pas peur que la citadelle devienne un lieu pour riches?»

«Nous voulons des gens cultivés et curieux de la culture, mais pas forcément riches. Le prix du café ne sera pas plus cher qu'ailleurs. La citadelle sera pour les touristes et pour les habitants.»

«L'entrée sera gratuite?»

«Oui. Au début. Peut-être dans quelques années faudra-t-il payer, pour limiter le nombre de personnes.»

C'est que la citadelle doit devenir branchée. «Le projet de revitalisation est colossal, évalue l'archéologue européen. Mais pour que les maisons ne se dégradent pas, il faudra y faire vivre du monde durablement. Et certains Kurdes sont mécontents d'une modernisation qui pourrait dénaturer l'identité de la citadelle.» Le rapport de l'Icomos déconseillait d'ailleurs l'implantation du bâtiment au design ultramoderne du futur Musée national du Kurdistan au pied même du tell. La Commission de revitalisation envisage, depuis, des options plus éloignées.

Et ce ne sont pas les autres quartiers qui manquent dans Erbil. La cité, passée en cinquante ans de 10.000 à 1,5 million d'habitants, connaît un développement féroce depuis l'autonomie du Kurdistan –dès 1991 avec le

retrait de l'armée irakienne imposé par les Américains, et surtout depuis 2005, avec la nouvelle Constitution fédérale. «Hawler», en kurde, attire désormais de nombreuses entreprises étrangères qui fuient l'insécurité de Bagdad. La ville connaît un boom de l'immobilier spectaculaire, une hausse des prix généralisée, des changements sociétaux accélérés. L'émergence d'un site historique touristique chic et attractif fait partie de la vision des dirigeants kurdes. Et pour cela, on est prêt à transformer des tissus urbains anciens.

QUARTIERS FANTÔMES

En contrebas de la citadelle et face aux souks, le quartier de Khanaqa est totalement abandonné. Dans ses ruelles fantômes, les portes des maisons entrouvertes laissent voir la précarité et l'insalubrité des bâtis, qui manquent de s'effondrer.

Au détour d'un chemin, Qabil et Massimo apparaissent. Les deux amis reviennent parfois avec émotion dans ce quartier qu'ils ont laissé en 2011. «Nous n'avons pas eu le choix, explique Massimo. En dédommagement, le gouvernement nous a donné un logement gratuit dans la périphérie d'Erbil mais je préférerais la vie ici, entouré de nos amis et voisins. Aujourd'hui, nous sommes tous dispersés.» D'après Massimo, le quartier abritait encore 150 familles il y a trois ans. Les deux hommes s'enfoncent dans les dédales de ruines de Khanaqa, jusqu'à arriver dans l'ancienne modeste maison de la famille de Qabil, 29 ans. Dans les décombres, il aperçoit un rasoir, qu'il s'empresse d'embrasser. «Un jour, le plafond m'est tombé sur la tête, se souvient-il. Alors je suis plutôt satisfait d'être parti: ici, les conditions étaient très difficiles.» Massimo et Qabil n'ont jamais eu d'information sur ce qu'il adviendrait de Khanaqa. Toujours dans la «ville basse», l'ancien quartier juif, Taouil, a aussi connu l'évacuation des habitants en 2012.

La place aux fontaines est aujourd'hui le symbole de la ville, un nouvel espace collectif où les familles adorent se promener le soir, tout à côté des souks –refaits il y a peu– et des centres commerciaux. Au pied de la majestueuse grande porte de la citadelle, qui a été retapée, la place offre une perspective de carte postale. Elle jouxte aussi un petit cimetière entouré de grues, auxquelles on ignore combien de temps il pourra résister. Les premières boutiques-souvenirs ont fait leur apparition.

Les autorités parviendront-elles à faire de la citadelle une vitrine de la riche histoire des civilisations de la région, qui sache à la fois maintenir une vie de quartier et attirer les touristes? Au Moyen-Orient, les projets de réhabilitation des «casbah» ou «médina» ont des orientations et des succès différents. Erbil s'inspire-t-elle de certains d'entre eux? «Nous ne suivons l'exemple de personne, répond fermement Dara al-Yaqoobi, dans son petit bureau du préfabriqué de la Commission de revitalisation, dans la rue blanche et poussiéreuse. Notre citadelle sera unique.»



AP Associated Press

Irak : l'EI tue 30 membres des forces de sécurité kurdes au cours d'une attaque surprise

11 janvier 2015 / BAGDAD / Sinan Salaheddin / A P

AU MOINS 30 SOLDATS KURDES ont été tués à la suite d'une offensive du groupe armé État islamique pour reprendre le contrôle de la ville de Gwer, au nord de l'Irak.

La bataille sanglante démontre que le groupe extrémiste peut encore mener des attaques, et ce, malgré les frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Bien que l'alliance entre les différentes troupes en Irak - l'armée locale, les soldats kurdes, ainsi que les milices sunnites et chiïtes - ait fait certains gains, leur progression demeure pour le moins très fragile.

Un porte-parole de l'armée kurde a précisé que les combats avaient commencé samedi, lorsque les extrémistes se sont avancés vers Gwer, tout près de Mossoul, une ville qu'il contrôle déjà. Halgurd Hekmat n'a pas pu

dire si le groupe armé État islamique avait perdu des soldats.

Les troupes kurdes avaient repris la ville de Gwer en août dernier, soutenues par les tirs aériens de la coalition internationale, alors que l'organisation extrémiste contrôlait une vaste portion du territoire irakien.

Si le groupe armé État islamique s'emparait de Gwer, cela pourrait lui permettre de cibler la capitale kurde, Irbil, qui est à proximité.

Plus tôt ce mois-ci, les soldats kurdes - aussi appelés peshmergas - ont réussi à reprendre certains villages, près de Sinjar, permettant ainsi d'ouvrir un corridor pour que les membres de la minorité yézidi puissent s'enfuir du mont Sinjar.

Le groupe armé État islamique contrôle environ le tiers de l'Irak et de la Syrie voisine.

L'armée américaine a annoncé qu'elle avait mené samedi 12 frappes aériennes en Syrie et trois en Irak. ●

Le Monde 7 janvier 2015

Turquie : un adolescent tué dans des heurts dans la ville kurde de Cizre

Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 7 janvier 2015

Un garçon de 14 ans a été abattu dans la nuit de mardi à mercredi lors d'affrontements entre la police turque et des manifestants à Cizre, ville kurde du Sud-Est anatolien, ont annoncé, mercredi 7 janvier, les services de sécurité. Les heurts ont fait par ailleurs un blessé. L'adolescent est mort à l'hôpital après avoir été blessé à la poi-



Partisans du PKK dans une rue de Cizre, le 27 décembre. AFP/ILYAS AKENGİN

trine, dit-on au sein des services de sécurité.

Cette mort souligne la fragilité du processus de paix entamé

il y a deux ans entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené une insurrection de près

de trente ans dans le pays.

Cizre, située après de la frontière de la Turquie avec l'Irak et la Syrie, a été le théâtre ces dernières semaines d'affrontements entre partisans de Hüda-Par (la branche politique du Hezbollah turc), qui a toujours été hostile au PKK, et de jeunes liés au PKK.

De violents combats de rue entre partisans de Hüda-Par et le PKK ont eu lieu dans le sud-est de la Turquie en octobre, alors que l'État islamique combattait les forces kurdes dans la ville à majorité kurde de Kobané, de l'autre côté de la frontière, en Syrie. ■

Le Point 6 janvier 2015

la Syrie dénonce les visites "illégales" de Kouchner et McCain

Le Point.fr le 06/01/2015

La Syrie s'est plaint à l'ONU de ce que plusieurs personnalités politiques, dont l'ancien ministre français Bernard Kouchner, soient "entrées illégalement" sur son territoire, et a demandé aux pays dont ils sont originaires de faire cesser cette "violation flagrante". Dans une lettre datée du 24 décembre et dont l'AFP a eu copie, l'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari cite aussi l'influent sénateur américain John McCain. Celui-ci est passé en mai 2013 en Syrie depuis la Turquie pour rencontrer pendant quelques heures des chefs rebelles syriens.



L'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari s'est plaint de ce que plusieurs personnalités politiques soient "entrées illégalement" sur son territoire.

Bernard Kouchner, ancien ministre des affaires étrangères, s'est pour sa part rendu en novembre dernier dans les zones kurdes

du nord de la Syrie "sans que le gouvernement syrien le sache ni donne son accord", souligne la lettre.

Damas "tient les gouvernements des pays dont ces personnes sont originaires pour pleinement responsables de cette violation de sa souveraineté".

"Faire pression sur les gouvernements"

La lettre, distribuée aux 15 pays membres du Conseil, demande au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et au Conseil de "faire pression sur ces gouvernements pour qu'ils prennent immédiatement les mesures nécessaires contre leurs ressortissants qui entrent illégalement en territoire syrien".

L'ambassadeur syrien cite aussi des visites de Peter Galbraith, ancien ambassadeur américain en Croatie, en décembre 2014, et de Walid al-Tabtaba'i, ancien membre du Parlement koweïtien, en septembre 2013. □



Iraqi Kurds Retake Territory; Seek More Help to Free Mosul



Barbara Slavin
www.voanews.com
January 07, 2015

No one is yet talking about victory in the war against the vicious group that calls itself the Islamic State (IS).

Today's shocking attack in Paris underlines the threat that terrorist fanatics pose to civilized society everywhere.

But on the battlefronts of Iraq, IS has lost its edge. Iraqi Kurdish forces, backed by U.S. airpower, have now retaken virtually all the territory they lost to the group over the summer, according to Falah Mustafa Bakir, head of the department of foreign relations for the Kurdistan Regional Government (KRG).

In an interview with VOA on Tuesday, Bakir said he had come to snowy Washington to introduce a new U.S. representative for the KRG, Bayan Sami Abdul Rahman and to discuss with U.S. officials "what's next" to liberate Iraq.

The Kurdish Peshmerga, a force of some 150,000 men and women, is doing its part but "where is the Iraqi army and where are the Sunnis?" Bakir asked.

Even with U.S. air support and technical assistance, the Kurds cannot recapture Mosul, a multi-ethnic metropolis with a Sunni Arab majority, he said. As long as Mosul remains in jihadi hands, the tens of thousands of Iraqis who have fled to Kurdistan from other parts of Iraq will not dare return home, Bakir said.

"They are not the same ISIL [an alternative acronym for IS] of six months ago," Bakir said. "They have been demoralized and lost a lot of foreign fighters." But "we will not feel safe and secure until ISIL is thrown out of Iraq."

"Mosul is key," he said. Once IS is defeated there, he said, it will be much easier to expel the group entirely from the country. He added that the city also has symbolic importance as the place where IS declared its "caliphate."

After initial setbacks, the Iraqi Peshmerga has not only recouped its losses in Iraq but has managed to assist beleaguered Kurds across the border in Syria. The border town of Kobane is now 75 percent in Kurdish hands, Bakir said. But to tackle Mosul, "we have to be ready and have to do it right. We have to have the Sunnis as part of this process."

Bakir would not predict when Sunni and other Iraqi forces would be ready to confront IS in

Mosul.

At a Defense Department briefing on Tuesday, Pentagon Press Secretary Navy Rear Adm. John Kirby echoed Bakir's assertion that the IS offensive has been blunted.

"What we haven't seen in the last several weeks has been any renewed offensive moves by ISIL of any significance," Kirby said. "They have largely taken a defensive posture in the last several weeks."

But "nobody is taking that progress for granted," Kirby added. In addition to controlling Mosul, he said, IS is still threatening members of the Yazidi minority in and around Mount Sinjar, parts of Anbar province and the city of Baiji, adjacent to Iraq's main oil refinery.

In a recent article in "Foreign Affairs," authors Robert Pape, Keven Ruby and Vincent Bauer argue that the U.S.-led air campaign has failed to prevent IS from consolidating control within Sunni territory in Iraq and Syria even if it has checked their expansion beyond those areas.

According to the authors, "the crucial next step is to identify pockets of Sunni resistance" to IS in Iraq. They suggest two potential sources of anti-IS recruits: the Nineveh provincial police force of about 24,000 and Sunni tribes that have opposed IS in Anbar province, including the Jaghaifi, near Haditha, and Albu Nimr, near Hit.

Reversing IS's "momentum in Iraq will also likely weaken the group in Syria at least compared to other Sunni groups, changing its trajectory from a rising dominant force to one of numerous fragmented factions," the authors state.

In preparation for a possible offensive against Mosul, the Pentagon has announced that it will train 12 new army brigades in Iraq including 3 in the Kurdish region.

Bakir said the Kurds want more of their forces to undergo this training and are also seeking direct deliveries of tanks, Humvees and anti-tank weapons as well as technical assistance in dealing with improvised explosive devices.

Previously trained as guerrilla fighters, the Peshmerga have had to learn how to fight on more conventional battlefields as well as to deal with terrorists, Bakir said. Hundreds have been killed since the summer and more than 3,000 wounded, he said.

The Kurds are also seeking more humanitarian aid to help them deal with some two million refugees and internally displaced Iraqis who have fled to northern Iraq in recent years – an enormous burden on a society of only 5 ½ million people.



Kurdistan president Massoud Barzani (L) with Kurdish Peshmerga soldiers. Photo: Peshmerga

Abdul Rahman, the new Kurdish representative in Washington, called the humanitarian situation for these people "dire." "The refugee camps become lakes of mud when there's rain," she told VOA. "Your heart breaks for the people who have to live like that."

Outside the camps, others are living in makeshift shelters along the roadsides, in forests and in partly constructed buildings, she said. "Most Kurds have been refugees" at some point in their lives, she said. "We know what it is to lose everything."

While Iraqi Kurds still harbor aspirations for independence, they have shelved those aims for now to present a united front against IS with the central government in Baghdad. A new budget and oil revenue sharing agreement has been approved by the cabinet of Prime Minister Haider al-Abadi and is awaiting parliamentary approval.

If there is a silver lining in the crisis, Abdul Rahman said, it is the improved relationship between Baghdad and Erbil since the removal of former Iraqi prime minister Nouri al-Maliki.

The Kurds have also been able to seize territory they consider part of historic Kurdistan, including the oil-rich city and environs of Kirkuk, and are welcoming an influx of foreign diplomatic missions to Erbil. Just last week, China opened a consulate general there, India has submitted a request and Saudi Arabia is scouting for a suitable location, Bakir said.

Abdul Rahman's arrival in Washington underlines the Kurds' desire to cement their most important diplomatic relationship.

A former journalist and KRG representative in London, Abdul Rahman is filling a quasi-ambassadorial post that has been vacant for two years since Qubad Talabani, son of former Iraqi President Jalal Talabani, returned to the KRG to become deputy prime minister.

"Our message in sending a new representative to Washington is that we consider the U.S. a friend and an ally," Bakir said, noting ties that go back to the 1991 Gulf War.

"We hope that we can build on this longstanding relationship. We share the same values and we fight for the same objectives. The U.S. can count on us to be a reliable partner for the betterment of millions of people," he said. ♦

The Kurds Are Quietly Annexing Kirkuk

by VAGER SAADULLAH
January 10, 2015 in Kirkuk
medium.com

When Islamic State swept into Mosul in June 2014, Iraq's army crumbled and fled. Baghdad's troops also abandoned surrounding territories, including the oil-rich city of Kirkuk.

But before Islamic State could move in, Kurdish Peshmerga forces swiftly secured Kirkuk. The ethnically diverse city is home to Kurds, Arabs and Turkmen.

The Peshmerga began patrolling and protecting the city from terrorists, and have maintained relative security. But the Kurdish move into the city was controversial.

Leaders in Baghdad accused the Kurdistan Regional Government of overstepping its authority—along a slow march toward annexing the city.

The city has been a major flashpoint in the debate over Iraq's disputed territories—areas that both the central government and the Kurds believe belong to them.

Iraq tried to resolve the political status of Kirkuk years ago. The effort failed. Article 140 of the 2005 Iraqi constitution required a settlement of the issue of disputed areas no later than Dec. 31, 2007.

It is now 2015, and the issue of remains as contentious as ever. Many Kurdish politicians and opposition groups have accused the KRG of dragging its feet and ignoring the issue.

They want Erbil to be more aggressive at taking over the city outright. But it's possible Kurdish leaders have simply remained silent because they are slowly annexing the city.

PLAYING THE POLITICAL GAME

There is serious resistance in some corners of Kirkuk to Kurdish annexation. Some Arabs and Turkmen fear Kurdish rule could make them second-class citizens. Many are afraid they could lose their homes and businesses.

If the Kurds rush the process too quickly, it could lead to more violence and instability. But the Kurds have taken slow, quiet steps toward absorbing Kirkuk into Kurdistan without starting fights and inciting chaos.

In the 2010 Iraqi parliamentary elections, the Kurdish politicians gained six seats in Kirkuk. Arabs and Turkmen together gained six.

In 2014 elections, the Kurds gained eight seats, while Arab and Turkmen had just four seats.

This has helped solidify Kurdish administrators in the city. It also allows Kurdish leaders to win by default—the population of Kurds in Kirkuk is larger than the others, in spite of the decades

of Arabization by successive Baghdad regimes.

When Peshmerga fighters moved in to secure the city in June, KRG Pres. Massoud Barzani declared that "Article 140 had been achieved and will not be discussed anymore."

But Barzani insisted he didn't mean that Kurdish authority would impose itself on Kirkuk. "There will be a referendum so the residents will decide," he said. "And their decision will be respected."

For the first time since the establishment of Iraqi state, the Kurds controlled Kirkuk and almost all historic Kurdish areas. And Kurdish politicians tipped the scales against Iraqi Arab politicians who claim that Article 140 is void—because it wasn't implemented by the 2007 deadline.

OIL WARS

After the Peshmerga took control of Kirkuk, the KRG's ministry of natural resources took over some oil fields in the province, claiming that they were protecting the oil fields from sabotage.

But there's also political calculations involved.

Having control of the oil fields and the Iraq-Turkey pipeline—damaged by a terrorist attack in March 2014—has strengthened the KRG's stance in negotiations with Baghdad. The attack prevented Baghdad from exporting



Kirkuk's oil.

After a contentious debate, the Iraqi government agreed to allow the export of Kirkuk oil through the KRG pipeline to international markets in December. This agreement will get the oil flowing again, and might help boost Iraq's flagging economy.

But the big winners of the agreement are the Kurds. In effect, Baghdad is now indirectly allowing Kurdish control over the disputed areas.

By Dec. 14, the Kurdish regional government had the first review of a draft law, which allows representatives from the disputed areas to enter the Kurdish parliament.

Mohammed Ali Yaseen—a Kurdish parliamentary member—said this law is a legal way to fill the vacuum of political representation from the disputed areas.



Kurdish Peshmerga forces stand at a checkpoint in Kirkuk. Kurds have a strong cultural and emotional attachment to Kirkuk, which they call "the Kurdish Jerusalem." Kurds see it as the rightful and perfect capital of an autonomous Kurdistan state. Photo: Reuters

According to Yaseen, this move contains a significant political message. It broadcasts that these areas are as important to Kurds as the other three provinces of Kurdistan.

BUYING OFF TURKEY

Baghdad isn't the only other party with a stake in Kirkuk's future. Because of Kirkuk's sizable Turkmen population, Turkey has shown keen interest in events in the region.

Ankara has been critical of any Kurdish annexation of Kirkuk—and fears that an independent Iraqi Kurdistan could provoke secessionism in eastern Turkey. Many Turkish politicians voiced opposition to the Peshmerga presence in Kirkuk before June.

But as the Kurds consolidated their hold, Turkish critics have become far less vocal. This could be a consequence of the budding relationship between the Erbil and Ankara—spurred by increased trade ties and oil and gas agreements.

Turkey has traditionally had a degree of influence over Turkmen leaders in Kirkuk, and has impeded Kurdish moves. But if Turkey backs off, it would remove a huge obstacle to Kurdish aspirations for the city.

These cautious moves could be vital steps for the Kurds. Possession of Kirkuk will help fuel Kurdish dream of an independent state—taking it much closer to reality.

It's not just economic power that helps the Kurds. If they are able to legally annex disputed areas, it would give the KRG more regional legitimacy ... something hard for the international community to ignore.

However, much of this is possible because all parties share the common enemy in Islamic State. A victory against the jihadists also poses a latent danger to the Kurds.

If Baghdad can defeat the militants, there's no guarantee it will let Kirkuk—and the disputed areas—go without a fight.

□ □ □

Kurdish peshmerga fighters ask Germany for more weaponry

13 January 2015 www.dw.de/

German Defense Minister Ursula von der Leyen wrapped up her two-day visit to northern Iraq on Monday by visiting a small contingent of Bundeswehr soldiers training peshmerga fighters in some of the weapons already delivered by Germany.

But a senior officer among the Kurdish fighters, General Asis Wejsi, said that while they were thankful for the equipment and training that Germany had so far provided, this was nothing but a "drop in the ocean."

He said the Kurdish fighters needed armor-piercing weapons, demining equipment, and ammunition.

"The Iraqi troops with their high-tech weapons are advantaged," General Wejsi said. "We peshmerga fight using only our determination and our bravery."

"If we don't continue the fight against the IS ("Islamic State") then Paris grocery attacker Amedy Coulibaly 'claims allegiance to IS' attacks like those in Paris (last week) will happen on a daily basis," he argued.

So far, Germany has delivered equipment worth around 70 million euros (\$83 million) to the Kurds, enough to supply 10,000 fighters. Currently there are 12 Bundeswehr trainers in northern Iraq, but this number is set to climb to around 100 shortly.

The German defense minister appeared open to the possibility of sending more hardware to the Kurdish fighters.



Kurdish peshmerga fighters have called on Germany to provide more assistance in their fight against "Islamic State" forces in northern Iraq. Germany's defense minister said she would consider the request.

Ursula von der Leyen bei Erbil 12.01.2015

"We have heard many wishes expressed by the peshmerga and Kurds," von der Leyen said, adding that it was important to continue to support the Kurdish fighters "because we know that the peshmerga are not only standing up for their country, but for all of us." pfd/bk (dpa, Reuters) ♦

Kurdish leaders say they know who pushed ISIS to attack Kurdistan

rudaw.net 16/1/2015

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish leaders say they now know who encouraged the Islamic State (ISIS) to begin attacks on the Kurdistan Region last summer.

"We know what ISIS's agenda was, why they targeted Kurdistan and who sent them to Kurdistan," said Ali Hussein, member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) leadership.

"And certainly the time will come when the people of Kurdistan will learn about it too," he said.

Other high profile officials told Rudaw on condition of anonymity that Kurdistan Region President Massoud Barzani has also been informed about who and what drove ISIS to begin fighting Kurdish forces last August.

On several occasions last year, Barzani said that "others had pushed ISIS to turn towards Kurdistan," without revealing further details.



Kurdistan president Massoud Barzani (C) with Kurdish Peshmerga military officers. Photo: KRP

Thousands of Peshmerga forces are now concentrated in the Gwer area, 60 KM west of Mosul, after hundreds of ISIS militants attacked the town last week in a surprise attack.

Hussein said that Gwer's location is of extreme strategic importance to both the Kurdistan Region and ISIS.

"This place is close to Erbil and at the same time it is close to Mosul," said Hussein, who is also a Peshmerga commander in the area. "It is as important to ISIS as it is to us. It (Gwer) is very close to Mosul, which is the ISIS capital of Iraq."

Gwer briefly fell to ISIS militants last summer before it was

recaptured by the Peshmerga ground troops with the support of American air strikes.

Peshmerga officials in the area say that in the Gwer region alone they have killed 400 ISIS militants in the last three months of fighting.

The area is strewn with destroyed ISIS vehicles, including a long-range artillery gun that posed the biggest threat to Erbil when the group attacked the region in August.

A Peshmerga fighter, standing only 300 meters from the last border with the Islamic State, said: "the war with ISIS is a vicious war."

"But the Peshmerga are like a mountain and ISIS should learn not to bang their heads against the mountain," he said.

The Kurdish forces share a 1,050 kilometer border with ISIS and fighting rages on a daily basis from Shingal to Makhmour in the west to southern Kirkuk.

"This the first frontline with ISIS," said a Peshmerga, standing under a Kurdistan flag on a recently-dug mound marking the Kurdish border. "If ISIS crosses this line they will be able to reach anywhere," he warned. ■



January 14, 2015

Airstrikes kill 100 ISIS militants near Makhmour

By RUDAW, 14/1/2015

ERBIL, Kurdistan Region—US-led coalition airstrikes killed at least 100 Islamic State (ISIS) militants in the Gwer-Makhmur region on Monday, an Iraqi military source told Rudaw.

Coalition fighter jets pounded ISIS positions in the village of Kinsh, overlooking the town of Gwer, 60 KM southwest of Erbil, killing more than 100 militants, said the Iraqi military source.

He added that the intense

aerial bombardment began when an ISIS convoy started moving in the area.

Separate airstrikes also targeted an ISIS military base in the village of Zawya near Makhmur at 11:45 Monday night.

Kurdish Peshmerga forces and ISIS have been locked in several days of intense fighting in the area after a major ISIS offensive on the town of Gwer was repelled by the Kurds on Saturday.

Also on Monday Kurdish

military officials in the region said that their forces had killed six high-ranking ISIS commanders in recent battles with the group.

The Kurdish army has increased its attacks on the radical group on the Nineveh plains outside Mosul while the Peshmerga are engaged in a street battle with ISIS militants in Shingal for the control of the city.



The village of Sultan Abdullah under Peshmerga attack.

The war on ISIS is getting closer to its main base of Mosul where on Monday Iraqi and coalition jets dropped leaflets on the city, urging people to keep away from the radical group's bases and report their whereabouts to the army. ■

الشرق الأوسط
ASHARQ AL-AWSAT

January 28, 2015

War of words continues between Baghdad and Erbil over oil dispute

Both sides accuse the other of delaying the return of outstanding funds

By : Hamza Mustafa 28 January 2015
www.aawsat.net

Baghdad, Asharq Al-Awsat—Disagreements over outstanding debts are threatening to undermine the agreement signed in late 2014 to end a near year-long oil dispute between the Iraqi government in Baghdad and the government of the country's autonomous Kurdish region.

Members of the State of Law coalition and the Financial Committee in the Iraqi parliament in Baghdad accused the Kurdistan Regional Government (KRG) of delaying the repayment of 36 trillion Iraqi dinars (31 billion US dollars) worth of oil revenues to the federal government dating back to Nuri Al-Maliki's two terms as prime minister of the country between 2006–2014.

Meanwhile, Naguiba Naguib, a member of the corresponding committee in the Kurdistan regional parliament, accused Baghdad of not transferring funds owed to the KRG from its share of the Iraqi national budget, which Baghdad cut off early in 2014.

"There is money owed to the Kurdistan region by the federal government in Baghdad, and which they have still not paid, totaling 45 trillion dinars [41 billion dollars]," she said, calling on Iraqi MPs to stop "making random accusations toward the Kurdistan region, because there is currently an agreement between Baghdad and Erbil which includes the resolution of all disputes between them . . . what is the need for all this talk which inflames the problems yet

again?"

Naguib accused the State of Law coalition—whose members made the accusations against Erbil and is led by former premier Maliki—of being "the only ones who reject the agreement with Kurdistan and make wrongful accusations toward Erbil."

Maliki's government cut off payment of the Kurdistan region's 17 percent share of the Iraqi budget and stopped paying the wages of public sector workers in the region in January 2014.

Baghdad said this was in response to Erbil exporting oil independently of Iraq's state-owned oil company SOMO, but the Kurds insist they only resorted to exporting oil independently of Baghdad as a last option to shore up funds after their money was cut off by the federal government.

But both sides eventually signed an agreement to end the dispute in December of 2014. Baghdad agreed to transfer a sum of 500 billion dollars to Erbil to reimburse it for the funds that had been withheld.

Erbil will now export 250,000 barrels per day (bpd) of oil via SOMO and, in turn, allow Baghdad to export 300,000 bpd from the Kirkuk field via Kurdish pipelines to the Turkish port of Ceyhan port for export to global markets.

Under the terms of the agreement, Kurdistan will also export an additional 150,000 bpd independently of SOMO.

However, both sides said in December a number of issues still needed to be worked out, and resolved to meet again early in 2015 to work out a plan to transfer revenues

still owed to either side.

However, the joint committee formed by both governments to oversee the transfers is yet to make any progress on this issue, according to Abdulaziz Hassan, the deputy head of the Kurdistan Alliance, the main Kurdish coalition in the Iraqi parliament.

Speaking to Asharq Al-Awsat, Hassan echoed Naguib's comments, denying that the KRG was deliberately delaying any outstanding payments to Baghdad.

"It is necessary to create mechanisms to oversee the return of the outstanding payments because there are sums owed by the Kurdistan region to Baghdad that still must be paid, and, in turn, there are funds owed to Kurdistan by Baghdad. All of this needs to be looked into by the joint committee—which is yet to make any announcements on the results of this process," he said.

The issue is now doubly important to both sides in light of low world oil prices, which have fallen almost 60 percent since last year. As a result of the price slump the Iraqi cabinet has decided to reduce the recommended oil price in its 2015 budget from 60 dollars per barrel to 55.

Iraq, one of the world's biggest oil producers, relies almost entirely on oil revenues for its national income and is looking to reinvigorate its oil industry following some gains in its fight against the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS).

Iraqi Oil Minister Adel Abdul Mahdi told Asharq Al-Awsat in December the country was looking to raise output to 4 million bpd this year. □

Turkish military says MIT shipped weapons to al-Qaeda

New documents have been leaked online, prompting the government to immediately ban reporting on the scandal and order the content deleted.



Fehim Taştekin
January 15, 2015
www.al-monitor.com

Secret official documents about the searching of three trucks belonging to Turkey's national intelligence service (MIT) have been leaked online, once again corroborating suspicions that Ankara has not been playing a clean game in Syria. According to the authenticated documents, the trucks were found to be transporting missiles, mortars and anti-aircraft ammunition. The Gendarmerie General Command, which authored the reports, alleged, "The trucks were carrying weapons and supplies to the al-Qaeda terror organization." But Turkish readers could not see the documents in the news bulletins and newspapers that shared them, because the government immediately obtained a court injunction banning all reporting about the affair.

When President Recep Tayyip Erdogan was prime minister, he had said, "You cannot stop the MIT truck. You cannot search it. You don't have the authority. These trucks were taking humanitarian assistance to Turkmens."

Since then, Erdogan and his hand-picked new Prime Minister Ahmet Davutoglu have repeated at every opportunity that the trucks were carrying assistance to Turkmens. Public prosecutor Aziz Takci, who had ordered the trucks to be searched, was removed from his post and 13 soldiers involved in the search were taken to court on charges of espionage. Their indictments call for prison terms of up to 20 years.

In scores of documents leaked by a group of hackers, the Gendarmerie Command notes that rocket warheads were found in the trucks' cargo.

According to the documents that circulated on the Internet before the ban came into effect, this was the summary of the incident:

- On Jan. 19, 2014, after receiving a tip that three trucks were carrying weapons and explosives to al-Qaeda in Syria, the Adana Provincial Gendarmerie Command obtained search warrants.
- The Adana prosecutor called for the search and seizure of all evidence.
- Security forces stopped the trucks at the Ceyhan toll gates, where MIT personnel tried to prevent the search.
- While the trucks were being escorted to Seyhan Gendarmerie Command for an extensive search, MIT personnel accompanying the trucks in an Audi vehicle blocked the road to stop the trucks. When MIT personnel seized the keys from the trucks' ignitions, an altercation ensued. MIT personnel instructed the truck drivers to pretend their trucks had malfunctioned and committed physical violence against gendarmarie personnel.
- The search was carried out and videotaped despite the efforts of the governor and MIT personnel to prevent it.
- Six metallic containers were found in the three trucks. In the first container, 25-30 missiles or rockets and 10-15 crates loaded with ammunition were found. In the second container, 20-25 missiles or rockets, 20-25 crates of mortar ammunition and Douchka anti-aircraft ammunition in five or six sacks were discovered. The boxes had markings in the Cyrillic alphabet.
- It was noted that the MIT personnel swore at the prosecutor and denigrated the gendarmarie soldiers doing the search, saying, "Look at those idiots. They are looking for ammunition with picks and shovels. Let someone who knows do it. Trucks are full of bombs that might explode."
- The governor of Adana, Huseyin Avni Cos, arrived at the scene and declared, "The trucks are moving with the prime minister's orders" and vowed not to let them be interfered with no matter what.



According to information published on and then banned from the Internet in Turkey, on Jan. 19, 2014, the prosecutor of an Adana court instructed the Adana Provincial Gendarmerie Command to stop and search three trucks. (photo by Anonymous)

- With a letter of guarantee sent by the regional director of MIT, co-signed by the governor, the trucks were handed back to MIT.
- Driver Murat Kislakci said in his deposition, "This cargo was loaded into our trucks from a foreign airplane at Ankara Esenboga Airport. We are taking them to Reyhanli [on the Syrian border]. Two men [MIT personnel] in the Audi are accompanying us. At Reyhanli, we hand over the trucks to two people in the Audi. They check us into a hotel. The trucks move to cross the border. We carried similar loads several times before. We were working for the state. In Ankara, we were leaving our trucks at an MIT location. They used to tell us to come back at 7 a.m. I know the cargo belongs to MIT. We were at ease; this was an affair of state. This was the first time we collected cargo from the airport and for the first time we were allowed to stand by our trucks during the loading."
- After accusations of espionage by the government and pro-government media, the chief of general staff ordered the military prosecutor to investigate. On July 21, the military prosecutor declared the operation was not espionage. The same prosecutor said this incident was a military affair and should be investigated not by the public prosecutor, but the military. The civilian court did not retract its decision.

THE GOVERNMENT COVER-UP

Though the scandal is tearing the country apart, the government opted for its favorite tactic of covering it up. A court in Adana banned written, visual and Internet media outlets from any reporting and commenting on the stopping of the trucks and the search. All online content about the incident has been deleted.

The court case against the 13 gendarmarie elements accused of espionage has also been controversial. The public prosecutor, who in his indictment said the accused were involved in a plot to have Turkey tried at the International Criminal Court, veered off course. Without citing any evidence, the indictment charged that there was collusion between the Syrian government, al-Qaeda and the Islamic State (IS). The prosecutor deviated from the case at hand and charged that the killing by IS of three people at Nigde last year was actually carried out by the Syrian state.

At the moment, a total blackout prevails over revelations, which are bound to have serious international repercussions. ♦

Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divanı" on IMC TV. He is an analyst specializing in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He was founding editor of Agency Caucasus.

La France vote la poursuite de la guerre contre Daech en Irak

Dans le climat d'unanimité de l'après 11 janvier, les parlementaires ont fait valoir le poids financier des opérations militaires.



Le porte-avions Charles-de-Gaulle, qui a appareillé mardi de Toulon, pourrait participer à la campagne de bombardements aériens menée par la coalition internationale contre Daech. BORIS HORVAT / AFP

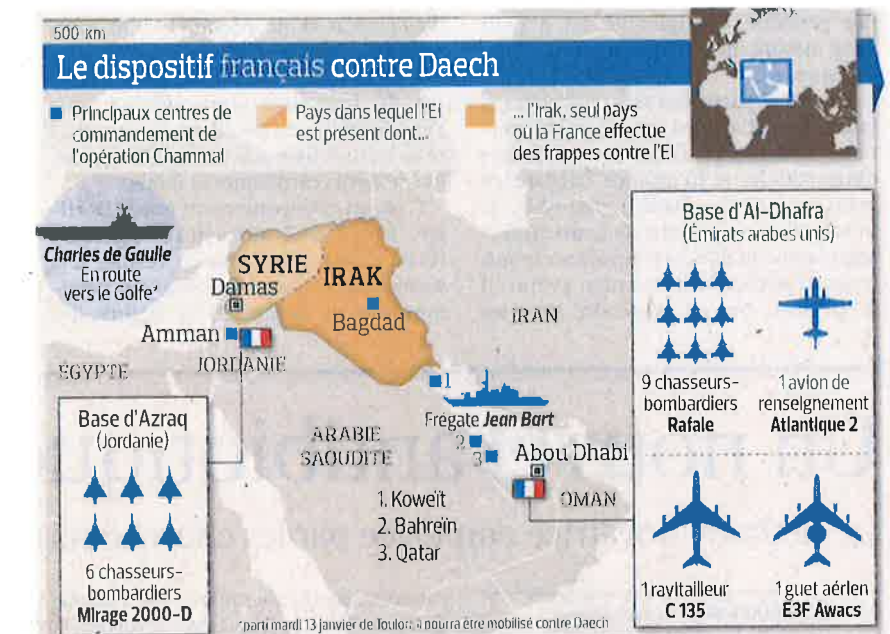
ALAIN BARLUET @abarluet

UN CLIMAT d'unanimité inédit a présidé mardi au vote des députés et sénateurs sur la prolongation des frappes aériennes françaises en Irak contre l'État islamique (EI), alias Daech. Après les tragiques événements de la semaine dernière et l'élan national qu'ils ont suscité, le feu vert parlementaire - obligatoire pour toute intervention au-delà de quatre mois - a été massivement approuvé mardi en fin de journée, par 488 voix contre 1 à l'Assemblée nationale, et 327 voix contre 19 absentions au Sénat. Le 24 novembre, cette intervention française avait donné lieu à un débat sans vote, là aussi conformément à la Constitution.

Dans l'après-midi, *La Marseillaise*, entonnée d'entrée sur tous les bancs - un événement rare -, tant au Palais Bourbon qu'à celui du Luxembourg, avait donné le ton. L'hymne avait été précédé d'une minute de silence. Avant la séance, les députés PS, UMP, UDI et EELV avaient fait connaître, via leur chef de file, leur intention de donner leur feu vert à la poursuite des frappes engagées contre Daech en Irak, le 19 septembre dernier. « Bien entendu dans les circonstances actuelles », les élus UMP se prononcèrent favorablement, avait indiqué leur chef de groupe, Christian Jacob. « Vaincre les armées djihadistes dans leur sanctuaire, c'est en partie couper l'alimentation du terrorisme sur notre sol. Cela ne suffit pas, mais c'est un élément particulièrement important », avait pour sa part déclaré le chef de file des députés socialistes Bruno Le Roux, élu de Seine-Saint-Denis.

« Cet effort est coûteux »

Quant aux députés écologistes, ils avaient indiqué par la voix de leur coprésident, François de Rugy, qu'ils voteraient dans le même sens, soutenant la « démarche » suivie par François Hollande et le gouvernement depuis les attentats de la semaine dernière. Du côté de l'UDI, les suffrages allaient « naturellement » en



faveur d'un « engagement indispensable pour les valeurs de la France », selon le chef de file du groupe à l'Assemblée, Philippe Vigier. Celui-ci a néanmoins fait valoir que le mandat « devra évoluer », en réfléchissant à « la problématique de la Syrie » et en faisant en sorte que « toute la communauté internationale se mobilise ».

Cette remarque, en forme d'appel, a été un autre fil rouge dans une séance très consensuelle. C'est un « gros effort qu'assume la France au nom de l'Europe », a ainsi déclaré Manuel Valls dans son intervention devant les députés. « Cet effort est coûteux. La solidarité de l'Europe doit être dans la rue, elle doit aussi être dans les budgets », a ajouté le premier ministre, en faisant allusion à la présence de plusieurs dirigeants de l'UE lors de la marche républicaine, dimanche dernier à Paris.

Le vote de mardi intervenait tandis qu'à Toulon, le porte-avions Charles-de-Gaulle appareillait pour une mission planifiée depuis plusieurs mois, officiellement à destination de l'océan Indien. « Aucun engagement dans l'opération française "Chammal" (en Irak) n'est pour l'instant décidé », indiquait-on dans l'entourage du ministre de la Défense. La participation, depuis le Golfe, du navire amiral de la marine à la campagne de bombardements aériens menée par la coalition internationale contre Daech ne serait guère surprenante. ■

En Iran, le président Rohani joue son va-tout

Critiqué par les conservateurs, Hassan Rohani en appelle à l'opinion et veut rassembler le camp réformateur

De plus en plus étouffé par les manœuvres du camp conservateur, hostile, en politique étrangère, à un accord sur la question nucléaire et, en politique intérieure, aux réformes, le président Hassan Rohani est passé à l'offensive. Plus question de se laisser faire en silence, comme cela a été le cas tout au long de l'automne 2014. M. Rohani multiplie les déclarations fermes à l'égard de ses adversaires et prépare une reconquête du Parlement, aujourd'hui dominé par les conservateurs.

Dernière manifestation en date de la pugnacité retrouvée du président, 200 personnalités emblématiques du camp réformateur se sont réunies, jeudi 15 janvier, à Téhéran, pour soutenir M. Rohani et préparer la bataille des élections législatives, prévues en mars 2016. « Nous ne voulons pas la majorité des sièges du Parlement. Nous voulons tous les 290 sièges », a proclamé Mostafa Kavakebian, le chef du parti Mardomsalari (« démocratie » en persan), lors de cette grande réunion, baptisée « l'Assemblée générale des réformateurs ». Une déclaration de guerre à l'intention des actuels députés qui ne ménagent pas leurs efforts pour entraver la politique du gouvernement.

Organiser des référendums

Ayant joué un rôle-clé dans l'élection du président Rohani, en juin 2013, l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997) et son successeur, le réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), bien qu'absents de la réunion, avaient chacun envoyé un message. Si le premier a appelé « les dirigeants » de la République islamique d'Iran à « éviter des méthodes qui limitent le droit du peuple à choisir », l'autre a sommé les réformateurs de s'unir.

Ce rassemblement, interdit depuis la réélection controversée, en juin 2009, de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), a reçu l'aval du ministère de l'intérieur du président Rohani. Ce qui témoigne clairement de la volonté du chef de l'Etat d'offrir une tribune et plus de marge de manœuvre à ses partisans.

Respecter « l'avis du peuple ». Ce mot d'ordre était déjà au cœur des déclarations du président, qui

avait brandi, le 4 janvier, la possibilité, prévue dans la Constitution iranienne, d'organiser des référendums pour contourner le pouvoir législatif. Cette démarche, inédite de la part d'Hassan Rohani, en dit long sur le niveau d'hostilité au sommet du pouvoir. « Que l'avis du peuple soit demandé, de manière directe, au moins pour une fois, au sujet d'une question importante qui ne fait pas l'unanimité », a proposé M. Rohani, lors de la première Conférence sur l'économie iranienne, organisée pendant deux jours à Téhéran.

Le président iranien a ensuite mis l'accent sur la situation économique du pays et évoqué le dossier nucléaire et les négociations avec le groupe « 5 + 1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne). « Le pays ne peut pas se développer de manière constante dans l'isolement », a-t-il soutenu. Des mots qui établissent clairement un lien direct entre les sanctions internationales et la nécessité d'obtenir un accord sur le nucléaire, par ailleurs l'une de ses promesses électorales.

Hassan Rohani a, ce jour-là, laissé entendre qu'il pourrait organiser un référendum sur la résolution de ce contentieux, qui dure depuis 2003. « Nos principes ne sont pas liés aux centrifugeuses, mais à notre détermination », a-t-il conclu. Une réponse à tous ses adversaires qui mettent sur le même plan les idéaux de la République islamique et la poursuite du programme nucléaire.

Pour l'économiste et analyste politique iranien Saïd Leylaz, Hassan Rohani a bel et bien changé d'attitude et haussé le ton. « L'économie est en pleine dégradation en Iran. La chute brutale des cours du brut a affecté, de manière flagrante, la vie quotidienne des gens », explique M. Leylaz, qui vit à Téhéran.

Le pétrole, dont le prix a baissé d'environ 60 % depuis juin 2014, constitue la première source de revenus du pays et un tiers de son budget annuel. A cause des sanctions internationales, l'Iran a vu ses ventes de pétrole diminuer de 2,1 millions de barils par jour en 2011 à 1,1 million aujourd'hui. Selon Saïd Leylaz, « Hassan Rohani n'a plus de patience. Il veut qu'une unanimité soit obtenue au niveau de toutes les couches politi-



Le président Hassan Rohani (au centre) dans la salle de contrôle de la centrale nucléaire de Bouchehr, le 13 janvier. MOHAMMAD BERNO/AFP

ques et dans tous les domaines. »

L'appel au référendum du chef de l'Etat lui a valu les foudres des conservateurs, qui sont allés jusqu'à lui demander de mettre fin aux négociations nucléaires. Pour le quotidien *Kayhan*, le bastion des ultraconservateurs, Hassan Rohani n'a que deux options : « Soit il continue sur le chemin périlleux des négociations (...), soit il accepte courageusement que son accord soit erroné et arrête de se sentir toujours redevable aux politiques insatiables en Occident. »

Réaction du Guide suprême

Le Guide suprême, Ali Khamenei, a également réagi aux propos de Hassan Rohani. Le 7 janvier, le numéro un iranien a demandé au gouvernement de ne pas se focaliser que sur les négociations et d'essayer, en s'appuyant sur les « forces intérieures », de neutraliser les sanctions. « L'ennemi ne cherche pas, pour l'instant, à affecter nos principes. Mais si nous reculons, il le fera », a-t-il soutenu, reprenant le mot « principes », utilisé par le président, pour le mettre en garde contre toute faiblesse face aux Occidentaux. Il a tout de même réitéré son soutien à la poursuite des pourparlers, tout en se disant pessimiste.

Le référendum évoqué par Hassan Rohani est pour le moment irréalisable : selon la Constitution iranienne, il faut le vote des deux tiers des parlementaires pour

LE CONTEXTE

DEUX PROJETS

de sanctions américaines

Deux projets visant à faire pression sur l'Iran sont actuellement à l'étude au Sénat des Etats-Unis.

Le premier texte

est porté par le démocrate Robert Menendez et le républicain Mark Kirk. Il prend la forme d'une loi qui déclencherait automatiquement de nouvelles sanctions à partir de juillet 2015, échéance fixée pour parvenir à un accord final sur le nucléaire iranien. Cette proposition sera examinée par la commission bancaire du Sénat à partir du 20 janvier.

Le deuxième texte

est défendu par le républicain Bob Corker, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. Il vise à adopter une loi obligeant le président Barack Obama à soumettre tout accord sur le nucléaire à un vote du Congrès. Une mesure rejetée par la Maison Blanche, qui veut éviter que le Congrès ne court-circuite les négociations.

pouvoir l'organiser. Plus que jamais, la survie politique de M. Rohani est liée à un accord nucléaire avec les Occidentaux. ■

GHAZAL GOLSHIRI

Comment dire Charlie en turc

Par **AHMET INSEL** Professeur émérite à l'université Galatasaray (Istanbul)

La Turquie certes n'est pas l'Iran où un journal a été interdit simplement pour avoir mis sur sa couverture la photo de George Clooney déclarant «Je suis Charlie». Ce n'est pas non plus le Pakistan, le Niger ou la Tchétchénie, où les manifestations anti-Charlie Hebdo se sont transformées parfois en émeutes visant la France et faisant des morts. Mais...

Les camions sortant d'une grande imprimerie à Istanbul ont été bloqués par la police mercredi 14 janvier, à 2 heures du matin. Les policiers, sans mandat de perquisition, ont ouvert les paquets et se sont jetés sur les exemplaires du journal *Cumhuriyet*. Depuis la veille, on savait que ce vieux journal mythique du kémalisme allait publier en supplément la traduction du dernier numéro de *Charlie Hebdo*. Les

policiers scrutent toutes les pages du supplément, les photographient et les envoient à leur donneur d'ordre. Non, il n'y a pas de représentation du Prophète. Ouf, les camions peuvent partir. La direction du journal *Cumhuriyet* avait au dernier moment décidé de ne publier qu'une large sélection du numéro de *Charlie Hebdo*, sans sa couverture.

Le gouvernement AKP a justifié cette violation manifeste de la liberté de la presse par l'urgence de l'action préventive en vue d'empêcher, «au nom de la responsabilité sociale», qu'un crime ne soit commis. Ainsi, il reconnaît implicitement que si la couverture avait été publiée, il avait la ferme intention de faire saisir les exemplaires du journal, sans attendre une quelconque décision de justice. Un aveu en bonne et due forme de l'état de la liberté de la presse et de la liberté d'expression dans la Turquie d'Erdoğan, et qui vient en confirmation du très sé-

rière rapport portant sur ce sujet, accepté au Parlement européen il y a quelques jours. Entre-temps, c'est l'agitation dans les milieux islamistes de Turquie. Et on découvre avec horreur que deux journalistes ont incorporé dans leurs colonnes la vignette de cette fâcheuse couverture. Le procureur ouvre immédiatement une enquête contre les impétrants pour incitation à la haine et blasphème. Depuis ce jour, le siège du journal est sous la protection de la police. Les manifestations se multiplient, il est vrai avec peu de participants, mais avec partout l'apologie publique et sans ambiguïté des crimes commis à Paris et sans que leurs auteurs soient inquiétés par la justice. Ra-gaillardis par cette impunité, certains manifestants annoncent devant la presse internationale que, «désormais, les musulmans prendront leur vengeance de n'importe quel mécréant» ! Sur les réseaux sociaux, les menaces et les injures fusent évidemment.

Si les procureurs, d'ordinaire si prompts en Turquie pour ouvrir des enquêtes contre le moindre mot de travers prononcé contre le chef de l'Etat, ne bougent pas devant ces apologies du crime et des criminels, et les menaces ouvertement proférées, c'est parce que le président de la République, comme le Premier ministre, accusent les survivants de *Charlie Hebdo* et les journalis-

tes de *Cumhuriyet* de provoquer délibérément ces réactions, qu'ils évitent bien sûr de condamner. «C'est vous qui ouvrez la porte de la provocation, affirme Tayyip Erdoğan contre les journalistes de *Cumhuriyet*. Votre démarche vise à détruire l'unité nationale.» Et grand amateur des théories du complot, il affirme que «les positions prises après l'attentat, le fait que les caricatures soient imprimées en millions d'exemplaires ne sont pas en rapport avec la liberté de pensée. Certains jouent ici des jeux dangereux». Ahmet Davutoğlu, le Premier ministre, ne peut que surenchérir : «Nous ne pouvons accepter les insultes faites au Prophète et nous ne resterons pas inactifs contre celles-ci, ni en Turquie ni dans le monde !» Et d'accuser ceux qui publient des caricatures infamantes exprès pour qu'on les attaque. Entre-temps, les tribunaux ont déjà interdit l'accès à tous les sites internet qui ont reproduit cette couverture devenue célèbre. L'affaire *Charlie Hebdo* est un nouveau moment de

rupture en Turquie. Un de plus après les événements du parc Gezi, mais qui révèle une évolution bien plus profonde. Au lieu d'alimenter un débat tout à fait légitime sur les limites de la liberté d'expression, Tayyip Erdoğan, le gouvernement et leurs médias ont porté le débat sur un terrain théologique et proclamé, comme des théologiens, ce que l'islam ne peut tolérer. Or, leur ma-

Vu du Kurdistan

Par **NORELDIN WAISY** Journaliste kurde basé dans le Kurdistan irakien, directeur général de Kurdistan 24, chaîne de télévision kurde qui sera lancée dans les mois qui viennent avec l'aide de France 24

es réactions à l'attentat terroriste contre *Charlie Hebdo* ont été différentes au Kurdistan irakien. La majorité des gens l'ont fermement condamné et témoigné leur soutien à la France, ainsi que leur compassion vis-à-vis des victimes. Massoud Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan irakien, a vivement dénoncé cet attentat. Dans un message adressé au président François Hollande, il a présenté ses condoléances au peuple français et aux familles des victimes, et qualifié cette attaque d'«acte inhumain et lâche».

Par ailleurs, des journalistes kurdes se sont rassemblés dans plusieurs villes de la région pour afficher leur solidarité avec le peuple français et dénoncer cet attentat. De nombreux militants kurdes ont rappelé l'éditorial signé par Stéphane Charbonnier, directeur de la publication de *Charlie Hebdo*, paru dans le numéro du 22 octobre 2014, qui chante les louanges des Kurdes. Stéphane Charbonnier y salue la résistance kurde et déclare : «Je ne suis pas kurde, je ne connais pas un mot de kurde, je

serais incapable de citer un nom d'auteur kurde. La culture kurde m'est totalement étrangère. Ah, si ! Il m'est arrivé de manger kurde... Passons. Aujourd'hui, je suis kurde. Je pense kurde, je parle kurde, je chante kurde, je pleure kurde.» Les Kurdes ont largement diffusé cet article sur les réseaux sociaux, accompagné d'une photo de la rédaction de *Charlie Hebdo* brandissant un drapeau kurde.

Cependant, certains Kurdes ont reproché à l'hebdomadaire satirique d'avoir «insulté le Prophète de l'islam», et certains accusent également les autorités françaises de ne pas s'être donné beaucoup de mal pour retrouver les auteurs présumés du meurtre de trois militantes du PKK commis le 9 janvier 2013 à Paris. Les responsables de cet homicide courent toujours et, bien que la police française ait appréhendé deux suspects, peu après l'assassinat, l'un d'eux a prétendu avoir des liens avec les services de renseignement turcs.

A mon humble avis, l'attentat contre *Charlie Hebdo* puis les fusillades perpétrées à Paris constituent un échec total pour les extrémistes islamiques, car ces atrocités ne feront qu'exacerber la haine à l'encontre des musulmans dans le monde entier. Si les musulmans ne joignent pas leur voix à celles qui appellent à mettre un terme à cette folie, le terrorisme gagnera du terrain et les premières victimes en seront les musulmans. Malheureusement, le silence de nombreux musulmans face à ces crimes vaut approbation car, en pareil cas, il peut être considéré comme de la complicité.

Traduit de l'anglais par Architecte, Paris (Marie-Paule Bonnafous, Martine Delibie et Marielle Santoni).

tre à penser, le théologien Hayrettin Karaman, avait proposé la solution dans une de ses chroniques au journal pro-gouvernemental *Yeni Safak*, il y a plus d'un an: «A mon avis, dans cette société presque cent pour cent musulmane, la première solution

serait de mettre en place une démocratie qui accepte comme référence fondamentale l'islam. Mais si l'on insiste à maintenir une démocratie libérale, dans ce cas, les gouvernements ne doivent pas prendre des décisions contraires à un tel régime, mais les individus doivent aussi, pour respecter la majorité dont ils sont dépen-

dants, ne pas utiliser volontairement certaines de leur liberté.» C'est grosso modo ce que propose aujourd'hui le pouvoir de l'AKP. Une démocratie dont les libertés sont délimitées selon les desiderata de la majorité sociologique du pays, les Turcs mâles et pratiquants sunnites.



17 janvier 2015

Irak: plus de 200 yazidis libérés par l'Etat islamique

Par AFP,
le 17/01/2015
liberation.fr

Erbil (Irak) - Plus de 200 Irakiens de la minorité yazidie ont été libérés samedi par le groupe Etat islamique (EI) dans le nord de l'Irak, beaucoup d'entre eux souffrant de troubles physiques ou mentaux après des mois passés aux mains des jihadistes. Il s'agit de la plus importante libération "d'otages" par le groupe extrémiste sunnite responsable d'atrocités, ont indiqué des responsables irakiens, s'avouant surpris par cette décision prise selon eux sans aucune coordination avec les autorités.

L'air épuisé et perdu, les yazidis libérés, certains en chaise roulante, d'autres appuyés sur des bâtons de bois, ont été conduits dans un centre de soin sur la route menant de Kirkouk à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

"C'était tellement dur... pas seulement à cause du manque de nourriture, mais aussi parce que nous avons été longtemps inquiets", raconte l'un d'eux, un vieil homme assis dans un fauteuil roulant, une écharpe rouge et blanche nouée autour du cou.

"Ces hommes et ces femmes étaient retenus à Mossoul", deuxième ville d'Irak prise en juin par l'EI, a affirmé à l'AFP Khodr Domli, un militant des droits des Yazidis au centre de santé où les ex-otages ont été conduits, précisant que 196 d'entre eux avaient été identifiés.

Plusieurs rescapés ont raconté

avoir été retenus près de Mossoul.

Les jihadistes les ont libérés sur le front, au sud-ouest de la ville de Kirkouk, où des peshmergas, les combattants kurdes irakiens, sont venus les accueillir puis les conduire au centre de soin dans la localité de Altun Kopri.

- BLESSÉS, HANDICAPÉS -

"Certains sont blessés, certains sont handicapés, et nombreux sont ceux qui souffrent de problèmes mentaux et psychologiques", a précisé M. Domli.

Dans la soirée, des dizaines de yazidis se sont rassemblés devant le centre de soin, espérant retrouver des proches disparus. A l'intérieur du bâtiment, médecins et infirmières s'affairaient à prodiguer les premiers traitements.

"Nous avons envoyé des équipes pour analyser leur sang, contrôler notamment s'ils n'ont pas contracté la polio ou de possibles maladies contagieuses", explique Saman Barzanji, directeur du département de la Santé à Erbil.

"Une autre équipe est là pour gérer leurs besoins immédiats. Nous avons également mobilisé des ambulances pour emmener les cas les plus graves vers les hôpitaux".

La minorité yazidie, considérée comme hérétique par l'EI, a été particulièrement visée par les exactions du groupe extrémiste qui a conquis des pans entiers du territoire irakien, notamment les alentours du mont Sinjar (nord), fief des Yazidis.

Les jihadistes y ont enlevé des



La plupart d'entre eux ont été pris en charge dans un centre de soin, souffrant de troubles physiques ou mentaux.

centaines sinon des milliers de femmes, vendues comme épouses pour des combattants jihadistes ou réduites à l'esclavage sexuel, selon Amnesty International. Plusieurs se sont suicidées pour échapper à ce destin.

- 'UN FARDEAU' -

L'EI multiplie les exactions dans les régions sous son contrôle en Irak comme en Syrie voisine, où il est impliqué dans la guerre depuis 2013. Les défenseurs des droits de l'Homme et l'ONU ont accusé le groupe de nettoyage ethnique et de crimes contre l'Humanité.

"L'EI a dû décider qu'il ne pouvait plus nourrir et surveiller (ces personnes). Ils étaient devenus un fardeau", analyse M. Domli.

Pour Vian Dakhil, une députée yazidie devenue mondialement célèbre après avoir lancé un appel à l'aide pour sa communauté décimée par les jihadistes, "l'EI a compris qu'il n'y avait aucun avantage à garder ces vieillards".

Peu après la prise par l'EI de Sinjar en août, et l'exode dramatique des yazidis sur le mont éponyme, le président américain Barack Obama a annoncé la création d'une coalition internationale antijihadistes qui mène depuis des frappes contre l'EI.

Ces frappes ont permis à l'armée irakienne, totalement dépassée aux premiers jours de l'offensive jihadiste, et aux peshmergas de regagner un peu de terrain.

"Le fait que les peshmergas reprennent du terrain chaque jour doit avoir joué un rôle dans cette libération. L'EI est sous pression, et doit continuellement se réorganiser", estime Vian Dakhil.

Mais, selon un responsable kurde qui a recueilli le témoignage d'un rescapé, quelque 3.000 yazidis sont encore aux mains de l'EI.

"Il m'a dit qu'il avait entendu ce chiffre dans une conversation entre jihadistes sur le nombre de repas qu'ils devaient servir". ♦

International New York Times

JANUARY 16, 2015

Turkey and Israel engage in war of words

BAGHDAD

Turkish prime minister compares Netanyahu to Charlie Hebdo gunmen

BY TIM ARANGO

If the Paris attacks unleashed a powerful demonstration of unity, with world leaders gathering to denounce terrorism, they also touched off a divisive new chapter in the war of words between Turkey and Israel, once stalwart allies but now bitter rivals.

The latest exchange came on Thursday when Turkey's prime minister, Ahmet Davutoglu, said the two gunmen who attacked a French satirical newspaper last week in Paris and Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, were guilty of "crimes against humanity."

The Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, had criticized Mr. Netanyahu for participating in the march of solidarity with other world leaders in Paris on Sunday because Israel had been "waging state terror" in the Gaza Strip. A top Israeli official fired back, calling Mr. Erdogan an "anti-Semitic bully."

Mr. Davutoglu then equated Israel's treatment of the Palestinians in Gaza with the actions of the two gunmen, who killed 12 people at the newspaper, while another gunman killed four at a kosher supermarket in Paris and a police officer near the city.

"If Israel is looking for a bully," Mr. Davutoglu added in a televised news conference on Thursday, "it needs to look in the mirror."

This most recent exchange of barbs between Turkey and Israel continues a pattern of animosity between the onetime allies that has escalated in recent years. As Mr. Erdogan's power has grown, he has further distanced himself from Turkey's secular past, seeking to burnish his Islamist credentials and put forward Turkey as an exemplar for the Muslim world. He has increasingly placed Turkey as the defender of the Palestinians, and supporter of Hamas, the militant Islamist group in the Gaza Strip that fought a four-month war with Israel last year.

Mr. Erdogan, appearing this week in Ankara, the Turkish capital, with Mahmoud Abbas, the president of the Palestinian Authority, set off the war of words with Israel, criticizing Mr. Netanyahu for appearing at the Paris rally, which was also attended by Mr. Davutoglu.

"What do you think of Netanyahu, who has been waging state terror by massacring 2,500 people in Gaza, waving



ANGER IN ISTANBUL Turks protested on Thursday after the Turkish newspaper Cumhuriyet published cartoons and articles from the latest issue of Charlie Hebdo, the French satirical newspaper.

hands?" Mr. Erdogan said, referring to the Israeli prime minister's waving at the rally. "He waves as if thousands in an atrium have been waiting to accept him in excitement. I, of course, find it hard to understand how he dared to go there. First, give an account of the babies, the women that you have massacred."

In a meeting on Wednesday with the American Israel Public Affairs Committee, or Aipac, Mr. Netanyahu answered Mr. Erdogan, saying, "He said that Israel should not have been represented in the march in Paris, and the reason he gave was our actions to defend our citizens against the thousands of rockets hurled at our cities by the terrorists of Hamas."

As the dialogue continued Thursday, Mr. Erdogan's chief foreign policy adviser, Ibrahim Kalin, said in a statement, "The Israeli prime minister's manipulation of the rally against terror in Paris for his own political interests is not only disrespectful towards the memory of innocent civilians who lost their lives in Gaza but also nothing more than a poor desire to stage a political show for international public opinion."

Turkey, a member of NATO, has also become increasingly estranged from the United States and other Western allies, particularly over the civil war in Syria. The United States and others have criticized Turkey for not doing more in the war against the Islamic State, the extremist group that controls portions of Iraq and Syria, and have blamed Turkey's lax policing of its borders for helping lead to the rise of the group, also known as ISIS or ISIL.

The reaction inside Turkey to the attack on the French newspaper, Charlie Hebdo, for its cartoons depicting the Prophet Muhammad, as well as the rising vitriol between Turkey and Israel, highlights both the increasing divergence between Turkey and the West

and the growing role of religion in Turkish public life.

Turkish leaders across the board have condemned the violence, but in many

cases they have couched their criticism with defenses of Islam and have not rallied to the cause of freedom of expression in the same way that Western leaders have.

Mr. Davutoglu, the prime minister, said on Thursday that the freedom of the press does not mean the freedom to insult religious values.

"Publishing insults against a prophet who has been sent as a mercy to mankind is not freedom of expression," he said at the news conference.

Other Turkish officials have singled out what they see as rising Islamophobia in Europe and the West, and some have said that even mentioning Islam in the context of the attack on the newspaper is a message of bigotry.

"Labeling this attack as an 'attack on the magazine which published the cartoons of Prophet Muhammad' will only serve to contribute to the desired nega-

ive perception of Islam and Muslims in Europe," Turkey's culture minister, Omer Celik, said in a statement.

Less than two years ago, reconciliation between Turkey and Israel seemed at hand. In a surprise move, President Obama, on a visit to Israel in 2013, brokered a telephone conversation between Mr. Netanyahu and Mr. Erdogan, in which Mr. Netanyahu apologized for mistakes in a deadly raid in 2010 on an aid ship that was sailing from Turkey to Gaza. That event had led to a sharp deterioration in the relationship between the two countries.

The promises of reconciliation, though, including the restoration of full diplomatic ties, have gone unfulfilled, even as commercial ties between the two countries remain strong.

IRAQI KURDISTAN WARNS PKK IT WILL NOT BROOK 'EXTERNAL INTERFERENCE' IN SINJAR

January 17, 2015
ekurd.net

ERBIL-Hewler, Kurdistan region 'Iraq'—The Kurdistan Regional Government (KRG) has warned the Kurdistan Workers Party (PKK) against interfering in Shingal (Sinjar) district in northwest Iraq and trying to turn it into a canton under its own rule.

"We will not accept any external intervention in the Kurdistan Region of Iraq, since such an attempt is illegal and against the Iraqi constitution," the KRG said in a statement.

It also condemned any "illegal administrative system" in Shingal. Referring to the PKK, it said that, "instead of solving the crises of the people of the area, they are trying to manipulate the opportunities to impose their political interests in Shingal, and that will not be acceptable by us."

Despite strained relations, the PKK-linked Kurdish People's Protection Units (YPG) from Syrian Kurdistan have been fighting alongside Iraqi Kurdistan Region's own Peshmerga forces against Islamic State (IS) forces that captured the predominantly Yazidi area in northern Iraq in August.

"The Yazidi people have been living in a bad condition and the Kurdistan Region still considers the Shingal calamity as a wound on the body of Kurdistan," the KRG statement said.

"We want to announce that the current attempts of the PKK for creating a canton for Shingal is unlawful and is completely contradictory with the Iraqi institution and the Kurdistan Region laws, and they must stop these interventions inside the Kurdistan Region, as Shingal is part of the disputed areas in the Iraqi constitution," the KRG said.

"The Peshmarga forces have planned to retake control of Shingal, and the KRG will continue to reconstruct this beloved area," it added.

"We will propose to change Shingal from a city to self-rule governorate in a lawful way," the statement said.

In February last year the Democratic Union Party, the PKK's Syrian wing, unilaterally declared three cantons in Syrian Kurdistan, or Rojava. These have been under PYD-YPG rule since then.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Party representative at Yazidis Meeting in mountain Sinjar confirms that Yazidis didn't talk about or asked for an independent Sinjar Canton.

Hussein Darman, deputy head of PUK organization center in Mosul, was present with representatives of several Kurdish parties at the Yazidis meeting in Mount Sinjar held on January 14 is rejecting those allegations that Yazidi leaders asked for an independent Sinjar Canton, in a statement to Millet.

Darman added that the Yazidi leaders created a united Yazidi association to represent all Yazidis and the volunteer fighters in Sinjar.

He also said that the united Yazidi association is aiming to pass on Yazidis voice to the international communities; request aids and make the world recognize Yazidi's genocide by ISIS group.

Hussein Darman told millet that representatives of People's Protection Units (YPG), and PKK whom are fighting ISIS near Sinjar for more than 4 month, were also attended the meeting.

So far 40% of Sinjar have been liberated from the Jihadist group and Kurdish forces including Peshmerga, YPG and PKK are in battle with ISIS militants to retake the Yazidi town.

On 14 January 200 Yazidi delegates attended a meeting on Mount Sinjar



Assembly of Sinjar Yazidis set up on January 14, 2015 PUK says Yazidis didn't ask for an independent Canton at Mount Sinjar meeting. Photo: ANF

at which the decision was taken to establish an assembly, the Assembly of Sinjar Yazidis. The 200 delegates represented Yazidis staying at the Newroz camp in Syrian Kurdistan, those living in camps in Iraqi Kurdistan and those sheltering on Mount Sinjar.

The delegates decided to establish an assembly in order to counter the lack of unity that led to the massacres perpetrated by Islamic State group IS on 3 August. The 200 delegates who attended the meeting were joined by Patriotic Union of Kurdistan PUK Mosul deputy chair Hussein Derman, Federation of Yazidi Associations in Europe co-presidents Zerdesh Gunay and Ali Atalan and Yazidi Foundation in Turkey chair Azad Barish, who all made speeches at the meeting. 5 committees were set up in order to organise the Yazidi community.

The Alliance and Organisation Committee, Defence Committee, Finance and Economy Committee, Diplomacy Committee and a Truth Inquiry Committee tasked with finding out what happened to those people who were abducted and killed by the IS militants. The decision was taken to establish a transitional constituent assembly with 27 members, called the Meclîsa Êzdiyên Şengalê, Meclîsa Avaker a Demkî (Assembly of Sinjar Yazidis - Transitional Constituent Assembly). The 27 members were elected from those on Mount Sinjar, those living in the Newroz camp in Syrian Kurdistan and those living in camps in Iraqi Kurdistan.

The IS group has extended its control on most parts of Sinjar district (124 km west of Mosul) on August 3, 2014 which led thousands of Kurdish families to flee to Mount Sinjar where they were trapped in it and suffered from significant lack of water and food, killing and abduction of thousands of Yazidis as well as rape and captivity of thousands of women.

Those who stay behind are subjected to brutal, genocidal acts: thousands killed, hundreds buried alive, and countless acts of rape, kidnapping and enslavement are perpetuated against Yazidi women. IS fighters ransack and destroy ancient Yazidi holy sites. ♦

Copyright ©, respective author or news agency, rudaw.net | Ekurd.net | fratnews.com | milletpress.com | Agencies



KRG Council of Ministers condemns formation of illegal administrative council in Sinjar area

SUN, 18 JAN 2015 | KRG.org

Erbil, Kurdistan Region, Iraq, (gov.krd) - The Kurdistan Regional Government Council of Ministers issued a statement condemning the attempts to establish an illegal administrative council in Sinjar, stressing that, "The tragedies of Sinjar and the surrounding areas should not be dealt with in a partisan way, which, instead of healing the sufferings these areas have endured, would lead to political and administrative chaos."

Following is the text of the statement:

The area of Sinjar has been going through tragic conditions since it was taken by the Islamic State terrorist organisation, known as ISIS, on 3 August 2014. The people of Kurdistan view the mass killing of Yezidi Kurds and abduction of the Yezidi Kurdish women in this area by ISIS, as a new painful tragedy for Kurdistan.

Due to these deep sufferings, the President of the Kurdistan Region and General Commander of the Peshmerga Forces, Massoud Barzani, has personally supervised and overseen the plans and operations of the Peshmerga forces against ISIS in this area.

The Kurdistan Regional Government is exerting great deal of efforts in these difficult circumstances to rescue and provide assistance to the people of the region, in addition to attempts to free the Yezidi Kurdish women, a number of whom are still abducted by ISIS. Also, the Kurdistan Regional Government continues its efforts, through a special committee, to obtain international recognition of the crimes committed against the Yezidi Kurds as genocide.

While the KRG Council of Ministers expresses its gratitude to the [Syrian Kurdish] People's Protection Units, [YPG], for having helped the Peshmerga forces during ISIS attacks, to rescue the displaced Yezidi Kurds in the area of Sinjar, we consider the move on 14 January by the Kurdistan Workers Party, PKK, to create an administrative council to run Sinjar area,



as an illegal act, which goes against the constitution and laws that are in force in Iraq and Kurdistan Region.

The PKK should stay away from interfering in the affairs of the Kurdistan Region; such interference is unacceptable. The agony of this wounded area should not be exploited for partisan purposes, as it is an illegal act and would lead to political and administrative chaos.

The Kurdistan Region and Iraq have constitutional and legal institutions. The Yezidi Kurds and Sinjar area are represented in Kurdistan Parliament and Iraqi Council of Representatives as well as in Nineveh

Provincial Council. Any measure that is to be taken now or in future for this region would be through legal institutions in Kurdistan and Iraq and not through illegal means and unacceptable interferences.

The KRG Council of Ministers tries to help all the parts of Kurdistan, as well as Sinjar and other areas of Iraqi Kurdistan with the view to improving relations and not creating divisions and tensions. Therefore, we ask the PKK to immediately stop its illegal attempts in Iraqi Kurdistan.

We would like to reaffirm the statements made by the Yezidi Kurdish dignitaries and their religious leaders and other Yezidi Kurdish figures that this interference will lead to deterioration of the situation in Sinjar and those who would be effected most are the people of Kurdistan in general and Sinjar and surrounding areas in particular. Therefore, such moves should be stopped.

The Peshmerga forces are in the process of attempting to regain complete control on the entire area of Sinjar. The KRG will continue its efforts to help and reconstruct this beloved area. The KRG will achieve this objective in concert with the Federal Government of Iraq.

The KRG Council of Ministers is currently examining the proposal, urging the creation of Sinjar governorate. This will be discussed with the Iraqi Federal Government according to legal and constitutional basis. Ninewa Provincial Council will be informed of the progress of the discussions. ●



January 16, 2015

Iraqi government forming Shiite militias in Kirkuk

By RUDAW 16/1/2015

KIRKUK - The Iraqi government has started forming three brigades of Shiite militias in the Kirkuk region under the directive from Prime Minister Haider al-Abadi.

The decision came a week after an official visit to Kirkuk by Falih Fayadh, Iraq's National Security Advisor.

Iraqi officials said that Baghdad aims to form six brigades of National Guards in Kirkuk that would include the province's various ethnic groups.



Shiite militias training south of Kirkuk

Each group -- Kurds, Arabs and Turkmen -- would make up 32 percent of the National Guard.

Turkmen leaders have asked the Iraqi government to help them

form their own armed group inside the city.

"The militia groups protect our area but we want our own armed group inside the city, though legally," said Omar Yauz, a Turkmen member of the Kirkuk security committee.

But the Kurdish parties in the province are opposed to the formation or presence of any militia or armed groups in the area.

However, they approve of official groups, "On condition that they operate under the control of the Peshmerga forces."

"The Peshmerga forces are

here and will not relinquish this area to any other force," said Wasta Rasul, the Peshmerga commander of the Kirkuk region.

"Any force that is formed will be under the command of the Kurdish Peshmerga," he added.

For their part, the Arab community seeks its own force under the Iraqi ministry of defense.

"We want our force but we want the Iraqi defense ministry to do it for us because it will guarantee the liberation of this region," said Ismail Hadidi, the chief of the Hadidi tribe.

The Iraqi government plans to organize -- under a single command -- a force of around 9,000 Shiite militiamen who are believed to be operating in areas south of Kirkuk, particularly in Tuz Khurmatu. ■

Freed Yazidis tell of girls and women being raped and sold into sexual slavery by Isis fighters

Isis has released dozens of sick and elderly members of the Iraqi sect it brands 'apostates' but, as Patrick Cockburn reports, many of the healthy young women still being held are turning to suicide as their only way out

Patrick Cockburn
18 January 2015
<http://www.independent.co.uk>

Many girls from the Yazidi community in Iraq are committing suicide after being raped and sold into sexual slavery by Isis fighters who captured them last August. And some 200 Yazidis, held prisoner for five months before being freed at the weekend because they were sick or old, report continuing mistreatment of those still captive.

"They are very bad people," said Gawre Semo, 69, who reached the Kurdish-held town of Altun Kupri. "They took our children and they took our women."

A surprise Isis offensive in August led 50,000 Yazidis to flee into territory held by the Kurdistan Regional Government (KRG). But an unknown number, amounting to many thousands, were massacred or detained while many women were raped or sold as slaves. Isis claims that such treatment of the Yazidis, whose ancient religion is drawn from Islam, Christianity and Zoroastrianism and who Isis call apostates, is permissible under Sharia law.

Some 300 women who have escaped from Isis-held territory have given accounts to Amnesty International about how they were raped and sold as slaves. They say many of the victims killed themselves. One girl, 20-year-old Luna, who later escaped, described how Jilan, 19, had committed suicide: "We were 21 girls in one room, two of them were very young, 10-12 years. One day we were given clothes that looked like dancing costumes and were told to bathe and wear these clothes. Jilan killed herself in the bathroom. She cut her wrists and hanged herself. She was very beautiful. I think she knew she was going to be taken away by a man and that is why she killed herself."



Elderly members of the Yazidi sect wait beside a road near Kirkuk after being released by their Isis captors on Saturday. They report continuing mistreatment of those still held captive (Reuters)



A doctor tends to a Yazidi woman at Al-Tun Kupri health centre, between Kirkuk and Erbil in Iraqi Kurdistan, after she was released on January 17, 2015 by the Islamic State jihadist group. Photo: AFP

Arwa, 16, was abducted from her village south of Mount Sinjar in August along with hundreds of relatives and neighbours. She described how she was moved around between Syria and Iraq until finally she was held in a house in Rambussi south of Sinjar with five other girls. She says: "They did to me what they did to many other girls. I was raped... The men were all Iraqis. They said that if we killed ourselves they would kill our relatives."

Despite these threats, many girls do kill themselves, or try to do so. The Amnesty International report *Escape from Hell: Torture and Sexual Slavery in Islamic State Captivity in Iraq* describes how Wafa, 27, and her sister tried to kill themselves with scarves around their necks after being told they were to be sold as slaves. She said:

"We tied scarves around our necks and pulled away from each other, until we fainted." Wafa and her sister survived only because two other girls sleeping the same room woke up and stopped their attempted suicide.

"Hundreds of Yazidi women and girls have had their lives shattered by the horrors of sexual violence and sexual slavery in captivity," says Donatella Rovera, an Amnesty crisis response adviser who spoke to 40 former captives. "Many of those held as sexual slaves are children – girls aged 14, 15 or even younger." Captives are often forced to convert to Islam.

Isis launched a surprise attack on 3 August against KRG forces in Nineveh province around Mosul and Sinjar, where the Yazidi were heavily concentrated. The area has some of their holiest sites.

The KRG forces fled immediately, often without telling Yazidi villagers that they were leaving. The first that many Yazidis knew of the offensive was when Isis motorised columns arrived in their villages and it was too late to flee. A KRG counter-offensive in December has retaken part of Sinjar but few Yazidis have returned to their homes.

Today, General Shirko Fatih, the commander of Kurdish forces in Kirkuk, said almost all of the freed prisoners were in poor health and bore signs of abuse and neglect.

The militants transported the captives from Tal Afar, where they had been held for five months, and dropped them off at the Khazer Bridge, near the Kurdish regional capital of Erbil. "It probably became too expensive to feed them and care for them," General Fatih said.

◆◆◆



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

KURDISH PESHMERGA REPELS ISIS ATTACK ON ZUMAR, KILLS 8 IS MILITANTS

January 3, 2015

Erbil: Kurdistan Democratic Party KDP announced on Saturday, that eight Islamic State group IS militants have been killed during clashes with the Kurdish Peshmerga forces in western Mosul. The KDP representative in the area of Zumar, Hassan Khalu, said, "Today, the Peshmerga forces have repelled an IS attack on the village of Rijj at the area of Zumar, located in the western part of Mosul," pointing out that, "Eight IS elements have been killed in violent clashes during the attack." "The group has begun losing its presence in the area," Khalu added. iraqinews.com | Ekurd.net

IRAQI OIL MINISTER ANNOUNCES LINKING KIRKUK-KURDISTAN OIL PIPELINE AND START PUMPING 175 000 BPD

January 3, 2015

Baghdad: The Iraqi Minister of Oil, Adel Abdul-Mahdi announced on Saturday, start pumping oil from Kirkuk fields through Turkey, under the agreement signed between the federal government and Kurdistan Regional Government. "The Total primary energy of pumping operations reaches 175 thousand barrels per day (bpd), after the completion of the technical matters in connecting pipes, Abdul-Mahdi said in a statement to al-Arabi Qatari news. Abdul-Mahdi said that his country will double oil production rates of up to more than 4 million bpd, pointing out that this increase will enhance the export site, which predicted to be more than 3 million bpd. The central government in Iraq has folded, two of the most prominent differences with Kurdistan Region; the oil and budget. The government reached on the second of last December to a formal agreement with the regional authorities, to end the dispute on oil exports, and convert part of the budget to the county, and the contribution of Baghdad in bearing a part of the cost of the war waged by Peshmarga forces against IS group...shafaq.com

ISLAMIC STATE SEIZES 170 VILLAGERS IN KIRKUK

January 3, 2015

Kirkuk: The Islamic State of Iraq and Syria (IS) militant group seized dozens of men from two villages in northern Iraq on Friday while searching for people who burned its flag, officials and residents said. An intelligence officer said that a total of 170 men were taken from the villages of Al-Shajara and Gharib in Kirkuk province, after two IS flags were burned in the area, an account confirmed by other officials from the province. "Members of the (ISIS) organization who were driving around 30 vehicles took the kidnapped (people) to the center of Hawijah," a nearby town where they have a court and a prison, the officer said. A resident of Al-Shajara said that women pleaded with the IS militants not to harm the men, to which the fighters responded that they would investigate and only punish those responsible for the flag burning in the village. A resident from Gharib said they took around 90 people from that village, and that the fighters said they were searching for 15 men who burned their flag there. It is not the first time IS has turned to mass detentions as it seeks to quell resistance in the swathes of territory in Iraq that it has overrun since June...AFP

ISLAMIC STATE GROUP FEMALE FIGHTERS SURRENDERED TO PESHMERGA FORCES

January 3, 2015

The Voice of Russia radio broadcasted news that 14 Islamic State female fighters have surrendered themselves to Kurdish Peshmerga forces. Saeed Hamo a Yazidi activist told the Voice of Russia that 14 IS female fighters with 4 children have surrendered themselves to Kurdish Peshmerga forces fighting to control Sinjar (Shingal), after their commander was killed by the Peshmerga forces. Saeed Hamo added that those IS women are all Iraqi Arabs and currently in Peshmerga custody. milletpress.com | Ekurd.net

TURKEY, US TO TRAIN SYRIAN OPPOSITION FIGHTERS

January 6, 2015

Ankara: Turkey is expected to sign a memorandum of understanding with the United States on a "training and equipment program" for Syrian opposition forces in January, diplomatic sources said on Monday. The program will start in March and will last for three years. After this time, a total of 15,000 Syrian opposition fighters are expected to have been trained in Turkey, Jordan and Saudi Arabia. Turkey is expected to host around 100 U.S. soldiers connected to the training; Turkey will also directly train between 500 and 2,000 opposition fighters a year. Following a visit by U.S. Vice President Joe Biden to Ankara on November 22, 2014, Turkish President Recep Tayyip Erdogan and he agreed on Turkey's efforts to train and equip moderate Syrian opposition forces protecting their communities. Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu has also called for the equipping and training of the Free Syrian Army in a comprehensive manner. Among Turkey's strategic suggestions to deal with the Islamic State group, are calls for a "no-fly zone" and "safe zones" on Syrian territory, plus the removal of Syrian President Bashar al-Assad from his position...aa.com.tr

KIRKUK AUTHORITIES WARN THEY CANNOT COPE WITH REFUGEE INFLUX

January 7, 2015

Kirkuk: Nearly a half-million refugees have fled to Kirkuk due to violence in the rest of Iraq and live in deteriorating conditions, officials say. "It is the responsibility of the Iraqi government to provide for these people," said Kamil Salayi, the mayor of Kirkuk city. "Their situation is dire and Baghdad should take their needs seriously," he told Rudaw. "But sadly, the central government is negligent about this." Most of the refugees fled to Kirkuk last summer, when the Islamic State (IS) occupied much of Iraq's Sunni areas, swelling a population of thousands more that had arrived fled during the country's sectarian war in 2005-2008...rudaw.net

NEW KURDISTAN GOVT REPRESENTATIVE BEGINS HER MISSION IN THE UNITED STATES

January 7, 2015

Washington: Bayan Sami Abdul Rahman began Monday her mission as Iraq's Kurdistan Regional Government KRG representative to the United States of America. Minister Falah Mustafa, Head of the Department of Foreign Relations, congratulated Ms. Abdul Rahman on her new post and met the staff of the Kurdistan Regional Government Representation in Washington DC. Minister Mustafa reiterated the significance of Kurdistan Region's relations with the United States. He said, "This Representation in Washington is a critical post. We will continue to foster our long-term, strategic partnership with the United States." Ms. Abdul Rahman said, "It is an honour to be appointed to this post. The job is made easier by knowing there is a good team already in place. I look forward to working together to bring the people of Kurdistan and America closer to each other." Minister Mustafa and Ms. Abdul Rahman also met Lukman Faily, Iraq's Ambassador to Washington...gov.krd

SYRIAN KURDISH YPJ FORMS NEW DIVISION IN SINJAR

January 8, 2015

Sinjar: A new division of the Syrian Kurdish Women's Defense Units (YPJ) has been formed in Shingal (Sinjar) in northwest Iraq as part of efforts to build up the Yazidi Shingal Defense Units (YBŞ), according to a new article by Rojin Deniz and Sara Xwinda for JINHANA news which appeared in Özgür Gündem. The decision to constitute a separate division, the YPJ-Shingal, was taken by close to 50 Kurdish Yazidi women already fighting with the YBŞ. A statement released by the leadership of newly formed YPJ-Shingal following the decision read: We are calling on all Yazidi people for support to strengthen this struggle, and in particular on young Yazidi women to be responsive to our struggle." rojvareport.wordpress.com | Ekurd.net

U.S. DELIVERS 25 ARMORED VEHICLES TO IRAQI KURDS

January 8, 2015

The U.S. has sent 250 armored vehicles to Iraq, 25 of them to the Kurds in the north, Stars and Strips said. According to the report the U.S. ⇒

⇒embassy in Iraq stated on Tuesday that the U.S. government has sent the 250 vehicles to Iraq and 25 vehicles would be delivered to the Kurdish forces of Peshmerga. A U.S. defense ministry statement said the armored vehicles have been delivered to Iraq officials last Sunday and 25 vehicles have been sent to Kurdistan Region. U.S. Ambassador to Iraq, Stewart Jones has stated the vehicles would protect Iraqi people against mines and rockets and would help them to win against the IS, adding that each vehicle has cost 500000 dollars to be manufactured. iii.co.uk

ISLAMIC STATE SUICIDE BOMBER KILLS 7 KURDISH PESHMERGA TROOPS WEST OF MOSUL

January 8, 2015

Shingal: A car bomb driven by Islamic State group IS suicide bomber exploded near a checkpoint for the Kurdish Peshmerga forces to kill four of them and injure three others in Sinjar district of western Mosul, Iraqi news reported, Seven Kurdish Peshmerga forces were either killed or injured in the attack, security source said. IS militants carried out the attack in the strategic Kurdish Yazidi town of Sinjar, followed by a large scale attack on Peshmerga forces in Zumar on Wednesday. E Kurd.net

YPG ANNOUNCE A BATTALION OF PROFESSIONAL FORCES IN AFRIN CANTON

January 9, 2015

Afrin: Martyr Diyar Battalion, formed of professional combatants, was announced on Thursday, January 8th in Afrin Canton of Syrian Kurdistan. More than 30 Combatants of the People's Defense Units (YPG) were involved in M. Bahoz Qualification Course. The one-month-long course was centered on teaching special military training as well as providing the professionals with ideological lessons. The announcement ceremony attended by members of YPG/YPJ leadership, families of combatants, and distinguished guests, started with a minute of silence in honor of the martyred fighters. Later, the combatants uttered a promise to walk in the footsteps of their fallen comrades until the final breath. At the end of ceremony, the Battalion members were honored with Martyr Diyar's picture, the insignia of the battalion. firatnews.com

KURDISTAN ANNOUNCES THE SALE OF 42 OIL SHIPMENT WORTH \$ 3 BILLION AND THE DISTRIBUTION OF SALARIES

January 11, 2015

Erbil: Kurdistan Regional Government (KRG) announced on Sunday, that it will distribute employees' salaries over the next few days for from last November beginning with the Ministry of Peshmerga, pointing out that it has sold since last May 42 shipments of crude oil for a total of about three billion US \$. KRG spokesman, Safeen Dizayee said that the next few days will witness the distribution of delayed salaries from last November to all the departments and institutions of the region beginning with the Ministry of Peshmerga, explaining that the date was not specified yet, but it will not exceed a few days, he said. He added that, in order to secure the salaries, the government needs to 850 billion dinars. About the Kurdish oil sales, Dizayee stressed that his government is continuing to sell crude oil, adding that under the recent agreement with the federal government, the government began to implement it since the beginning of this year and region's oil has decreased. He explained that his government began to export oil beginning from last May through its pipeline to the port of Ceyhan in Turkey and has sold it there, pointing out that so far 42 shipments of crude oil have been sold for a total of about three billion US dollars...shafaaq.com | E Kurd.net

IRAN ANNOUNCES THE DEATH OF A KURDISH MILITARY COMMANDER IN THE WAR AGAINST IS IN IRAQ

January 12, 2015

Kermanshan: Iran has announced the death of one of its military leaders in the military operations in Iraq against Islamic State group IS militants in Salahuddin province. The Iranian press reports said that "the commander of special operations within the popular crowd forces in Samarra, Mehdi Norouzi (Newrozi) was killed in clashes with IS terrorists." Reports said that Norouzi descended from the Kurdish city of Kermanshan in Iranian Kurdistan (Rojhelat), he had fought in earlier periods in defense of Shiite

holy sites in Sayeda Zainab and Ruqaya shrines in Syria, pointing out that he went to Iraq to defend the shrine in Samarra in Salahuddin province against IS that seek to control and destroy them. The reports added that Norouzi was a member of the headquarters of the "martyr Tamori Nia" of the Basij forces "popular mobilization" in Kermanshan, pointing out that he was killed in a direct confrontation with the elements of the terrorist organization on Sunday night. Iran often denies sending troops to Iraq in direct fighting between Iraqi security forces and ISIS terrorists and only say that it has sent military advisers and experts to help train Iraqi forces. shafaaq.com | E Kurd.net

KDPI: 'NO SIGNS THAT KURDISH ISSUE WILL BE PEACEFULLY RESOLVED IN IRAN'

January 15, 2015

Erbil: Since their 2006 split, the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and its breakaway Kurdistan Democratic Party (KDP) have been discussing reunification for the past several years. Mustafa Hejri, leader of the KDPI, told Rudaw in an interview that the process continues and the two sides are growing closer. He warned that the whole process cannot be publicized for fear the Iranian government will try to sabotage the process as a way of ensuring the Kurdish parties remain divided and weak. Iran wants to manipulate this opportunity to show that its government is trying to solve the Kurdish issues peacefully. What is more important is the fact that parliamentary elections will be held next year, and they want to make people forget the promises that they made and pretend that they are still trying to fulfill those promises. They want to attract people to the voting boxes and I see these meeting within the context of election propaganda...rudaw.net

16 KURDISH PESHMERGA FIGHTERS KILLED IN ISLAMIC STATE FIERCE ATTACKS ACROSS IRAQ : ALJAZEERA

January 15, 2015

Nineveh: At least 23, including 16 Kurdish Peshmerga fighters, killed in IS assault in restive provinces of Nineveh and Diyala. Militants from the Islamic State group IS have launched a series of attacks in Iraq's restive region, killing dozens of people, including several Kurdish Peshmerga soldiers. Sources told Al Jazeera that at least 16 Peshmerga soldiers were killed on Thursday trying to repel an IS attack on the Mosul Dam in Nineveh province. The dam, located on the Tigris river, provides electricity to north-western province of Anbar, which is under the IS group's control. In another attack, seven fighters from militias fighting against IS in Diyala Province were killed in the town of Al Mansuriya. Meanwhile, in the flashpoint town of Sinjar, Peshmerga forces, backed by US-led coalition warplanes, stopped an attack on the town's south-western side. The IS fighters have since mostly been driven out of the area. US-led forces launched 12 airstrikes against the group's positions overnight on Wednesday, targeting tactical units, buildings and equipment used by the group, the Combined Joint Task Force said in a statement...aljazeera.com | E Kurd.net

ANOTHER MASS GRAVE FOUND INCLUDE KURDISH PESHMERGA FIGHTERS IN DIYALA

January 15, 2015

Diyala: A mass grave containing the bodies of 23 people has been found near the town of Kobashi in the district of Jalawla in Diyala province. The Ministry of Martyr and Anfal Affairs in the Kurdistan region said that some of the bodies in the mass grave belonged to Kurdish Peshmerga fighters. Ministry official Nuri Aziz said that the remains of 23 people had been found, adding that they had not yet identified the bodies, but that from the garments on the corpses some of them were Peshmerga fighters from the Kurdistan region. firatnews.com | E Kurd.net

800,000-STRONG SHIITE MILITIA CALLS FOR FORMAL RECOGNITION BY BAGHDAD

January 18, 2015

Baghdad: The leader of Iraq's Hezbollah met with Shiite clerical authorities in Najaf Sunday to discuss formal recognition of hundreds of thousands of militiamen by the government and putting them on official payroll, a Hezbollah statement said. Sheikh Abbas al-Mahmadawi, leader of the Shiite militia group Hezbollah, said that he met with Shiite clerics in Najaf, including Ayatollah Muhammad Saeed al-Hakim, to seek recognition "for the success of the militia groups in the fight against the Islamic State"⇒

⇒ (ISIS).” Al-Mahmadawi added that the Shiite volunteer militia should be recognized by the authorities and compensated financially “because many of them do not have any salaries and many have been wounded and handicapped.” According to al-Mahmadawi, there are 800,000 volunteer Shiite fighters in Iraq who joined the fight against ISIS last June. But he added that “the numbers have been inflated by some political parties” by more than double. “We do not have any such numbers on the ground which is put down as 2 million volunteers,” he said in a statement following his visit to Najaf...rudaw.net

PKK SEEKING TO DIVIDE KURDISTAN REGION: KDP

January 18, 2015

Erbil: The Kurdistan Democratic Party (KDP) faction in Kurdistan Region parliament lashed out at the Kurdistan Workers’ Party for “seeking to divide Kurdistan Region.” The PKK attempt in forming “Shingal Yazidi Parliament” as the first step in forming Shingal (Sinjar) Canton was harshly blamed by the faction in the Kurdistan region’s local parliament. “Since the Daesh (Arabic acronym for Islamic State) imposed war against the Kurdistan Region has broke out, the PKK, ignorant to the region’s organizations, is following its illegal demands in the region,” the faction said in a statement. The KDP party officials called the PKK attempt to create Shingal Canton an attempt to divide the Kurdish administration. The statement further asked all the region’s parties and civil organizations to react to the PKK attempt and define a red line for the PKK activities in the region. In a conference titled “Democratic self-management is our will” and attended by more than 200 Kurdish Yazidi representatives, the PKK asked for the creation of Shingal Canton and formed a 27-parliament for the region. kurdpress.ir

AUSTERITY INCLUDES KURDISTAN, BARREL PRICE WILL NOT FALL BELOW \$35, SAYS MEMBER OF PARLIAMENTARY FINANCE

January 19, 2015

Baghdad: A member in the Parliamentary Finance Committee confirmed Sunday, that the fiscal austerity to followed by the government to reduce the budget deficit, will include the Kurdistan region, pointing out that the price of a barrel of oil will not fall below \$35. The member of the Committee and the MP for the Change (Gorran) Movement, Massoud Haider said in an interview for a program broadcast by Sumaria TV “One of main problems that stand before of the Finance Committee is the problem of spending cuts to reduce the budget deficit with the continuing decline in oil prices,” noting that, “Austerity is one of the solutions to address this deficit, and it will include the Kurdistan region as a part of Iraq as and not an independent state.”...iraqinews.com | Ekurd.net

ISLAMIC STATE KIDNAPS 25 KURDS FROM MOSUL, SAYS KURDISH OFFICIAL

January 19, 2015

Erbil: The Kurdistan Democratic Party KDP party announced Sunday, that 25 Kurdish civilians have been kidnapped by Islamic State group IS militants in central Mosul. KDP spokesman in Mosul city, Saeed Mumozini, said, “Yesterday evening, elements of the IS group have kidnapped 25 Kurdish civilians from the neighborhood of al-Jazaer, located in central Mosul,” pointing out that, “The detained Kurdish citizens were driven to an unknown location.” “Kurdish people who were unable to escape from Mosul are living in miserable conditions,” Mumozini said. iraqinews.com | Ekurd.net

PUK DEPUTY DENIES LEAVING PARTY

January 19, 2015

Slemani: The first deputy leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Kosrat Rasul Ali dined he and the second deputy Barham Salih have left the party as tension-hit party is seeking unity among members. Kurdistan Region media reported Rasul Ali and Salih have left the party after tensions fuelled among members of the Jalal Talabani-led party. Speaking with Sulaimaniya news base Rasul Ali denied he and Salih have quit the PUK and vowed to stay with the party to the end and “all will solve tensions through dialogue.” The PUK deputy further said the party’s congress has been deferred due to the conflict in Kurdistan Region and its war against the jihadists of the Islamic State (IS), but reiterated the PUK will hold the gathering in a near future. kurdpress.ir | Ekurd.net

IRAQ’S TRADE WITH IRAN AND TURKEY VALUED AT \$28 BILLION

January 21, 2015

Baghdad: Iraq’s trade exchange with the two states is valued at \$28 billion a year and is destined to surge with new agreements to facilitate the flow of goods and commodities. Iraq’s trade exchange with Turkey last year reached \$16 billion and \$12 billion with Iran...azzaman.com

ISLAMIC STATE CONTROLLING HALF OF SHINGAL: JABBAR YAWAR

January 21, 2015

Erbil: The Secretary General of the Kurdish forces of Peshmerga Jabbar Yawar stated the militants of the Islamic State group (IS) are controlling 50 percents of Shingal (Sinjar), southwestern of Kurdistan Region. He told al-Ma’aluma news agency that the city has not been fully liberated as the radical jihadists are controlling half of the city but the surrounding areas have been cleaned from the extremists. A large part of the Nineveh desert is still under the control of the militants and the city of Bashiqa, in the province, is controlled by the group, Yawar further said. It is worth mentioning that a Yazidi chief stated days ago that the extremist group in controlling Shingal and the whole of Nineveh deserts. kurdprss.ir | Ekurd.net

500 DISPLACED IRAQI ARAB FAMILIES ARRIVED IN KURDISTAN’S ERBIL: MP

January 21, 2015

Baghdad: Iraqi MP Talal al-Zobaie announced Tuesday, that Kurdistan’s Erbil has received roughly 500 Arab families fleeing from al-Qayara in southern Mosul to the area of Dibka in Erbil. Al-Zobaie said “500 families have escaped al-Qayara in southern Mosul to the area of Dibka, located in Erbil district,” noting that, “Those families will be included in the million dinars grant and will be resided in a refugee camp in Erbil.” iraqinews.com | Ekurd.net

MOSUL RESIDENTS IN IRAQ DESCRIBE LIFE AS ‘HELL’ UNDER IS MILITANTS

January 23, 2015

London: Residents in the Iraqi city of Mosul have described life under Islamic State (IS) militants as “hell” where people are deprived of basic rights and services. Masrour Barzani, the head of Kurdistan’s regional security council said that nobody could envy this life since the terror of IS is “too much for anyone to handle”, reported the Guardian. Residents said that the conditions have worsened in Mosul, the city that was known as a cradle of multiculturalism once, has now turned into a city where executions and stoning have become common. People in Mosul also refrain from talking to media fearing reprisals against themselves and their families. However, Kurdish fighters continue to battle the IS and have retaken large parts from militants in northern Iraq. ANI

KURDISTAN REGION ISLAMIC PARTY LASHES OUT FORMING CANTON IN SHINGAL

January 23, 2015

Slemani: Kurdistan Islamic Community Party expressed its sever opposition to forming a canton in Kurdistan Region’s southern city of Shingal (Sinjar). Releasing a statement, the party, led by Ali Bapir, voiced its opposition to creating in the city, most of it still under the control of the militants of the Islamic State (IS). “Kurdistan Islamic Community believes Shingal and all Kurdistan regions, out of the region’s control, are a part of Kurdistan Region’s soil and the region’s president, government and parliament are responsible in making decisions for them,” the statement said. The Kurdistan Workers’ Party (PKK) announced January 14 the establishment of a canton in Shingal, the same as Kurdish cantons in northern Syria, after parts of the city were liberated by the PKK fighters and the Kurdish forces of Peshmerga. 200 Yazidi representatives attended in the conference under the title of “democratic self-management is our will.” Four committees were formed for the canton to organize Yazidi Kurdish society and another committee to follow the sate of Yazidi hostages taken by the radical group that attacked Shingal in June, killed many and abducted thousands, most of them women and has already sold a large number of them as slaves. kurdopress.ir | Ekurd.net ♦

Djihadisme: le double jeu des pays du Moyen-Orient

C'est en masse que les dirigeants ou représentants du Moyen-Orient se sont joints au défilé du 11 janvier, à Paris, contre le terrorisme islamiste. Pourtant, l'ambiguïté tient lieu de politique à nombre d'Etats dans la région, face à des djihadistes qui essaient et prospèrent. Géopolitique d'un double jeu dont la galaxie de l'islam radical ne cesse de tirer profit.

Par Romain Rosso
21/01/2015
www.lexpress.fr

Tous unis face au terrorisme et à l'extrémisme. Le 11 janvier, l'image est belle et inédite : une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, ou leurs représentants, marchent côte à côte dans les rues de Paris. En battant le pavé de concert avec les Européens, les leaders de nombreux pays arabes et musulmans, notamment du golfe Persique, s'affirment solidaires, ce jour-là, de leur partenaire français. Ils sont venus, malgré leur aversion, et celle de leurs populations -les manifestations antichrétiennes au Niger, par exemple, en témoignent-, pour les caricatures de Charlie Hebdo, qui, à leurs yeux, blasphèment le Prophète.

C'est un signe, selon certains experts, de l'inquiétude des Etats moyen-orientaux face à la menace djihadiste du groupe Etat islamique (EI, ou Daech en arabe) en Syrie et en Irak. De fait, l'unanimité politique affichée à Paris est forte. Mais elle est trompeuse. Car le soutien de plusieurs pays paraît incongru, à bien des égards, tant leur régime ne brille pas par le respect des libertés fondamentales, et en particulier la liberté de la presse. Plus grave, la Turquie, le Qatar ou l'Arabie saoudite, pour ne citer qu'eux, ont cultivé ou cultivent encore un rapport ambigu avec l'islam radical, selon leurs intérêts géopolitiques. Tandis que la duplicité tient lieu de politique à nombre d'Etats dans la région, les djihadistes essaient et prospèrent.

Les partisans les plus déterminés de la lutte contre l'islam armé sont, sans surprise, les régimes qui y voient une menace pour leur propre survie. Ainsi, la présence à Paris du roi Abdallah de Jordanie et de son épouse, Rania, n'est pas étonnante. Le souverain hachémite, gardien des lieux saints musulmans de Jérusalem, s'affiche dans la coalition menée par les Etats-Unis, contre le "calife" Abou Bakr al-Baghdadi, qui a pour ambition de renverser le royaume. Un pilote jordanien, dont l'avion a été abattu à



"Nous sommes tous Chérif Kouachi", proclament ces manifestants à Istanbul (Turquie), le 16 janvier. AFP PHOTO/OZAN KOSE

Raqqa, le fief des djihadistes en Syrie, est retenu prisonnier par le groupe terroriste.

Les Emirats arabes unis, quant à eux, ont dépêché à Paris le ministre des Affaires étrangères. En vertu d'un accord de défense, l'armée française dispose d'une base militaire près d'Abou Dhabi, d'où décollent ses avions Rafale et Mirage qui bombardent les positions de l'EI en Irak. L'Algérie et l'Egypte, également représentées, ne participent pas à la coalition anti-Daech. Mais ces deux pays ont fort à faire avec leurs extrémistes cachés dans leurs refuges de Kabylie et du Sinaï. "Les régimes arabes n'ont aucun problème avec le fondamentalisme, tant qu'il ne s'en prend pas à leur autorité politique", note le chercheur Romain Caillet, basé au Liban.

LA TURQUIE, PARTENAIRE OBJECTIF DE L'ETAT ISLAMIQUE

Signe des temps, le jeu de la Turquie, pourtant officiellement laïque, apparaît plus ambigu. Protocole oblige, le Premier ministre, l'islamo-conservateur Ahmet Davutoglu, a défilé au premier rang de la marche parisienne. Trois jours plus tard, en revanche, lors de la publication du nouveau Charlie Hebdo, un tribunal a ordonné le blocage des pages de quatre sites Internet, qui reproduisaient la couverture de l'hebdomadaire satirique, montrant Mahomet avec une pancarte "Je suis Charlie".

"Nous ne pouvons accepter les insultes

faites au Prophète", justifie le même Davutoglu, tandis qu'à Istanbul des policiers échouent dans leur tentative d'empêcher la publication du quotidien d'opposition Cumhuriyet, le seul dans le monde musulman à oser publier un cahier spécial avec la plupart des caricatures de Luz et des autres rescapés de la tuerie... Au-delà des derniers rebondissements, les censures de la presse se multiplient en Turquie, dirigée depuis douze ans par Recep Tayyip Erdogan, qui fut Premier ministre avant d'être élu président en 2014.

"Tandis que son parti, l'AKP, développe une morale conservatrice, Erdogan se montre de plus en plus autoritaire et obsédé par la personnalisation du pouvoir", souligne Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Le gendarme des médias turcs menace de poursuites judiciaires tous les organes de presse qui publieraient des documents tendant à prouver qu'Ankara a livré des armes à certains groupes rebelles islamistes syriens -ce que le gouvernement nie.

Il y a un an, pourtant, quand des camions chargés d'armes ont été interceptés à la frontière syrienne, ils étaient escortés, selon certaines sources, par les services de renseignement. Depuis le début de la guerre civile en Syrie, Ankara, qui veut faire tomber Bachar el-Assad, est accusé de fermer les yeux face au passage sur son territoire, en sus des armes et de toutes →

⇒ sortes de contrebande, de centaines de jeunes djihadistes européens. Ce qui irrite au plus haut point les alliés américains et européens, en particulier la France, dont 1400 ressortissants ont rejoint la Syrie.

Parmi eux, Hayat Boumeddiene, qui a gagné le territoire syrien depuis la Turquie quelques jours avant que son mari, Amedy Coulibaly, tue une policière municipale à Montrouge. Le double langage est une constante de la politique nationaliste "néo-ottomane" d'Erdogan. Le président refuse d'ouvrir la base d'Inçirlik, dans le sud du pays, aux avions de la coalition anti-Daech, alors que le Parlement d'Ankara a donné son feu vert à un engagement militaire. En octobre 2014, les chars turcs sont restés immobiles devant la bataille de Kobané, peuplée de Kurdes syriens.

La Turquie apparaît comme un partenaire objectif de l'Etat islamique, alors que, paradoxalement, Ankara est engagé dans un processus interminable d'adhésion à l'Union européenne. "La complaisance turque à l'égard de Daech poursuit un double objectif, souligne l'ancien ambassadeur Denis Bauchard, conseiller spécial à l'Ifri : affaiblir le régime syrien et éviter la création d'un Kurdistan autonome que dirigerait son ennemi, le Parti des travailleurs kurdes (PKK), à sa frontière sud. Puissance sunnite, Ankara se réjouit de la faiblesse du gouvernement irakien chiite."

Dorothee Schmid, quant à elle, s'interroge: "Ankara se targue d'être le grand pays musulman de l'Otan. Les Turcs sont essentiels à toute intervention militaire dans la région. Mais leurs ambiguïtés et leurs réticences à travailler avec les polices européennes et avec les militaires de l'Otan donnent le sentiment qu'ils ne sont pas à leur poste. A la fin, où est la Turquie?"

DOHA NIE FINANCER DES GROUPES DJIHADISTES

Vue de Paris, la question apparaît plus brûlante, encore, s'agissant du Qatar. "Le Qatar soutient le PSG... et le terrorisme." Cette pancarte brandie par un supporter corse lors d'un match de football à Bastia, le 14 janvier, en dit long sur l'image de ce petit mais riche émirat gazier. Doha nie financer des groupes djihadistes. Soutien des Frères musulmans et du Hamas palestinien, le Qatar, en revanche, assiste certaines des factions islamistes en guerre contre Bachar el-Assad. Les Emirats arabes unis soupçonnent aussi Doha d'aider les rebelles en Libye qui s'opposent aux autorités élues de Tobrouk. Avec le Koweït, le pays est aussi pointé du doigt par le Trésor américain.

Dans un rapport daté d'avril 2014, le sous-secrétaire chargé de la lutte contre le ter-



Des dignitaires qatariens reçus par François Hollande à l'Elysee avant la marche républicaine, le 11 janvier. REUTERS/Pascal Rossignol

rorisme, David Cohen, déplore la législation permissive de ces deux Etats qui permet à des associations caritatives de récolter des fonds privés pour des motifs humanitaires en apparence, qui atterrissent "souvent", note le rapport, dans les poches de groupes extrémistes. Le Qatar se défend contre ces accusations devenues rituelles et fait valoir que l'armée américaine dispose sur son territoire de son centre de commandement pour tout le Moyen-Orient, le Centcom.

L'émirat a aussi multiplié les investissements à l'étranger, notamment en France, avec la bénédiction de Nicolas Sarkozy. Il n'empêche. Le jeune émir du Qatar, Tamim al-Thani, n'a pas osé s'afficher à Paris le 11 janvier : il a envoyé son frère, Mohamed. Nul doute que le régime entend ménager ce qui tient lieu d'opinion publique.

L'ARABIE SAOUDITE A CRIMINALISÉ LES ORGANISATIONS DJIHADISTES

Accusée d'avoir enfanté Oussama ben Laden et 15 des 19 terroristes du 11 septembre 2001, le chef de file des puissances sunnites de la région, l'Arabie saoudite, a gagné, sur son territoire, une guerre de dix ans contre les terroristes - aujourd'hui retranchés au Yémen sous l'égide d'Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa), qui a revendiqué l'attentat contre Charlie Hebdo. Elle est aujourd'hui très impliquée contre les djihadistes de Daech, qui la menacent à leur tour : plus de 2500 combattants islamistes viennent de ce pays, selon Romain Caillet.

Obsédé par la montée en puissance de l'Iran chiite, le royaume a laissé certains de ses ressortissants financer des rebelles islamistes qui luttent contre Bachar el-Assad, allié de Téhéran. Avec retard, la monarchie semble avoir compris qu'elle nourrissait de futurs ennemis, qui accusent la famille Al-Saoud vieillissante d'être vendue aux Etats-Unis : inquiète du départ de ses jeunes, elle a ainsi criminalisé les organisations djihadistes, comme Daech ou le Front Al-Nosra, le bras armé d'Al-Qaeda en Syrie, au printemps dernier (les Emirats arabes unis ont fait de même).

Client important de l'industrie d'armement française, Riyad considère Paris comme un allié sûr depuis que Washington, son partenaire historique, discute avec Téhéran sur son programme nucléaire. François Hollande a effectué deux voyages en Arabie depuis le début de son quinquennat.

L'INFLUENCE DU WAHHABISME S'ÉTEND AU-DELÀ DE L'ARABIE SAOUDITE

Reste que le royaume, gardien des lieux saints de l'islam sunnite, applique et promeut à travers le monde une idéologie fondamentaliste, le wahhabisme, version ultrarigoriste de l'islam dont se réclament aussi les dirigeants de Daech. "Le pouvoir se sort de sa contradiction en dissociant le radicalisme politique, qui est mal, du radicalisme religieux, qui est bon", note le politologue Olivier Roy, spécialiste de l'islam.

Pas moins de 87 décapitations ont eu lieu pour des faits de droit commun (meurtres, "sorcellerie...") en 2014, et dix depuis le début de l'année. Deux jours avant la marche de Paris, à laquelle Riyad n'avait envoyé qu'un représentant de second rang, un blogueur, Raif Badaoui, était fouetté en public à Djedda, après avoir été condamné à dix ans de prison pour "insulte à l'islam". Les valeurs intransigeantes du régime, sur lesquelles repose une part de sa légitimité, sont aux antipodes de la société française, notamment concernant la laïcité et la mixité.

Or l'influence doctrinale du wahhabisme ne cesse de s'étendre, en Europe particulièrement. "Cela pose problème dès lors que, sous l'effet de discours salafistes, des jeunes Français commencent à dire : la convivialité avec les nonmusulmans, c'est mal", ajoute Olivier Roy. Facilitée par les réseaux sociaux et les vidéos disponibles sur Internet, la banalisation du salafisme est un terreau sur lequel peut pousser le djihadisme. ♦

La campagne des alliés contre Daech sera longue

La coalition menée par les États-Unis estime avoir stoppé l'avance de l'État islamique sur le terrain. Mais il reste « beaucoup à faire ».



Le secrétaire d'État américain, John Kerry, son homologue britannique, Phillip Hammond, et les ministres des Affaires étrangères des 21 pays membres de la coalition se sont réunis, jeudi, au manoir de Lancaster House.

S. ROUSSEAU/AFP

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp
CORRESPONDANT À LONDRES

LA GUERRE contre Daech sera longue et difficile, préviennent les alliés de la coalition de soixante pays, menée par les États-Unis, qui combat l'organisation terroriste en Irak et en Syrie. Pour le ministre des Affaires étrangères britannique, Phillip Hammond, il faudra « au moins un an ou deux » avant de repousser l'État islamique hors d'Irak.

Réuni à Londres jeudi à l'initiative du Royaume-Uni et des États-Unis, un groupe restreint de 21 pays membres de cette coalition - dont la France, l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Bahreïn, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Koweït et la Turquie - n'a pas pu dissimuler, malgré des déclarations encourageantes, un bilan mitigé de six mois d'opérations aériennes en Irak et en Syrie.

Quinze jours après les attentats de Paris, il s'agissait de montrer au monde un front uni contre la menace terroriste. « Les terroristes veulent nous diviser mais leurs actions ont l'effet inverse, ils nous rassemblent », s'est rassuré le secrétaire d'État américain, John Kerry. Qualifiant ce combat de « défi de notre temps », il a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas « simplement d'un problème syrien ou irakien, mais d'un problème mondial ». Les attentats sur le sol français, les complots déjoués en Allemagne ou en Belgique et l'ultimatum en cours sur la vie deux otages japonais le rappellent.

Sur le plan militaire, près de 2 000 missions aériennes auraient permis de stopper l'avance de l'État islami-

que et, coordonnées à l'action des troupes irakiennes au sol, de reprendre 700 kilomètres carrés de territoire. « Nous avons définitivement mis Daech sur la défensive », se félicite Kerry. Plusieurs milliers de ses combattants auraient été tués, dont la moitié de son état-major. Des centaines de véhicules, de tanks, de positions d'artillerie, de casernes ont été détruits. Les dépôts pétroliers et les capacités de raffinerie contrôlés par Daech ont été endommagés, pesant sur ses ressources financières, nécessaires pour payer ses soldats. Il reste pourtant « beaucoup à faire » pour combler certaines « faiblesses » et définir la stratégie pour les mois à venir, reconnaissent les États-Unis.

L'un des principaux défis réside dans la nécessaire remise sur pied de l'armée irakienne, anéantie depuis sa déroute de Mossoul au début de l'été. Les alliés se sont engagés à réorganiser, rééquiper et entraîner ses troupes, avec l'objectif d'arriver à douze brigades opérationnelles. Les Occidentaux se réjouissent de la coopération du nouveau gouvernement irakien, jugé

légitime et fiable. Son premier ministre, Haïdar al-Abadi, a réclamé plus d'armes à la communauté internationale. John Kerry l'a assuré que des fusils d'assaut M16 allaient arriver « très bientôt ».

Guerre psychologique

Les membres de la coalition se sont aussi penchés sur la guerre psychologique menée face à l'État islamique. Ils cherchent les moyens d'enrayer ses capacités de recrutement, de bloquer ses ressources financières et de contrer

sa propagande. Sur la sellette pour la porosité de sa frontière avec la Syrie, le premier ministre turc, Ahmet Davutoğlu, s'est dit incapable de déployer des

soldats sur plus de 900 kilomètres de long. Selon un rapport de la commission du Conseil de sécurité de l'ONU publié en novembre, 15 000 combattants étrangers de 80 pays ont rejoint les rangs de Daech et d'autres organisations radicales en Syrie et en Irak. Les alliés entendent mieux coopérer pour intercepter les djihadistes en route vers la Syrie, notamment grâce à l'identification des passagers des compagnies aériennes. Au-delà des mots d'ordre, certains membres arabes de la coalition sont au pied du mur pour démontrer leur motivation à tarir les sources de financement et la propagande dont se nourrit l'État islamique.

Malgré ces démonstrations d'unité et la célébration de premiers succès sur le terrain, une stratégie diplomatique occidentale pour venir à bout de la guerre civile en Syrie manque à l'appel. Les alliés veulent à la fois éliminer l'État islamique et le régime de Bachar el-Assad, principales forces ennemies sur le terrain. Né de la guerre en Irak, l'État islamique a prospéré grâce au conflit syrien et à la division de ses ennemis. Les forces armées irakiennes, syriennes et kurdes ne suffisent pas à laisser entrevoir une vaste offensive qui pourrait les vaincre rapidement. C'est pourquoi Londres et Washington préparent les esprits à une guerre longue, avec pour conséquence une menace terroriste élevée en Occident. ■

International New York Times
JANUARY 19, 2015

Western-style malls sprouting up in Iran

TEHRAN

With sanctions limiting investment, retail centers emerge as a safe choice

BY THOMAS ERDBRINK

The low rumble of powerful engines reverberated against the high-rises of Zafaranih, an upmarket neighborhood, as Porsches and Mercedes lined up to enter the multistory parking lot of a fancy new shopping mall, the Palladium, the latest addition to Tehran's shopping scene.

Iran may be facing a dangerous economic abyss, with an empty treasury, historically low oil prices and the continuing damage of Western economic sanctions, but one indicator is going through the roof: Developers have broken ground on a record 400 shopping malls across the country, 65 in Tehran alone.

In part, the malls are a lagging indicator, a testament to a not so distant past when Iran was raking in record oil profits, earning more than \$700 billion in the last decade. Awash in money, with a relatively strong currency, Iranians developed a taste for luxury, setting off a boom in construction projects to host new shopping experiences.

But the mall-building boom also reflects other factors, as construction and investment companies affiliated with the Revolutionary Guards Corps and the police have led the way.

"Under sanctions, with nowhere else to invest, building shopping malls is the only lucrative business in Iran," said Jamshid Edalatian, an economist. "The Guards, the police and other institutions are the ones who have money, so it is logical for them to invest in what makes a profit."

Together with banks, wealthy individuals, powerful foundations, tax-exempt organizations that are supposed to care for the poor, Iran's security forces are building malls with Western-sounding names such as Rose, Mega Mall and Atlas Plaza. Their bright neon letters stand in sharp contrast to the revolutionary slogans painted on murals in surrounding neighborhoods, labeling consumerism a Western illness and taboo under Iran's rigid ideology.

Not so long ago, shopping in revolutionary Iran was a dull experience, with hole-in-the-wall stores offering the same clothes, electronics and furniture. Shopping was considered a necessary evil meant to support a life of religious



Shopping in the Palladium mall in northern Tehran. "We cater to what people desire to do: spending money, buying stuff and enjoying themselves as they shop," said the mall's owner.

piety. Commercials, once banned on state television and billboards, are now allowed, but only for Iranian products.

The new malls represent a departure from all this. Customers can stroll past Nike and Massimo Dutti stores, order freshly baked baguettes in the ground level supermarket or work out at the penthouse gym overlooking the city and its majestic Alborz mountain range.

"We cater to what people desire to do: spending money, buying stuff and enjoying themselves as they shop," said the owner of the Palladium, Hassan Raftari, who described himself as a shopaholic. The scion of a family famous for its kebab restaurants, Mr. Raftari led a business expansion into the construction of luxury apartments buildings. During his trips abroad, he said, he would always wonder why shopping in Iran was so boring.

"So I decided to build my own shopping center," he said, stressing that his mall is completely privately owned. He is now selling the mall's 250 shops one by one, reportedly at prices of about \$330 a square meter. "We have 1,000 parking spaces, and my only mistake has been that I haven't built more," Mr. Raftari said.

Malls comparable to the Palladium are mushrooming across the city. According to an industry website, Iranmall.ir, 65 malls and entertainment center are currently being developed in the capital, and not just for the rich. Around Tehran's southern bus terminal, one of the poorer areas of the city, three malls are under construction.

The colossal Mega Mall has just

opened its doors near Tehran's Mehrabad airport. Less than a mile to the north is the Kouroosh mall, a massive glass building that is home to shops and cinemas. The décor is determinedly Western, in line with the tastes and lifestyles of their target middle- and upper-class customers.

"It is just such a pleasant experience," said Fatemeh Gholipour as she recently pushed her cart through the long and well-stocked aisles of the Palladium's supermarket. "They have everything under one roof. It is just like the malls I have seen in Dubai and Turkey. I feel modern shopping here."

For urban Iranians, many of whom have seen their income dwindle during years of sanctions, the malls are a confirmation of their growing influence.

Since the 1979 Islamic Revolution, the state has dominated public spaces, using murals, the morals police and state media to emphasize what officials say are unchangeable revolutionary values. In private, though, Iranians have moved on, embracing satellite TV and the Internet, widening their world views and comparing their lives to those of people in Turkey, Malaysia, Europe and other popular holiday destinations.

From that perspective, the glitzy shopping malls stand out as middle-class outposts in the state-controlled economy, indications of Iranian's increasing desire to join the modern world, experts say.

"Nowadays, there are just so many urbanized, middle-class people in Tehran who aspire to Western lifestyles," said Kazem Alireza, a history

researcher working for the Parliament. "Their needs are met by developers

"Nowadays, there are just so many urbanized, middle-class people in Tehran who aspire to Western lifestyles."

who offer them consumerism, just like the Western patterns of urbanization and changing lifestyles. Shopping malls make people happy, at least for now they are satisfied with them."

The boom in shopping malls is just simple economics, insiders say. "Basically a group of 10 to 20 very wealthy individuals and state institutions are building all the malls," said one chief executive of a design company that serves the shopping centers, who asked not to be named because of a fear of losing business. "They have moved from housing projects to malls. It's just very profitable."

Many of the institutions catering to

the consumers' every whim are the same ones charged with enforcing public adherence to puritanical Islamic strictures on dress and behavior. A business magazine, *Tejarat-e Farda*, reported last year that the Iranian police have their own construction arm, the Saze Paydar Gharn, which is currently building the Rose mall in West Tehran.

Under the "useful links" section, the police website provides a connection to the construction company. A bank affiliated to the so-called police cooperation foundation, the Ghavarrin Bank, and the Mehregan Investment Company are the driving forces behind the Mega Mall, the magazine wrote.

Mr. Edalatian, the economist and a member of the Tehran Chamber of Commerce, pointed out that there is very little land left for massive shopping malls in a densely populated city like Tehran. "Those are often owned by state foundations," he said.

He also noted that the state prefers the shopping malls to the chaotic bazaars, as it is easier to collect value

added taxes from them, currently at 8 percent.

"Try to get taxes from four million individual shops in our country," he said. "The more centralized, the better."

In the Palladium, a couple dropped their child off at a playground in Bookland, and then went off to browse the shelves. Smiling attendants rushed to help customers at Electronic City, where tablets and iPhones lay on tables for all to test.

"This mall is not only changing our shopping culture, it's also a place where people are nice to each other. Most people you see here are smiling and not stressed out as they are elsewhere in this city," said Mobin Cheraghi, who was recently promoted to assistant to Mr. Raftari. "It shows that Iranians can have a Western lifestyle."

International New York Times JANUARY 19, 2015

Sunnis in Iraq wait for reforms, and word on loved ones

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

Under her black chador, Awatif al-Azawy clutched a few things for her imprisoned husband: a can of 7Up, two falafel sandwiches and a tube of skin cream.

But even as she stood in a garden outside Baghdad's main judicial complex, off limits to the relatives of the accused, she knew she was unlikely to see him.

"I just like to spend my time here because I feel closer to my husband," she said. "If I stayed at home, I'd feel guilty."

On any given day, Sunni women gather here in search of answers about their men, some of whom have been jailed for years.

"The Iraqi Army took my son in March of 2014," Tawfika Abbas said. "Until now, I don't know where he is. Zero information."

Another woman, Entisar Gannos, cried for her four sons: one jailed since 2006, another since 2010, and the other two since 2011, all without court hearings.

Their grief, and the pain of not knowing what is happening to their loved ones, highlight a vital task for Prime Minister Haider al-Abadi: reforming Iraq's criminal justice system. Well-documented abuses of the system, including long detentions without trial and confessions obtained by torture, are the primary grievance of the country's Sunni minority.

The stakes are high, given the success that Islamic State jihadists have had in exploiting Sunni outrage at the govern-



Abu Zaid with a picture of his brother, who was arrested in October. He later found his body in a Baghdad hospital. He said his son had been sentenced to death after being tortured.

ment to help them take over large expanses of Iraq. Mr. Abadi's ability to reconcile with the Sunnis will ultimately hinge on reforming the justice system.

"It is the most important thing Abadi can do to re-enfranchise the Sunni population," said Erin Evers, the Iraq researcher for Human Rights Watch.

In seeking reforms, Mr. Abadi is facing not just the bitter sectarian legacy of his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki, but also a troubled vestige of the American occupation. At the core of the grievances of the Sunni community are practices adopted by the United States after the invasion in 2003: arbitrary arrests in the name of counterterrorism, the reli-

ance on confidential informants rather than forensic evidence, and the exclusion of former Baath Party members — mostly Sunnis — from public life.

Mr. Abadi took office in September with a mandate to be a more inclusive leader, and he has promised judicial reforms, including ordering officers to carry out arrests only with a judicial warrant, and judges to speed the release of defendants who have already been declared innocent but still sit in prison.

So far, on that issue, Mr. Abadi's promises have been largely unfulfilled.

That reflects both deeply entrenched problems, including a reliance on secret informers and confessions rather than

forensic evidence, and the fact that many of the armed groups on the government's side, such as Shiite militias, continue to carry out arbitrary arrests and other abuses and are largely beyond Mr. Abadi's reach.

"We know arrests are continuing until now, and we know torture is continuing," said Ayad Allawi, a vice president who is overseeing the new government's reconciliation programs.

Late last year, for example, when militias pushed the Islamic State out of Jurfal-Sakr southwest of Baghdad, hundreds of local men were summarily detained. "We don't know where they are," said Sheikh Qassim al-Janabi, a tribal leader from that area, who added that "a basic right of a democratic society is to know where your son is when he is arrested."

The scope of the problem is not precisely known, but officials and activists agreed that there were likely tens of thousands of Sunni men languishing in jails, having never seen the inside of a courtroom. Many were put there solely on the word of a secret informer, as Ms. Azawy said was the case with her husband; others because they confessed to crimes after being tortured.

Even those proved innocent must pay bribes to actually walk out the door — anywhere from \$2,000 to \$50,000, said Shahlaa al-Awosy, a defense lawyer who represents detained Sunnis and who herself has been arrested on terrorism charges.

Every Sunni family, it seems, has a story about detentions.

A man who gave his name as Abu Zaid, who lives in Maqden, south of Baghdad, said that his brother was arrested in October, after Mr. Abadi took office, and that after a painful search, he had found his body in a Baghdad hospi-

tal. He said his son had been sentenced to death after being tortured and confessing to setting off a car bomb, and he hopes the case will be reviewed.

"There are thousands of stories similar to mine," he said.

The resentments of the Sunni community have been largely shaped by the actions and decisions of American officials more than a decade ago.

"We blame the American administration for everything that has happened," said Sheikh Abu Salem, a Sunni tribal leader from Madaen, who said countless members of his tribe had been arrested over the years.

Many secret informers who were once on the payroll of the Americans now are employed by Iraqi officials. All too often, senior judicial officials admit, the informers provide unreliable information that still becomes the basis for convictions.

A man in Diyala Province who works as an informant and spoke on the condition of anonymity because of the secret nature of his job, said that after the Americans left in 2011, the authorities would often fail to follow up tip-based arrests with investigations. "I would say 70 percent of secret informers provide false information," he said.

At the garden, some of the women say they do not know where their men are being held or, in some cases, even if they are alive. Nearly two years ago, amid a

series of prison breaks carried out by the Islamic State, the government stopped allowing families to visit prisoners.

"Until today, we don't know where he is or what happened," said Attia Abdullah, who last saw her 40-year-old son, Ammar, in July, when he was suddenly taken away in a midnight raid on their house. She hired a lawyer, who she said ran off with \$20,000 of her money with-

out finding her son.

Inside the judiciary's headquarters, Judge Abdul Sattar al-Bayraktar, a judiciary spokesman, admitted that torture was a problem, but largely dismissed the grievances of the women outside.

Referring to their stories of nighttime raids, he said: "So an old woman claims her son was sleeping and he was arrested. Yes, he was sleeping, but what was he doing before he was sleeping. Murders? Assassinations?"

Ms. Azawy waited in the garden until late afternoon before learning that her

Overhauling the justice system is "the most important thing Abadi can do to re-enfranchise the Sunni population."

husband's court appearance had been delayed until February. She wasn't allowed to give him the sandwiches or soda or ointment, which she said he needed for a skin condition he had contracted in prison.

Even so, she remains hopeful that things will change. Before, when Mr. Maliki would appear on television, she would change the channel, or turn off the TV. "But with Abadi it's different," she said. "We want to hear what he has to say."

"Abadi is much better than Maliki," she added. "We are all optimistic."

Omar al-Jawoshy contributed reporting from Baghdad, and employees of The New York Times from Anbar and Diyala provinces.

AFP

Syrie: 18 morts dans des combats inédits entre Kurdes et armée

Beyrouth, 18 janvier 2015 (AFP)

AU MOINS 18 PERSONNES ont péri dans des combats sans précédent opposant les forces kurdes aux troupes du régime syrien à Hassaka, dans l'est du pays en guerre, a rapporté dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les combats entre ces deux camps sont rares depuis le début du conflit en Syrie il y a près de quatre ans, surtout après la décision de l'armée de se retirer des zones kurdes de l'est et du nord du pays.

Les affrontements, qui ont éclaté samedi matin à Hassaka, se poursuivaient dimanche et ont coûté la vie à "huit membres des Unités de protection du peuple kurde (YPG, la principale milice kurde) et des Assayesh (forces de sécurité kurdes), ainsi qu'à neuf combattants du régime, à la fois des soldats et des militaires", selon l'OSDH.

Une civile a par ailleurs été tuée dans ces affrontements, précise l'ONG qui s'appuie sur un vaste réseau d'informateurs, de militants et de sources médicales. Les combats ont débuté après la capture par les YPG d'une dizaine de soldats accusés d'avoir pris le contrôle de secteurs d'une zone démilitarisée.

Depuis un accord conclu en 2014, les forces kurdes contrôlent les quartiers

Combats entre Kurdes et pro-Assad en Syrie



kurdes et mixtes de la ville, soit quelque 30% de sa superficie, tandis que les forces du régime ont la main sur les secteurs à majorité arabe de Hassaka. D'autres parties de la ville ont enfin été déclarées zones d'exclusion par les deux camps.

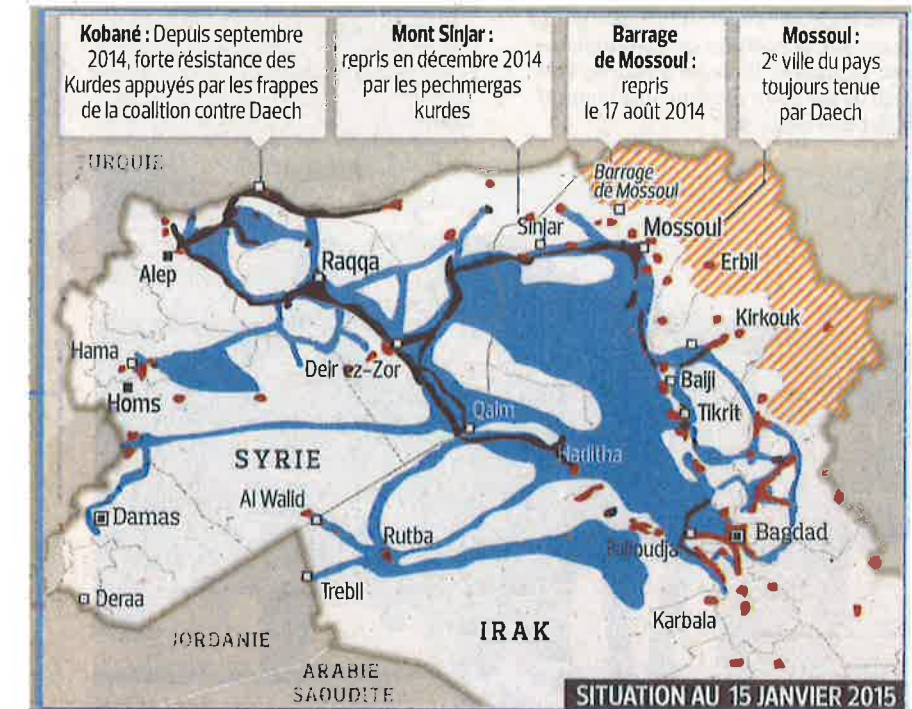
Hassaka, capitale provinciale de quelque 200.000 habitants, est restée relativement calme, malgré les tentatives du groupe jihadiste Etat islamique (EI) de s'emparer de certains secteurs. Combattants kurdes et forces du régime s'étaient alors alliés pour repousser les assaillants.

L'endigement de l'État islamique reste la seule stratégie d'une coalition divisée

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

COMMENCÉE dans la confusion et l'improvisation, la guerre contre l'État islamique s'annonce longue et difficile. Après six mois de bombardements, le proto-État djihadiste ne s'est pas disloqué comme celui des talibans en 2001. L'intervention de la coalition internationale a permis d'arrêter l'avance des islamistes en Irak, et quelques territoires conquis leur ont été repris, comme le barrage de Mossoul ou le mont Sinjar. Mais la plupart des régions sunnites d'Irak restent sous le contrôle de l'État islamique, qui atteint presque les portes de Bagdad. La situation s'est en revanche détériorée sur le front syrien. Loin de reculer, l'État islamique a pendant les six derniers mois consolidé son emprise sur les provinces qu'il occupait déjà dans l'est, tout en étendant son territoire vers l'ouest, en direction d'Alep, de Hama et de Damas. Près de la moitié de la Syrie et un tiers de l'Irak sont désormais sous la coupe de la nouvelle entité qui s'étale comme une tache de sang sur la carte du Moyen-Orient, du Tigre jusqu'à l'Oronte.

La surprise stratégique créée par l'État islamique en juin 2014 n'a pas encore été surmontée. Partis du territoire dont ils s'étaient emparés dans l'est de la Syrie à la faveur de la guerre civile, les djihadistes ont pris tout le monde de cours en lançant leur offensive vers l'Irak. L'irruption des colonnes de camionnettes chargées de combattants au drapeau noir sur la route de Mossoul restera l'une des plus grandes failles contemporaines des services de renseignement. La débandade de l'armée irakienne, dominée par les chiites au pouvoir à Bagdad, équipée et entraînée à grands frais par les Américains, mais minée par la corruption et détestée par la population dans les régions sunnites, est presque aussi totale. Des unités entières se volatilisent ou prennent la fuite. Les soldats prisonniers se font massacrer par certains par les djihadistes. Des vidéos macabres servent à terroriser d'avance les adversaires restants. Mossoul, la deuxième ville d'Irak, tombe le 10 juin. Les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant, son nom de l'époque, continuent leur avance. Ils prennent le barrage de Mossoul, bousculent les combattants kurdes, les pechmergas, et menacent Kirkouk. Au sud, ils s'emparent de Tikrit, Samarra. Depuis l'ouest où ils ont repris Faloudja,



ils atteignent Abou Ghraïb, et approchent de Bagdad.

Le rezzou s'est transformé en guerre éclair, et le Moyen-Orient vient de connaître le plus grand coup de théâtre de son histoire contemporaine depuis l'offensive israélienne de la guerre des Six-Jours. Le 29 juin, les djihadistes célèbrent leur victoire en annonçant la création d'un nouveau califat, quatre-vingt-dix ans après son abolition par Atatürk. L'EIIL devient l'État islamique, et son chef, Abou Baqr al-Baghdadi, se proclame calife. Tout aussi symboliquement est proclamée la fin de la frontière entre la Syrie et l'Irak, tracée en 1916 par Sykes et Picot. En quelques semaines, la carte du Moyen-Orient a été radicalement bouleversée. Les djihadistes ont entrepris par les armes et la terreur de redessiner les frontières du Moyen-Orient.

Le monde entier est comme frappé de stupeur devant la vitesse et l'ampleur de l'événement. La réponse tarde à arriver. Barack Obama, élu en 2008 pour mettre fin à la guerre en Irak, tergiverse. Il a retiré les troupes américaines de ce pays en 2011 et refusé à la dernière minute d'intervenir contre Bachar el-Assad en 2013. Il ne veut pas se retrouver embarqué dans une nouvelle aventure militaire au Moyen-Orient. Mais le temps presse, et les choix sont limités. Les djihadistes menacent Bagdad et son aéroport. Rien n'indique que l'armée irakienne puisse les arrêter.

Obama finit par ordonner l'envoi de troupes en Irak le 30 juin. Deux ans et demi après leur départ en décembre 2011, les soldats américains sont de retour, avec 800 hommes chargés de protéger l'aéroport et l'ambassade américaine à Bagdad, ainsi que le consulat américain à Erbil, mais ne sont pas officiellement en « mission de combat ». Les djihadistes, eux, le sont. Ils continuent leur offensive et s'emparent de plusieurs villes, dont Sinjar, qui leur ouvre la route d'Erbil, la capitale du Kurdistan. Le 7 août, les positions des pechmergas, les combattants kurdes, s'effondrent. Qaraqosh tombe, et les djihadistes entreprennent l'épuration confessionnelle des territoires conquis. La minorité yazidie est massacrée, les femmes réduites en esclavage et les chrétiens chassés. Les survivants s'enfuient et se réfugient au sommet du mont Sinjar, où, sans eau ni vivres, ils sont assiégés par les djihadistes.

Obama se décide finalement à agir. Il autorise pour la première fois des « frappes aériennes ciblées pour protéger les soldats américains », et annonce « un effort humanitaire » pour aider les milliers de civils irakiens pris au piège sur la montagne. Mais l'Irak reste le seul cadre de son action. Il ne mentionne pas la Syrie, ni n'évoque une stratégie globale contre l'État islamique. Il promet en revanche qu'il ne laissera pas les États-

Unis entrer dans une nouvelle guerre: «Les troupes américaines ne retourneront pas combattre en Irak.»

Le 8 août, les premiers bombardements américains commencent en Irak. Les frappes visent d'abord à stopper l'avance des djihadistes contre le Kurdistan. Des bombardements et des largages d'aide humanitaire tentent ensuite de faire lever le siège du mont Sinjar, et aident à reprendre le barrage de Mossoul. Le 19 août, l'État islamique frappe le monde d'horreur en rendant public l'égorgeage filmé de James Foley, journaliste américain retenu en otage depuis deux ans. «Un groupe comme l'EIIL n'a pas sa place au XXI^e siècle», déclare Obama le lendemain. Mais une dizaine de jours plus tard, le président américain admet: «Ne mettons pas la charrue avant les bœufs: nous n'avons pas encore de stratégie» contre l'État islamique.

Le 2 septembre, un autre otage, Steven Sotloff est égorgé à son tour par les djihadistes. Obama annonce l'envoi de quelques troupes supplémentaires en Irak, portant à 1 200 le nombre de soldats américains. Et annonce qu'il a trouvé une stratégie. «Notre objectif est clair», dit le président américain le 10 septembre, «Nous allons briser, et finalement détruire l'État islamique en Irak et au Levant». Les quatre volets de sa stratégie sont: une campagne aérienne systématique contre l'État islamique, un soutien accru aux forces qui le combattent au sol, des mesures antiterroristes pour empêcher les attaques de l'État islamique et la livraison d'aide humanitaire aux populations déplacées par les djihadistes. Le 19 septembre, les premières frappes françaises sur l'Irak commencent, les premières d'un pays occidental autre que les États-Unis. L'État islamique entend porter le djihad en Occident, et lance un appel à ses partisans à tuer des infidèles, «à leur écraser la tête avec un rocher ou à les égorger avec un couteau

ou à les écraser avec une voiture ou à les précipiter dans le vide ou à les étrangler ou à les empoisonner».

Les premiers bombardements américains contre des cibles de l'État islamique en Syrie ont finalement lieu le 23 septembre. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se joignent cette fois aux opérations. Raqqa, la capitale des djihadistes est bombardée, ainsi que des raffineries et des installations pétrolières qui alimentent leurs finances, ainsi que d'autres mouvements djihadistes liés à al-Qaïda, Jabhat al-Nosra et Khorasan. Les Américains assurent que rien n'est évidemment coordonné avec le régime de Bachar el-Assad, que les membres de

la coalition veulent aussi renverser. Mais les bombardements en Syrie se concentrent rapidement début octobre vers Kobané. Cette petite ville syrienne à majorité kurde, collée à la frontière turque devient le principal lieu d'affrontement entre l'État islamique et la coalition internationale. Au sol, les seuls combattants sont des Kurdes des milices de défense populaire YPG. Les combats font rage dans la ville. Les bombardements sont intenses. Les Américains parachutent des armes aux Kurdes. Après des semaines d'incertitude, Kobané tient bon. L'État islamique est arrêté dans sa progression, mais il tient toujours des positions dans la ville, pourtant collée à la frontière turque.

La bataille de Kobané met au jour l'attitude plus qu'ambiguë de la Turquie. Membre de l'Otan, elle possède une frontière commune avec le territoire contrôlé par l'État islamique, et l'une des plus puissantes armées du Moyen-Orient. Pourtant, elle sert aussi de base arrière et de zone de transit aux djihadistes, indispensable à tout mouvement insurrectionnel. Le pétrole vendu par l'État islamique transite par la Turquie, et les djihadistes blessés sont soignés dans ses hôpitaux. La priorité du prési-

dent turc Erdogan est la chute de Bachar el-Assad plus que celle de l'État islamique, et la Turquie se méfie presque plus des Kurdes que des djihadistes. Si elle ne bombarde pas l'État islamique, elle en profite pour lancer quelques raids sur son territoire contre un autre mouvement kurde, le PKK.

L'arme aérienne atteint aussi ses limites: les listes de cibles s'épuisent et l'efficacité des bombardements décroît à mesure que l'ennemi prend des mesures de dispersion et de camouflage. Le manque de troupes au sol devient évident. Les Kurdes sont pratiquement les seuls à se battre directement contre les djihadistes, mais leurs combattants n'agissent que sur leurs territoires. L'armée irakienne est aussi inefficace que pléthorique. En Syrie, l'État et l'armée restent ceux du régime de Bachar, autre adversaire de la coalition, allié de l'Iran, et presque aussi préoccupant pour les régimes arabes sunnites que l'État islamique. Les programmes d'entraînement et d'équipement de «rebelles modérés» syriens, pierre angulaire de la stratégie «ni Bachar, ni djihadistes», se révèlent au mieux inefficaces, au pire contre-productifs quand les rebelles font défection pour rejoindre les djihadistes.

Obama porte en novembre le nombre de soldats américains en Irak à 3 000

Obama porte en novembre le nombre de soldats américains en Irak à 3 000, essentiellement pour tenter de mieux coordonner les bombardements avec les troupes irakiennes. Au même moment, le calife autoproclamé al-Baghdadi annonce, quant à lui, dans un enregistrement sonore que «la croisade est un échec en dépit de sa férocité», et appelle à attaquer l'Arabie saoudite, le plus grand et le plus riche État arabe, en même temps que celui qui contrôle les lieux saints de La Mecque et de Médine. Le 5 janvier, une première attaque est lancée contre la grande clôture érigée le long de sa frontière nord par le royaume saoudien, face à des djihadistes qu'il a longtemps financés.

La stratégie d'endiguement mise en place par les Occidentaux a été la première réaction à la tempête régionale soulevée par l'État islamique. Si elle a réussi à stopper l'expansion des djihadistes en Irak, elle fonctionne beaucoup moins bien en Syrie, où les Occidentaux n'ont que des adversaires, les Kurdes exceptés. Plus nombreux qu'aucun groupe extrémiste avant eux, bien armés, possédant un territoire et dotés d'une idéologie traversant les frontières, les djihadistes représentent un casse-tête stratégique. Ils bénéficient aussi largement des divisions de leurs ennemis et de leur réticence à s'engager au sol, tout comme des contradictions et des arrière-pensées des gouvernements d'une région ravagée par la grande guerre entre chiites et sunnites. ■



Une explosion au-dessus de la ville syrienne de Kobané, lors d'un raid aérien contre l'État islamique, le 17 novembre dernier. OSMAN ORSAL/REUTERS

Syrie : l'Occident cherche une issue avec le régime

La lutte contre l'EI et l'impasse de la rébellion modérée entraînent une inflexion de langage envers Damas

Une tentative mort-née ? La convocation par la Russie d'une conférence sur la Syrie, du 26 au 29 janvier, à Moscou, suscite des attentes plus que mesurées. D'abord parce que la Russie est, avec l'Iran, le principal allié du régime de Bachar Al-Assad. Ensuite, parce que les participants annoncés à cette rencontre ne représentent qu'un spectre très limité de l'échiquier politique syrien.

L'initiative russe a été accueillie avec prudence par les chancelleries occidentales qui se sont toutefois gardées de la torpiller, faute de solution de rechange face à une guerre syrienne qui entre bientôt dans sa cinquième année et dont l'onde de choc déstabilise tout le Moyen-Orient.

« Force est de constater que tout le monde a échoué », lâche un diplomate européen de haut rang, en évoquant l'échec des deux médiations internationales à Genève, en 2012 et 2014, ainsi que l'intervention militaire avortée contre la Syrie, à la fin de l'été 2013, après l'usage d'armes chimiques par le régime Assad contre sa population.

Face à cette impasse, une certaine inflexion rhétorique vis-à-vis du régime Assad est perceptible des deux côtés de l'Atlantique, dont la portée est néanmoins sujette à caution. « L'idée selon laquelle l'effondrement du régime est inéluctable est désormais battue en brèche », relève Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique. Jusqu'à présent, les Occidentaux ont toujours invoqué la feuille de route édictée à Genève, qui stipule que toute négociation doit aboutir à la formation par « consentement mutuel » d'un gouvernement de transition, « doté des pleins pouvoirs exécutifs », ce qui suppose que M. Assad n'y joue aucun rôle.

Mais à ce discours, qui sous-entendait que la finalité du processus politique visait à rallier des ca-

« Nous aidons à une solution politique où des éléments du régime demeureront »

LAURENT FABIUS
ministre
des affaires étrangères

dres du régime à une coalition dominée par l'opposition, s'est substitué un son de cloche plus nuancé. Désormais, poursuit Camille Grand, « on envoie des signaux pour dire que l'on peut trouver une solution avec les piliers du régime et pas contre eux ».

Une évolution perceptible dans les récentes interventions de Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, qui ne cesse de mettre en garde contre un effondrement total de l'Etat en Syrie pour éviter un scénario à l'irakienne. « Nous ne voulons pas de Bachar Al-Assad, qui a contribué à la mort de plus de 200 000 personnes, il ne peut être l'avenir de son peuple », a-t-il insisté sur France 2, le 19 janvier, en rappelant la position défendue de longue date par la France. En revanche, a-t-il poursuivi, « nous aidons à une solution politique où des éléments du régime demeureront, appelons un chat un chat ».

La dernière fois que le président de Etats-Unis a évoqué pour sa part publiquement M. Assad, c'était deux mois plus tôt, le 16 novembre, au sommet du G20 de Brisbane. Dans des termes presque similaires, il avait écarté explicitement « toute forme d'alliance » avec un homme qui a perdu « toute forme de légitimité » vis-à-vis de son peuple. Le 20 janvier, dans son discours sur l'état de l'Union, Barack Obama s'est contenté de mentionner l'aide apportée « à l'opposition modérée » contre l'Etat islamique (EI).

A l'Elysée, on reconnaît que le président Hollande et son entourage proche s'interrogent depuis plusieurs semaines sur une évolution du positionnement français. En clair, comment amorcer un dialogue avec des cadres du régime dans le cadre d'une démarche soutenue par une coalition de pays, notamment la Russie, qui donnerait une plus large légitimité à ce type de cheminement.

Entente avec l'Iran

Une posture dictée par deux évolutions sur le terrain. D'abord, les forces de l'opposition modérée, en pointe au moment où une intervention occidentale était envisagée, sont aujourd'hui marginalisées. Ensuite, il est difficile de concilier un discours sur le refus de négocier avec M. Assad alors que les frappes aériennes menées par les Etats-Unis, dans le cadre de la coalition internationale, contre les positions de l'EI en Syrie, poussent, de facto, à une forme de coopération avec le régime de Damas.

Mais cette stratégie expose aussi au grand jour les divergences entre les pays de la coalition, à commencer par la France, qui estime que la priorité donnée à la lutte militaire contre l'EI fragilise la perspective d'une sortie de crise en renforçant, de fait, le pouvoir syrien. « Si on arrive, d'ici 18 ou 24 mois, à une situation où les forces de l'EI ont été réduites mais avec une opposition qui aura explosé entre-temps, il ne restera alors que Bachar, et toute transition politique sera illusoire », insiste une source française proche du dossier.

Dans l'immédiat, les inflexions de langage à l'égard d'Assad peuvent être interprétées comme des signaux avant tout destinés aux Russes et aux Iraniens, les principaux parrains de Damas. Mais d'abord aux Iraniens, note un diplomate impliqué dans le dossier. « L'Iran a plus d'influence en Syrie que les Russes, et l'Iran a plus d'influence en Irak que les Américains », dit-il.

La question d'un éventuel compromis avec le régime soulève bien des questions. Quel en serait l'impact sur la coalition alors que le départ du président syrien est une priorité pour des piliers tels que la Turquie et l'Arabie saoudite ? Jusqu'où peut aller l'entente avec l'Iran alors que les Occidentaux, Américains en tête, tentent d'arracher un accord avec Téhéran sur son programme nucléaire ?

Le lien entre la Syrie et le nucléaire iranien a toujours été récusé par les Occidentaux. Et rien n'atteste, à ce stade, qu'un « grand deal » (un compromis sur le nucléaire en échange d'un lâchage de Bachar) soit sur la table. Pour Washington, les temporalités des deux dossiers ne sont simplement pas comparables. Un accord potentiel avec l'Iran s'inscrit dans le cadre des deux ans qui restent du second mandat de M. Obama alors qu'il a déjà fait valoir que la lutte contre l'EI s'étendrait au-delà. ■

**GILLES PARIS (À WASHINGTON)
ET YVES-MICHEL RIOLS,
AVEC JACQUES FOLLOROU**

West shifts tactics in Syrian conflict

BEIRUT, LEBANON

Facing military stalemate, Washington backs efforts for a gradual transition

BY ANNE BARNARD
AND SOMINI SENGUPTA

American support for a pair of new diplomatic initiatives in Syria underscores the shifting views of how to end the civil war there and the West's quiet retreat from its demand that the country's president, Bashar al-Assad, step down immediately.

The Obama administration still maintains that a lasting political solution requires Mr. Assad's exit. But facing military stalemate, well-armed jihadists and the world's worst humanitarian crisis, the United States is going along with international diplomatic efforts that could lead to more gradual change in Syria.

That shift comes along with other American actions that Mr. Assad's supporters and opponents alike take as proof that Washington buys his contention that the alternative to his rule is extremism and chaos. American warplanes now bomb the Islamic State group's militants inside Syria, sharing skies with Syrian jets. American officials assure Mr. Assad, through Iraqi intermediaries, that Syria's military is not their target. The United States still trains and equips Syrian insurgents, but now mainly to fight the Islamic State, not the government.

Now, the United States and other Western countries have publicly welcomed two new initiatives — one from the United Nations and one from Russia — that postpone any revival of the United States-backed Geneva framework, which called for a wholesale transfer of power to a "transitional governing body." The last Geneva talks failed a year ago amid vehement disagreement over whether that body could include Mr. Assad.

One of the new concepts is a United Nations proposal to "freeze" the fighting on the ground, first in the strategic crossroads city of Aleppo. The other is an initiative from Russia, Mr. Assad's most powerful supporter, to try to spur talks between the warring sides in Moscow in late January. Diplomats and others briefed on the plans say one Russian vision is of power-sharing between Mr. Assad's government and some opposition figures, and perhaps parliamentary elections that would precede any change in the presidency.

The proposals face serious challenges: The Islamic State, not seen as part of any talks, controls half of Syria's territory, though much of that is empty desert. Many of America's allies in the Syrian opposition reject the plans, and there is little indication that Mr. Assad or his main allies, Russia and Iran, feel any need to make substantial compromises. The American-backed Free Syrian Army is on the ropes in northern Syria, once its stronghold, and insurgents disagree among themselves over military and political strategy.

Still, Secretary of State John Kerry declared on Wednesday that the United States welcomed both initiatives. He made no call for Mr. Assad's resignation, a notable omission from Mr. Kerry, who has typically insisted on it in public remarks. Instead, he spoke of Mr. Assad as a leader who needed to change his policies.

"It is time for President Assad, the Assad regime, to put their people first and to think about the consequences of their actions, which are attracting more and more terrorists to Syria, basically because of their efforts to remove Assad," Mr. Kerry said.

On Thursday in Geneva, Staffan de Mistura, the United Nations envoy for the crisis in Syria, also signaled a tactical shift, saying that "new factors" such as the growth of the Islamic State, also

"The political solution will of course include some elements of the regime because we don't want to see the pillars of the state fall apart."

called ISIS or ISIL, must be taken into account. He said there was no point in trying to organize a third round of Geneva talks before building unambiguous support from both the Syrian government and its opponents for some kind of "Syrian political process."

The urgent search for a political solution, Mr. de Mistura said, must "bear in mind" not only the Geneva framework, "but also the need to adjust aspirations without preconditions, in line with the new factors which have come up in the reality of the area, such as ISIS."

The shifts reflect a longstanding view among United Nations staff members in Syria that the West must adapt to the reality that Syrian insurgents have failed to defeat Mr. Assad. Syrians on both sides have said frequently in interviews that they fear the growing influence of foreign militants, and while they mistrust all in-

ternational players that have financed warring parties, they are willing to explore compromise with other Syrians.

Western diplomats who had long called for Mr. Assad's immediate resignation now say that while he must not indefinitely control key institutions like the military, a more gradual transition may be worth considering.

One Western diplomat at the United Nations said that while a "post-Assad phase" must eventually come, "the exact timing of that, we can discuss," as long as the solution does not "cement his position in power."

Western leaders now openly talk about allowing some current officials to remain to prevent Syria from disintegrating, like Iraq and Libya.

"The political solution will of course include some elements of the regime because we don't want to see the pillars of the state fall apart. We would end up with a situation like Iraq," the French foreign minister, Laurent Fabius, told a French radio station on Monday.

At the same time, such statements have reinforced the idea that the West has decided to abandon the opposition and tolerate Mr. Assad, an article of faith now among ordinary anti-Assad Syrians and rank-and-file insurgents.

The view that the United States supports Mr. Assad is spreading even among the groups receiving direct American financing, groups deemed moderate enough to receive arms and work with a United States-run operations center in Turkey.

Tarek Fares, a secular Syrian Army defector who long fought with the loose-knit nationalist groups known as the Free Syrian Army, but who has lately quit fighting, joked bitterly about American policy one recent night in Antakya, Turkey.

"This is how the Americans talk," he said. "They say, 'We have a red line, we will support you, we will arm you.' They do nothing, and then after four years they tell you Assad is the best option."

The United Nations freeze proposal tries to improve on efforts over the last 18 months inside Syria, where the government and insurgents have reached local cease-fire deals to restore basic services and aid delivery — most recently on Thursday in the Waer neighborhood in the city of Homs.

But those cease-fires have never had the imprimatur of international bodies, and often break down. With a few exceptions they have amounted to insurgents' surrender to a government strategy of siege and starvation.

Juliette Touma, a spokeswoman for Mr. de Mistura, said his plan would not resemble the failed cease-fires. Yet even the modest Aleppo proposal is on shaky ground. While Mr. Assad has said he would consider it, Damascus has been slow to set dates for further talks with Mr. de Mistura's team.

The Moscow talks are arguably in worse shape. Several opposition groups have already refused to attend, and de-

spite Mr. Kerry's remarks, they say the United States has not pressured them to go.

That leaves American policy ambiguous, offering only modest verbal support to the new mediation efforts while continuing to finance some Syrian insurgents — yet not enough to seriously

threaten Mr. Assad. Even a new program to train them to fight the Islamic State will not field fighters until May.

Critics argue that Washington is simply trying to disengage and offload the Syria problem to Mr. Assad's allies, Russia and Iran, even at the cost of empowering them. Still, any attempt to

bring the parties to the table should be considered constructive, another Western diplomat said. "You can't say to the Russians, 'Go to hell!'"

International New York Times JANUARY 20, 2015

Iranian general among dead in Israeli airstrike in Syria

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

An Iranian general was among the dead in an Israeli airstrike that also killed several Hezbollah fighters in southern Syria over the weekend, the official Iranian news media announced on Monday.

The announcement compounded the tension and unpredictability in the region stemming from the strike, which placed Israel in a direct battlefield confrontation on Syrian soil with its longtime enemies Iran and Hezbollah.

The death of the general, Mohammad Ali Allahdadi, also added to the evidence of Iran's deep military involvement in Syria's civil war.

General Allahdadi's death was announced on the website of Iran's elite Revolutionary Guards and by news media affiliated with Hezbollah and the Iranian government.

The Iranian announcement said that he had been inspecting the region of Quneitra, near the disputed Golan Heights, which is occupied by Israel.

The announcement also said the general had been advising Syrians on how to fight terrorism, which is how Damascus characterizes its battle against an insurgency that began nearly four years ago with peaceful protests for political reforms. It now includes fighters from the Islamic State and the Qaeda-linked Nusra Front.

Iran's government has long said it is advising and training Syrian loyalist forces, and Iran's proxy Hezbollah has openly declared that it is fighting in Syria. Syrian insurgents have long insisted

that Iranian troops are directly involved on the battlefield.

A deliberate killing of an Iranian general would represent an escalation in the hostility between Israel and Iran.

It remained unclear on Monday whether Israel had deliberately targeted individuals in two vehicles that were fired on by an Israeli helicopter on Sunday. The Israeli news media, citing anonymous intelligence officials, said that the fighters targeted had been planning an attack on Israel from Syria — which would also represent an escalation.

Up to now, Israel, Iran, Hezbollah and others, including the United States, have engaged in delicate maneuvering in Syria, with each intervening according to its own interests while largely avoiding direct confrontation or retaliation.

Also killed in Sunday's strike was Ji-

had Mughniyeh, the son of Imad Mughniyeh, a top Hezbollah military commander assassinated in Damascus in 2008 in an attack that Hezbollah attributes to Israel. A senior Hezbollah commander was also said to have been killed.

Israel has not commented officially on the strike. On Monday, Eyal Ben-Reuven, a retired Israeli major general, said in a conference call with international journalists that the presence of such a high-ranking Iranian figure alongside Hezbollah commanders near the Golan Heights area suggested that they may have been "planning an operation against Israel on a high level."

"It's a significant point because before, when Hezbollah retaliates, sometimes we knew that Iran tried to push to a high level of retaliation and Hezbollah tried to prevent it," General Ben-Reuven said. "Now it's common interests between Hezbollah and Iran to retaliate."

He and other Israeli analysts said they continued to believe that Hezbollah wants to avoid a serious engagement with Israel because it is so heavily committed in Syria. Still, Israel's security cabinet was to meet Tuesday morning to discuss concerns about escalation in the north, the Israeli newspaper Haaretz reported.

Mohammad Ghannam contributed reporting from Beirut, and Jodi Rudoren from Jerusalem.



BILAL HUSSEIN/ASSOCIATED PRESS

Hezbollah fighters on Monday carried the coffin of a fighter killed in the airstrike.

Offensive à "grande échelle" des forces kurdes contre l'EI dans le nord de l'Irak

AFP

Washington, 22 janvier 2015 (AFP)

LA COALITION CONTRE le groupe Etat islamique (EI) a intensifié ses frappes près de Mossoul dans le nord de l'Irak, ont indiqué jeudi les militaires américains, alors que les forces kurdes mènent une offensive terrestre dans la région.

Les avions et drones de la coalition de pays menée par les Etats-Unis ont mené 21 frappes dans le nord de l'Irak mercredi, dont 16 près de Mossoul, deux près de Sinjar, une près de Kirkouk, et deux autres à Tal Afar, selon le bilan quotidien diffusé par le commandement militaire américain dans la région.

Les forces kurdes avaient annoncé mercredi avoir lancé une "offensive à grande échelle" contre l'organisation EI, avec le soutien de raids aériens de la coalition.

Elles ont notamment repris des villages tenus jusqu'à présent par des jihadistes de l'EI, selon une source kurde. Les Kurdes affirment également avoir coupé une route stratégique entre Mossoul et Tal Afar, plus à l'ouest.

Les frappes de la coalition ont touché entre autre des bâtiments, des véhicules blindés, des armements lourds et des véhicules piégés.

La coalition a également mené une dizaine de frappes en Syrie, concentrée surtout autour de Kobané, près de la frontière turque (neuf frappes). Une autre frappe a visé un entrepôt d'armement à Raqqa (nord).

La coalition mène des frappes aériennes en Irak depuis début août et en Syrie depuis fin septembre. Elle estime avoir stoppé l'avancée de l'EI en Irak, mais les jihadistes conservent pour l'instant l'essentiel de leurs positions.



January 21, 2015

Tensions, exchange of fire in Hasakah between regime and YPG forces

rudaw.net - 21 January 2015

HASAKAH, Syria - The military commander of the Syrian Army in the city of Hasakah, Maj. Gen. Mohammed Khaddour, has been trying for more than a month to remove all the checkpoints of the Kurdish Peoples Protection Units (YPG) and push them out of the city.



A portrait of Hafez Assad at a Syrian army base taken by Kurdish fighters after intense fighting. Photo: YPG.

Some sources have told Rudaw that the YPG and its security forces have refused the demands of the Syrian army commander, who has succeeded in removing the checkpoints of the Arab National Defense Forces in the city.

Sources say that Khaddour has tired of the situation in Hasakah, where there is more than authority on the ground. More than once, Khaddour has warned in front of his followers that he would resign if Hasakah continued to be ruled by two authorities, referring to YPG control of some neighborhoods in the city.

A YPG-controlled neighborhood was recently bombed by Syrian forces in Hasakah, indicating that tensions were coming to a head.

Some sources have confirmed that existing tensions in the city were heightened after the Arabic National Defense Forces of the Syrian regime confiscated four cars loaded with gas cylinders that belonged to the Kurdish authorities at a checkpoint. As a result, the YPG arrested more than 20 members of the National Defense, among them a captain from the

Alawite sect, at the checkpoint.

"After the failure of negotiations between the Syrian regime and the YPG for the release of the 20 detainees held by the Kurdish forces, Syrian regime artillery bombed the village of Mufti, a northern Hasakah district with a Kurdish majority," one source said.

"The bombing was direct and hit the center of the Kurdish security building in the neighborhood," he said, adding that led to Kurdish forces attacking a Syrian regime roadblock at the northern entrance to Hasakah.

According to eyewitnesses, one soldier and a captain were at that checkpoint.

"The government has subsequently bombed Kurdish neighborhoods by focusing on the al-Mushirfah neighborhood, but there were no direct hits to the headquarters of the YPG and the Kurdish security forces," another source said.

Other Kurdish-held neighborhoods in the city also were bombed, including by Syrian regime warplanes, the source added.

Sources told Rudaw that several officials had arrived in

Qamishli Monday, including the president of the General Intelligence in Syria, Ali Mamlouk, the Assistant Regional Secretary of the Baath Party, Hilal Hilal, the Governor of Hasakah Mohammed Za'al Ali and Secretary of the Baath Party branch in Hasakah, Khalaf Muhasham. They had met with the YPG leadership and a truce was declared among the parties at 10 pm last night.

Among the consequences of the clashes was the seizure of several checkpoints and outposts by YPG forces.

For its part, the Syrian Arab army captured neighborhoods and sites in the north and northeast of the city, and the YPG forces pulled out of some other places.

Sources reported that the Syrian Arab army on Tuesday was building fortifications in the city center and bringing tanks to the Khashman checkpoint and reinforcing its military forces.

"There is a large exodus from the Kurdish neighborhoods of Salehiyah, Mufti, al-Dahiyah, Tel Hajar, Khashman and al-Talayih," a source said.

The displacement exceeded 70 percent and the people were heading towards the cities of Qamishli, Amuda, and Darbassiyah, while the road between Qamishli and Hasakah is still cut off. Some fleeing civilians went on foot and others by cars that went on dirt roads and others through Derbassiyah into Amuda and Qamishli, the source said.

Sources said that the elders of the Arab tribes had offered their services to Kaddour in a meeting, and there are reports of 700 volunteers from the sons of the tribes in the neighborhood of al-Nashwa joining the Syrian Arab army against the YPG forces.

There are also attempts by the Islamic State (ISIS) to launch an attack on the neighborhood of al-Nashwa and reports of airstrikes by Syrian warplanes against ISIS militants in the same neighborhood.

"The number of victims following the clashes between the YPG and the Syrian government army in al-Hasakah reached eight dead among the YPG and a larger number among the Syrian Arab Army," a witness said. "People have also witnessed seven bodies of members from the government army in addition to five civilians."

In the Brak Hill area, sources said that, "ISIS has sent a large number of fighters from Brak Hill to the Shaddadah region on Hasakah's outskirts, while fighters from Shaddadah have advanced to the hill in an exchange of positions." ■



French to send 40 troops to train Iraqi, Kurdish forces

PARIS — January 22, 2015 — Reuters

FRANCE WILL send some 40 troops to Iraq in coming days and weeks to train Iraqi and Kurdish forces combating Islamic State fighters, a military spokesman said on Thursday, adding to a growing number of Western coalition troops on the ground.

Military staff will be sent to Baghdad and Arbil, in the Kurdish region of Iraq, for a training mission expected to last about three months. That will come on top of more than 3,000 U.S. advisers to be deployed in the region.

"We will advise them on how to prepare operations, how to synchronize efforts against the enemy, how to manage aerial and artillery support and how to monitor the tactical situation," said the spokesman, Colonel Gilles Jaron.

"We're not in a frame of mind where we will be confronting the enemy directly," he added.

Overall some 800 French troops are involved in support roles in the Western coalition against Islamic State in addition to nine Rafale war jets, six Mirage jets, a refueling plane and a navy patrol plane deployed in the Gulf region. ○

After Kobani, where is Islamic State's next target?

The besieged strategic Kurdish town of Hasakah, swollen by an influx of refugees and barrel-bombed by Syrian regime forces, is coming under fire from the Islamic State.



Metin Gurcan
January 21, 2015
www.al-monitor.com

In a newspaper interview in November 2013, Salih Muslim, the co-chairman of the Kurdish Democratic Union Party of Syria (PYD) had predicted: "The situation in Hasakah is sensitive. If pushed, it could lead to Kurdish-Arab clashes." News reports from the northeast Syria town of Hasakah, which we don't usually hear much about, proved Muslim's warnings were on the mark. Clashes that erupted in Hasakah on Jan. 17 between the PYD's military wing, the People's Defense Units (YPG) and National Defense Forces, an auxiliary of Syrian President Bashar al-Assad's army, couldn't be halted and inflicted casualties on both sides. Reports coming from south of Hasakah say the Islamic State (IS) is massing forces for an offensive to capture Hasakah while coming under coalition air force attacks in the same area.

A glance at the map of Syria is enough to understand the strategic value of Hasakah. Above all, Hasakah dominates the roads between IS-controlled Mosul and Raqqa. It is the southern access to Jazeera canton of the Kurdish Rojava region.

It is also the last bastion of the Assad regime in that area. The latest developments in Hasakah show that the town, which had been generally calm in the 4-year-old civil war, is now the focus of the power struggle between Kurds, Arabs and IS. Kurds live north of the Khabur River that divides Hasakah, while mostly Arabs live to the south of it. The town is already divided demographically. What is escaping attention is that tens of thousands of Syrians of different religious and ethnic origins escaping from the war have increased the population of the town to 400,000.

In the summer of 2014 Hasakah appeared as a true no-man's-land and IS, despite its reinforcements, could not capture it. Coalition air attacks that sought to sever the links between IS forces in Syria and Iraq diminished the effectiveness of IS in the region. That meant a new balance of power in mixed town of Arab-Kurd Hasakah between the YPG and pro-Assad militias. The new balance shows the YPG in charge in predominantly Kurdish north Hasakah, pro-Assad militias controlling the town center and its south while IS prevails in a small portion of its southwest.

The first clashes between the Kurdish YPG and pro-Assad militias caught many off guard, as these two forces were believed to be observing an undeclared nonaggression pact.

A brief news report on the night of Jan. 17 said at least three people were killed and many others wounded by blasts in Hasakah's Salhiye, Miftiye and Tel Hacer neighborhoods.

Reports followed of militia mortars firing on the Kurdish part of the town and barrel bombs dropped by Syrian army helicopters. The YPG said Syrian army helicopters had attacked Hasakah's cattle market with barrel bombs, killing 65 people.

After Syrian planes attacked a YPG convoy moving from Qamishli to Hasakah on Jan. 18, the YPG responded by attacking a pro-Assad militia post in Tel Hacer that afternoon and took 30 militiamen prisoners.

Kurdish-affiliated Ara News reported that on Monday night Syrian Gen. Ali Memluk convened a meeting of YPG commanders and Arab sheikhs of the town and secured a 24-hour cease-fire. Jan. 19 was a quiet day.

Field reports say the YPG has taken over many official buildings in Hasakah and that it is in full control of northern Hasakah and is advancing to the town center after receiving reinforcements from Serekani and Qamishli. A local source told Al-Monitor that the real aim of IS was to capture Hasakah and that is why it was still bringing reinforcements to its south but dispersing them under persistent coalition air attacks. Our source said IS has issued an ultimatum for the town to surrender by Jan. 24 or be hit with heavy weapons. This source says that pro-Assad militias actually want to have IS control the town.

Field developments indicate a trend for the clashes in north Syria to shift from Kobani to Hasakah. IS has no problems moving around troops and materiel in this area. Mosul is not far from Hasakah, tempting IS to easily



Kurdish People's Protection Units (YPG) members organize a funeral for members said to have been killed during clashes with forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad in Hasakah, May 23, 2014. (photo by REUTERS/Rodi Said)

hit Qamishli, seen as the capital of Kurdish Rojava. More heavy fighting in Hasakah center and in its periphery seems inevitable in the coming days.

How do parties explain the eruption of clashes at Hasakah? After a prolonged cease-fire with the YPG, suddenly Assad's forces stepped up the brutality by killing many civilians in Hasakah, particularly by airdropped barrel bombs. Pro-Assad forces that made a deal with IS in northern Syria want to bring Hasakah under their joint control with IS, then move toward Qamishli and split the Kurdish Jazeera canton. To achieve that goal, the Assad regime was even using illegal cluster bombs, the YPG reported.

Assad forces alleged that the PYD cooperated with coalition forces and has long sold out the Assad regime. On the political front, the PYD has succeeded in having itself invited, despite opposition by Jabhat al-Nusra and the Damascus regime, to the Syrian Forces Conference planned to be held in Russia. In short, the PYD has betrayed Damascus by violating their agreement.

What are the positions of other relevant parties? While IS appears to be satisfied with the clashes, the Syrian opposition thinks that it may be a setup between the PYD and Assad regime on the eve of the Russia meeting. Opposition leader Abdulaziz Halife said: "The regime, by clashing with its partner YPG before the Moscow meeting, wants to create the impression that the Kurds are actually a part of the opposition and thus shake the unity of the opposition."

In a nutshell, it is the IS that is delighted with the Hasakah clashes while Kurds, the Assad regime and the Syrian opposition accuse each other. Further escalation of Hasakah clashes can lead to a new and massive wave of displacement after housing tens of thousands of Syrians escaping from the war. The question now is whether Hasakah will be a new Mosul or Kobani.

Of course, this vital question has no meaning for those trying to survive the war in Hasakah. Should the clashes escalate, they will have no other option then but to take to the roads again for yet another uncertain future as another city in Syria goes feral. ♦

Metin Gurcan served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser between 2002-2008. Resigned from the military, he is now a research fellow on security policies for an Ankara-based think tank. Gurcan is currently writing his PhD dissertation on changes in the Turkish military over the last decade. He has been published extensively in Turkish and foreign academic journals and has a book forthcoming in December 2015 titled "What Went Wrong in Afghanistan?: Understanding Counter-insurgency in Tribalized Rural Muslim Environments."

Iraqi official: KRG to receive full share of budget for first time

By Aso Fishagi, 20/1/2015
rudaw.net/ -

ERBIL, Kurdistan Region – Despite falling oil prices that have severely hit Iraqi revenues, the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG) will receive its full 17 percent of the budget, the head of the Iraqi parliament's oil committee said.

"Erbil will receive 17 percent of the national budget in reality and not just in theory, and this order will remain even in the future," Ahmad Chalabi told the

Iraqi Oil Report news website this week.

Last month, the Iraqi cabinet approved a \$102.5 billion budget for 2015, based on a projected oil price of \$60 a barrel and a projected deficit of \$19.1 billion. But oil prices have dropped from around \$100 last year to less than \$50 this month.

According to the Iraqi constitution, the KRG has a right to 17 percent of total Iraqi revenues, although Kurdish officials say they have received less in the past.

Erbil struggled to finance its

expenses through direct oil exports, after the then Iraqi prime minister Nouri al-Maliki withheld the KRG's share of the budget, practically through the whole of 2014.

Baghdad and Erbil agreed in November to resolve differences, signing a deal that restored the budget payments to the KRG.

Under the agreement, the KRG will facilitate the export of 300,000 oil barrels per day (bpd) from Kirkuk's oil fields, in addition to 250,000 from KRG-controlled oil wells.

"We expect to export 550,000 bpd through Kurdistan Region pipelines and it is vital for our economy," Chalabi said. "The agreement asks the KRG to export 250,000 bpd (from Kurdish oil-fields) under the condition that the Iraqi government receives the revenues," he added.

The oil is exported via a pipeline network that connects the Kurdistan Region to the Turkish port of Ceyhan.

Iraqi Oil Minister Adil Abdul Mehdi predicted on Monday that oil prices would rise again in the second half of 2015, warning that "they will not return to 2014 levels."

Baghdad has agreed to export 375,000 bpd to Turkey until April, boosting that volume 550,000 bpd thereafter. ■

Peshmerga seeking greater independence from Baghdad: commander

Peshmerga leadership continue "unification" process, have formed 14 active brigades so far

Dalshad Abdullah, 21 January 2015
www.aawsat.net

Erbil, Asharq Al-Awsat—Kurdish Peshmerga forces are moving towards greater independence from the central government Baghdad, Peshmerga Ministry Secretary-General Lt. Gen. Jabbar Yawar said earlier this week.

In comments to Asharq Al-Awsat, Yawar said: "We are continuing to organize, train, equip, arm and unify Peshmerga forces in order for them to be the official force [of the Kurdistan Region]."

"This is in line with Article 121 of the Iraqi constitution that grants the Kurdistan Region the right to possess regional guardians and the Peshmerga are our regional guardians. Our experience is clear. Peshmerga forces were able to protect the Kurdistan Region and confront and defeat terrorism, liberating a number of areas," he added.

Article 121 of the Iraqi constitution clearly states that "the regional government shall be responsible for all the administrative requirements of the region, particularly the establishment and organization of the internal security forces for the region such as police, security forces and guards of the region."

Kurdish Peshmerga forces have played an increasingly prominent role in the fight against Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) fighters who have taken control of large parts of the country, often facing little resistance from central government forces.

"The process of unifying and organizing Peshmerga forces does not have a deadline because unifying any forces is a technically difficult task. Unifying a single brigade, for



Iraqi Kurdish Peshmerga fighters monitor the area from their front line position in Bashiqa, a town 13 kilometres north-east of Mosul on August 16, 2014. (AFP/Ahmad Al-Rubaye)

example, which consists of more than 3,000 officers and soldiers requires more than six months, because after unification the new brigade needs to receive arms, carry out training exercises and implement a number of administrative processes," the Peshmerga Ministry Secretary-General said.

He claimed that Peshmerga leadership have managed to form a total of 14 infantry brigades as part of this military "unification" process.

However, Yawar complained that a tight military budget, particularly following a lack of support from Baghdad, has hindered the Peshmerga's military reform process. He called for more support for the Kurdish Peshmerga forces from Baghdad and the US-led anti-ISIS international coalition.

"The Region has sufficient fighters to fight ISIS, but we don't have enough arms and ammunition. We need more weapons, closer military coordination, more training of [Peshmerga] forces and air support," Yawar told Asharq Al-Awsat.

Peshmerga forces advanced to take control of the region of Kirkuk, historically part of Kurdistan, following ISIS's takeover of large parts of Al-Anbar and Nineveh province, including Iraq's second city Mosul. The Kurdish advance succeeded in stemming the ISIS advance with Peshmerga forces subsequently liberating a number of ISIS-held territory to local and international acclaim. Peshmerga forces are now preparing, in coordination with Iraqi military forces, for a major offensive to retake Mosul and other ISIS-held areas after receiving arms and training from Baghdad and international partners.

Local media on Wednesday reported that Kurdish Peshmerga forces took launched a major offensive against ISIS forces west of Wednesday to assist Iraqi military troops in efforts to retake the city. Peshmerga forces reportedly took control of the villages of Tel Reem, Tel Khidir and Jamred as part of Wednesday's assault, firing on ISIS positions in the region with their heavy artillery. ●

British parliamentary committee breaks historic taboo on Kurdish independence

By GARY KENT 21/1/2015
rudaw.net

The stark starting point of the influential and bipartisan Foreign Affairs Committee's long-awaited report on the Kurdistan Region is that the future of Iraq as a nation state is in question as never before. It judges that the clock is ticking on whether Iraq can be stitched back into a functioning whole.

In essence, the 30,000 word blockbuster report says: a centralised Iraq has gone, a looser federation is better, and the Brits can quietly help mend fences but must get their diplomatic act together. The priority for the time being is defeating Daish but Kurdish independence is a medium-term possibility. Britain should work with the Kurds, who are on the same side as the west and ahead of many in the Middle East but who should embrace major internal reform.

The report recognises rational fears of the unpredictable consequences of independence but also that the Kurds, who tried to make Iraq work but got Maliki's disastrous sectarian autocracy, are rational in seeking increased self-governance or even independence.

The report, which praises PM Abadi's promising start, supports a looser Iraqi federation because highly centralised rule under a 'strongman' in Baghdad has not worked and never will. It enters important caveats about independence. Much depends on energy self-sufficiency, which is more difficult given falling oil prices. The internal southern border needs fixing by finalising the status of the disputed territories. It notes the opposition of Turkey and Iran to independence.

Independence is currently paused but if it returns once Daish is defeated or degraded the UK and its partners should stand ready to help ensure that any clear expression of will for independence on reasonable terms is accepted and respected. Independence should be with the consent of the rest of Iraq.



In my view, independence requires at least Baghdad's acquiescence to ensure good neighbourly relations and prevent Iraqi revanchism souring relations for decades.

Britain's priority in any case, it stresses, should be deepening an already strong and trusting partnership with what it calls a genuine Kurdish democracy, albeit an imperfect and still developing one, and a beacon of tolerance and moderation in a region of rising extremism and instability.

The report candidly describes Kurdistan's society as often traditional, conservative and patriarchal. Its shortcomings include a tendency to dynastic political rule, regional and tribal voting rather than informed policy choice, new wealth accruing to a politically connected elite, patronage as an instrument of political power, public sector inefficiency, a politi-

« Independence is currently paused but if it returns once Daish is defeated or degraded the UK and its partners should stand ready to help ensure that any clear expression of will for independence, »

cised and divided Peshmerga, party militias, insufficient media freedom, and police violence.

The report says that the Daish crisis has deferred domestic differences but an increasingly sophisticated electorate, including a better educated and more travelled young urban middle class, probably won't allow new politics to be postponed indefinitely. It encourages equitably sharing the harvest of a growing economy. It recognises the historic reasons for a 'Big Tent' of all parties in government but regrets the lack of an Opposition.

But it adds that any shortcomings are of a lesser order of magnitude than other British partners. Furthermore, Kurdistan's values are broadly those of Britain, which is fortunate that the relatively moderate, pragmatic, stable, democratic, secular and reflexively pro-Western KRG wishes to be its ally. Britain should respond positively to the KRG's invitation to be its partner of choice on trade, education, cultural exchange, defence and intelligence matters or the KRG may feel compelled to deepen links with powers who may not share British values.

The report itemises British actions to deepen its diplomatic presence, tackle visa problems, and advance direct flights. It backs the supply of heavy weapons but linked to clear evidence of Peshmerga reform. It stresses UK mentoring in developing public sector reform and a human rights culture.

The report disputes ministerial

assertions that the British government's hands are legally tied on recognising the Anfal. Britain could emulate governments that politically recognised other genocides. Kurds are generously helping refugees, it says, but the strain could disastrously destabilise Kurdistan and international bodies must bolster the KRG's humanitarian efforts. It also questions the British government's refusal to recognise the PYD in Syria.

The report is richer in analysis and detail than I convey briefly

« The priority for the time being is defeating Daish but Kurdish independence is a medium-term possibility. »

here. While it says as it finds on controversial internal questions, it is passionate in urging bigger and better connections on the basis of shared values and hard economics. It is a far cry from the days when British policy-makers trotted out tired reasons why Kurds must stay in Iraq, whatever. Independence is for the Kurds to decide but they may now reasonably expect some slack from a major power, which was the 'midwife of modern Iraq'. The report breaks the British taboo on Kurdish independence and firmly puts Anglo-Kurdish links on the radar. In March, the British government will reply to this landmark report, which should be seized with enthusiasm. ■

The full report is at <http://www.parliament.uk/facom>
* Gary Kent is the director of All Party Parliamentary Group (APPG). He writes this column for Rudaw in a personal capacity. The address for the all-party group is appgkurdistan@gmail.com

Anciens marines, Kurdes suédois... Qui sont les Occidentaux qui combattent l'EI en Syrie ?

Des combattants venus d'Amérique ou d'Europe rejoignent les forces kurdes qui combattent à Kobani les jihadistes de l'Etat islamique. Une poignée d'hommes et de femmes très médiatiques.



Par Marie-Adélaïde Scigacz
francetvinfo.fr
27 janvier 2015

Ils sont d'anciens marines, d'ex-soldats de l'armée britannique, dirigeants des entreprises de sécurité ou étaient infirmiers en Suède, en Allemagne ou en France... Depuis le mois d'octobre 2014, des Occidentaux ont choisi de rejoindre le Kurdistan syrien pour combattre l'Etat islamique. Une dizaine, des centaines peut-être, en comptant les membres de la diaspora kurde. Un nombre sans commune mesure avec celui des jeunes qui, venus des mêmes pays, sont tentés par le jihad.

Pourtant, leurs histoires interpellent. Celle de Dean Parker, le surfeur américain qui plaque tout pour rejoindre les Unités de protection du peuple (YPG), les forces kurdes qui défendent depuis des mois la ville syrienne de Kobani, objet d'un portrait dans *Time (en anglais)* mardi 20 janvier. Celles des Anglais Jamie Read, James Hughes ou encore de la jeune Silhan Ozcelik, cueillis à leur retour à Londres par les services de renseignement. Quel est le rôle exact de ces renforts inattendus ?

LES "LIONS DU ROJAVA", UNE VITRINE INTERNATIONALE

Jordan Matson se présente comme le premier Américain parti combattre l'Etat islamique au Kurdistan syrien, appelé Rojava en kurde. Depuis qu'il a été blessé au combat, cet ancien de l'armée américaine sert sur le front des réseaux sociaux. Il "recrute", explique-t-il aux médias qui le sollicitent. "Je suis contacté par des vétérans venus d'Europe de l'Est, d'Europe occidentale, du Canada, des Etats-Unis, d'Australie, de partout", lançait-il en octobre sur CNN (*en anglais*). A l'époque, la page des "Lions du Rojava", comme se surnomment eux-mêmes ces combattants, vient d'apparaître sur Facebook. La première photo mise en ligne montre Matson lui-même, kalachnikov à la main, collier de munitions autour du cou. Cet homme armé, photogénique de surcroît, incarne dès lors le combattant occidental, un modèle, un "héros" qui attire les internautes, émus par le massacre des Yézidis ou mus par leur volonté d'en découdre avec les terroristes.

La page doit permettre aux aspirants combattants venus d'Occident d'entrer en contact avec "leurs frères et sœurs" sur le terrain. A ceux (nombreux) qui demandent en anglais "comment vous rejoindre en Syrie ?", l'administrateur anonyme répond : "Envoyez vos questions en message privé."

Mois après mois, photo après photo, le site dresse l'inventaire : un Autrichien, des Américains (dont un certain "Kennedy America"), des Britanniques, des Allemands, un trio de "bikers" hollandais, une Canadienne, un ancien candidat de télé-réalité américain ("Je suis un vrai redneck moi ! Un vrai redneck !" dans l'introduction de "Seul et tout nu", une sorte de "Koh Lanta" naturaliste), etc. Bref, un étonnant casting qui ne mobilise toutefois qu'une quinzaine de personnes, relative le chef du comité de défense des forces kurdes de Syrie, Ahmad Sheikh Hassan, cité par *Time*.

"C'est une présence symbolique", relève Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, contacté par francetv info. Pour l'YPG (bras armé du parti PYD, né en Syrie et proche du parti kurde PKK), "il s'agit de prouver qu'eux aussi disposent, comme l'Etat islamique, d'une aide venue du monde entier dans cette guerre qui est un enjeu global".

UN PUISSANT OUTIL DE COMMUNICATION

Ces quelques combattants étrangers représentent aussi un intérêt stratégique pour les combattants kurdes. "Pour le PKK, c'est une façon d'être intégré dans le jeu mondial", explique Karim Pakzad, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), spécialiste, entre autres, des questions kurdes. "Il faut rappeler



Capture d'écran de la page Facebook des "Lions du Rojava", des combattants qui luttent contre l'organisation Etat islamique au Kurdistan syrien. (THE LIONS OF ROJAVA / FACEBOOK)

qu'aux Etats-Unis et en Europe, l'organisation figure sur la liste des organisations terroristes. Mettre en avant des Occidentaux, au moment où Washington et Paris acceptent notamment de leur livrer des armes, cela relève de l'opération de communication, analyse-t-il pour francetv info. L'YPG communique très bien, comme on l'a vu avec la mise en avant des femmes combattantes."

Selon le spécialiste, la lutte des Kurdes de Syrie contre l'Etat islamique a donné lieu à une situation historique : "Il y a deux ans, personne ne parlait d'eux, ils ont d'ailleurs été longtemps divisés en une multitude de mouvements. Et aujourd'hui, ils sont vus comme les seuls à affronter l'EI au sol, sur le terrain." En d'autres termes, puisqu'ils n'affrontent plus de forces étatiques, mais une mouvance terroriste, les Kurdes ont l'opportunité de rallier à leur cause des combattants de toutes les nationalités, et de toucher l'opinion publique.

UNE AIDE TOUTE RELATIVE SUR LE TERRAIN

Ce ralliement ne passe pas nécessairement par les moyens humains. Le PYG n'a effectivement jamais demandé aux Occidentaux de rejoindre ses rangs, explique le chercheur. "Pas même ceux de la diaspora." Kendal Nezan confirme : "Lorsque l'on a grandi dans les faubourgs de Stockholm ou de Cologne, on n'est pas d'une grande aide sur le front, alors qu'il y a déjà des combattants sur place qui connaissent les lieux et défendent leurs terres. Cette aide joue probablement plutôt sur le moral des combattants", explique-t-il. Ce qu'ils veulent, "ce sont des armes, des médicaments", ajoute-t-il.

Le témoignage de Dean Parker, le surfeur américain mentionné plus haut, le confirme : "Je n'ai jamais combattu. Et à vous tous qui voulez venir, restez chez vous, en sécurité. (...) Un, dix ou vingt combattants ne feront pas la différence maintenant." D'ailleurs, impossible de savoir combien sont partis.

LE CAS PARTICULIER DE LA DIASPORA

Citée par le magazine américain *Foreign Policy*, Susanne Güven, directrice de l'Association nationale des Kurdes de Suède, estime à quelques centaines le nombre de Kurdes qui ont quitté le pays pour la Syrie. Une cinquantaine de Kurdes allemands seraient également partis, relate *Der Spiegel*. Quant aux Français, "il y en a certainement, mais ils sont peu nombreux", estime le directeur de l'Institut kurde de Paris. Début octobre, *Le Parisien* révélait la disparition inquiétante de deux adolescents kurdes de banlieue parisienne, soupçonnés d'être partis pour le Rojava, mais aucune donnée ne permet de confirmer le nombre de départs.

Karim Pakzad sait qu'il y en a quelques-uns, pour en avoir

➔ rencontré à leur retour. "Là-bas, ils font un peu de tout, en fonction de leurs compétences, poursuit-il. Ils s'occupent des réfugiés, des blessés, assurent le ravitaillement ou combattent, pour certains. Par ailleurs, même s'ils sont infirmiers, ils sont armés. Tout le monde l'est." Contrairement aux Occidentaux non-kurdes, ils ne se contentent pas de combattre l'EI, mais défendent la cause politique kurde ("dans la tête de chaque Kurde, il y a le rêve d'un Etat"). "Ce n'est pas nouveau. Depuis les années 1980, les militants du PKK en Europe se ren-

dent au Kurdistan turc pour se battre contre la Turquie, poursuit Karim Pakzad. Désormais, depuis l'attaque de Kobani, ils vont en Syrie. Voilà ce qui a changé." Et d'ajouter que leur séjour est relativement court : "Environ six mois, puis ils reviennent. Comme le font les gens de l'EI. Enfin, sauf qu'eux ne rentrent pas avec les intentions terroristes des jihadistes, bien sûr", prend-t-il soin de préciser. ♦



28 JANVIER 2015

La partie orientale de Kobané libérée par les forces kurdes totalement détruite

20 Minutes avec AFP
28 janvier 2015

La ville syrienne de Kobané, libérée lundi par les forces kurdes après plus de quatre mois de combats acharnés contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), a subi de très importants dégâts, ont constaté mercredi des journalistes de

l'AFP. **Ruines et bâtiments éventrés**
Dans la partie orientale de la ville, les rues désormais entièrement contrôlées par les miliciens kurdes ne sont plus qu'un amas de ruines et de bâtiments éventrés. Les dégâts ont été moins sérieux dans les quartiers ouest de Kobané, où quelques rares civils ont été aperçus, ont

constaté les journalistes de l'AFP lors d'une brève visite.
A plusieurs carrefours de la ville, des groupes de combattants kurdes en tenues militaires, mi-civiles, ont salué la présence des journalistes par des rafales de Kalachnikov tirées dans le ciel et en faisant le "V" de la victoire. Le calme régnait dans toutes les parties de la ville visi-

tées par l'équipe de l'AFP, largement désertées de tout habitant. Depuis le début de l'offensive jihadiste sur Kobané et sa région à la mi-septembre, quelque 200.000 civils syriens, en grande majorité des Kurdes, ont traversé la frontière pour se réfugier en Turquie, à quelques kilomètres de là. ■



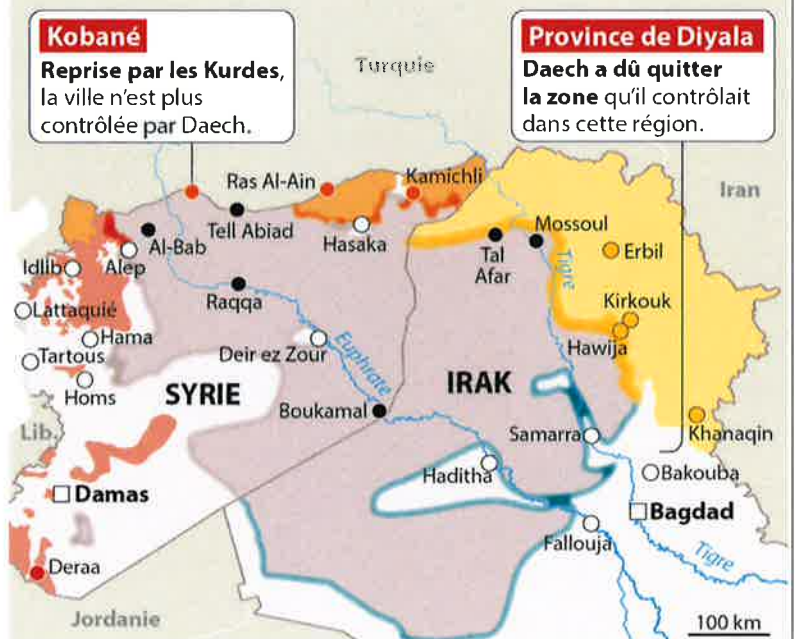
Un combattant kurde dans les décombres à Kobané le 27 janvier 2014. - AFP



Plus de 4 mois durant, les affrontements ont eu lieu rue par rue, maison par maison. Comme à Stalingrad, une bataille de la Seconde Guerre mondiale qui a vu s'affronter les Nazis et l'Armée rouge, laissant derrière eux une ville dévastée. Photo : BULENT KILIC / AFP

La guerre contre Daech

● Zones et principales villes contrôlées par Daech (au 26 janvier 2015)



Fronts de Daech contre ...

- **les Kurdes irakiens**
Alliés : États-Unis, France, Roy.-Uni, Kurdes syriens
- **les Kurdes syriens**
Alliés : Kurdes irakiens
- **les rebelles syriens (Al Nosra, ASL)**
Alliés : Turquie, Qatar, Arabie Saoudite, États-Unis
- **le pouvoir syrien**
Alliés : Russie, Iran, Hezbollah, pouvoir irakien
- **le pouvoir irakien**
Alliés : Iran, États-Unis, Roy.-Uni, Russie, pouvoir syrien

Zones et principales villes contrôlées par...

- les Kurdes irakiens
- les Kurdes syriens
- les rebelles syriens
- les forces gouvernementales

Sources : Syria and Iraq onward War map, médias

AP Associated Press

Islamic State kills 30 Kurds in surprise attack in North Iraq

January 11, 2015 / By Sinan Salaheddin, The Associated Press

BAGHDAD / Islamic State group fighters attempting to retake a town in northern Iraq held by Kurdish peshmerga forces have killed at least 30 Kurds, an Iraqi military spokesman said Sunday.

The battle for the town of Gwer demonstrates the Islamic State group's ability to still launch offensives in Iraq, despite a monthslong campaign of airstrikes by a U.S.-led coalition. And while an alliance of Iraqi troops, Kurdish fighters and Sunni and Shiite militiamen have made some gains, their advance remains tenuous at best.

The fighting began Saturday as the extremists approached Gwer, just outside of the northern city of Mosul, which the Islamic State group controls, said Halgurd Hekmat, a spokesman for Iraqi Kurdish forces in Irbil. Hekmat said he had no information about casualties suffered by the Islamic State group.

Backed by U.S.-led airstrikes, Kurdish forces retook Gwer in August after the

Islamic State group's offensive saw it seize a wide swath of Iraq. Kurdish fighters from Iraq also have deployed in small numbers to help Syrian Kurds battle the group's fighters in the Syrian border town of Kobani.

Gwer sits near Irbil, the Kurdish regional capital. Retaking it would allow Islamic State group fighters a new base to potentially launch assaults targeting the city.

Earlier this month, peshmerga fighters also retook small villages around the militant-held town of Sinjar, opening a corridor to help hundreds of Yazidi families atop nearby Mount Sinjar.

The Islamic State group, which has declared a self-styled caliphate, holds about a third of Iraq and neighboring Syria.

On Sunday, the U.S. military said in a statement its coalition had carried out 10 airstrikes on the Islamic State group in Syria — nine of them around Kobani — and nine strikes in Iraq. ●

REUTERS

Iraq produces record 4 million barrels per day of crude in

January 18, 2015 — By Ahmed Rasheed (Reuters)

IRAQ PRODUCED a record of around 4 million barrels per day (bpd) of crude oil in December, Oil Minister Adel Abdel Mehdi announced on Sunday.

"It is the first time Iraq has achieved this," Abdel Mehdi told a press conference alongside Turkish Energy Minister Taner Yildiz.

Abdel Mehdi also revealed plans to export 375,000 bpd for the first three months of 2015 from around the northern city of Kirkuk and the Kurdistan region. He said those fields would increase production to 600,000 bpd as of April.

The previous monthly record for Iraqi production was 3.56 million bpd in 1979, according to an official from Iraq's State Oil Marketing Organization.

Abdel Mehdi told reporters that Iraq had set the level of exports for Iraq's northern and Kurdish oilfields for the first three months of 2015 after the meeting with Yildiz.

"We have agreed to keep the level of exports at 375,000 bpd for the first three months of the year, and as of April, we will increase exports to 600,000 bpd," Abdel Mehdi said.

The oil from Iraq's north is exported via a pipeline network from the Kurdistan region to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

The arrangement is the result of an interim deal reached between



Iraqi Oil minister Adel Abdel Mehdi (R) speaks during a news conference with Turkish Energy Minister Taner Yildiz in Baghdad, January 18, 2015. Photo: Reuters

Baghdad and Iraqi Kurdistan in early December after years of acrimony between the two sides over oil rights.

Under the deal, the sides agreed to ship 300,000 bpd of oil from Kirkuk and 250,000 bpd from Kurdistan via the Kurds' pipeline network.

Baghdad and the Kurdish region were prompted to set aside their differences by the jihadist group Islamic State's seizure of territory across large sections of northern Iraq. ○

AFP

Victoire des Kurdes à Kobané: Erdogan ne veut pas d'un Kurdistan en Syrie

Ankara, 27 janvier 2015 (AFP)

LE PRÉSIDENT ISLAMO-CONSERVATEUR turc Recep Tayyip Erdogan a répété son opposition à l'émergence en Syrie d'une zone kurde autonome identique à celle existant en Irak, après la victoire annoncée des forces kurdes sur les jihadistes dans la bataille de Kobané.

"Nous ne voulons pas (de répétition) de la situation en Irak (...), une Syrie du nord après l'Irak du nord, nous ne pouvons pas l'accepter", a dit M. Erdogan, cité mardi par le quotidien Hürriyet, à des journalistes dans l'avion qui le ramenait d'Afrique de l'Est.

"Une telle entité serait source de gros ennuis à l'avenir", a-t-il ajouté.

Les forces kurdes ont proclamé lundi avoir chassé les combattants du groupe Etat islamique (EI) de la ville syrienne de Kobané, à quelques kilomètres de la frontière turque, au terme de plus de quatre mois de combats acharnés.

Mardi, des milliers de Kurdes, turcs ou syriens, se sont rassemblés à l'extérieur de la ville frontalière turque de Suruç, à quelques kilomètres de Kobané, pour célébrer la reprise de la ville, a constaté un photographe de l'AFP.

Les forces de sécurité turques ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre certains groupes de manifestants qui se dirigeaient vers la frontière, toujours fermée →

→ par les autorités turques mardi en milieu d'après-midi.

La Turquie a jusque-là catégoriquement refusé de participer à la coalition militaire internationale menée par les Etats-Unis contre les jihadistes en Irak et Syrie, soucieuse de ne pas renforcer le camp des Kurdes de Syrie.

Depuis le bataille de Kobané mi-septembre, les autorités turques n'ont autorisé qu'au compte-goutte les passages de leur pays vers la Syrie.

- 'FAIRE TOMBER LE RÉGIME' -

Le chef de l'Etat turc avait qualifié de "terroriste" le principal parti kurde de Syrie (PYD), à la pointe du combat contre l'EI, au même titre que le mouvement frère du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 la guérilla sur le sol turc.

Pressé par ses alliés d'intervenir, le régime islamo-conservateur d'Ankara a finalement fait un geste en autorisant le passage par son territoire d'un contingent symbolique de combattants kurdes irakiens, les peshmergas, pour aider à défendre Kobané.

La Turquie redoute que la victoire des Kurdes, avec le soutien des frappes aériennes de la

coalition, ne favorise l'autonomie de la partie kurde de la Syrie.

Lors de son échange avec la presse, M. Erdogan a une nouvelle fois défendu l'idée d'une "zone d'exclusion aérienne" et d'une "zone de sécurité" le long de la frontière turco-syrienne et répété sa priorité, la chute du régime du président Bachar al-Assad.

"Notre objectif est le régime (de Damas). Avec le régime actuel, rien ne peut continuer en Syrie", a-t-il dit, reprochant aux Etats-Unis de ne pas "viser directement le régime".

"On ne peut pas aboutir ainsi à une solution. Il se produira en Syrie exactement ce qui s'est produit en Irak", a insisté M. Erdogan.

Mardi devant des élus locaux réunis à Ankara, le chef de l'Etat a reproché à la coalition ses bombardements massifs sur Kobané, faisant remarquer que "les 200.000 habitants qui l'ont quitté et qui sont (réfugiés) en Turquie n'ont plus de ville pour se loger". "On danse pour célébrer la victoire mais qui va reconstruire Kobané ?", a-t-il demandé.

La défaite de l'EI à Kobané a provoqué un mouvement de liesse dans le sud-est turc, peuplé majoritairement de Kurdes. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues des nombreuses villes pour fêter la victoire. ●



29 JANVIER 2015

7sur7.be
29 janvier 2015
Source: Belga

Quelque 350 villages autour de Kobané toujours aux mains de l'EI

Le groupe Etat islamique (EI) contrôle toujours 350 villages dans les alentours de la ville kurde syrienne de Kobané, libérée cette semaine, a estimé une ONG, qui a fait état de 22 djihadistes tués jeudi dans les combats.

Selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) Rami Abdel Rahmane, les forces kurdes qui ont annoncé lundi avoir chassé les djihadistes de Kobané ont également libéré cinq villages cette semaine mais "350 autres restent sous le contrôle de l'EI".

Jeudi, les combats ont fait 22 morts du côté djihadiste, selon l'ONG basée en Grande Bretagne, qui dispose d'un réseau d'informa-

teurs sur le terrain.

"Dix-neuf membres de l'EI ont été tués dans les combats contre les Unités de protection du peuple (YPG, milice kurde) dans les collines autour de Manaz, à l'ouest de Kobané", a affirmé à l'AFP M. Abdel Rahmane. "Trois autres sont morts dans des villages à l'est de Kobané", a-t-il ajouté.

"Un civil a également trouvé la mort jeudi lors des bombardements effectués par l'EI sur la campagne à l'ouest de Kobané", a dit M. Abdel Rahmane, qui a affirmé que le combat contre le groupe jihadiste dans cette région de la



Syrie était loin d'être terminée.

UN CHAMP DE RUINES

La victoire des forces kurdes sur l'EI à Kobané, assiégée pen-

dant plus de quatre mois, a transformé cette ville située à la frontière syro-turque en véritable champ de ruines. Kobané est aux trois-quarts détruite, selon des journalistes de l'AFP qui ont pu y entrer.

L'offensive djihadiste lancée mi-septembre dans la région a poussé quelque 200.000 Syriens, pour l'essentiel des Kurdes, à trouver refuge en Turquie, dont la frontière reste fermée malgré la fin de la bataille. Les combats ont fait plus de 1.800 morts, dont plus de 1.000 djihadistes, selon l'OSDH. ○



26 JANVIER 2015

Angelina Jolie visite un camp de réfugiés yézidis

(AP/Le Matin) 26 janvier 2015

L'actrice américaine, ambassadrice de bonne volonté du HCR, déplore le manque de financement alloué aux personnes chassées de chez elles.

«C'est ma cinquième visite en Irak depuis 2007 et les souffrances sont pires que tout ce que j'avais pu voir jusque-là», a déclaré l'actrice aux journalistes dans le camp de déplacés de Khanké, près de Dohouk dans le nord de l'Irak.

La dernière visite de la star américaine en Irak remonte en effet à 2012, avant que le groupe djihadiste, Etat islamique (EI) ne lance une vaste offensive sur l'Irak et établisse un "califat" à cheval sur les zones conquises dans ce pays et en Syrie.

«Le HCR n'a reçu que la moitié des financements dont il avait besoin en 2014 pour ses programmes en Irak et en Syrie, et il est très inquiet du rythme très lent des promesses de dons cette année», a prévenu



Mme Jolie.

Treize millions de déplacés

Plus de 2 millions de personnes ont été déplacées en Irak en 2014 et près de la moitié d'entre elles ont trouvé refuge dans la région autonome du Kurdistan irakien, au nord de Bagdad, où leur nombre ne cesse d'augmenter.

Quelque 13 millions de personnes au total ont été chassées de chez elles par les violences en Irak et en Syrie, déplore Neil Wright, le représentant du HCR en Irak, appelant les gouvernements et donateurs à se mobiliser face à l'ampleur inédite de la crise. ■

Mosul residents describe 'hell' of Isis occupation as Kurdish fighters close in

Growing speculation that Iraqi troops may be gearing up for attack on city controlled by Islamic State since June

Fazel Hawramy in Irbil
The Guardian, 22 January 2015

Kurdish fighters backed by coalition air strikes have seized large swaths of territory from Islamic State fighters in northern Iraq, including a road used by Isis to supply the key city of Mosul.

In a major offensive launched on Wednesday, the peshmerga have fought their way to within 12 miles of the city centre and cut off a road that connects Mosul to Tal Afar and Sinjar.

In recent days the Kurds have retaken a 185 sq mile area of Sinjar province, west of Mosul, putting Isis on the back foot and tightening the noose around the city.

There is growing speculation that Iraqi government troops may be gearing up for an attack on Mosul, which jihadist fighters have occupied since June when they advanced rapidly across Iraq's north.

Until this week, Islamist militants were able to transfer goods, petrol and military equipment from eastern Syria into Mosul, Iraq's second city and the biggest urban centre under their control. The Kurds have now shut off the city from three sides. They also now control several key villages and intersections.

"I don't think anyone would envy the situation the people of Mosul are in," Masrour Barzani, the head of Kurdistan's regional security council, said on Wednesday. "The terror of Isis is too much for anyone to handle."

Barzani predicted that Mosul would soon be "liberated", and he said recent Kurdish advances had significantly reduced Isis's freedom of movement.

On Thursday residents said conditions in Mosul had dramatically worsened. Once known as a cradle of multiculturalism in Iraq, Mosul has turned into a city where executions and stonings are carried out on a regular basis and residents are deprived of basic rights and services.

Few people dare talk to the media, and those who do speak only on condition of anonymity, fearing reprisals against themselves and their families. Only a trickle of information comes out of Mosul besides Isis's own slick propaganda.

Civilians inside the city – from taxi drivers to housewives, students to shopkeepers – paint a gloomy picture of life there. "All I can say is that life under Daesh [Isis] is hell, not heaven as they claim," said Tariq, who used to study at a technical institute before Isis took over. "We can't study and we don't know what the future holds for us."

A shopkeeper near Nabi Yunus mosque, which was destroyed by Isis last July, said

Kurdish peshmerga fighters near Mosul
Kurdish peshmerga fighters on the outskirts of Mosul.
Photograph: Reuters



he was weary of life under Isis but saw no way out. "If you want to leave Mosul you need three people to guarantee that you will come back after five days. If you don't return, you put their lives at risk."

The shopkeeper said many militants killed or injured fighting in Sinjar had been brought back to Mosul. "I have been forced to give blood three times," he added.

With American and Iraqi planes targeting fuel tankers on the road into Isis-controlled areas, and Kurdish authorities cracking down on oil smuggling to and from their region, fuel is in short supply. The price is so high that some residents have resorted to cutting down trees and burning the wood to cook and keep warm.

The cost of cooking oil is double elsewhere in Iraq, spurring residents to revive long outdated methods of cooking, joining together in groups of three or four to buy wood-burning mud ovens to bake bread. Electricity and gas are scarce and rubbish seldom collected.

Where there are no alternatives, residents have no choice but to accept higher prices. Muhanad, a 29-year-old taxi driver, said he often queued up for five or six hours to receive 20 litres of petrol, also costing twice as much as in the rest of Iraq. "The queue stretches through the streets for three to five kilometres," said Muhanad, who has

to make a living for his wife and four children.

He said Isis had introduced price caps and he could charge Isis fighters and imams only a fraction of the cost of a journey. "In my taxi I can only listen to Zohor radio which broadcasts Daesh statements, the latest of which stated that able men had to enlist for jihad against the coalition," he said.

While the uncompromising interpretation of Islam imposed by Isis targets everyone in the city and other areas under the group's control, the restrictions on women are particularly suffocating and many are too scared to leave their homes.

"They have withheld all freedoms from us," said a 37-year-old woman who asked to be referred to as Umm Omar. "When we go out, if our clothes are not appropriate we are taken to Omar Abdul Aziz mosque to repent."

Families fear that their daughters will be forcibly wed to Isis fighters, and so send elderly women to do the shopping for them.

Tariq, the student, said life for young people had become particularly oppressive. They were not allowed to listen to music and if anyone was found to be in a romantic relationship outside marriage, they were stoned to death supervised by an Isis emir named Abu Zahra.

Around 10 days ago a woman was stoned to death for having extramarital affair and Isis executed two men for "homosexual acts" by throwing them off the roof of a building. A resident of Mosul who now lives outside the city identified the building as belonging to a state-run national insurance company in central Mosul. Isis posted photos of these executions, together with images of two thieves who were publicly shot.

Unlike most people the Guardian spoke to, who asked that their identity be protected, Tariq said he did not fear the consequences if his name was published. "Death is better than this life," he said. ♦



Air strikes near Mosul Air strikes targeting Isis militants north of Mosul.
Photograph: Anadolu/Getty Images



January 23, 2015

Peshmerga guns target Mosul center, surrounding villages

rudaw.net 23/1/2015

ERBIL, Kurdistan Region - Peshmerga forces captured several villages around Mosul on Friday and shelled the city center for the first time, as an expected assault to liberate the city from the Islamic State (ISIS) appeared to be gaining momentum.

Sarbast Tirwanshi, Peshmerga commander of the Tikel-Mawaran front, told Rudaw that Kurdish forces targeted three ISIS bases in the villages of Khorbasat and Baibogh with mortars.

For the first time, the Peshmerga managed to shell the center of Mosul, after aiming their guns on villages near the city from the early morning hours.

Meanwhile Commander Jamal Iminiki, chief of staff of Peshmerga forces, told Rudaw that the villages of Qadisias and Shidokha were captured Friday by Kurdish troops. They are strategically important to



Peshmerga guns have been targeting Mosul and surrounding villages.

ISIS due to their close proximity to the militants' military stronghold of Kaske.

On Wednesday, the Peshmerga forces launched a major offensive against ISIS west of Mosul to assist Iraqi troops in their effort to retake the city from the radical group.

Iraqi and coalition fighter jets led that fight by bombing ISIS positions, while the Peshmerga pounded the militants with heavy

artillery on the ground.

Iraqi officials had earlier said that the Mosul operation might be launched in spring. They heavy, multipronged attacks on ISIS appear to indicate the preliminary parts of the may already be underway.

Kurdish leaders have said that their forces would not get involved in the liberation of Mosul, as they want to avoid igniting an Arab-

Kurdish war, but they pledged to assist the Iraqi army in the effort.

The Wall Street Journal reported Friday that preparations are underway for a coalition of U.S. and Iraqi forces to retake Mosul from ISIS, and that the assault could come by the spring or early summer.

Meanwhile, Kurdistan Region President Massoud Barzani, who is the general commander of the Peshmerga forces, received a delegation from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on the western Tigris front.

According to a statement from the presidency, they discussed the latest military developments of the Peshmerga on the western Tigris front, and emphasized on the unity of Kurdish forces.

"The PUK delegation highly appreciated the Peshmerga advances and Barzani's role," the statement said. The visitors also expressed their condolences for soldiers who have lost lives in the war.

"The current situation of the recent liberated areas and the fighting fronts were discussed," the presidential statement said. ■



January 25, 2015

Angelina Jolie Visits Kurdish Refugee Camp

By Christine Pelisek, 01/25/2015
www.people.com

The world is failing in its effort to address the refugee crisis in Iraq and Syria, Angelina Jolie said Sunday.

"We are being tested here, as an international community, and so far - for all the immense efforts and good intentions - the international community is failing," the Unbroken director and Special Envoy for the UN Refugee Agency said at a press conference at a Kurdish refugee camp in northern Iraq this weekend.

The camp was built for tens of thousands of refugees who fled their homes in Mosul, which was invaded by the Islamic State, also known as ISIS and ISIL.

"Since I was last here in Iraq another two million people have been forced from their homes," she said. "The brutality of the conflict and the speed and scale of the displacement has shocked the world and help has come but not nearly enough."

Jolie, 39, appealed to world leaders and asked them to find common ground and move forward.

"It is past time for leaders on all sides to find a common ground and a



way to move forward," she said. "It is not enough to defend our values at home we have to defend them here, in the camps and in the informal settlements across the Middle East, and the ruined towns of Iraq and Syria."

During the trip, Jolie also met with families living in makeshift homes and took a tour of the area.

"The people I met today need to know that we will be with them giving them the support they need to survive for every day they remain displaced," she said. "And above all they need to know one day they will be able to go home and that there will be an end to this suffering." ♦

London's Major : The Kurds' cause is ours – let's help them fight the barbarians

Meeting the refugees from Isil terror makes one wish that Britain could do more for them

By Boris Johnson
25 Jan 2015
www.telegraph.co.uk

I am standing on the muddy floor of an old cement factory in northern Iraq and trying to console a widow. It's not easy to find the words. She has come from Mosul, like hundreds of other families in the expanding refugee camp that surrounds us, and she has lost her husband to the maniacs. We call them Isil; they call them Da'ish – and of all the human scourges that have ever afflicted this planet, they are among the most repellent.

They took against her husband because he was a Shabak, an adherent of an ancient and syncretic religion that has something in common with the Yazidis – the worshippers of the peacock god whose sufferings we saw on our screens last year. They asked him to renounce his faith, and to become a Sunni Muslim. He refused. They took him away and shot him, as they have murdered so many others – like the poor Japanese hostage this weekend – with the hideous gloating arrogance of their movement. Now she lives with her seven grimy children in a hessian tent, with no money and no hope; no food, no heat, no protection save what she gets from the Kurdish government.

I don't know why people say that Isil is medieval. The Middle Ages were enlightened in comparison. These people are barbarians. You only have to look at the footage of those young men, laughing over their murders, joking about the women they propose to enslave or abuse. They are sick, they are revolting – and it is a serious moral reproach to our society that any young person growing up in Britain, and attended by all the pampering of the welfare state, could consider going off to join them.



The Mayor of London Boris Johnson in Kurdistan Region, Iraq. Photo: i-images

Isil are also cunning and well organised, and very hard to defeat. In less than a year, they have turned much of Iraq into a shambles. They have caused about 7.6 million people to flee their homes – anyone of a different religion, anyone who refuses to bow, anyone who won't pay the tithes, anyone who objects to their programme of slaughter and rape. I talk to a Shi'ite muezzin from a Mosul mosque, and as we sit on the floor of his tiny bivouac, he alternately weeps and rants as he describes the failings of the Iraqi army. They have done nothing to protect him. Iraq as a country is no good, he says – and as far as he is concerned, Mosul should be handed over to the Kurds.

That is a superficially surprising thing for him to say, when you consider that the Kurds are Sunni, and that there aren't that many Kurds in Mosul. But it reflects the reality: that there is only one military force that is really trying to defeat Isil on the ground. Only one set of soldiers have their hearts in the fight. Their name means "The Men Who Face Death". They are the Peshmerga, the Kurdish irregular fighters who are beginning – after a shaky start – to achieve great things. Only the previous evening there had been a battle on the banks of the Tigris. The

Kurds believe they killed 200 of the terrorists and blew up 17 of their suicide-bomb trucks – and when I look at the mobile-phone footage of the explosions, the tally seems plausible.

The UK is pledged to help these Peshmerga, and we can certainly be proud of what is being accomplished. The RAF has launched dozens of sorties, dropping Paveway and Hellfire munitions on the Isil insurgents, often with success. I went up in the hills, about 30 miles from the front, to watch men and women from the British Army giving tuition in the basics of warfare. There on rolling green terrain – looking a bit like a shooting party in northern Spain – the weather-beaten Peshmerga were learning to advance in formation, to avoid ambush, to take out wounded comrades. There is no doubt that the Kurds are grateful for what we are doing, and especially for help with their 1.5 million refugees.

But it is important not to exaggerate our military contribution. We have given them 40 heavy machineguns and half a million rounds, and we have a total of 75 troops deployed, with very strict rules of engagement. We are not even teaching them such essentials as how to remove an improvised explosive device. I look at these Kurds and the scale of the challenge they face – Mosul is still occupied by Isil – and I cannot help wondering if we could do more. Those anti-tank weapons that worked so well the other night: they came from Germany. Couldn't we send some more?

Of course I understand the anxieties of the UK Government: the strong and justifiable aversion to sending British ground troops to the frontline. Then there is the basic uncertainty about how many more weapons



might ultimately be used, and against whom. It may be that the future for Iraq is a more federal structure, with even more autonomy for Kurdistan – but no one wants to see a violent break-up; no one wants a disintegration of relations between Baghdad and Erbil, the Kurdish capital.

All these political questions are important and delicate, but they strike me as fundamentally questions for another day. The immediate task is to help the Kurds defeat the forces of darkness and hate. It is hard to

think of another conflict where righteousness coincides so overwhelmingly with the British interest. In a miserable region, Kurdistan is an oasis of democracy, tolerance, prosperity, openness and relative gender equality. Since John Major's 1991 no-fly zones, the Kurds have been vehemently pro-West, and particularly pro-British. With the sixth-biggest notional oil reserves in the world, Kurdistan is a huge opportunity – and already has the most successful Jaguar Land Rover showroom in the Middle East.

Now is exactly the time, when things are tough, for us to step up our support: encouraging more trade, and more direct flights from London to Erbil, and above all to spread the news to British business that Kurdistan is really different, and in some ways better. And we should consider intensifying our military support. In a struggle against savagery that washes up on our shores, their cause is our cause.

● ● ●

TODAYS ZAMAN

January 27, 2015

Turkey won't accept Iraq-style Kurdish rule in Syria, says Erdoğan

TODAY'S ZAMAN / ISTANBUL
January 27, 2015,

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan has ruled out any possibility of accepting an autonomous Kurdish government in northern Syria similar to the one in northern Iraq, saying a government like this would cause major problems in the future.

In his remarks to reporters on his way back to Turkey after an African tour, Erdoğan criticized the United States' policy on Syria, which doesn't involve toppling Syrian President Bashar al-Assad.

"[The US] doesn't want to make moves that target the [Syrian] regime. It says [toppling the government] is not among its targets. If it doesn't take place, there won't be any solution. What would happen? The same thing that happened in Iraq will happen. We don't want a new Iraq. What is this? Northern Iraq... [We don't want] a northern Syria to appear! It is not possible for us to accept this," Erdoğan said.

"I know the burden on Turkey is heavy. We have to keep our stance [firm] on this issue. Otherwise, after a northern Iraq, there would be a northern Syria. These formations will cause big problems in the future," he concluded.

Erdoğan also pointed to the three Kurdish autonomous administrations formed by Syrian Kurds in January 2014, and once more scolded the US for only placing importance on Kobani.

"There is also this perspective -- Afrin, Kobani, Qamishi -- this arrangement in this strip is also meaningful. Because we are telling them: Why don't you turn toward Aleppo? They don't pay any attention to Aleppo," Erdoğan complained.

The president reported that he had asked US President Barack Obama why

Kobani is so strategic for Washington, and he replied that if the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) take the town, it would say it defeated coalition powers.

"There is no settled public there; 200,000 people crossed into our side [Turkey]. There are fighters. We told [the US], 'Don't drop these bombs, you are making a mistake.' Unfortunately, despite this conversation, they dropped whatever was necessary, and half of [the weapons] were seized by Daesh [another name used to refer to ISIL]. So who feeds Daesh?" Erdoğan asked.

He stressed that the weapons dropped by the US-led coalition and seized by ISIL are heavy artillery, and that the weapons may create problems in the future.

"Aleppo is of major importance to us. The [Syrian] regime bombs Aleppo. There are 1.2 million people there. There is history, culture and civilization in that city. It is a really big destruction. I hope the Americans revise their opinions and find the right strategy," Erdoğan added.

In his remarks, Erdoğan also ruled out any change on Turkey's Syria policy. "Our policy toward Syria is obvious. We never think to make changes on it. Our target is the [Syrian] regime. [The situation] doesn't work with the Assad regime. Syrian opposition forces have also stated this many times. I said this to Biden and to Obama. Three things need to take place: one, a no-fly zone; two, a security zone; and three, training and equipping [opposition forces]," Erdoğan added.

The anti-ISIL US-led coalition hopes to use Turkey's Incirlik Air Base for operations against ISIL militants -- however, Turkey wants a comprehensive strategy before it will give stronger support to the campaign. Turkey and the US have agreed to train and



President Recep Tayyip Erdoğan. (Photo: DHA)

equip moderate Syrian forces on Turkish soil, but disagreements on other issues remain. Turkey's calls for a no-fly-zone and security zone in northern Syria and the toppling of Assad's regime have received the cold shoulder from the US, which currently has no appetite for a war against Assad, saying a no-fly zone against Syria's air force is a no-go.

ERDOĞAN: WHO WILL REBUILD KOBANI?

Erdoğan has slammed the US-led coalition for destroying Kobani via bombardments targeting ISIL attacks in and around the city, asking "Who will rebuild it now?"

"Who will rebuild the places that you have bombed? No one is considering what will happen in the future. Will 200,000 refugees return, or if they do where will they live?" said Erdoğan.

In the meantime, when asked if the US is satisfied with Turkey in terms of cooperating against ISIL with regards to Kobani, US State Department Spokeswoman Jen Psaki said Turkey has made significant contributions in the fight against the terrorist group.

"We have been very closely engaged with Turkey, as you know. I don't have the number of trips that General Allen and Ambassador McGurk have taken there and the number of times they've engaged with our Turkish partners. They have contributed in every line of effort, so we certainly feel good about our ongoing cooperation, which is not just about one area but is about this entire effort to defeat ISIL," Psaki said in a daily press briefing on Monday.

◆ ◆ ◆

L'Etat islamique attaque des positions kurdes à Kirkouk, 25 personnes tuées

www.lexpress.ch

30 janvier 2015

25 personnes ont été tuées dans des attaques en Irak vendredi. Six d'entre elles ont trouvé la mort près de la ville multi-communautaire de Kirkouk, dans une attaque menée par l'Etat islamique et repoussée par les forces kurdes.

L'offensive lancée par l'EI contre Kirkouk, dans le nord de l'Irak, a "été déjouée" par les forces kurdes, appuyées par des frappes aériennes de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis, a affirmé le gouverneur provincial Najm Eldine Karim.

L'assaut du groupe djihadiste "visait des infrastructures pétrolières et gazières (...) et a été mené depuis trois directions conduisant à la ville de Kirkouk (...)".

Ces infrastructures sont vitales pour l'Irak qui table dans son budget 2015 sur l'export de 300'000 barils de pétrole par jour depuis cette riche province pétrolière.

Général kurde abattu

Le général de brigade Shirko Rauf et cinq autres peshmergas (combattants kurdes) ont été tués et 46 personnes blessées dans cette attaque d'envergure au sud et à l'ouest de Kirkouk, selon le responsable de police. Le bilan définitif dans les rangs des forces kurdes pourrait toutefois s'alourdir.

Des responsables ont affirmé que les djihadistes avaient perdu des dizaines de combattants dans cet assaut, mais ces affirmations ne pouvaient être confirmées de manière indépendante.



Les peshmergas et l'Etat islamique se sont affrontés vendredi matin à Kirkouk. 6 personnes ont trouvé la mort dans les attaques.

Le comité de sécurité de la province de Kirkouk avait annoncé un couvre-feu à partir de 10h00 (08h00 en Suisse) qui a été levé plus tard dans la journée, selon la police.

Forces de sécurité ciblées

Les djihadistes avaient touché le centre de la ville en faisant exploser une voiture piégée près du quartier général des forces de sécurité. Cinq personnes ont été blessées, selon un colonel de police et un médecin.

A Jalawla, un secteur récemment repris aux djihadistes dans la province de Diyala, au sud de Kirkouk, un attentat suicide a visé des peshmergas. Sept ont été tués et sept

autres blessés lorsque le kamikaze s'est fait exploser, selon le brigadier général Barzan Ali.

D'autres violences ont touché une ville au nord de Bagdad, où sept personnes ont été tuées et 31 blessées dans trois attentats à la voiture piégée et lors d'affrontements entre l'EI et les forces de sécurité à l'ouest de la ville, ont indiqué des responsables de la police.

Dans la capitale Bagdad, cinq personnes sont décédées dans une explosion sur un marché, selon des responsables. Un double attentat a visé le quartier de Bab el Charki et les djihadistes ont bombardé des sites des peshmergas kurdes dans quatre régions au sud-ouest de la ville. ♦

AFP

Cerné de cadavres dans Kobané détruite, un "sniper" kurde expose ses exploits

Kobané (Syrie), 30 janvier 2015 (AFP)

"CELUI-LÀ, JE L'AI TUÉ d'une balle dans la tête alors qu'il essayait de s'enfuir. Les autres, c'était plus facile. Ils n'arrivaient pas à courir vite". Au milieu des ruines de Kobané à peine libérée, Musa trône fièrement devant ses victimes jihadistes.

Neuf combattants du groupe Etat islamique (EI) gisent alignés au bord d'une rue du hameau de Khamlici, à quelques kilomètres au sud du centre de la ville.

A des journalistes de l'AFP qui ont pu entrer dans Kobané, Musa affirme les avoir abattus aux dernières heures de la bataille, alors qu'ils battaient en retraite face aux miliciens kurdes des Unités de protections du peuple (YPG).

Les combattants kurdes ont repris le contrôle de la ville lundi, au terme de plus de quatre mois de combats acharnés qui ont fait, selon les observateurs, au moins 1.800 tués, dont près de 1.200 dans les seuls rangs jihadistes.

"Je les ai eus à 400 m de distance", se souvient-il en exhibant fièrement le fusil de précision Kanas, de fabrication russe, dont il ne se sépare jamais. "Ils s'apprêtaient à s'enfuir à découvert pour rejoindre leurs camarades, ils n'ont pas réussi"...

Un bonnet vissé sur la tête, le visage mangé par une épaisse barbe noire, le combattant

kurde d'origine iranienne, âgé de 25 ans, n'est pas avare de détails sur ses faits d'armes.

Dans un turc parfait, appris du temps où il faisait de la contrebande entre la Turquie et l'Iran, il raconte comment le téléphone portable d'un de ses ennemis, un jihadiste turc originaire de Manisa (ouest), s'est mis à sonner quelques heures après sa mort. Au bout du fil, sa famille qui cherchait désespérément de ses nouvelles.

"Nous leur avons dit que leur fils était ici, mais qu'il était mort", dit Musa. "Ils nous ont supplié de conserver le corps pour pouvoir au moins l'enterrer au pays, en Turquie. C'est pour cette raison qu'ils sont encore ici".

Et d'ajouter que, d'habitude, les corps des jihadistes tués sont rapidement brûlés pour empêcher la propagation des maladies.

Installé en Rojava, la région à majorité kurde de la Syrie, depuis trois ans, Musa a rejoint le front de Kobané dès le début de l'offensive jihadiste. Quatre mois de combats ininterrompus, jour et nuit, face à un ennemi redoutable.

- "PAS UNE GUERRE NORMALE" -

"Ce n'était pas une guerre normale", souffle le jeune Kurde. "Dans une guerre, il y a une morale, une culture et même des règles. Mais Daesh (l'acronyme arabe du groupe EI) →

→ ne respecte aucune de ces règles", poursuit-il, "eux, ils avaient tous en tête l'idée de mourir en martyrs pour aller au paradis".

Musa n'en dira pas plus. Il est l'heure de retourner vers le centre de Kobané, plus sûr. Au-delà des faubourgs, les jihadistes rôdent encore.

A l'entrée sud de la ville, des combattantes du YPG montent la garde et tentent de se réchauffer autour d'un brasero. La pluie froide tombe sur les bâtiments éventrés. Leur cheff(ef), tout sourire, salue les journalistes. Dans son treillis kaki, elle se recolle rapidement, discrète coquetterie après le fracas des armes.

Musa lui demande de raconter "sa" bataille mais elle refuse obstinément. "J'ai du travail".

Alors, sans se faire prier, son compagnon d'armes continue à évoquer la sienne. "La guerre a été très dure mais nous avons gagné contre un ennemi hors du commun, qui n'a cessé de décapiter les civils et les combattants".

Autour de lui, le silence et la désolation règnent en maîtres absolus. Encadrés d'immeubles rasés, les rues sont jonchées de gravats, encombrées de véhicules perforés. Au loin, quelques coups de feu ou tirs d'obus claquent encore, sporadiques.

Un autre combattant a rejoint Musa. Il témoigne de l'âpreté des combats, de la motivation de ses ennemis. "On les tuait mais ils revenaient chaque fois plus nombreux", se souvient Dijwan Gever, 20 ans à peine. Mais il en est sûr, la victoire est acquise, définitivement. "Les villages autour seront bientôt libérés", pronostique-t-il.

Dijwan est moins affirmatif quand on lui parle d'un retour rapide des 200.000 habitants de la région, en grande majorité des Kurdes, qui ont fui pour la Turquie voisine. "Ils vont revenir, un jour", se contente-t-il de répondre.

Musa le sait, lui aussi. Le nettoyage et la reconstruction vont prendre du temps. Des obus de mortiers non explosés gisent encore dans les rues. "Ca va venir", promet-il, "il nous faut encore un peu de temps pour retrouver nos esprits après tant de mois de guerre". ●

L'ORIENT
LE JOUR

29 JANVIER 2015

"Nous avons eu la vie sauve, mais nous avons tout perdu"

Les jihadistes sont partis, mais Kobané ne retrouvera pas ses habitants de sitôt.

OLJ/AFP/Burak AKINCI
29 janvier 2015
lorientlejour.com



Pour nombre des habitants de Kobané contraints à l'exode, l'euphorie suscitée lundi par la victoire des forces kurdes sur les jihadistes a été de courte durée. Très vite, les premiers témoignages ont franchi la frontière et révélé l'ampleur des destructions subies par la ville syrienne pendant quatre mois et demi d'affrontements.

"NOUS VOULONS TOUS rentrer. Mais rentrer où ?" Comme pour cette femme en pleurs, la fin de la bataille de Kobané a ravivé les rêves de retour des Syriens réfugiés en Turquie. Mais les combats y ont causé de tels dégâts qu'ils ne sont pas près de se concrétiser.

Pour nombre de ses habitants contraints à l'exode, l'euphorie suscitée lundi par la victoire des forces kurdes sur les jihadistes a été de courte durée. Très vite, les premiers témoignages ont franchi la frontière et révélé l'ampleur des destructions subies par Kobané pendant quatre mois et demi d'affrontements d'une intensité que certains ont comparé à celle du siège de la ville russe de Stalingrad, pendant la Seconde guerre mondiale.

"Toutes les maisons ont été détruites par les combats entre le YPG (la milice kurde à la pointe des combats) et Daech (le groupe Etat islamique)", déplore Ahmad Kemri, 60 ans, le proviseur d'un des lycées de la ville réfugié en Turquie. "Et les raids aériens ont encore rajouté à la dévastation", ajoute-t-il, en évoquant les nombreuses frappes aériennes

menées sur des cibles jihadistes par les avions de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis.

Pour M. Kemri, pas question pour l'instant de regagner la Syrie, donc. Jusque-là hébergé dans le confort spartiate d'un pensionnat de Suruç, le professeur de mathématiques s'apprête à emménager avec sa famille dans le camp de toile de 35 000 places tout juste ouvert par les autorités turques aux abords de la ville.

L'une de ses voisines de chambre, Cemile Hasan, 36 ans, n'est guère plus optimiste sur ses perspectives de retour au pays, quatre mois après sa fuite précipitée devant l'offensive des combattants de l'EI.

"Notre patrie est notre bien le plus cher. Mais dans les conditions actuelles, un retour est tout simplement impossible à envisager", dit-elle, en réprimant un sanglot.

"Nous avons tout perdu"

"Franchement, je serais contente si nous pouvions rentrer dans un délai d'un an. Mais je suis optimiste en disant cela car il va falloir tout reconstruire", pronostique-t-elle en déplorant sa condition de "nomade".

Pour l'heure, la frontière entre la Turquie et la Syrie reste fermée à double tour. La gendarmerie et l'armée turques patrouillent autour du poste-frontière de Mursitpinar, juste

en face de Kobané, pour dissuader les éventuels candidats au retour. "Nous ne laissons rentrer aucun réfugié jusqu'à nouvel ordre", a indiqué un responsable de l'agence gouvernementale turque chargée des situations d'urgence (Afad).

Mardi, les forces de l'ordre turques ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour repousser des groupes de manifestants qui s'approchaient de la frontière, à la faveur d'un rassemblement de plusieurs milliers de Kurdes célébrant la victoire.

La situation côté syrien est encore très instable, plaide-t-on côté turc. Des combats ont été signalés mercredi dans les villages autour de Kobané, où les avions de la coalition ont encore bombardé des cibles jihadistes.

Son nourrisson d'à peine 15 jours sur les bras, Stera Hussein, 29 ans, garde un très mauvais souvenir des conditions de sa fuite précipitée en Turquie l'automne dernier.

"C'était atroce. Le YPG nous a dit pendant des jours que nous ne risquions rien, qu'ils assuraient notre sécurité. Et puis d'un seul coup, ils nous ont demandé de partir dans l'heure, sans rien pouvoir prendre avec nous", enrage la jeune femme, "on a eu la vie sauve, mais nous avons tout perdu".

Alors, même si les Turcs lui ouvraient grand la frontière, même si les miliciens kurdes lui assuraient que la sécurité était restaurée côté syrien, Stera assure qu'elle y réfléchirait à deux fois avant de se risquer à traverser la frontière dans l'autre sens. "Je ne sais plus si je dois faire confiance au YPG", s'interroge-t-elle, "ils nous ont trompés une fois et on a failli le payer de notre vie".

○○○

Un œil sur la Syrie

Études sur la Syrie et revue commentée de l'actualité syrienne

Le blog d'Ignace Leverrier,
ancien diplomate

Entre le régime syrien et le PYD, l'heure n'est pas encore au divorce

Ignace Leverrier
syrie.blog.lemonde.fr
30 janvier 2015

À l'indemnité de la rencontre consultative parrainée par les Russes, qui a vu des représentants du régime syrien et du Parti de l'Union démocratique (PYD, ex-PKK) siéger à la même table, il s'avère que le point de non-retour n'a pas été franchi et que le divorce attendu entre le pouvoir syrien et le parti de Mohammed Saleh Mouslim n'a toujours pas été prononcé. Mettant un terme à une période de tension, peut-être liée à l'approche de la réunion où les deux parties devaient se situer dans des camps opposés, elles ont en effet signé à Hassaké, jeudi 29 janvier, un accord d'échange de prisonniers. Il devrait permettre aux dizaines de combattants et de civils arrêtés de part et d'autre de regagner les rangs de leurs unités ou de retrouver leurs foyers.

Cet accord n'est que l'un des éléments du cessez-le-feu destiné à ramener le calme dans la ville. Il prévoit également, sous les auspices d'un "Conseil de paix civile", la levée de tous les postes de contrôle militaires installés dans les différents quartiers et le retrait des forces de sécurité, à



Rencontre consultative de Moscou



Un camp de bédouins bombardé à Kafr EZita

l'exception de la police, de la sécurité intérieure et des agents de la circulation.

Ce développement confirme que, pour le régime en place, l'heure n'est pas encore venue de solder les comptes. En dépit des relations établies par le PYD avec des parties hostiles au pouvoir en

place, en Irak et en Occident, il ne figure toujours pas sur la liste des "ennemis" du régime de Damas. Il est vrai que, si ses velléités d'autonomie inquiètent et irritent par moment le pouvoir syrien, elles présentent un gros avantage : elles préoccupent au moins autant l'ennemi le plus résolu de Bachar al-Assad dans la région, le gouvernement du Parti Justice et Développement (AKP) d'Ahmet Davutoğlu. Les Turcs craignent en effet plus que tout l'établissement d'un "Kurdistan" syrien à leur frontière sud, qui plus est dirigé par un avatar du parti d'Abdollah Öcalan.

Malgré les provocations auxquels ils se livrent, il n'est donc pas encore temps, pour les responsables syriens, de mettre au pas le parti et les milices auxquels ils ont naguère concédé la surveillance de la Jazireh et la neutralisation de ses habitants - arabes, kurdes ou assyriens - tentés de

rejoindre le mouvement de contestation. Conscient de son avantage, le PYD se comporte avec les mises en garde du régime comme les Israéliens en Palestine et à Gaza avec les avertissements des Américains : ils les entendent mais n'en font rien. Ainsi, en dépit des menaces agitées par le général Ali Mamlouk, dépêché à Hassaké pour y ramener le calme, les Forces de Protection populaires (YPG) ont fait disparaître, le 29 janvier, l'effigie géante de Bachar al-Assad qui ornait - si l'on peut dire... - le rond-point situé à l'entrée nord de la cité. Ajoutant le défi à la profanation, ils ont badigeonné aux couleurs de leur parti le monument et le nom de la ville...

Autre signe que le régime syrien dispose encore de réserves de patience à l'égard de cet allié turbulent, les affrontements n'ont jamais conduit les forces régulières à user, contre la ville, des bombardements aériens et des lâchers de barils d'explosif devenus au fil des temps, partout ailleurs en Syrie, une sanction aussi meurtrière que banale. Cette longanimité est d'autant plus remarquable et significative qu'aujourd'hui, 30 janvier, un hélicoptère a largué un engin de ce type sur un campement de bédouins, dans la région de Kafr Zita, au nord de Hama, tuant cinq personnes, dont deux femmes et deux enfants, et des dizaines de bêtes de leur troupeau.

Plus près de Hassaké, l'aviation syrienne avait commis, 10 jours plus tôt, un véritable massacre, tuant d'un seul coup sous ses bombes 75 civils - tous arabes - dans un marché au bétail du village d'al-Khansa. Les lieux sont contrôlés par l'Etat islamique. Mais, comme à son habitude, quand elle prétend s'en prendre à lui, l'armée régulière avait concentré ses coups sur des innocents, premières victimes du groupe terroriste.

Il ne s'agissait ni d'un hasard, ni d'une erreur de cible. Il était urgent en effet, dans les circonstances de l'heure, de faire comprendre aux Kurdes du PYD à quoi ils s'exposeraient eux-mêmes en continuant à mordre la main qui les avait si longtemps nourris. ■



L'entrée nord de Hassaké (avant et après)

With oil prices slumping, Iraq asks West for arms

LONDON

Baghdad seeks loans to buy weapons for fight against Islamic State

BY MICHAEL R. GORDON

Battered by a sharp decline in world oil prices, Iraq is asking Western nations to provide weapons for its fight against the Islamic State on credit until Baghdad is in a better position to pay.

Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq said here Thursday that oil exports accounted for 85 percent of his nation's budget and that the precipitous drop in prices had been "disastrous for us."

"Deferred payment" for arms purchases, Mr. Abadi said, "is one solution, and our coalition partners have been very receptive of that."

Mr. Abadi spoke at a joint news conference with Secretary of State John Kerry and Philip Hammond, the British foreign secretary, following an international meeting on combating militants from the Islamic State. More than 20 coalition members participated in the meeting, which was held amid signs that the effort to push the Islamic State out of Iraq has been slow to pick up steam.

American officials insist that they have halted Islamic State's momentum, a claim President Obama echoed in his State of the Union Address. Mr. Kerry sought to reinforce that assertion by saying that 50 percent of the Islamic State's leadership and thousands of its fighters had been killed. Much of the oil and gas infrastructure the Islamic State uses to finance its operations has been destroyed by American and allied air strikes, he added.

But the task of expelling the Islamic State militants from Mosul, Fallujah and other urban areas they have seized in Iraq remains extraordinarily challenging for Iraq's beleaguered military, even with support from American airstrikes.

An Iraqi plan to create national guard units made up of Sunni tribal fighters in the northern and western parts of the country has stalled in Baghdad. A stop-gap effort to enlist the support of Sunni tribes in western Iraq has yielded only about 1,000 fighters.

The United States and its partners also hope to train an additional 12 Iraqi

brigades — more than 20,000 troops — so that Iraq can conduct a major counteroffensive this year.

American officials said last year that the goal was to wrest control of Mosul, Fallujah and Iraq's major roads from the Islamic State by the end of 2015. Iraqi forces, they would, would also move to re-establish control of its border with Syria by then.

But on Thursday, Mr. Hammond indicated that the military campaign against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, could take twice as long.

"This isn't going to be done in three months or six months. It's going to take a year, two years to push ISIL back out of Iraq, but we are doing the things that need to be done in order to turn the tide," Mr. Hammond told Sky News.

Mr. Abadi had called on Western nations to expand and accelerate their effort to train and equip Iraq forces before coming to the meeting in London, and



STEFAN WERMUTH/REUTERS

Prime Minister Abadi of Iraq met Thursday with American and British officials.

on Thursday he expressed satisfaction that his argument had been heard.

"I asked for more support," he said. "My call did not go unnoticed." The Iraqi leader said the United States had rushed a shipment of arms to Iraq, apparently without expectation of payment.

Mr. Kerry and Mr. Hammond described the conference here as more of an opportunity to coordinate existing plans and identify needs that would be the subject of further deliberations by experts from coalition nations.

"We are decided there are things we can do more of," said Mr. Kerry, who noted that this included measures to cut off financing to the Islamic State and help counter its propaganda campaign to recruit more followers.

"We can do better with respect to the supplies and other things," he added.

Iran's leader asks West's youth to study Islam

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

In a rare effort to reach out to the West, Iran's supreme leader has released a letter to youngsters in the United States and Europe imploring them to learn about Islam from original sources and not, as he said in a later Twitter message, have it "introduced to you by prejudices."

The Iranian leader, Ayatollah Ali Khamenei, says on Twitter and in the letter, published on his website, that he does not "insist that you accept my or any particular reading of Islam," but wants to address young people after the attacks in Paris by militants who said they acted in the name of Islam.

"The recent events in France and similar ones in some other Western countries have convinced me to directly talk to you about them," Ayatollah Khamenei writes in the letter and promoted on Twitter, which is blocked in Iran, under the hashtag #Letter4U.

"I don't insist that you accept my or any particular reading of #Islam but not to allow Islam to be introduced to you by prejudices. #Letter4U

— Khamenei.ir (@khamenei_ir) January 21, 2015"

In the letter, Ayatollah Khamenei is clearly concerned about how the attacks may have been used by some in the West to tarnish the image of Islam. That is part of a process that he says started after the disintegration of the Soviet Union and is part of a greater conspiracy to sow discord. "This is a preplanned challenge between Islam and you," he writes, a 20-year-long effort "to place this great religion in the seat of a horrifying enemy."

He says the West has begun to see the error of its ways, but awfully late in the game.

"The histories of the United States and Europe are ashamed of slavery, embarrassed by the colonial period and chagrined at the oppression of people of color and non-Christians," he writes. "Your researchers and historians are deeply ashamed of the bloodsheds wrought in the name of religion between the Catholics and Protestants or in the name of nationality and ethnicity during the First and Second World Wars."

The point, Ayatollah Khamenei says,

is not to teach a history lesson but to question why the public in the West is awakening to issues in the distant past "but not to current problems."

In that regard, he asks, "Why is it that attempts are made to prevent public awareness regarding an important issue such as the treatment of Islamic culture and thought?"

This leads him to the central matter

he wishes to raise with young people: "Hence, my first request is: Study and research the incentives behind this widespread tarnishing of the image of Islam."

Read the Quran, he advises. "Have you studied the teachings of the Prophet of Islam and his humane, ethical doctrines? Have you ever received the message of Islam from any sources oth-

er than the media?"

"Try and find answers yourself," he adds. "The future of your nations and countries will be in your hands; and also I find that the sense of quest for truth is more vigorous and attentive in your hearts."

International New York Times TUESDAY, JANUARY 27, 2015

Turkey's politics of fatigue

Elif Shafak

LONDON Before a recent interview in Istanbul, I was talking to the journalist about Turkish politics. After about 15 minutes, she looked down and lowered her voice, as though confiding a secret: "It is so tiring to be Turkish sometimes."

That mental exhaustion is caused for the most part by politics. President Recep Tayyip Erdogan and his leading cadres have chosen a divisive strategy, pursuing hostility over compromise and a politics of duality over a culture of co-existence. Even the most trivial or absurd questions can provoke heated debate: "Would laughing in public endanger a Turkish woman's modesty?" "Should Turkish Airlines female flight attendants be allowed to wear red lipstick, and if not, which color might be permissible?" "Should patriotic citizens consume ayran (a yogurt drink) instead of raki?" "Are all female drivers of red cars voting for the opposition party?"

The unbearable fatigue is particularly sharp among liberal intellectuals and women. The liberals do not represent huge numbers of Turks, but they are an important measure against which the Justice and Development Party's political trajectory can be tracked. When the party first came to power in 2002, liberals supported it. A.K.P., the party's initials in Turkish, was pro-reform and pro-European Union. It was expected to promote civil liberties, a heartening idea after three military takeovers since 1960, each worse than the previous one. But as the party swerved toward authoritarianism, liberals were cast adrift.

At a New Year's dinner in Istanbul, I listened to my morose liberal friends: "There are two ways left for anyone who doesn't sympathize with the A.K.P. today: Either we are going to become foolishly apolitical, or we'll get to be bitterly political. And if

you want to be neither foolish nor bitter, tough luck!"

Some liberals have gone silent, but some

strategy, pursuing hostility over compromise.

stand in sharp opposition, while others engage in self-criticism. "It wasn't the support for more pluralistic and democratic developments ... where we went wrong. It was failing to see that the A.K.P.'s boundaries would turn out to be so narrow," wrote the Turkish author and sociologist Oya Baydar.

"Those who used to say that the A.K.P. was only pretending to be democratic and would eventually replace military despotism with a civilian one ... have been proved right."

Today, liberals are viewed with scorn by the anti-A.K.P. camp for being too soft and naïve. "In the end, weren't they, as were some left-wing intellectuals in the 1950s and 1960s in the Soviet Union, the 'useful idiots' of the A.K.P. and Erdogan?" wrote Ariane Bonzon, a French journalist who covers Turkey and the Middle East.

Among Turkey's nonconservative women — at least half of the 48 percent who did not vote for Mr. Erdogan in the last election — there is a growing concern about the A.K.P.'s meddling in their private lives. In the past, sexist statements from male politicians were regarded as spontaneous outbursts. Today, they are seen as part of a systematic and sinister ideological campaign to confine women to traditional gender roles. After the minister of health, Mehmet Muezzinoglu, visited the first baby born in 2015, he said, "Mothers should not put any career other than motherhood at the center of their lives."

The backlash was immediate. Turkish women have heard top government officials weigh in on subjects like abortion, cesarean-section deliveries, contraception and style of dress. "I am fed up with all these sexist comments, constantly telling us women how to live our lives," Ayse Arman wrote in the newspaper *Hurriyet*. Protests were organized around the country. When I talked about the need for an independent women's movement and a new narrative of sisterhood to bridge political divides, some conservative head-scarved women said it would be hard to work with feminists since their interests had been ignored in the past.

This reaction speaks to one of Turkey's greatest obstacles: how the past shapes the future. A sense of victimhood plagues society, and there is a constant cycle of retribution that creates new victims.

After the horrible shootings in Paris at the magazine *Charlie Hebdo*, and amid a rise in both Islamophobia and anti-Westernism, Turkey could have stood as a unifying voice, a modern, democratic, pluralistic Muslim country with a strong secularist tradition. But that is not the prevailing mood.

Mr. Erdogan blamed the West for the killings. "As Muslims we have never taken part in terrorist massacres," he said. "Behind these lie racism, hate speech and Islamophobia. Games are being played with the Islamic world — we need to be aware of this."

Those who criticize the government are accused of not being patriotic, or worse, as being pawns of Western powers trying to destroy Turkey. The latest victims include Miss Turkey of 2006, Merve Buyuksarac, who was questioned for insulting President Erdogan on her Instagram account; and Sedef Kabas, a journalist and anchorwoman, who was held by the police for tweeting about a cover-up of a government corruption scandal. One of the country's most popular actors, Tamer Karadagli, said, "Artists, businessmen ... we are all scared."

The fatigue lingers. The gap between Turkey and the West widens. If as Turks we cannot find a way to embrace the ideals of free society, open debate, pluralistic culture and gender equality, it won't be just a failure of democracy, it will also be a failure of imagination and will.

ELIF SHAFAK is a writer whose books include the novels "The Architect's Apprentice" and "The Forty Rules of Love."

President Erdogan has chosen a divisive

REUTERS

Too soon to say 'mission accomplished' in Kobani: U.S. official

January 27, 2015 - By Lesley Wroughton - (Reuters) -

WASHINGTON - Kurdish fighters' expulsion of Islamic State forces from the Syrian town of Kobani helped stop the momentum of the Islamist group but is not a significant turning point in the overall campaign, a senior State Department official said on Tuesday.

The setback for Islamic State in the war-ravaged town near the Turkish border did not mean "anyone is declaring mission accomplished" in the international campaign against the group, that has taken over parts of Syria and Iraq, the official said.

U.S. air strikes in liaison with Kurdish ground troops and Iraqi Kurd reinforcements allowed in from Turkey tipped the battle the Kurds' way, and the Islamic State's appetite for the fight had been undermined by heavy death tolls.

"About 90 percent of the town has been retaken and ISIL, whether on order or the fact that they are just breaking ranks, are withdrawing from the town," the official told reporters, employing a frequently used acronym for the al Qaeda offshoot.

"The entire notion of this organization that is on the march and the inevitable expansion and inevitable momentum has been halted at Kobani," added the official, speaking on condition of anonymity.

"The number of foreign fighters killed in Kobani is hugely significant," the official said, adding it was "in the four figures."

The militants had launched an assault on Kobani in September using heavy weapons seized in Iraq and forcing tens of thousands of people over the border into Turkey.

The official said some of Islamic State's best foreign fighters from



Kurdish civilians gather in the Syrian Kurdish city of Qamishli as they wave Kurdish flags in celebration after it was reported that Kurdish forces took control of the Syrian town of Kobani January 27, 2015. REUTERS/Delil Souleiman

Chechnya, Canada, Australia and Belgium made up the majority of militants fighting for the city, which became a focal point in the campaign in northern Syria.

By November they were struggling to hold the town.

CRITICAL DECISIONS

Two critical actions in late September appear to have prevented Kobani from falling completely - a U.S. airdrop of arms to the Kurdish defenders and an agreement by Turkey to let Iraqi Kurdish reinforcements cross the border.

"Had we not done those two things, Kobani would've been gone, and you would've seen another massacre," the official said.

The official said the biggest advances on the battlefield came once a land corridor opened from Turkey to Kobani allowing supplies to reach Kurdish fighters, backed by U.S. air strikes.

Also addressing Kobani on Tuesday, Rear Admiral John Kirby, the Pentagon press secretary, said: "I think the air strikes helped a lot. It helped when we had ... a reliable partner on the ground in there who could help us fine-tune those strikes."

Over the past six weeks Western foreign fighters stationed at Raqqa, the movement's stronghold in Syria, had refused to fight in Kobani after many of their colleagues were killed, the State Department official said. ◊



abc NEWS

January 29, 2015

As Iraqi Kurds Gain Ground From IS, Local Sunnis Are Wary

ESKI MOSUL, Iraq — Jan 29, 2015
By VIVIAN SALAMA Associated Press

An unarmed Sunni Arab man walked along a road in a patch of northern Iraq newly liberated from Islamic State extremists, holding a white surrender flag — a signal to Kurdish fighters that he is not a militant. Cars drove by, a similar white banner flying from their windows.

As they retake territory from Islamic State militants, Iraqi Kurdish fighters have found surprising ambivalence in areas they freed from the jihadis' oppressive rule.

Locals have swiftly shaken off the imposed Islamic lifestyle — but as Sunnis, from the same ethnic group as the militants, many are nonetheless bracing for treatment as collaborators.

For their part, the Kurdish peshmerga troops are suspicious about why the locals chose to stay on when the Islamic State conquered the area in a blitz last year. An Associated Press team travelling with the Kurds found the road to Mosul, a coveted prize in the battle for Iraq, strewn with suspicion and fear.

The recent Kurdish push secured several

towns and villages along a critical junction that connects the town of Tal Afar to the city of Mosul — two of the IS group's biggest strongholds in Iraq. The artery, which eventually leads to Syria, has been a vital supply line for militants transporting weapons, goods and people across the lawless Iraq-Syria border.

The Kurdish fighters struggled for months to inch ahead, backed by U.S.-led coalition airstrikes. On Tuesday, at least four airstrikes hit IS positions near Eski Mosul, a village of up to about 9,000 residents some 40 kilometers (25 miles) northwest of Mosul.

Kurdish Brig. Gen. Bahjat Taymes, who led the peshmerga operation to retake the Tal Afar-Mosul junction, said seizing it was "crucial" because it also leads to the Mosul Dam, which Kurdish and Iraqi forces won back in August with the help of U.S. airstrikes.

Last week's uptick in the airstrikes marked the start of a new, broader effort to disrupt Islamic State's supply lines ahead of an expected operation later this year to ◀

⇒ take back Mosul, U.S. military officials said.

A senior U.S. military official said military leaders were watching to see how Islamic State militants respond as their supply and communications lines dry up. The official spoke on condition of anonymity because he was not authorized to discuss the operations.

Islamic State fighters destroyed many power lines and bridges trying to slow the Kurdish advance but were eventually routed from the area. In the nearby town of Shandoukhah, bulldozers and Kurdish troops worked feverishly this week to enforce positions, piling up dirt and sandbags as deterrents against suicide bombers or shelling.

"Before we proceed further, we have to secure our backs," Kurdish Col. Marwan al-Mizouri told the AP.

The Kurdish fighters in Eski Mosul — Turkish for "Old Mosul," a name from the Ottoman rule — say they plan to leave as soon as Iraqi troops return but their enthusiasm about pressing ahead in a fight for predominantly Arab territory is half-hearted.

Last June, Iraqi forces suffered a humiliating defeat amid the IS group's lightning advance. Their commanders disappeared, pleas for more ammunition went unanswered and in some cases, soldiers stripped off their uniforms and ran. The Kurdish fighters then filled the vacuum in northern Iraq, seeing a chance to spread out from their

semi-autonomous region and claim long-disputed territories in their bid for full independence.

The Iraqi military briefly returned in August for the battle to retake the Mosul Dam, "but we haven't seen them since," said Taymes, the Kurdish general.

The villagers in Eski Mosul are grateful for their Kurdish liberators, many of whom speak almost no Arabic. But the Sunni villagers also know it will take time to convince the newcomers they hold no allegiance to the Islamic State. The militants left much devastation before they fled.

Many in Eski Mosul admit they welcomed the IS when the group first arrived, resentful of what they perceive as years of neglect, discrimination and sectarian policies by the Shiite-led government in Baghdad.

"We thought they were revolutionaries coming to help us and give us our rights," said 30-year-old grocer, Salim Khudair.

Hard times followed. The village soon lost cooking gas and electricity, forcing the people to heat what little food remained over open ground fires. The cows became emaciated and many stopped giving milk. Most of the infants and the elderly became sickly.

Now, they can glimpse a better life emerging. Cigarettes — strictly banned under the Islamic State, which seized a third of both Iraq and neighboring Syria and imposed strict Sharia law — are sold and smoked freely. For

the first time in months, women and young girls walk the narrow dirt streets without having to cover their faces. Young boys wrestle and play soccer without fear.

But mistrust lingers.

As several Kurdish fighters on Tuesday handed out bottled water, speaking to the villagers in broken Arabic, a group of village girls came up, timidly saying to the soldiers, "please don't blow up our homes."

Shaimaa, a resident of Eski Mosul who declined to give her full name out of fear for her safety, said her brother-in-law supported the Islamic State and so the Kurdish troops deemed her husband guilty by association and detained him.

Khudair, the grocer, claimed the peshmerga fighters confiscated some of his belongings, including a credit card machine he uses for work.

With the Islamic State still sporadically shells the village — the last time as recently as Monday — some among the Kurds worry the villagers are tipping off the militants about the Kurdish positions.

"We need them to trust us and to cooperate with us," explained al-Mizouri, the Kurdish colonel. He said he believes some villagers are still loyal to the jihadis. "Not all of them, but maybe 10 percent. It is essential that we identify those people and take care of our backs before we continue."

□ □ □

Le Point

31 janvier 2015

Syrie: la défaite de l'EI à Kobané est «cruciale», affirme Kerry

Washington (AFP)
31 janvier 2015

La prise de la ville syrienne de Kobané par les forces kurdes, qui ont réussi à chasser le groupe État islamique (EI) avec l'appui des raids aériens de la coalition, est «cruciale», a assuré le secrétaire d'État américain John Kerry samedi.

Les djihadistes «ont été forcés de reconnaître leur défaite», a encore asséné le chef de la diplomatie américaine lors d'une conférence de presse avec ses homologues mexicain, José Antonio Meade, et canadien, John Baird, à Boston.

L'EI a subi à Kobané son plus important revers depuis son émergence dans la guerre civile syrienne en 2013.

Après plus de quatre mois de combats acharnés, c'est grâce notamment aux frappes aériennes de la coalition que les forces kurdes ont été victorieuses.

«Il reste encore un long chemin à parcourir dans cette campagne, mais Daech (l'acronyme arabe de l'EI) a toujours affirmé que Kobané revêtait un caractère symbolique de première importance et que c'était un objectif stratégique», a encore dit M. Kerry.

«Le fait de les en avoir chassés est donc

crucial. Et ne vous y trompez pas, nous aurons recours aux mêmes mécanismes que nous avons utilisés pour arriver jusque là (à Kobané) pour faire échec aux organisations transnationales violentes et criminelles et faire en sorte que l'État de droit profite à tous», a-t-il déclaré.

La coalition, sous l'égide des États-Unis, a procédé «à plus de 700 frappes aériennes» depuis le 8 août, à en croire le Pentagone, qui ont détruit plus de 280 positions de l'EI et 100 bâtiments utilisés par les djihadistes.

«Les forces terrestres kurdes, soutenues par nos forces aériennes, sont parvenues à reprendre la ville de Kobané, ce qui prouve la vacuité des propos de Daech selon lesquels il est invincible», a souligné le général américain James Terry dans un communiqué du ministère de la Défense publié samedi.

«La coalition continuera à s'attaquer à Daech où qu'il soit» a-t-il assuré.

Les raids se poursuivent autour de Kobané en soutien aux forces kurdes.

Les combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG, milice kurde) qui cherchent à chasser l'EI de la région, ont d'ailleurs pris samedi un village, selon l'Observatoire syrien de droits de l'Homme (OSDH).

Les combattants kurdes contrôlent



Le secrétaire d'Etat américain John Kerry donne une conférence de presse à Lagos le 25 janvier 2015 © Pool/AFP/Archives - Akintunde Akinleye

actuellement 17 des centaines de villages, certains abritant quelques maisons seulement, dans la région de Kobané.

Malgré sa défaite, très symbolique, à Kobané, le groupe État islamique, qui a perdu plus d'un millier de ses combattants dans la bataille, occupe encore de très larges portions des territoires syrien et irakien, semant la terreur et multipliant les exactions.

Dans une vidéo diffusée samedi sur Twitter par l'organe médiatique de groupes djihadistes Al-Furqan, il a ainsi affirmé avoir exécuté l'otage japonais Kenji Goto. ■

Kobané, le silence après le fracas des armes

Passée sous le contrôle total des forces kurdes, la ville symbole de la résistance à l'État islamique est en ruine.

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL À KOBANÉ

SYRIE Un livre traîne par terre, dans le quartier du Martyr Moro. Azad Ali (son nom a été changé), un jeune partisan kurde syrien, s'agenouille, le prend et commence à tourner les pages, lentement. « Il appartenait à mon père. Il porte sur les poètes arabes de la période antéislamique. » Les pages sont gonflées d'humidité. Il n'y a plus de couverture. Il a été transpercé de part en part par une balle ou un morceau de shrapnel. Le livre se trouvait dans la maison d'Azad, juste à côté. Mais la maison n'existe plus. Elle a été aplatie par une frappe aérienne. Seuls deux arbres émergent encore. Ils sont secs et morts, comme tout alentour. Sur les lignes de front de Kobané, la ville n'est pas en ruines ; elle est en miettes.

La maison donne sur un petit carrefour. Une voiture piégée a fracturé le bitume, comme frappé par un poing géant. Azad se relève. Autour de lui, quelques rares maisons subsistent. Il ne leur reste que le squelette et les entrailles, comme les piliers de l'escalier intérieur d'une grande bâtisse à deux étages. D'un immeuble pend une immense plaque de béton, retenue par quelques barres d'acier. Peut-être un tiers, voire la moitié de la ville est dans cet état. Avant la

guerre, elle abritait environ 35 000 personnes. « J'avais emménagé dans ce quartier, avec ma famille, quelques mois avant que Daech attaque », explique Azad en faisant allusion aux djihadistes de l'État islamique, qui sont arrivés aux portes de Kobané mi-septembre.

« À cette époque-là, plus rien n'était important, ni la maison ni les meubles. Les combats se rapprochaient. Il fallait partir. Ma famille est allée se réfugier en Turquie. Je suis resté. Je suis devenu journaliste-citoyen, pour les canaux d'information du Kurdistan syrien. J'expliquais ce qui se passait ici », raconte Azad, 30 ans. Il se dirige vers son autre maison, celle où il a grandi. Il marche sur des pierres, des parpaings, des thières,

des pelotes de laine, des pots d'échappement, des portes de maison, des portes de voiture, des câbles, des barres d'acier, des poupées. Il franchit une première tranchée, puis une deuxième. Sur les lignes de front, il y en a à tous les carrefours. C'est pour empêcher les véhicules piégés d'avancer. Renforcés par des blindages artisanaux, lestés de lourds explo-

sifs, il est quasiment impossible d'arrêter ces engins de mort qui peuvent pulvériser des maisons entières.

Azad passe devant deux profonds cratères causés par des frappes aériennes. Avec d'autres alliés, les États-Unis ont lancé une campagne de bombardements depuis le 23 septembre. Les djihadistes ont à plusieurs reprises été en mesure de s'emparer de la ville, mettant un terme définitif à la présence des Kurdes dans la région. Depuis cette date, plus de 80 % des frappes aériennes de la coalition en Syrie ont été menées dans les environs de Kobané. On entend encore les avions de chasse survoler la ville, à très haute altitude. On les entend, mais on ne les voit presque jamais. Ils frappent parfois, comme un feu du ciel invisible, un *deus ex machina* qui a changé le destin de la ville.

Quand les avions s'éloignent, le silence devient total, sur les lignes de front. Ça et là pousse de l'herbe d'un vert intense. Dans cet environnement terne, les couleurs font presque mal aux yeux,

comme cet immense drap rose tendu en travers d'une rue. Azad le franchit pour aller dans sa deuxième maison. Ce rideau de tissu empêchait les snipers de viser. Une technique importée d'Alep, où des murs de draps barrent parfois des rues entières. En quatre mois de combats, il y a eu près de 1 600 morts, dont plus d'un millier sont des combattants de l'État islamique. Près de la place de la Liberté, le cadavre d'un d'entre eux est resté par terre. Démantibulé, déchiqueté, desséché, à l'image de la ville.

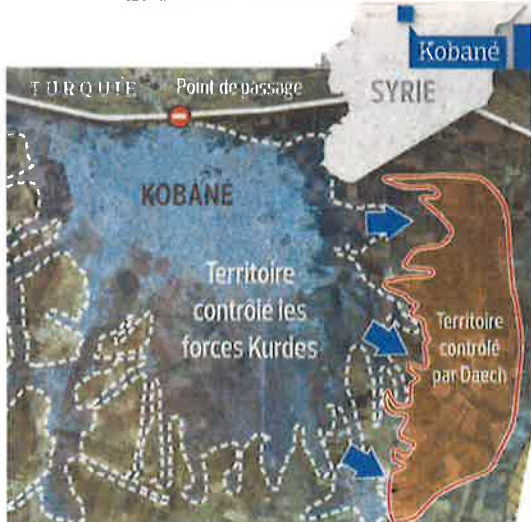
L'autre maison d'Azad se trouve en face d'un jardin aux arbres couverts de cendres. Cette maison aussi a été aplatie, comme le reste du quartier. Seule sa chambre est restée debout, miraculeusement. Le jeune homme entre. Au clou, son pyjama pend encore. Dans un sac plastique, deux livres d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Par terre, deux bouteilles vides d'arak, l'alcool local. Une troisième bouteille repose, à moitié pleine, près d'un matelas couvert de débris. Azad l'ouvre. C'est bien de l'arak. Il sourit et cache la bouteille sous une pierre. Il est temps de rentrer : la nuit tombe.

« Vive la résistance »

Toute la ville n'est pas ravagée comme sur les lignes de front. Dans l'ouest de Kobané, la vie revient. L'endroit a été épargné par les destructions. Les groupes électrogènes vrombissent partout. Les enfants crient à tue-tête des chants partisans : « Vive Kobané ! Vive la résistance ! » Ils font du vélo entre les barricades. Des combattants kurdes syriens passent en trombe sur leurs pick-up. Des combattants kurdes irakiens, venus prêter main-forte à leurs compatriotes fin octobre, défilent dans les rues avec leurs armes lourdes, des mortiers, de l'artillerie.

Ils en auront besoin, dans les jours à venir. Les djihadistes occupent encore les quelque 300 villages du district de Kobané. Et il y a la reconstruction. « Mes parents m'ont dit qu'ils reviendraient si la maison n'était pas détruite, expliqué Azad Ali. Je ne leur ai rien dit, encore. Je n'ai pas osé. » Pas si loin, des tirs de mortier résonnent. La guerre n'est pas finie. ■

1600
combattants
dont plus d'un millier
de Daech sont morts
en quatre mois
d'affrontements dans
la ville kurde



Victoire symbolique contre Daech à Kobané



Après une bataille de plus de quatre mois, les djihadistes ont perdu le contrôle de la ville syrienne. Mais la bataille contre le prétendu État islamique est loin d'être terminée

Des combattants peshmergas kurdes dans les faubourgs de Kobané (Ain Al-Arab pour les Syriens).

La communauté kurde a fêté la « libération » de la ville de Kobané occupée pendant plus de quatre mois par les islamistes de Daech.

La communauté internationale reste prudente sur cette victoire qui ne pourrait être qu'un repli des islamistes sur d'autres régions de Syrie.

Cette libération ne conforte ni ne gêne le régime de Bachar Al Assad.

Dans la ville turque de Suruç, située en face de Kobané, des cris de joie, des chants et des danses ont ponctué l'annonce de la « libération » de la ville syrienne kurde. « Kobané libéré, félicitations à l'humanité, au Kurdistan et au peuple de Kobané », a tweeté dans l'après-midi de lundi Polat Can, un porte-parole des YPG (Unités de protection du peuple kurde), la milice qui défend la ville.

À Paris, 300 personnes se sont rassemblées place de la République, déployant un immense drapeau aux couleurs kurdes sur fond de danse traditionnelle et feux d'artifice. Après l'offensive de Daech le 16 septembre dernier, Kobané avait été vidée de sa population partie se réfugier de

l'autre côté de la frontière à Suruç, et dans les villes et villages alentour.

Pour le groupe islamique, la prise de Kobané devait lui permettre d'asseoir son influence sur une large portion de la frontière syro-turque. Elle devait aussi lui assurer un accès direct à la Turquie du président Erdogan. Ce dernier s'est montré un allié pour les combattants de Daech au point de les laisser aller et venir librement s'approvisionner en armes et se faire soigner dans les hôpitaux de Sanliurfa, ville turque distante d'une trentaine de kilomètres de la frontière syrienne.

Kobané est l'un des trois cantons autonomes kurdes de la Syrie avec le canton de Jazira (la moitié nord du gouvernorat de Hassakeh), et le canton de Efrin (une autre enclave kurde au nord-ouest d'Alep). La population de ces trois zones oscille autour d'un million et demi de personnes. Chaque canton s'est doté d'une structure administrative élaborée, avec des commissions pour la défense, la santé, l'éducation, le travail et les affaires sociales, etc., informellement appelées « ministères ».

La libération de Kobané intervient au même moment que le retrait de Daech de la province de

Diyala en Irak sous la pression de la coalition et de l'armée irakienne, accentuant l'impression d'une défaite pour les djihadistes. Les forces armées irakiennes contrôlent désormais totalement tous les villes, districts et cantons de cette province dans l'est de l'Irak.

Grâce à ses campagnes de frappes menées depuis août, la coalition internationale estime avoir stoppé l'avancée de Daech en Irak, mais les djihadistes conservent pour l'instant l'essentiel de leurs positions, notamment Mossoul, la deuxième ville du pays (*lire l'entretien page suivante*).

Érigée en véritable ville martyre, grâce à la mobilisation médiatique des Kurdes, Kobané a bénéficié aussi de la mobilisation de la coalition contre Daech. Les raids de l'aviation américaine - plus de 700 frappes pendant quatre mois - ont été indispensables pour affaiblir militairement les djihadistes.

Ils venaient en appui aux forces kurdes, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) épaulées et entraînées par le PKK turc, qui ont combattu au sol, avec aussi l'aide de 150 peshmergas Kurdes irakiens, envoyés par Massoud Barzani, venus en renfort avec de l'armement lourd.

Cependant, hier, les autorités américaines se gardaient bien d'un quelconque triomphalisme. Prudentes, elles insistaient sur le fait que « Kobané reste disputée ». À Washington, la porte-parole du département d'État Jennifer Psaki a estimé que « les forces anti-EI contrôlent approximativement 70 % du territoire à Kobané et près de Kobané ». En effet, si Daech semble s'être retiré de la ville, les djihadistes occupent

encore les alentours du canton de Kobané. « La route est encore longue » avant une défaite de Daech, a conclu Jennifer Psaki.

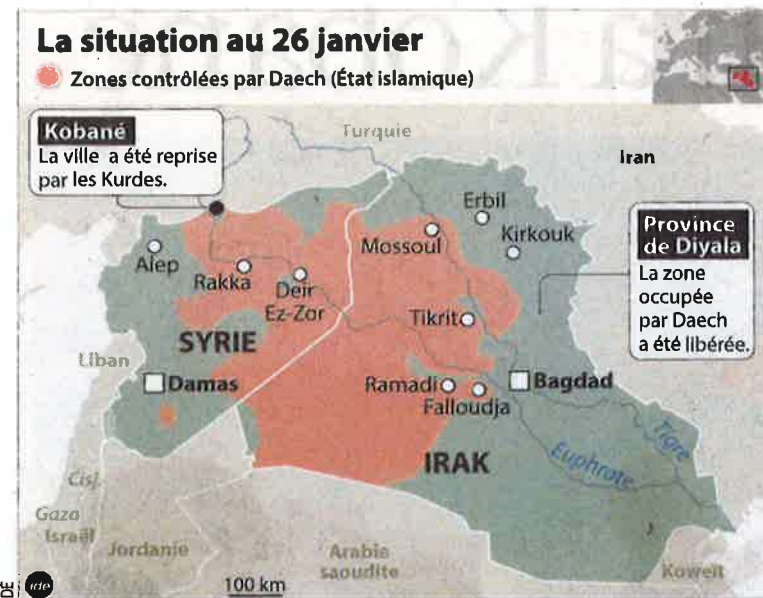
« Les Kurdes, comme le régime de Bachar Al Assad, tiennent les villes alors que Daech tient les campagnes, explique Frédéric Pichon, chercheur à l'université de Tours (1). Il est difficile de les en chasser car cela demanderait un déploiement de troupes au sol très important. Les groupes islamistes en Syrie bénéficient sinon de l'appui, tout au moins de l'indifférence des villages sunnites qui ont fait les frais du désengagement de l'État syrien dans le domaine agricole. Ces campagnes n'ont rien à perdre. »

Rien ne permet non plus de dire avec certitude que la libération de Kobané signe une défaite cuisante pour Daech. Il pourrait s'agir d'un repli tactique de l'organisation islamique. Mais bien qu'elle ait résisté à quatre mois de bombardements

aériens intenses, les analystes estiment que ce revers marquera un coup de frein à son expansion, notamment dans le nord syrien.

« Le devoir qui nous incombe n'est pas encore terminé car il nous reste la bataille de libération du reste du canton de Kobané », ont affirmé les Unités de protection du peuple kurde (YPG). « Nous nous engageons à poursuivre cette campagne et promettons la victoire. » Les autorités kurdes ont demandé aux 200 000 civils kurdes qui avaient fui la ville et ses environs de patienter avant d'envisager de rentrer chez eux.

La victoire des Kurdes à Kobané peut-elle rejaillir sur le régime syrien ? A priori non, estime Frédéric Pichon : « Bachar Al Assad n'en retire aucun bénéfice. » Il rappelle que Kobané est l'une des premières régions d'où s'est retirée l'armée syrienne dès le mois de mai 2011. « Bachar Al Assad avait amnistié le dirigeant kurde Mohammed Saleh Muslim, président du Parti de l'union



démocratique. La reprise par les Kurdes de Kobané vient consolider l'acquis des Kurdes. » Rien de plus, selon lui.

(1) Auteur de *Syrie: pourquoi l'Occident s'est trompé*, Éditions du Rocher, 180 p., 13,50 €.

AGNÈS ROTIVEL

la Croix

mercredi 28 janvier 2015

ENTRETIEN MYRIAM BENRAAD, chercheuse au Ceri et spécialiste de l'Irak

« L'Irak se dirige vers un fédéralisme avancé »

▀ Sous la pression de la coalition, les djihadistes de Daech se sont retirés de la province de Diyala à l'est de Bagdad, ce week-end.

▀ La coalition prévoit une vaste contre-offensive dans quelques mois.

Quelle est la portée du recul des djihadistes de Daech de la province de Diyala, à l'est de Bagdad, en Irak ?

Myriam Benraad : Ce recul est une bonne nouvelle, mais il reste très limité. Daech (acronyme en arabe du groupe armé État islamique) est doté d'une forte capacité de résilience, et le mouvement islamiste est toujours bien implanté dans la vaste province d'Al-Anbar, dans le centre-ouest du pays, pourtant érigée comme objectif prioritaire par la coalition internationale.

Par ailleurs, c'est le statu quo dans le nord, et la ville de Mossoul est toujours tenue par Daech. L'intensification des frappes aériennes de la coalition ne remplacera jamais le combat sur le terrain : c'est au sol que la bataille se gagne.

Même si les populations soumises ne supportent plus Daech, elles n'osent pas se révolter pour l'instant. L'avancée des forces anti-Daech augure d'une plus vaste contre-offensive. Un plan d'attaque de grande ampleur sur Mossoul est prévu par la coalition pour mi-2015.

Quelles forces luttent contre Daech ?

M.B. : La coalition internationale (Américains, Français, Britanniques et un certain nombre de pays arabes) se coordonne sur le terrain avec les Kurdes, les milices chiites irakiennes et l'Iran. Téhéran a fourni un appui aux Kurdes et se trouve en position de force.

La reprise de la province de Diyala s'est faite avec l'appui des Iraniens.

Les autres acteurs clés sont les tribus sunnites irakiennes (sous le précédent gouvernement, elles avaient été totalement marginalisées, NDLR). Le premier ministre irakien Haïdar Al Abadi a appelé à une « révolution tribale ». Les sunnites sont un enjeu prépondérant. Mais ils ne sont pas armés et restent dans l'attentisme, car ils n'ont pas l'impression que la bataille actuelle serve pour l'instant leur revendication autonomiste.

Une montée en puissance des tribus sunnites signifierait-elle un éclatement de l'Irak ?

M.B. : L'Irak se dirige vers un fédéralisme avancé. Aujourd'hui, l'État central est enclavé et ne maîtrise plus l'ensemble du territoire. Les Kurdes ont une indépendance de fait et les sunnites comme les tribus réclament l'autonomie. La lutte contre Daech soude momentanément les positions, mais elle entraîne en même temps des poussées régionalistes.

L'armée irakienne est-elle désormais plus efficace ?

M.B. : Depuis son arrivée au pouvoir en août 2014, le premier ministre irakien Haïdar Al Abadi a eu le courage politique de procéder à une purge dans l'armée où de nombreux Irakiens occupaient des postes fictifs. Il veut aussi la professionnaliser, mais le problème structurel est qu'elle est sous-armée et sous-entraînée.

L'erreur fondamentale des États-Unis a été de dissoudre l'armée lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Aujourd'hui, elle manque d'esprit de corps, et les missions de conseils dispensés par les Américains ne donnent pas de résultats probants.

RECUEILLI PAR YOUNESS BOUENNA

Irak: les tribus sunnites veulent être armées par les États-Unis

Ces clans luttent contre l'État islamique.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Sous la double menace des djihadistes de Daech et des milices chiïtes (voir encadré), des tribus sunnites du nord et de l'ouest de l'Irak réclament des armes pour se défendre. Et si le gouvernement chiïte de Bagdad rechigne à leur fournir des pièces par crainte qu'ils ne les retournent contre les forces de sécurité, certains clans tribaux sont prêts à faire appel aux Américains, voire à leurs ennemis iraniens.

Une délégation des tribus de la province d'al-Anbar vient de se rendre aux États-Unis, où ils auraient obtenu, selon la presse irakienne, des promesses d'armement et de restructuration de leur gouvernorat, contrôlé à 85 % environ par l'État islamique (Daech en arabe). Mais pour ne pas mécontenter les autorités centrales, ce soutien américain serait fourni, via le gouvernement de Bagdad. Celui-ci refuse en effet de se retrouver court-circuité, comme avec les Kurdes à l'automne, qui recevaient directement une aide militaire occidentale.

L'appui des tribus est essentiel pour chasser les djihadistes des provinces que ces derniers contrôlent depuis leur offensive victorieuse de l'été dernier. Mais entre le gouvernement du premier ministre chiïte Haïdar al-Abadi et les tribus sunnites, la confiance est loin d'être rétablie. Début janvier, le chef du gouvernement appelait pourtant à une véritable révolution tribale contre Daech, soulignant « l'importance des



Alors que l'offensive contre Daech s'intensifie, les clans sunnites, ici des combattants de la province de Diyala, mardi, au nord-est de Bagdad, exigent de participer davantage à la lutte internationale contre les djihadistes de l'EI. AHMAD AL-

tribus et des fils de (nos) provinces dans la libération des places fortes tenues par des organisations terroristes ».

Appui de monarchies du Golfe

Ces derniers mois, les combattants tribaux ont joué un rôle clé, notamment dans la province d'al-Anbar, où ils ont pu empêcher Daech de gagner du terrain. Mais les stocks de munitions à la disposition des tribus s'épuisent, comme le déplorait récemment Rafi Abdul Karim al-Fahdawy, le chef de la tribu des Albou Fahd : « Les combattants de notre tribu qui se battent contre l'EI à Ramadi jusqu'au secteur d'Habbanya arrivent à court de munitions à cause des affrontements constants. » Et le leader local d'appeler le gouvernement irakien à fournir des armes à ses hommes. Fin décembre, profitant de la venue à Bagdad du sénateur républicain John McCain, des chefs de tribus des provinces d'al-Anbar, Salah ad-Dine et Diyala lui ont carrément présenté une liste de revendications, allant de la fourniture d'armes et d'argent jusqu'à l'envoi de troupes américaines au sol.

Alors que l'offensive contre Daech s'intensifie, les clans sunnites exigent un rôle accru dans la lutte internationale contre les djihadistes. Et si l'on en croit la presse irakienne, certains ont même agité la menace de faire appel à leur voisin et ennemi iranien, si leurs alliés américains ne répondaient pas à leurs demandes. Ceux-ci sont critiqués pour leur « duplicité », Washington ayant rapidement fourni une aide mi-

litaire à leurs voisins kurdes contre Daech. Dans leur combat, les tribus sunnites sont discrètement appuyées par des monarchies du Golfe. « Des milliers de membres des tribus ont besoin d'être armés », affirme au Figaro un haut dirigeant de l'une de ces monarchies sunnites. « Nous sommes prêts à leur envoyer des instructeurs pour les entraîner », ajoute-t-il.

Reprendre Mossoul

Officiellement, Bagdad n'est pas opposé à l'armement des sunnites, mais concrètement, les livraisons traînent. En fait, le gouvernement souhaite encadrer strictement leurs activités en prévision d'une offensive de grande envergure pour reprendre Mossoul. « Leur mission serait d'assister l'armée irakienne, plutôt que d'être une alternative », affirmait récemment Atheel al-Nujaifi, le gouverneur de la province de Ninive. Les relations ne doivent pas se baser sur des affiliations tribales ou confessionnelles, mais sur la citoyenneté irakienne ».

« Nous ne voulons pas devenir des milices, lui a répondu peu après un autre leader tribal, la responsabilité de notre armement dépend du gouvernement ». « Le problème, relève depuis Bagdad un diplomate occidental, c'est que les tribus sunnites ne sont pas à l'unisson. » Certaines se sont levées contre Daech, tandis que d'autres soutiennent toujours les djihadistes. Et ce ne sont pas les dernières exactions perpétrées par des miliciens chiïtes qui vont convaincre les hésitants à rallier Bagdad contre l'EI. ■

Les miliciens chiïtes accusés d'avoir massacré 70 villageois

Le gouvernement irakien ouvrira une enquête sur ce qui s'est passé lundi à Barouanah, un village de l'est du pays où plus de 70 habitants ont été exécutés par des miliciens chiïtes avec la complicité de membres des forces de sécurité. Les survivants ont tous raconté la même histoire : ils ont été emmenés par des hommes en uniforme dans un champ et contraints de s'agenouiller, tandis que d'autres

étaient abattus. Peu auparavant, une dizaine d'hommes étaient descendus de Humvees en uniformes noir et marron, ce qui accrédi-terait leur appartenance aux milices chiïtes qui combattent Daech aux côtés des forces de sécurité. La tuerie est intervenue après trois jours d'offensive des miliciens chiïtes et de l'armée qui ont réussi à reprendre une vingtaine de villages à Daech dans la

province de Diyala. « Nous redoutons ces vengeances », affirme au Figaro un haut dirigeant du Golfe, qui soutient la minorité sunnite d'Irak. « C'est pourquoi nous ne voulons pas d'une libération de Mossoul par des milices chiïtes pro-iraniennes, aidées par les bombardements de l'aviation américaine. Et nous sommes prêts à envoyer des troupes au sol. »

G. M. (AVEC REUTERS)

AFP

Quinze morts en Irak, dont un général kurde dans une attaque de l'EI

Kirkouk (Irak), 30 janvier 2015 (AFP)

AU MOINS 15 PERSONNES SONT MORTES dans des attaques en Irak vendredi, dont six près de la ville multi-communautaire de Kirkouk dans un assaut du groupe Etat islamique.

Un général de brigade et cinq combattants kurdes ont été tués dans cette attaque d'enver-gure du groupe Etat islamique (EI) dans la province irakienne de Kirkouk (nord), selon un responsable et un médecin.

L'assaut a été lancé avant l'aube au sud et à l'ouest du chef-lieu de la province, les jihadistes tirant avec des armes moyennes et lourdes. Les combats se poursuivaient en matinée, selon un responsable de police.

Le général de brigade Shirko Rauf et cinq autres peshmergas (combattants kurdes) ont été tués et 46 personnes blessées, selon le responsable de police. Le bilan a été confirmé par un médecin.

En réaction, le comité de sécurité de la province de Kirkouk a annoncé un couvre-feu à par-

tir de 10H00 (07H00 GMT), ajoutant qu'il serait en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

A Samarra (110 km au nord de Bagdad), quatre policiers sont morts et neuf ont été blessés dans trois attentats à la voiture piégée, ont indiqué des responsables de la police.

Et dans la capitale, cinq personnes sont mortes dans une explosion sur un marché aux puces, selon des responsables.

L'Irak fait face depuis juin à une offensive de l'EI, qui s'est emparé en quelques dizaines de jours de vastes pans du territoire, face à une armée incapable de stopper sa progression.

Au milieu du chaos, les Kurdes irakiens ont dans un premier temps imposé leur présence sur des territoires disputés, profitant de la déroute de l'armée fédérale.

Mais l'avancée de l'EI vers le nord et la province autonome du Kurdistan a mis un frein aux expansions des Kurdes qui se sont ralliés aux forces fédérales pour combattre les jihadistes.

Une coalition internationale, emmenée par les Etats-Unis et mise en place dès août, mène depuis des frappes aériennes contre les positions jihadistes en Irak. ●

THE WALL STREET JOURNAL, JANUARY 27, 2015

Kurdish Forces Declare Victory in Kobani

Official Says Syrian Border City is '100% Cleared' of Islamic State Forces

By Ayla Albayrak
Jan. 27, 2015

ISTANBUL—U.S.-backed Kurdish forces declared victory in the battle for the Syrian border city of Kobani, but said they still face a daunting challenge in pushing the extremist group Islamic State from nearly 400 surrounding villages.

Officials also cautioned that much of the city is still uninhabitable after four months of intense warfare, offering little relief for the hundreds of thousands of refugees who fled across the border into Turkey to escape the advancing Islamist militants.

Kurdish people celebrate at a rally Tuesday near the Turkish-Syrian border at Suruç.

A local Syrian Kurdish militia was aided by 150 Iraqi Kurdish fighters and hundreds of airstrikes by a U.S.-led international coalition in the seesaw fight that became a test of Western determination to stem the advance of Islamic State.

Kobani is now "100% cleared" of Islamic-State fighters, Idres Nassan, the deputy foreign minister of Kobani's Kurdish regional administration, said from the city. He said the Kurdish forces are using momentum from the Kobani victory to continue pushing Islamic State militants out of the hundreds of surrounding villages.

Thousands of Islamic State fighters gained control of those villages, which were evacuated in September as residents fled for fear of a massacre.

By Tuesday afternoon, the local Syrian Kurdish militia in Kobani known as YPG had retaken three villages in the eastern side of the city, according to Ismet Sheikh Hasan, defense minister of the regional administra-



Kurdish people attend a celebration rally near the Turkish-Syrian border in Suruç, Turkish Kurdistan, on Jan. 27, 2015 AFP.



The yellow, red and green 75-metre long flag on Mistenur Hill in Syrian Kurdistan' Kobani town can be seen for miles around. Photo: Lejournal

tion.

"Currently we are clashing with jihadists in the village of Helenje after securing three other villages on the east side of Kobani," Mr. Hasan said from Kobani.

With Kobani itself now rid of Islamic State, residents who had fled the fighting were eager to return to salvage their homes and businesses. On Tuesday, some families began to move back or visit the city to survey damage that for months they had witnessed from across the border.

But Mr. Nassan urged patience, saying many neighborhoods were uninhabitable. He also said there weren't medical facilities, and rubble was littered with unexploded ordnance.

"The city can't handle thousands of people," he said. "There is no water, no electricity, and the buildings are destroyed, as are all hospitals."

Kurdish officials said groups of Kurdish

refugees, mostly young volunteers, had begun the tasks of cleaning up the rubble of the destroyed buildings, clearing mines and unexploded bombs and removing bodies from the streets of the city center.

"Refugees should be able to return in a month earliest," said Khaled Barkal, vice president of Kobani's Kurdish administration. "We need time to rebuild the city and some temporary shelters for people before they can return."

The Iraqi Kurdish fighters known as Peshmerga, as well as a 10-member medical team, will remain in Kobani as long as needed, according to the Peshmerga ministry in Erbil, the capital of the Iraqi Kurdistan region.

An image grab taken from a video uploaded by the Servan Minbec channel on YouTube Monday shows members of the Syrian rebel fighters celebrating atop a hill in Kobane, after Kurdish and Syrian rebel fighters drove the Islamic State group from the Syrian border town.

"The Peshmerga will stay as long as the YPG will need them—however much time it takes to clear the villages," said Peshmerga Brig. Halgord Hekmat. "But from now on, it should be easier after the city itself was freed. Their cooperation proved successful."

Meanwhile, Turkish military police used tear gas to try to prevent Kurds from crossing the border to Kobani, according to Turkish press reports. ◆



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

150 KURDISH PESHMERGA TROOPS KILLED IN DIYALA

January 24, 2015

Diyala: Source within the Kurdish Peshmerga forces stated that 150 Peshmerga fighters were killed in Diyala. The source added "The security operation for liberating Jalawlaa district from the ISIL terrorists resulted in killing 150 Peshmerga elements." iraqinews.com | Ekurd.net

PESHMERGA KILL 70 IS MILITANTS ON MAKHMUR FRONTLINE

January 25, 2015

ERBIL / The Islamic State (IS) militants attacks in the Sultan Abdullah area of the Makhmur frontline have been repelled by the Peshmerga.

In a statement to BasNews, Peshmerga commander Mustafa Deranayi says that IS insurgents launched several attacks at 9 pm on Saturday evening from the Tel Rim and Tel Sha'ir fronts around Sultan Abdullah in northern Iraq.

"IS militants attacked without vehicles. In heavy clashes, Peshmerga fighters killed a large number of IS militants," said Deranayi.

Commenting on the identity of the killed insurgents, he mentioned that most of them were Iraqi, and it looked like they were forced to participate in the attack. "According to our information, about 70 militants were killed," he added.

BasNews has learned that Peshmerga forces had information garnered from mobile phone surveillance before IS launched their attacks. They were supported by sustained shelling from coalition jets. Dernayi denied rumors that Kurdish soldiers in the Iraqi Army left their bases. "Last night, they were fighting with Peshmerga forces against IS insurgents," he said.

"Sultan Abdullah village is not a strategic place. Therefore, Peshmerga bases are not there, but rather on the high ground around the village."

ISLAMIC STATE USES CHLORINE GAS AGAINST PESHMERGA

January 25, 2015

ERBIL The Islamic State militants have used chlorine gas against the Peshmerga to the north of Mosul as the Kurdish forces advance in the area.

"On Friday, Peshmerga forces began to attack the villages of Qsur, Qadisya, Kasike and Shindokhan north of Mosul," Peshmerga officer Kamaran Hawrami told BasNews. He continued, "IS militants responded with car bombs, but our forces destroyed their vehicles with MILAN rockets before they got close to us." Hawrami believes that these vehicles were different.

"The vehicle was filled with chlorine gas - some Peshmerga fainted after coming into contact with it. Our medical team was able to effectively treat them immediately." During the current operations north of Mosul, the Peshmerga have neutralised 20 IS car bombs with MILAN rockets. The MILAN system has been instrumental in blocking the threat posed by suicide bombers using vehicles packed with explosives. basnews.com

SYRIAN OPPOSITION LEADERS INCLUDING PYD'S SALIH MUSLIM TO MEET IN MOSCOW BEFORE TALKS WITH DAMASCUS

January 26, 2015

Moscow: Syrian opposition leaders meet in Moscow Monday for preliminary talks, before they are joined by a delegation from Damascus later this week. Salih Muslim, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), which runs three autonomous cantons in Syrian Kurdistan (Rojava), is also in Moscow to attend today's meeting. A number of opposition leaders from inside and outside Syria have traveled to Moscow to attend a Russia-sponsored initiative on seeking a peaceful solution for the war in Syria. Syrian Foreign Minister Walid al-Mualim and Syrian ambassador to the UN Bashar al-Jaffari are expected to join the gathering on Wednesday. The

Syrian Opposition Coalition has boycotted the meeting and refused to recognize any leaders outside the coalition as legitimate representatives of the Syrian people...rudaw.net | Ekurd.net

PESHMERGA MINISTRY TO FORM KURDISH SHABAK FORCE

January 26, 2015

Erbil: Training has started for a special Kurdish Shabak Peshmerga force, in a project that will hand the Shabaks responsibility for the protection of their own towns and villages. Kurdish MP in Baghdad Mulla Salim Shabak said that the Kurdistan Regional Government (KRG) has agreed to establish a Kurdish Shabak Peshmerga force. He mentioned that the force is expected to begin training at the Soran military base in Erbil province on February 1st. The force will be 650 strong and remain under the ultimate authority of the Peshmerga Ministry. The force will protect Kurdish Shabak towns in the disputed territories from Islamic State (IS) militants. "We have asked the KRG to form a second Shabak Peshmerga unit," added Shabak...basnews.com

KURDISH PESHMERGA FORCES KILL 36 IS MILITANTS IN SHINGAL

January 27, 2015

Shingal: Kurdistan's Peshmerga forces killed 36 Islamic State group IS militants Tuesday in Kurdish Yazidi district in Kurdistan Region, near the northern Iraqi city of Mosul, a Peshmerga commander said. "Peshmerga forces repelled ISIL's attack and killed 36 militants, including Abo Omar al-Kurdi, an IS leader," Albay Berham Arif, Peshmerga's commander of Shingal (Sinjar) district, said. Several people were also wounded in the clashes that lasted for two hours. Arif claimed that IS militants retreated and even left behind bodies of their dead in the district. "We have successfully thwarted ISIL's suicide attacks against Peshmerga because of our precautions," Arif added. The Peshmerga claimed to free the Syrian Kurdish town of IS militants Monday. Approximately 90 percent of Kobani has been freed from ISIL fighters, U.S. Central Command had said...aa.com.tr | Ekurd.net

KURDS HAVE A CONDITION TO PASS IRAQ'S FEDERAL BUDGET

January 27, 2015

Baghdad: Kurdistan Alliance bloc confirmed on Tuesday, refusing to vote on Iraq's federal budget project if additional paragraphs were listed contrary to Erbil -Baghdad oil agreement. The member of the alliance, Kawa Mohammad said that "Kurdistan Alliance bloc will insist on its demand to include the oil agreement between Baghdad and Erbil in the federal budget project and not to add any additional paragraphs in the agreement," adding that "any additional paragraph is a breach of the agreement and will have a rejecting stance from voting on the budget." Mohammed said that "the oil agreement included the supervision of the National SOMO company on oil exports from the region, Kirkuk and specified only in the agreement which is 550 thousand barrels per day, while other production by region will not be supervised by SOMO company." Muhammad explained that "Kurdistan region produces more than 250 000 barrels per day and additional quantities for domestic consumption as well as to pay the costs of oil-producing companies," adding that "the pursuit of some political parties to put an additional paragraph obliges the supervision of SOMO on all the region's exports is a breach to the agreement." shafaq.com | Ekurd.net

PREPARATIONS FOR INTERNATIONAL BRIGADE IN SYRIAN KURDISTAN

January 28, 2015

Qamishlo: The call by the Marxist Leninist Communist Party (MLKP) 'to defend the Syrian Kurdistan (Rojava) revolution' has reverberated in Europe as well as in Turkey. Internationalist revolutionaries have begun to travel to the land of the revolution. The goal is to establish an international brigade to defend the revolution in all languages and spread the language of revolution throughout the world. The Syrian Kurdistan revolution not only brings news of a new life to the peoples of the Middle East, but also to the peoples of the whole world. The MLKP was the first organisation in the Turkish revolutionary movement to respond to the revolution in Rojava. Since the beginning of the revolution there it has taken its place, even if →

⇒ only with a modest force, both in the construction of the revolution and in the front line...[firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

KURDS READY TO RETAKE MOSUL'S CONTROL: FUAD HUSSEIN

January 28, 2015

Erbil: The chief of Kurdistan Region Presidency Office Fuad Hussein said the Kurdish forces of Peshmerga are ready to retake the control of the Iraqi second-biggest city of Mosul from the militants of the Islamic State (IS) but need cooperation to defeat the jihadist group. Mosul, which sits on the edge of the northern Iraqi region of Kurdistan, was overrun by the Islamic State last June. Kurdish security forces are now closing in on Mosul, and have reached its outskirts, said Hussein. On Saturday, Kurdish troops fired rockets into the city. But to take Mosul, the Peshmerga need help. Mosul is mostly comprised of Sunni Arabs, and is located in disputed territory that Kurds have also claimed as their own. To defeat the Islamic State, the Kurds must avoid the perception of arriving as a conquering army, Hussein said. "To control the Arab side of Mosul, the Kurds need a partner to do that. That needs to be an Arab force," Hussein told Foreign Policy in an interview. Currently, it's envisioned for the Arab-dominated Iraqi Army to partner with the Peshmerga. It's unclear how prepared the Iraqi Army is for the mission, and Hussein himself was uncertain how efforts are proceeding to improve the force...[kurdpress.ir](#)

ISLAMIC STATE BEHEADS ONE OF THE 30 PESHMERGA OFFICERS WHO WERE KIDNAPPED NEAR MOSUL

January 28, 2015

A new, grisly beheading video from Islamic State group IS includes a direct threat against US President Obama and is one of at least three new warnings from IS group, including pledges to kill Jordanian and Japanese hostages if a hostage held by Jordan is not freed. In a new online video discovered by the Middle East Media Research Institute (MEMRI) on Tuesday, three Islamic State fighters stand behind a kneeling Kurdish fighter as one of the extremists launches into a diatribe against the U.S. and other Western nations. The video fades to black as one Islamic State fighter brings a knife up to the unidentified Kurdish fighter's throat. On Jan 25th an Islamic State militant beheaded one of the 30 Peshmerga officers who were kidnapped near Mosul at the start of the IS offensive on the city over six months ago. According to Basnews the Peshmerga officer is Hujam Surchi from Bardasor village near Bardarash, a town in the south east of Duhok province in the Kurdistan Region. [foxnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

KURDISH PESHMARGA REPEL AN ATTACK OF ISLAMIC STATE AND KILL 30 JIHADI MILITANTS IN ASKI IN MOSUL

January 29, 2015

Erbil: A security source in Nineveh revealed on Thursday, that Kurdish Peshmarga forces repelled an attack by Islamic State group IS Wednesday night on Aski area in Mosul (50 km northwest Mosul city), referring to killing tens of terrorists during the operation, which ended with their defeat. "The attack happened after 10 p.m. on Wednesday evening and lasted for hours, indicating that the terrorists surrounded a number of Peshmarga sites in the beginning of the process," an informed source said. However, Peshmarga quickly had a court plan and managed to repel the IS jihadists who were on foot, confirming the deaths of more than thirty IS elements as many of their bodies are still left in the region. He added that the process ended with the defeat of terrorists after suffering from heavy losses, as it is likely the cooperation of some residents of the area with the terrorists because of the intensity of the attack...[shafaaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

DR. MAHMOUD: THERE ARE ASSURANCES FROM IRAQI GOVERNMENT TO IMPLEMENT ARTICLE 140 SOON

January 29, 2015

Baghdad: The leading figure of the Kurdistan Alliance former MP, Mahmoud Othman confirmed existence of assurances from the Iraqi government to implement Article 140 of the Constitution soon, pointing out that "the solution to the problem of Article 140 in practice has great difficulty because of different views towards it." Othman said in a statement "The current relations between the components of Iraq are better than before, and

there are agreements have contributed to solve some of the problems between the federal government and the Kurdistan region." Othman added, "The next few months will reveal the extent of the possibility of the survival of the agreements and promoting and developing relations between the blocs", expressing hope to continue cooperation between the government and the parliament to solve all the problems and the outstanding problems." [ninanews.com](#) | [Ekurd.net](#)

14 PESHMERGA KILLED IN SUICIDE ATTACK IN JALAWLA

January 30, 2015

Jalawla: An Islamic State group IS suicide attack in Jalawla city has left 14 Kurdish Peshmerga fighters dead. According to Amid Rukin Berizan, spokesman for the Peshmerga forces in the region, a suicide assailant of ISIS blew himself up after reaching the peshmerga groups in Abu Deraji village of Jalawla. Berizan reported that 14 peshmerga fighters lose their lives and seven others were wounded in the suicide attack. He added that a top peshmerga commander is among those martyred. [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

KURDISH PESHMERGA MANAGED TO REGAIN CONTROL OF KIRKUK OIL FIELD OCCUPIED BY ISLAMIC STATE

January 31, 2015

Kirkuk: A security source in Kirkuk revealed on Saturday, that Kurdish Peshmarga forces managed to regain control of al-Khabaz oil field south of the province after Islamic State group IS entered it during the past few hours. The source said that "IS militants managed to control the field, which is located 30 kilometers south of Kirkuk and detaining more than twenty employees working in it." He added that Peshmarga forces went immediately to the field site and entered in violent clashes with IS militants and was able to regain control of it. However, the fate of the detained staff is still unknown so far, without referring to the death toll in the ranks of IS group nor Peshmarga forces in these clashes. IS militants are trying to control the areas that contains oil fields in the province to secure financial resources from the sale of oil extracted from fields by smuggling it to Syria. [shafaaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

FORMATION OF KAKEI PESHMERGA REGIMENT REMAINS HAMPERED

January 31, 2015

Slemani: A Peshmerga regiment of Kakei Kurds to defend the minority from the Islamic State (IS) around Kirkuk remains hampered by political disputes over who would command the unit, according to a Kakei official. "We collectively selected someone to be the commander of the regiment, but it was rejected by a political party," claimed Rajab Asi Kakei, head of Kirkuk's Cultural Center of Yarsan. "The party wants to appoint a member of its own. The Minister of Peshmerga is now aware of the issue and he has suspended the process," he said. Following the establishment of armed forces from minority groups living in the so-called "disputed territories" in Iraq, 650 Kakeis were entered into training programs in order to build a Kakei armed unit composed of three regiments. But disagreement over a commander between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has delayed the process. Sources have told Rudaw that the PUK had not approved the selected commander because of his affiliation with KDP. As a result, the Minister of Peshmerga had decided to appoint Adil Kakei, a former commander in the Iraqi army, as the supervisor of the Kakei regiment for two months until a commander is appointed. [rudaw.net](#)

MASROUR BARZANI REITERATES NEED FOR WEAPONS AND AMMUNITION

January 31, 2015

Erbil: In an interview given to Bloomberg from a command centre on the Iraq-Syria border, The head of Kurdistan Region security council (intelligence agency), Masrou Barzani bemoans the lack of weapons being shipped by the United States. He claimed that just four deliveries have arrived in recent months. Barzani told Bloomberg that the Peshmerga are simply not getting a fair share of the equipment promised to Iraq, when the lion's share of the fighting is being undertaken by them. "We are fighting on behalf of the rest of the world against this terrorist organization. We are putting our lives on the line. All we ask for is the sufficient equipment" ⇒

⇒ to protect these lives." He questioned the decisions that led to the Kurdistan Region not getting any of the 1,000 Humvees or 175 Abrams tanks destined for Iraq, "We are starting to have doubts that there might be a political decision on what sort of equipment should be given to the Kurds.."basnews.com

KURDISTAN PM: ABADI IS A PRAGMATIST, AL-MALIKI IS HIS BIGGEST PROBLEM

January 31, 2015

Erbil: Kurdistan PM, Nechirvan Barzani described Iraqi PM Haider al-Abadi as a "pragmatic," saying that his biggest problem is Nuri al-Maliki.

Barzani emphasized that Iraq is no longer a unified country and the war against Islamic State group IS will take long. Barzani said in an interview with Reuters, "The prospects for defeating IS are limited in light of the war that is raging in Syria, the absence of the Iraqi Army as an actor on the ground and the lack of gear that is ailing the Kurdish Peshmerga forces," noting that, "The current U.S. strategy will lead to a better approach to restrict IS that will continue to threaten the region and the world for years to come." He added, "IS controls more than 15 million people in Iraq and Syria," indicating that, "They are organized and have the ability to recruit from all over the world, because the structure of this organization was established in a way to guarantee its safety." **Iraqi news | Reuters ♦**

REUTERS

Kurdish PM says U.S.-led coalition against Islamic State faces long war

ERBIL, Iraq Fri January 30, 2015

By Samia Nakhoul, Ned Parker and Isabel Coles (Reuters)

KURDISH PRIME MINISTER NECHIRVAN BARZANI warned that despite victories in the war against Islamic State, the global coalition against the group was inadequate and predicted a campaign to retake the Iraqi city of Mosul would not happen before the fall.

In an interview with Reuters late on Thursday, Barzani said there was little chance of defeating the Jihadi movement so long as the civil war rages on in Syria, Iraq's army continues to exist more on paper than on the ground, and Kurdish Peshmerga forces in northern Iraq remain woefully under-armed.

Current U.S. strategy, says the prime minister of the self-ruling Kurdistan Regional Government (KRG), will at best contain IS, a resilient and carefully structured organisation that will menace the region and the world for years to come.

The jihadi movement, which last year declared a cross-border caliphate after seizing tracts of territory in eastern Syria and west and northern Iraq, directly threatens the Iraqi Kurdish entity across front lines just 45 km (30 miles) from Erbil, the bustling capital of the KRG.

"This is a long war. They control more than 15 million people in Iraq and Syria," said Barzani, 49, nephew of Kurdistan's President Massoud Barzani. "IS has now been contained and controlled but it is still able to carry attacks."

"They are organised and able to recruit people from all over the world. The structure of this organization has been set up in such a way that it will remain intact".

The fight-back against Islamic State launched by a U.S.-led coalition last year, relying on air strikes with no commitment of ground troops, will not dislodge the jihadis from strongholds such as Mosul, just 80 km (50 miles) from Erbil.

"With air strikes you cannot destroy this organization for sure," he said. "To destroy this organization we need some special forces, not boots on the ground, but some joint military operations fighting alongside the peshmerga."

He added: "The question is: is the policy one of containment, or to dislodge and destroy them?" said Barzani at his luxury residence in the capital. "In order to totally eradicate them, further action must be taken."

Barzani said Kurds were fighting Islamic State for areas that rightfully belonged to the Kurdish region and would avoid using peshmerga fighters to drive Islamic State fighters from Sunni areas or retake Mosul.

"As Kurds we don't want to spearhead any attack to retake Mosul. We want to avoid further conflict," he said.

IRAQI ARMY

He emphasized that the timetable for such an offensive would depend on the rebuilding of the Iraqi army, which collapsed last summer as IS conquered Mosul and raced across northern Iraq.

"There is no real Iraqi army that can do the job. It needs time. We have to be realistic," Barzani said.

Asked about plans touted by Iraqi and U.S. officials for an offensive by June on Mosul, Barzani said: "March definitely not. June, also I doubt it".

He said the "end of September or October" was a more realistic date for an attack, linking an offensive to Baghdad's ability to train enough soldiers to free the military up to move its two best divisions north from their current mission of protecting the capital.

While he praised the impact of U.S. air strikes, he made clear, both Iraq and the U.S.-led coalition's plans against Islamic State were not robust or based on a clear strategy.

"They need a comprehensive strategy and ideas on how to deal with IS in the region. There is no strategy and cooperation," he said, drawing a contrast with the jihadis' cohesion and discipline.

"ISIS is well-trained, well-funded and can recruit as many as they want. And they also have fighters who are ready to die."

Kurdish forces have managed to reverse Islamic State gains in the north, but the Kurdish prime minister said they needed heavier weapons to deal with the threat decisively. "This is not a war you can win with AK-47s and RPGs."

To eliminate the IS threat, the priority should be to seal the Iraq-Syria border and deny the Islamist fighters freedom of movement between the two countries that form the bulk of its self-proclaimed caliphate.

"The reality is until the Syrian issue is properly resolved, destroying IS won't be an easy task," he said in reference to the Syrian civil war raging next door since 2011.

Barzani described Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, a Shi'ite, as "pragmatic", comparing him favourably to his predecessor Nuri al-Maliki, whose policies he blamed for alienating Sunnis by monopolizing power and creating the environment that allowed Islamic State to emerge.

But he said Abadi had limited room for manoeuvre in the shadow of a well-entrenched Maliki, who retains a local power base.

"The biggest problem for Abadi is Nuri al-Maliki".

He said Iraq, which has been ravaged by sectarian and ethnic warfare since the 2003 US-led invasion that toppled Iraq's Sunni dictator Saddam Hussein, does not exist as a unified country.

"There is no loyalty to a country called Iraq," he said.

"It really is important to find formula for how to live together within the boundaries of what is called Iraq. Unless a formula is found, there will be more bloodshed and the country will remain a destabilising factor in the region." ○



Kobané: l'EI défait mais pas vaincu

L'Etat islamique a subi son premier échec d'ampleur face aux Kurdes sur le front syrien, mais maintient ses positions malgré les frappes occidentales.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

C'est une belle victoire que les défenseurs de Kobané ont arrachée à l'issue d'un siège de quatre mois. De surcroît hautement symbolique, puisqu'elle est remportée par les forces les plus exécrées par l'Etat islamique (EI), soit des Kurdes laïcs, socialistes, prônant l'égalité hommes-femmes. Elle résonne d'autant plus fort dans la région que les guerriers kurdes sont commandés par une... Jeanne d'Arc, Narine Afrine, pseudonyme de la codirigeante du YPG (les Unités de protection du peuple, affiliées au PKK). Mais si succès militaire il y eut dans la région kurde syrienne, et si l'armée irakienne et les milices chiïtes ont pris ces derniers jours le contrôle de la plupart des localités de la province de Diyala (région majoritairement sunnite à l'est de Bagdad), cela ne signifie pas pour autant un reflux des jihadistes. Et pas davantage que les deux capitales de l'EI - Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie - ne leur seront reprises dans un avenir prévisible. Ne serait-ce qu'à Kobané, un des trois cantons kurdes de Syrie, les jihadistes sont toujours présents dans quelque 400 villages autour de la ville de 50 000 habitants. Les dirigeants du YPG ont annoncé que «la bataille de la libération» de cette «poche» kurde avait com-

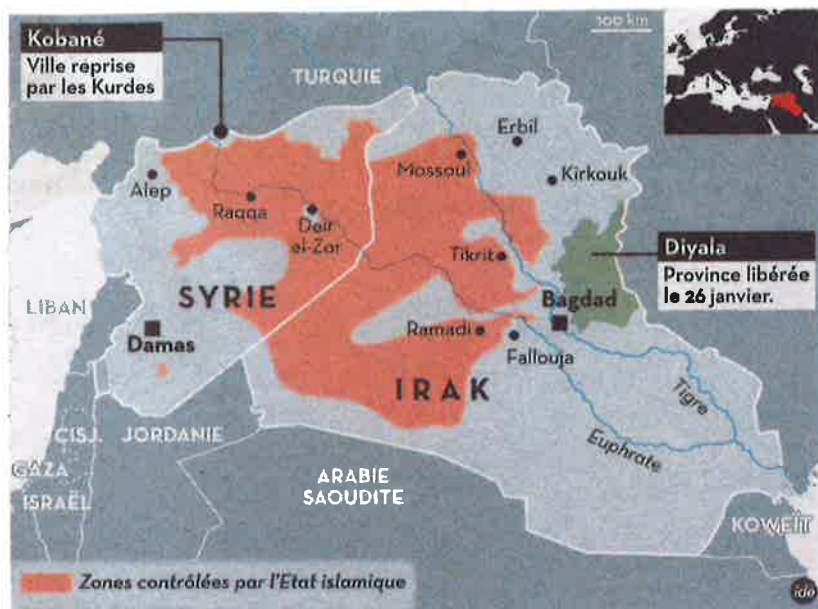
mencé. Il demeure que la partie sera difficile pour une armée épuisée par les combats, ayant subi de lourdes pertes - quelque 600 tués et environ 2 000 blessés -, et qui, à la différence des forces jihadistes, ne peut pas compter sur des réserves conséquentes. D'où une certaine absence de triomphalisme chez les dirigeants. Sans compter que les peshmergas vont devoir se battre à présent en rase campagne, ce qu'ils détestent particulièrement.

SIÈGE. «En termes de stratégie, leur coup de génie fut d'avoir compris qu'ils ne feraient pas le poids dans la plaine face à des jihadistes disposant de chars et d'équipements militaires lourds [ceux qu'ils ont pris à l'armée irakienne en s'emparant de Mossoul en juin, ndlr], et donc d'avoir choisi une ville comme terrain de bataille», souligne l'écrivain et humanitaire Patrice Franceschi, qui a suivi jour après jour le siège de la ville.

Le même problème se pose pour les Kurdes d'Irak. Là encore, on les voit mal avancer totalement à découvert dans l'immense plaine qui sépare le nord du pays de Mossoul, la deuxième ville d'Irak (avec au moins 2 millions d'habitants), dont la reconquête signifierait une écrasante défaite de l'EI en Mésopotamie. Même s'ils peuvent compter sur le soutien de la coalition mise en place par



28 JANVIER 2015



«On danse pour célébrer la victoire, mais qui va reconstruire Kobané? Les 200 000 habitants de la région qui sont réfugiés en Turquie n'ont plus de ville pour se loger.»

Recep Tayyip Erdogan
le président turc, mardi

Washington, dont les frappes aériennes expliquent pour partie la victoire kurde à Kobané. Mais aucune offensive sérieuse ne pourra être envisagée tant que l'armée irakienne, dont la formation a déjà coûté 20 milliards de dollars (17,6 milliards d'euros) aux contribuables américains, ne sera pas réellement opérationnelle.

RAFFINERIES. On verra vraiment cette armée au feu au mois de mars, date à laquelle une offensive d'envergure contre l'EI a été planifiée par Washington et Bagdad. D'ici là, l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi a peu à craindre. A ce jour, elle n'a d'ailleurs perdu aucune des villes qu'elle a prises, même celle de Baïji, lieu d'une importante raffinerie de pétrole qu'elle a reconquis. «Pour le moment, souligne un haut responsable de l'Union européenne, les sunnites n'ont toujours confiance ni dans l'armée ni dans la police irakiennes. Ils craignent toujours qu'elles leur tirent dessus.» La multiplication des milices chiïtes, payées et entraînées cette fois par Téhéran, souvent très sectaires et qui agis-

sent comme forces supplétives de l'armée, n'est pas pour rassurer les sunnites. «N'oublions pas non plus, ajoute le même haut responsable, que le pouvoir d'attraction de l'EI est beaucoup plus grand qu'on peut le croire. C'est vrai que les décisions complètement folles prises dans le domaine agricole mécontentent les paysans. Mais dans les villes, la situation est assez calme. Les autorités locales sont plutôt souples avec les habitants. Les écoles ont rouvert. Tout cela pérennise l'EI.» Comment, dès lors, combattre l'EI, dont la mobilité et les capacités à ouvrir de nouveaux fronts déroutent leurs adversaires? Déjà,

la situation est différente d'un front à l'autre. En Irak, Washington – qui a envoyé 300 membres des forces spéciales – et Bagdad agissent de concert. En Syrie, Bachar al-Assad a condamné sans appel le plan américain, rendu public dernièrement, de former au Qatar, en Arabie Saoudite et en Turquie plus de 5000 rebelles triés sur le volet pour vaincre l'EI; le rais syrien a même précisé qu'ils seraient combattus comme les autres insurgés. Dans ce pays, les forces jihadistes, celle de l'Etat islamique comme celle de l'organisation rivale du Front al-Nusra, lié

à Al-Qaeda, continuent d'ailleurs à progresser au détriment des autres formations et de l'Armée syrienne libre, tandis que les experts se demandent combien de temps les forces du régime baassiste vont-elles encore tenir. Sans l'Iran et le Hezbollah, sans doute se seraient-elles effondrées. D'où les raids de plus en plus fréquents des jihadistes sur la frontière libanaise – cinq soldats ont encore été tués vendredi – alors que se pose la question: l'EI a-t-il déjà un pied dans ce pays où la communauté sunnite est elle aussi très hostile au Hezbollah? ◆



28 JANVIER 2015

Le PYD gagne la bataille politique et symbolique

Il y a seulement quatre mois, les combattants kurdes syriens étaient considérés comme faibles et sous-armés, promis à une inévitable défaite face aux jihadistes de l'Etat islamique (EI). Lundi, au soir de leur victoire à Kobané, ils étaient fêtés en héros à travers le Rojava, les régions kurdes de Syrie. «Le gain en termes d'image pour le PYD [le parti dont dépendent les combattants kurdes syriens, ndlr] est énorme. Ils se sont imposés comme le dernier rempart face aux avancées de l'EI», explique Olivier Grojean, maître de conférences en sciences politiques à l'université Aix-Marseille.

Ce changement d'image se justifie avant tout par la bataille acharnée qu'ils ont menée contre les jihadistes. Dépassés lors du début de l'offensive en juillet, incapables de repousser les combattants de l'EI qui prenaient village après village, ils n'ont pas pu les empêcher de pénétrer dans la ville de Kobané le 6 octobre. La bataille s'est alors jouée rue par rue, parfois même maison par maison. Les combattants du YPG (les Unités de protection du peuple kurde) n'ont jamais abandonné, promettant qu'ils lutteraient jusqu'à la mort. C'est ce qu'ils ont fait, plusieurs centaines d'entre eux ayant été tués durant les quatre mois de combats. Les Kurdes ont aussi largement bénéficié des bombardements de l'aviation de la coalition et de ses largages d'armes.

Hégémonique. La victoire de Kobané renforce aujourd'hui le poids du PYD dans les zones kurdes syriennes. Il s'y était progressivement imposé depuis 2011 et le début du soulèvement contre le président Bachar al-Assad. Il contrôle les trois cantons d'Afrine, de Jazira et de Kobané, où il a peu à peu marginalisé les autres partis, réunis au

sein du Conseil national kurde. «Dans les conseils locaux, le PYD ne laisse que très peu de place au pluralisme politique, alors qu'il en laisse aux minorités religieuses ou linguistiques. Il contrôle quasiment tout, du ravitaillement aux forces de sécurité. Il ne faut toutefois pas oublier que le PYD doit gérer une guerre», explique Olivier Grojean. Cette volonté hégémonique a été critiquée dans un rap-

«Le PYD ne laisse que très peu de place au pluralisme politique. Il contrôle quasiment tout, du ravitaillement aux forces de sécurité.»

Olivier Grojean chercheur en sciences politiques

port de Human Rights Watch de juin qui pointait les arrestations arbitraires de dizaines d'opposants politiques (*lire Libération du 20 octobre*).

Tout puissant dans le Rojava, le PYD va également affaiblir par ricochet son rival irakien, le PDK, dirigé par Massoud Barzani. Peu combattifs, ses peshmergas n'ont pas obtenu de réelle victoire en Irak contre l'EI, malgré les bombardements de l'aviation et les livraisons d'armes (*lire ci-contre*). Cette évidente différence de résultats inquiète les soutiens du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui n'ont de cesse de rappeler que 150 peshmergas ont été envoyés en renfort à Kobané début novembre. «Le PYD doit aujourd'hui comprendre que si cette bataille a été gagnée au sol, c'est bien entendu grâce à eux, mais aussi grâce à l'appui des pays amis. Ils peuvent également remercier le président Barzani qui a beaucoup œuvré pour Kobané, tant au niveau matériel que militaire par l'envoi des peshmergas», estime Sherwan Ibrahim, ancien activiste kurde syrien, proche de Barzani.

Le succès à Kobané rejallit enfin sur le PKK, dont le PYD est issu. Les autorités turques le considèrent toujours comme une «organisation terroriste», à l'instar de l'Union européenne et des Etats-Unis. Entamé fin 2012, le processus de paix avec le PKK est suspendu depuis septembre 2013. «On ne sait pas ce que veut la Turquie, si elle prête à négocier ou non. Elle envoie des signaux contradictoires», explique Olivier Grojean. Mardi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a une nouvelle fois répété qu'il refusait la création d'une zone kurde autonome en Syrie. «Nous devons conser-

ver notre position à ce sujet, sinon ce sera un nord de la Syrie comme un nord de l'Irak. Cette entité est source de gros ennuis dans l'avenir», a-t-il affirmé.

Rupture. Malgré leur victoire à Kobané, les Kurdes syriens en sont de toute façon loin. Ils doivent encore chasser les jihadistes de l'EI de plus de 300 villages autour de la ville. Ils doivent aussi gérer une autre offensive, tout aussi dangereuse, à Hassaké, une ville du nord-est de la Syrie. Ils ne s'y opposent pas aux jihadistes mais aux forces du régime de Bachar al-Assad. Les combats à l'arme lourde ont éclaté le 16 janvier après la rupture d'une trêve conclue il y a plusieurs mois. La cause de la rupture reste peu claire, les deux camps s'en rejetant mutuellement la responsabilité. Les affrontements sont depuis sporadiques mais, selon la presse locale, les forces kurdes ont demandé mardi aux habitants de quitter leurs maisons avant minuit, laissant craindre une reprise des combats.

LUC MATHIEU

Avec les combattants kurdes, à portée de Mossoul

Les peshmergas souhaitent que l'assaut contre le bastion de l'EI soit lancé par une « force à dominante arabe »

REPORTAGE

NAOUARAN, CHEIKHAN (KURDISTAN IRAKIEN) - envoyé spécial

Taiseux, imposant à ses subordonnés un respect visiblement mêlé de crainte, le général Serbest Tirouanshi inspecte ses positions, couteau de combat et revolver de parade à la ceinture. Peu importe son grade, Serbest est un chef de guerre et c'est en maître qu'il règne sur Naouaran, son morceau de front personnel, une position comme on en voit tant d'autres dans le nord de l'Irak, perdue entre les régions contrôlées par les forces kurdes et les territoires de l'Etat islamique (EI), dans ce no man's land désolé de terres incultes et de villages abandonnés où de nouvelles frontières se dessinent.

Un vieux char soviétique surplombe le champ de bataille de la veille : deux kilomètres de terrain ouvert qui séparent les lignes kurdes d'une petite localité vidée de ses habitants. En contrebas, la

carcasse calcinée d'un blindé témoigne du soutien aérien apporté par la coalition aux combattants kurdes. Un jour après avoir procédé à des tirs d'artillerie sur les faubourgs de Mossoul depuis cette position située à une dizaine de kilomètres, les peshmergas avaient dû faire face aux premières heures du jour à une attaque de l'EI avant de reculer pour laisser aux avions coalisés le soin de détruire les cibles les plus difficiles.

Depuis le 21 janvier, l'étau se resserre sur Mossoul, deuxième agglomération d'Irak et bastion sunnite passée en juin 2014 sous le contrôle des djihadistes. L'attaque essuyée par les peshmergas de la ligne de Naouaran est la conséquence de l'offensive lancée la semaine dernière contre les positions de l'EI sur le front nord-ouest.

Selon un mécanisme devenu habituel dans le nord de l'Irak, l'aviation de la coalition avait alors lâché un tapis de bombes sur les positions ennemies situées au sud du barrage de Mossoul et de son lac artificiel, permettant aux peshmergas d'avancer sur douze kilomètres et de prendre le contrôle de l'intersection de Keske, empêchant ainsi toute communication directe entre Mossoul, Tel Afar – une autre citadelle de l'EI – et la ville de Sinjar. En coupant les lignes de ravitaillement de l'EI, la prise de Keske facilite la libération de Sinjar, symbole de la reculade kurde du mois d'août, et pour les peshmergas, il n'est pas question d'aller plus loin.

Fossé entre Kurdes et Arabes

« Mossoul dépend du gouvernement irakien, elle doit être libérée par une force fédérale, de préférence à dominante arabe sunnite, pas par les Kurdes », déclare le général Serbest. Pour un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), auquel la majorité des forces kurdes présentes dans la zone est affiliée, « l'entrée des peshmergas dans Mossoul transformerait la guerre contre l'EI en un conflit arabo-kurde dont nous ne voulons pas ». Pourtant l'avancée kurde se traduit de fait par



Un combattant kurde, le 21 janvier, au nord de Mossoul.

l'occupation d'une région majoritairement arabe où les peshmergas n'avaient jamais pris pied. Environné de villages sunnites rasés par les frappes aériennes du mois d'août, le barrage de Mossoul est un avant-poste en territoire hostile pour les Kurdes. Situé à proximité des turbines, Babnit, une ancienne villégiature balnéaire, sert de quartier général aux forces déployées dans la région. Plus en aval du Tigre, s'égrènent les localités arabes dont les Kurdes ont récemment pris le contrôle. La méfiance règne entre les peshmergas et ceux des habitants qui y sont restés.

Dans un discours enveloppé de tournures iréniques qui laissent malgré tout entrevoir une certaine hostilité, un officier des renseignements militaires kurdes basé à Babnit s'explique : « Nous respectons les Arabes, en tant que peshmergas nous protégeons le peuple sans distinction, mais nous savons bien que les gens qui vivent ici ne sont pas opposés à Daech [l'acronyme arabe de l'EI] et depuis que nous sommes là, ils ne nous aident pas particulièrement. »

Le long de la ligne de front, il n'est pas rare d'entendre des discours similaires. Une dizaine de kilomètres au nord de Naouaran, la petite ville de Cheikhan, dominée par le PDK, abrite une population composée de Kurdes, de yézidis et de

chrétiens. Selon Ali Awni, qui y représente ce parti et remplit de fait le rôle d'autorité de référence, « le fossé qui sépare les Kurdes des Arabes s'est creusé et il sera très difficile de le combler ». Entre Naraouan et Cheikhan, se trouvent plusieurs villages arabes sunnites dont certains ont été désertés par leur population. « Nous nous méfions des habitants qui sont restés, admet M. Awni, nous limitons leurs déplacements et s'ils peuvent venir s'approvisionner en nourriture à Cheikhan, nos services de sécurité les surveillent de très près. »

Sous la guerre contre l'Etat islamique se cache une autre guerre, une guerre de voisinage, évidente sur le terrain. Dans les environs de Mossoul comme ailleurs, ses champs de bataille se trouvent dans des zones de peuplement mélangé, irriguées de vieilles haines recuites, où les fronts se transforment en frontière à l'avantage des puissants et font refluer les populations vers des ensembles confessionnels et ethniques homogènes.

Malheur alors à ceux qui se trouveront du mauvais côté de la ligne. Ali Awni le sait : « Les Arabes sunnites de la région sont ici sur leurs terres et certes, ce ne sont pas tous des terroristes, mais c'est la guerre, et la guerre est cruelle. » ■

ALLAN KAVAN

LES DATES

JUIN 2014

Mossoul, la deuxième ville d'Irak, bordée de champs pétroliers, tombée, le 10 juin, aux mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant.

AOÛT

Barack Obama autorise, le 7 août, des frappes américaines contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), au moment où ces derniers progressent vers Erbil, capitale de la région autonome kurde située à l'est de Mossoul.

Le 18 août, les troupes d'Abou Bakr Al-Baghdadi perdent le contrôle du plus grand barrage du pays, situé au cœur de la grande plaine de Mossoul, qu'ils occupaient depuis le 8 août.

Dans Kobané, libérée mais détruite

Les combattants kurdes syriens sont désormais seuls maîtres de la ville

REPORTAGE

KOBANÉ (SYRIE) - envoyé spécial

Pour entrer dans Kobané depuis la frontière turque, il faut enjamber les rails de la ligne Berlin-Bagdad. On passe des militaires turcs aux miliciens kurdes en longeant le flanc d'une gare ottomane, qui a longtemps été la principale curiosité de la ville. Derrière une porte de métal s'ouvre l'avenue des Douanes : ce qu'il en reste, du ciel entre deux rangées de bâtiments crevés, de piliers nus et de toitures écroulées au sol. A 200 mètres au sud, sur le rond-point de la place de la Paix, deux gros oiseaux de bétons blanchis à la chaux, presque intacts. Ils ont miraculeusement échappé au désastre.

« Victoire contre la barbarie »

Les djihadistes de l'Etat islamique (EI) se sont battus de la fin septembre 2014 à novembre pour couper cette voie de ravitaillement vitale pour la ville, qui comptait avant la guerre quelque 70 000 habitants. Puis ils ont été repoussés vers l'est, rue par rue, durant plus de deux mois. Les Unités de protection du peuple (YPG, affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, séparatiste, interdit en Turquie), aidées de peshmergas venus du Kurdistan irakien et de rebelles arabes de l'Armée syrienne libre (ASL), les y ont contraints.

Ils ont reçu l'appui de plus de 700 frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Soit près des trois quarts des bombardements qui ont visé l'EI en Syrie.

Les YPG affirment avoir chassé, depuis mardi 27 janvier, les derniers djihadistes du quartier de Mektele, à l'extrémité sud-est de la ville. Elles revendiquent « une victoire pour l'humanité, une victoire

« Nous sommes très heureux et fiers d'avoir battu l'Etat islamique. Mais il y a eu tant de morts... »

ADLA KASSOU
habitante de Kobané

contre la barbarie et la brutalité de Daech [acronyme arabe de l'EI] ».

Depuis la place de la Paix, ce qui reste de Kobané se situe à main droite : dans une poche qui représente un peu plus d'un dixième de la ville, les quartiers ouest, où vivent tous les civils. Des combattants y passent en voiture, visages recrus de fatigue, levant des trombes de poussière. Parmi eux, on aperçoit un adolescent qui n'a probablement pas 15 ans, en uniforme, une kalachnikov en main. Le reste de la ville est en ruines.

Sur l'avenue qui mène à Jarablous, à l'ouest, Faradoun, 13 ans, traîne dans le magasin d'un parent mécanicien. Les garages de l'avenue ont été transformés en manufactures d'armes. Faradoun est resté en ville durant tout le conflit, il a travaillé à l'atelier. Il s'apprête à aider à nettoyer la carcasse d'un canon antiaérien soviétique, partiellement brûlé.

D'autres habitants sont revenus de leur exil en Turquie (200 000 réfugiés depuis la mi-septembre) depuis un peu plus d'un mois, famille après famille. Les autorités turques et kurdes limitent encore ces passages. Les YPG leur interdisent de s'installer dans le centre et l'est de la ville.

« Nous sommes très heureux et fiers d'avoir battu Daech. Mais il y a eu tant de morts... », raconte Adla Kassou, 41 ans, qui a perdu



A l'entrée de Kobané, mercredi 28 janvier. LAURENCE GEAI POUR

« LE MONDE »/SIPA

un frère dans les combats. Elle est revenue en ville il y a dix jours. Sa famille étendue, d'une dizaine de membres, trouve de l'eau dans un puits voisin. Les YPG fournissent l'essence pour un générateur. On en entend vrombir à tous les coins de rue.

M. Erdogan remercié

« Nous nettoions les rues, nous allons construire un camp de tentes sous les arbres derrière les quartiers ouest », explique Mohamed Saïdi, le chef de l'administration municipale, sous le seul minaret encore debout. « Dans l'est, nous aurons d'abord besoin de bulldozers pour dégager les corps des décombres », qui pourrissent et empuantissent la ville. « Mais nous ne pourrons jamais reconstruire seuls, il nous faudra de l'aide », ajoute-t-il. Pas rebuté par l'ampleur de la tâche, l'administrateur a commencé à faire le bilan des destructions. Il voudrait évaluer le montant des travaux rue par rue.

Une chose simplifiera le travail de cette administration : la ville est aux mains d'une seule organisation, le Parti de l'union démocratique (PYD), émanation en Syrie du PKK. Depuis que le régime de Bachar Al-Assad a abandonné la région aux Kurdes en 2012, le

PKK, d'inspiration marxiste, a pris le contrôle de Kobané et des deux autres régions kurdes de Syrie. Après l'attaque de l'EI, les autres partis kurdes ont quitté la ville.

Pour reconstruire, les autorités du Kurdistan syrien devront s'entendre avec la Turquie voisine, où le PKK a mené durant trente ans une insurrection qui a fait 40 000 morts. La Turquie a laissé passer civils, combattants et approvisionnement durant la bataille. Elle l'a fait discrètement, en multipliant les embûches.

Elle a aussi laissé passer à grand bruit, fin octobre, les 150 peshmergas venus d'Irak. Mardi, le président de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani, rival du PKK, a remercié M. Erdogan pour son rôle dans « le sauvetage » de Kobané.

Enfin, si les Kurdes de Syrie ont reconquis la ville, la province de Kobané reste aux mains des djihadistes. Les Kurdes affirment avoir « libéré » une demi-douzaine de villages, situés entre 4 et 8 kilomètres autour de la ville. Pour pousser plus loin sans attendre un retrait de l'EI, ils devraient progresser en terrain découvert. Il leur faudrait des armes lourdes, des blindés et des chars, ce qu'ils n'ont pas, à l'inverse de l'Etat islamique. ■

LOUIS IMBERT



ISIS fighters say constant airstrikes drove them out of Kobani

January 31, 2015

By Laura Smith-Spark and Yousuf Basil, <http://edition.cnn.com>

(CNN)Two purported ISIS fighters interviewed for a news agency working in ISIS-held territory have given the same reason for the militants' retreat from the Syrian city of Kobani: the constant pummeling by coalition airstrikes.

On Monday, Kurdish fighters declared that they had released the city on the border to Turkey from ISIS' grip after 112 days of fighting.

The efforts of the Kurdish fighters -- known as the YPG, or People's Protection Units -- on the ground were backed by an extensive campaign of airstrikes by the U.S.-led international coalition against ISIS.

And according to the interviews given to ISIS-aligned Amak news agency in Syria, it was those airstrikes that won the battle for Kobani, referred to by the fighters as Ayn Al-Islam.

"Recently, we have withdrawn from Ayn Al-Islam bit by bit, because of the airstrikes and deaths of a number of our brothers," said one of the two fighters, his face covered apart from his eyes.

He points to a scene of destruction behind him but vows that ISIS will persist, "and this is the message we send to Obama."

The second fighter interviewed by Amak stood near a road sign reading Ayn Al-Islam. He said ISIS forces had raided 360 villages around Kobani, from which the people "ran away like rats."

But the reason behind their withdrawal from the city, he said, "is that we no longer had places to hold there. We were inside Ayn Al-Islam and we occupied more than 70%, but the airstrikes did not leave any building standing, they destroyed everything."

His horror of the airstrikes was apparent.

"I swear by God, their planes did not leave the air, day and night; they did airstrikes all day and night. They targeted everything. They even attacked motorcycles; they have not left a building standing. But by God willing we will return and we will have our revenge multiplied."

ISIS ASSAULT ON KIRKUK

ISIS is on its heels after the loss of Kobani and an offensive by Kurdish Peshmerga -- armed fighters who protect Iraq's Kurdish region -- around Mosul, Iraq's second-largest city and a focal point for all sides in the conflict.

But on Friday, the Sunni extremist group launched an assault on Iraq's oil-rich city of Kirkuk



Islamic state militant, Kobani, Syrian Kurdistan. Photo: IS media

in what may be an attempt to divert Kurdish troops from Mosul.

A report by Rudaw, a private website dedicated to presenting news from a Kurdish perspective, said at least 30 ISIS fighters were killed in the assault and 15 captured.

Casualties on the other side included Brig. Gen. Shirko Fateh, the highest-ranking operational commander of the Peshmerga brigade located in Kirkuk.

ISIS captured 15 employees working at the Khabbaz oilfield southwest of Kirkuk after launching their assault in the area, Brig. Gen. Sarhat Qader, the head of Kirkuk's suburbs and villages police, told CNN on Saturday.

A joint operation is underway by his police officers, Peshmerga and Kurdish security forces to free the hostages and take back control of the oilfield, seized by ISIS militants on Friday, Qader said.

Troops have already liberated Al-Assal village, also taken by ISIS on Friday and located next to Khabbaz oil field, he said.

Meanwhile, Gen. Hussein Mansour, the head of Peshmerga forces in Jalawla, in Diyala province, was killed in clashes with ISIS in southwestern Kirkuk, Saman Jabari, a senior Kurdish figure and local Peshmerga leader, told CNN on Saturday.

Mansour brought his troops from Jalawla, about 100 miles away, to reinforce the Peshmerga in Kirkuk following the ISIS assault, he said.

COALITION, PESHMERGA TRY TO PREVENT NEW FRONT OPENING

U.S. and coalition aircraft carried out 17 airstrikes in Iraq on Friday, according to a U.S. Central Command statement, 10 of them near Kirkuk and two near Mosul.



The yellow, red and green 75-metre long flag on Mistenur Hill in Syrian Kurdistan' Kobani town can be seen for miles around. Photo: Lejournal

Both the coalition and the Peshmerga are trying to prevent ISIS from opening a new front in Kirkuk, which ISIS likely hoped would lessen the pressure on Mosul. Additionally, by going on the offensive here, ISIS appears to be offering some obvious targets for strikes.

If ISIS can be driven back from positions in Kirkuk, it will have to try other tactical offensives to draw Kurdish forces away from the outskirts of Mosul.

The Kurds on their own admission have no intention of entering Mosul but want to choke off ISIS supply lines into the city.

Another 10 airstrikes were carried out Friday against ISIS targets in Syria, eight of them near Kobani.

DEATHS IN KOBANI

According to the Syrian Observatory for Human Rights, a London-based opposition group, from October 6 to Monday the fighting for Kobani killed 979 ISIS combatants, 324 YPG fighters and 12 rebels backing the YPG.

Thirty-eight more ISIS militants died in attacks using booby-trapped vehicles or bomb belts, and the ISIS shelling of Kobani killed 12 civilians, SOHR said.

"On the other hand, hundreds of (ISIS) militants died during U.S. and Arab allies' airstrikes on the city and its countryside," the group said.

However, the success of the coalition airstrikes in Kobani will be hard to replicate elsewhere.

There are almost no civilians left in the city of Kobani, and most residents left early on when the fighting started, especially in the contested areas close to the front line.

This meant airstrikes were fairly straightforward, with the coalition able to target one side and avoid civilian casualties. The front line was well defined, so it was clear where the ISIS and Kurdish fighters were.

A more challenging situation is when airstrikes seek to target ISIS inside populated areas like Mosul in Iraq, Raqqa in Syria and other cities under ISIS control.

Here the effectiveness of airstrikes is limited because of the risk of casualties among civilians. When coalition airstrikes hit cities in Aleppo, in northern Syria, civilian deaths were reported last year. □

A future Kurdish state is inevitable; the West should support it

Written by Max Bluer
27/01/2015, by Contributor, in Politics
<http://www.thelondoneconomic.com>

Since at least 2011 it has been clear that the break-up of the modern state of Iraq into its constituent ethnic territories is a distinct possibility, one only strengthened by IS and their dramatic gains across the region. Although many in the Western world have been fretting about the break down of the artificially imposed borders of the contemporary Middle East, the historical reality is that Iraq has always been a fractious and divided country. Its multiple ethnicities historically hold a greater attachment to their tribes and their ethnicities than to their state, particularly those Sunnis and Kurds that have been the victims of former Prime Minister Nouri al-Maliki's pro-Shia sectarianism. Analysts such as General Jay Garner are right to argue that the state of Iraq no longer exists, yet Western governments need to go still further and support the establishment of a sovereign Kurdistan, something they should have done a century ago when the region's borders were being drawn in London and Paris.

2014 was a year replete with acts of remembrance and the centenary of the First World War should remind observers of the effects of that conflict and how they are felt today across the Middle East. The Sykes-Picot agreement – a secret series of treaties between Britain and France carving up the Ottoman Middle East between them according to imperial interests – divided not just Iraq but the entire region according to the interests of European powers and secular, personally ambitious Arab elites. These European bureaucracies – which included among their number one Winston Churchill – took little notice of the complex national, tribal and religious divisions that define Middle Eastern politics and were exposed as imperial anachronisms as soon as 1918 by Woodrow Wilson and his famous 14 points speech. In his declaration Wilson emphasised the character of the new units of international relations; not ethnically heterogeneous empires such as those run from London, Paris and Istanbul, but homogeneous nation-states made up of national communities with a shared linguistic, religious and cultural base from which a coherent nation-state could be formed.

Yet the Republic of Iraq boasts no such cohesion. Since the fall of Saddam Hussein a Shia majority – led until relatively recently by the unashamedly sectarian Nouri Al-Maliki – has dominated Iraqi politics leaving a deep sense of political disenfranchisement amongst Sunnis and Iraqi Kurds looking to carve out their own autonomous state in the North. This ambition of statehood has historically been sidelined by the West as a Kurdish state would demand a large chunk of South-Eastern Turkey, a secular, Western ally. Yet the Islamisation of the Turkish state under President-elect Recep Tayyip Erdogan has led to a cooling of Western-Turkish relations and a willingness upon the part of Western capitals to risk the previously steadfast alliance in favour of supporting the Kurdish nation and its status as a bulwark against Islamic State. American and European governments have decided that the threat of Islamic State, or IS, is so strong that military support for Kurdish fighters, known as the peshmerga, is necessary – despite the possibility of this Kurdish army turning its weapons upon the Syrian, Iraqi and even Turkish central governments for the establishment of a sovereign Kurdistan.

In fact the dramatic rise of IS has counter-intuitively benefited the



cause of Kurdistan – and with Western military support it is likely that they will eventually be able to do so – they will find themselves well stocked with significant upgrades on the Soviet era weaponry they have previously had access to. More importantly the West will also find itself morally and politically in the Kurds' debt for their sacrifices in defeating IS and will therefore reconsider Kurdish demands for statehood. With the Kurds already having carved out de facto independent territory in Northern Iraq and North-Eastern Syria, there will be increasing momentum towards a sovereign Kurdish state. Although this prospect angers Erdogan and his Justice and Development party, Western governments may well feel this to be a necessary price to pay in order to reward a key ally and establish a friendly state in the heart of a region riven with anti-Western sentiment. With Iraq and Syria unable to control their own territories, Turkish nervousness of how the establishment of a Kurdish state on its borders could radicalise its own sizable Kurdish community is the last significant hurdle to Kurdish statehood. The threat of IS has pushed the situation of the Kurds to the top of the international agenda, and the establishment of a sovereign, pro-Western Kurdistan with an ethnically homogenous, strong state that will be able to act as a buffer against future invasions from actors such as IS will prove too tempting for many in the West to resist.

The rise of IS has placed the Kurds on the frontline of one of the most blood-drenched battlefields in recent Middle Eastern history. A zeitgeist of Sunni dissatisfaction and disenfranchisement is blowing across the region, channelled by a group determined to introduce a caliphate governed by a harsh, puritanical version of 7th century Islam. The Kurds find themselves the principal force attempting to push back what has, at times, seemed an irresistible advance by the jihadists, aided by American air strikes and deliveries of Western arms. Yet the West owes far more to the Kurdish people than military assistance. The Sykes-Picot accords cut the Kurds out of the picture, leaving them as guests in the lands of the Syrians, the Iraqis and the Turks. The tradition of an homogeneous nation-state is strong in Western diplomacy, and it offends this tradition that the Kurds were not accorded their own under Sykes-Picot. Now is the perfect opportunity for this historical wrong to be righted, when the Kurds are as high on the international agenda as they have been for many years, and when the principal objectors find themselves, to varying degrees, either as an international pariah (Syria), too paralysed to seriously object (Iraq), or cooling relations with the West (Turkey). Should the Kurds decide to make a serious diplomatic and even military push for the establishment of their own state, the West is obliged by expediency and by its own traditions to support it.

★ ★ ★

Battle with IS kills senior Kurdish general, 8 of his troops

By IMAD MATTI and SAMEER N. YACOB
Associated Press, January 30, 2015

KIRKUK, Iraq (AP) - Clashes with Islamic State militants killed a senior Kurdish military commander and eight of his fighters just outside the disputed northern Iraqi city of Kirkuk on Friday, officials said.

Attacks elsewhere killed 27 people, with twin bombs hitting a crowded market in Baghdad and a suicide bomber targeting pro-government Shiite militiamen who were manning a checkpoint outside a city north of the Iraqi capital.

The casualties near the oil-rich Kirkuk were a heavy setback for the Iraqi Kurds, who have been at the forefront of the battle against the Islamic State group, which has captured a third of both Iraq and Syria in its blitz last year.

Also Friday, a car bomb exploded outside an empty, closed hotel near Kirkuk's police headquarters, wounding two people. Both the Kurdish troops and the city's security force have been trying to rout the IS group from Kirkuk, about 290 kilometers (180 miles) north of Baghdad.

After the car bombing, three gunmen took positions inside the hotel, located in the city center, triggering a firefight with the Kurds and the police.

Associated Press footage from the scene showed members of the Kurdish troops and the local police firing at the Qassir Hotel in Kirkuk and then storming it. Officials later said the gunmen were all killed.

The Kurdish Brig. Gen. Shirko Fatih and eight Kurdish fighters died in clashes south of

Kurdish Peshmerga fighters surround extremists inside a hotel near police headquarters in the oil-rich city of Kirkuk, 290 kilometers (180 miles) north of Baghdad, Iraq, Friday, Jan. 30, 2015. (AP Photo)



the city earlier in the day, after the IS militants attacked the peshmerga fighters' positions, said Brig. Khatab Omar.

The U.N. assistance mission in Iraq said Friday it was evacuating its foreign staff from Kirkuk to Irbil, the capital of the Kurdish autonomous region in northern Iraq, due to "a rapid deterioration in security in Kirkuk city."

A UNAMI statement said the mission was also forced to halt its activities and bar employees from moving around freely within the Kurdish region, except for the cities of Irbil, Suleimaniya and Dahuk.

Kirkuk is home to a mix of Arabs, Kurds and Turkmen, who all have competing claims to the oil-rich area. The Kurds want to incorporate it into their self-ruled region in Iraq's north, a proposition strongly opposed by Arabs and Turkmen.

After the IS group's blitz last summer and the quick collapse of the Iraqi army, Kurdish forces took control of the city. Since then, Kirkuk has often come under Islamic State attacks, with the militants likely hoping to

seize the oil fields near the city.

Iraq has been facing its worst crisis since the 2011 withdrawal of U.S. troops, with Islamic State militants now in control of about a third of the country.

In the Baghdad market attack, a bomb first exploded near carts selling used clothes in the central Bab al-Sharqi area, followed by a second bomb as people rushed to help victims from the first blast. Police and hospital officials said 19 people were killed and 28 were wounded. The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to speak to the media.

Also in Baghdad, mortar shells landed on a residential area in the Shula neighborhood, killing four people and wounding seven others, said police and hospital officials.

Police officials also said a suicide bomber drove his explosive-laden car into a security checkpoint manned by Shiite militiamen near the city of Samarra, 95 kilometers (60 miles) north of Baghdad, killing four militiamen and wounding 10. □

RUDAW January 31, 2015

Peshmarga Official: No agreement on Iraqi troop deployment to Kirkuk

By Aso Fishagi 31/1/2015
<http://rudaw.net>

ERBIL, Kurdistan Region — Kurdish Ministry of Peshmerga has denied reports of an agreement between Erbil and Baghdad on the deployment of Iraqi troops to recapture areas lost in Kirkuk to the Islamic State (ISIS).

Jabar Yawar, an official with the Ministry of Peshmerga, told Rudaw on Saturday that no deal has been made with the Iraqi military to

push back ISIS militants from the oil rich province.

Kurdish safekeeping forces Asayish have been in charge of security in Kirkuk since 2003 as the Iraqi army was disbanded following the US-led invasion.

Peshmerga troops were deployed to Kirkuk in June last year after ISIS militants seized large swathes of lands in northern parts of Iraq including neighboring areas south of Kirkuk.

Yawar's comments came in response to an earlier statement by a

Shiite member of Iraqi parliament about a military pact between Kurds and Baghdad.

"The (Iraqi) Ministry of Defense and Peshmarga Ministry in Erbil have reached an agreement on the deployment of 5000 security personnel to Kirkuk to recapture areas southwest of the city," Iraqi MP Jasim Mohammad Jaafar told reporters Friday.

Jasim also said the recent escalation of violence in the city showed that the ISIS had "organized units" in Kirkuk who could "easily

target anyone in the city."

More than 10 peshmarga troops were killed in Kirkuk on Friday as ISIS militants launched intense suicide attacks on Kurdish positions in the deeply sectarian city, which has a sizable Sunni Arab population.

Kirkuk falls under the so-called disputed territories according to Iraq's constitution, and which Kurds see as part of their homeland. Both Turkmen and Arabs have similar claims on the city, which holds 10 per cent of Iraq's crude oil reserves.

Kurds have traditionally been wary of Iraqi troop deployment to disputed territories fearing it would help maintain the current demographic status of these areas which Kurds say is a result of Arabization periods in the country. ■

Le splendide isolement de la Turquie

« Zéro problème » avec les voisins, tel était l'objectif de la politique étrangère du Parti de la justice et du développement (AKP). Mais les « printemps arabes » ont bouleversé la donne régionale, et la Turquie se trouve désormais en froid avec la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Égypte. Alors que le régime connaît une dérive autoritaire, le choix de la « solitude dans la dignité » constitue-t-il une option ?

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
WENDY KRISTIANASEN *

« **L**A position de la Turquie est d'ordre éthique. Notre politique régionale est fondée sur les valeurs humaines et démocratiques, que tout le monde devrait approuver. C'est pourquoi le coup d'Etat contre [le président égyptien] Mohamed Morsi [le 3 juillet 2013] était si décevant. » Tout comme M. Yasin Aktay, le vice-président chargé des relations extérieures au Parti de la justice et du développement (AKP), les proches de cette formation entament systématiquement la conversation en abordant la situation en Égypte et en insistant sur la « position éthique » du gouvernement. M. Aktay poursuit : « Nous avons pensé que l'Occident chercherait à isoler le nouveau régime. Mais il s'est contenté d'assister à l'assassinat de la démocratie – le massacre de Rabia (1), les médias muselés. »

La non-condamnation du coup d'Etat contre M. Morsi et la poursuite de l'aide américaine à l'Égypte ont été perçus à Ankara comme une trahison de Washington. Soutien actif de M. Morsi et des Frères musulmans, le premier ministre, M. Recep Tayyip Erdogan, a appelé à sa libération et critiqué le régime qui lui a succédé, refusant de reconnaître sa légitimité. Devenu président, M. Erdogan s'est adressé à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York, le 24 septembre 2014, en ces termes : « Ceux qui s'opposent aux meurtres en Irak, en Syrie et à l'assassinat de la démocra-

tie en Égypte sont (...) accusés de soutenir le terrorisme. » Il a critiqué l'ONU ainsi que « les pays démocratiques qui se sont bornés à observer les événements ». Le ministre des affaires étrangères égyptien a riposté : « Ces mensonges ne sont pas étonnants venant d'un homme désireux de provoquer le chaos et de semer la division au Proche-Orient à travers son soutien à des groupes et à des organisations terroristes » (Reuters, 25 septembre 2014).

M. Erdogan n'est pas étranger aux polémiques médiatiques. Son franc-parler, en particulier en faveur des Palestiniens, lui a valu une grande popularité dans le monde arabe. Avec le Proche-Orient dans la tourmente, celle-ci a peut-être diminué, même si le charme opère toujours : il a été élu président dès le premier tour, avec 51,7 % des voix, le 10 août dernier. M. Erdogan espère une victoire suffisamment large aux législatives de juin 2015 pour imposer un changement constitutionnel et un véritable système présidentiel.

A ses côtés se tient M. Ahmet Davutoglu. C'est un universitaire, pas un homme politique. Principal conseiller diplomatique de l'AKP dès l'arrivée au pouvoir de celui-ci, le 3 novembre 2002, il est devenu ministre des affaires étrangères en mai 2009. Et, quand M. Erdogan a accédé à la présidence, M. Davutoglu a pris les rênes de l'AKP en même temps que la fonction de premier ministre. Bien qu'on entende parfois que les deux hommes ne seraient pas toujours d'accord, M. Davutoglu reste un fidèle lieutenant. Pas encore usé par le pouvoir, il peut

assurer la continuité du projet de l'AKP, à un moment où de nombreux députés achèvent leur troisième et dernier mandat.

Ce projet de « nouvelle Turquie » – sous la conduite d'une présidence renforcée, installée dans un palais flambant neuf de plus de mille pièces, dont la construction a été estimée à 615 millions de dollars (2) – repose sur une centralisation et un autoritarisme accrus. Sorti renforcé des urnes, le pouvoir étouffe les libertés de parole et de manifestation, bride la justice, fait licencier les journalistes, et s'est même distingué en 2014 par une tentative d'interdire Twitter et YouTube. Le 12 décembre, M. Erdogan a annoncé qu'il présiderait désormais les réunions du conseil des ministres. Depuis les manifestations du parc Gezi de l'été 2013, toute remise en question de son autorité est perçue par lui comme une menace directe.

A Istanbul, les rumeurs et les informations de seconde main ont remplacé les faits. Beaucoup de gens interrogés ne veulent s'exprimer que de manière anonyme. Le 14 décembre dernier, à l'aube, la police a effectué une descente au siège du quotidien *Zaman* et à celui de la chaîne de télévision *Samanyolu*, arrêtant principalement des journalistes connus pour leurs liens avec le dirigeant religieux réfugié aux États-Unis Fethullah Gülen. Ces mesures ont provoqué de fortes protestations de l'Union européenne et des États-Unis, ainsi que des associations de journalistes et d'éditeurs turcs. M. Gülen, qui fut un proche allié de M. Erdogan, est tombé en disgrâce depuis que des membres de sa confrérie ont divulgué, en décembre 2013, des faits de corruption impliquant des personnalités importantes de l'AKP, y compris des ministres et leurs enfants. M. Erdogan a affirmé qu'il « renverser[ait] ce réseau de trahison et l'amèner[ait] à rendre des comptes (3) ».

(1) Dans la journée du 14 août 2013, l'armée et les forces de police égyptiennes ont tué environ un millier de personnes dans l'assaut contre le campement de la place Rabia Al-Adawia, où s'étaient rassemblés les opposants islamistes au coup d'Etat.

(2) BBC News Europe, Londres, 5 novembre 2014.

(3) *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 12 décembre 2014.

* Rédactrice en chef de l'édition anglaise du *Monde diplomatique*.

Pour l'instant, M. Erdogan bénéficie encore de la confiance de la moitié de la population, qui partage sa vision du monde et a profité de sa politique, notamment dans le domaine économique et social. Mais qu'en est-il des Turcs qui ont

fait entendre leur voix à Gezi ? Sans compter que la frange libérale de centre droit de l'AKP, que M. Erdogan a conquise en 2002 en promettant une Turquie plus inclusive, pourrait aussi se lasser de son autoritarisme croissant.

Des cours de langue ottomane

LA « nouvelle Turquie » redéfinit également la place du pays dans le monde, convoquant son héritage ottoman et le parrainage de l'islam sunnite. M. Erdogan vient même de proposer l'introduction de cours de langue ottomane (4) obligatoires à l'école secondaire. Tout cela entre en résonance avec une vision ancienne défendue par M. Davutoglu, celle d'une Turquie qui deviendrait une puissance mondiale en insistant sur l'unité de l'islam. Comme l'explique Behlül Özkan, professeur adjoint en relations internationales à l'université de Marmara, citant les articles et le livre du nouveau premier ministre (5), « la Turquie n'est pas un Etat-nation ordinaire "mais le centre de la civilisation" [ottomane], (...) [elle doit] devenir un centre politique permettant de combler le vide du pouvoir qui a émergé après la liquidation de l'Empire ottoman » (6) ». M. Davutoglu estime que, sous Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république moderne, la Turquie a eu le tort de « choisir de devenir un élément de la périphérie sous le parapluie sécuritaire de la civilisation occidentale, plutôt que d'être un centre, même faible, de sa propre civilisation ». Il critique la « crise des valeurs dans les sociétés occidentales », estimant que « les démocraties occidentales sont dangereuses parce qu'elles manquent de valeurs religieuses pour les guider ». Il pense que, « si l'identité de la Turquie se fondait sur l'islam, ses frontières pourraient être élargies ».

Sous la responsabilité de M. Davutoglu, les politiques régionales de la Turquie ont connu un début prometteur : « zéro problème avec les voisins » et usage du pouvoir d'influence. M. Abdullah Gül, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères (2003-2007), a été un acteur-clé dans les négociations d'adhésion à l'Union européenne et dans les relations avec l'Asie centrale et Chypre, tandis que M. Davutoglu portait son attention sur les relations avec le monde arabe. L'approche était entièrement pragmatique : M. Erdogan a été vu en vacances avec le dirigeant syrien Bachar Al-Assad,

qualifié de « frère », et a reçu un prix des droits de l'homme du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Sous la direction de M. Davutoglu, la Turquie a intensifié sa coopération économique, ouvert ses frontières, supprimé l'obligation de visa avec de nombreux pays du Proche-Orient, du Caucase, d'Afrique, etc. (7). L'objectif principal était de faire grandir la confiance politique et économique envers la Turquie. Il semblait atteint avec, par exemple, des échanges commerciaux multipliés par dix avec les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord entre 2002 et 2011.

Puis sont survenus les « printemps arabes ». M. Davutoglu a cru que les groupes islamistes arriveraient au pouvoir et y resteraient, et que, en les soutenant, la Turquie jouerait un rôle dirigeant au Proche-Orient. Cette ambition a été sans aucun doute stimulée par l'espoir occidental que la Turquie puisse servir de modèle pour l'islam modéré, encourageant l'AKP à surestimer sa main. Ahmet Insel, un universitaire libéral, explique : « Jusqu'en 2011, les idées de Davutoglu étaient romantiques, mais nous ne pouvions pas dire qu'il avait tort. Aujourd'hui, la Turquie n'a plus d'ambassadeur en Egypte, en Syrie ou en Israël. » En dépit de liens initialement étroits (Ankara a servi de médiateur entre Tel-Aviv et Damas en 2007-2008), la relation avec Israël a connu une série de crises : lors du sommet de Davos (29 janvier 2009), quand M. Erdogan a accusé le président Shimon Pérès de tuer les Palestiniens ; puis avec l'attaque israélienne contre le *Mavi Marmara* et une flottille turque transportant de l'aide humanitaire à Gaza (31 mai 2010), tuant neuf militants turcs ; et plus récemment quand, le 2 décembre 2014, le ministre de la défense israélien a condamné

la Turquie, coupable à ses yeux d'abriter des membres du Hamas.

Ministres et conseillers turcs voient ce soutien comme un autre exemple de leur « position éthique ». « Nous sommes probablement le seul gouvernement en dehors du monde arabe à soutenir le Hamas », déclare un de nos interlocuteurs sous couvert d'anonymat, tout en niant que cela se fasse au détriment de l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah. Pourtant, malgré ces tensions, le commerce et le tourisme avec Israël ont continué à se développer.

Pour ce qui concerne l'Irak, le rejet de la politique confessionnelle chiite de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014) a conduit Ankara à améliorer ses relations avec le gouvernement régional kurde d'Erbil. La Turquie a été surprise par l'avancée de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), y compris sur les terres habitées par des Turkmènes. Elle a dû faire face aux prises d'otage de chauffeurs de camion turcs, puis de quarante-neuf diplomates travaillant à Mossoul en juin 2014 – leur libération a eu lieu trois mois plus tard dans des conditions qui n'ont pas été précisées.

La crise en Syrie, avec laquelle la Turquie partage une frontière poreuse de huit cent quatre-vingts kilomètres, a provoqué l'arrivée d'un million six cent mille réfugiés, pour un coût estimé par le gouvernement à 5,5 milliards de dollars. Alors que les Etats-Unis voient l'OEI comme leur principal ennemi, pour Ankara ce rôle est tenu par le régime de M. Assad. Après l'Egypte, c'est en Syrie que l'AKP a subi ses plus grands revers. Contrairement aux espérances d'Ankara, M. Al-Assad n'est pas



UMUT GÖZ. – Sous une fenêtre d'Istanbul, 2007

tombé. Soli Özel, professeur de relations internationales à l'université Kadir Has, critique la façon dont l'AKP a géré ce dossier à partir de 2012 : « *Ils n'ont pas réussi à contrôler l'Armée syrienne libre (ASL) et ont pris le risque, en soutenant des organisations extrémistes, de transformer la Turquie en un nouveau Pakistan avec ses propres talibans. Tout groupe était bon à soutenir du moment qu'il se battait efficacement contre Al-Assad. Nous avons vu le Front Al-Nosra et l'OEI recruter ici, et les autorités regarder ailleurs.* »

Dans le même temps, de nombreux Turcs considèrent que l'OEI, organisation sunnite, mérite une certaine compréhension. Comme le remarque M. Etyen Mahcupyan, le principal conseiller du premier ministre : « *L'OEI a réussi à s'implanter et à assurer des services sociaux et culturels, ce qui veut dire qu'elle représente une sorte d'autorité. Peut-être verra-t-on bientôt ses membres négocier en costume-cravate.* » La question kurde est délicate : les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) représentent une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le groupe séparatiste – étiqueté « terroriste » par Washington et l'Union européenne – en conflit armé avec l'Etat turc depuis trente-six ans (8) et avec qui le gouvernement est engagé dans un processus de paix secret. La tension dans le sud-est de la Turquie est devenue évidente au début du mois d'octobre 2014, lorsque des manifestations de colère ont éclaté parmi les Kurdes turcs devant la passivité du gouvernement face à l'offensive de l'OEI contre la ville de Kobané : plus de trente-cinq personnes ont été tuées en quelques jours.

La Turquie a été peu disposée à prendre une place de premier plan dans la coalition militaire sous commandement américain mise en place à l'automne pour bombarder l'OEI et rompre le siège de Kobané, même si elle a répondu aux demandes internationales en accentuant le contrôle de sa frontière sud et en autorisant le passage de peshmergas sur son territoire. Cette pression ne peut qu'augmenter avec la participation active de l'Irak à la lutte anti-OEI en Irak (9), le renforcement de l'axe chiite et un rapprochement de facto de Téhéran avec l'Occident.

L'économie commence à s'essouffler

DÉÇU par les événements en Syrie et en Egypte, l'AKP a abandonné son pragmatisme en faveur d'un retour à l'idéologie baptisée « position éthique ». M. Ibrahim Kalin, le principal conseiller de politique étrangère du président, l'appelle « *solitude dans la dignité* ».

Pourtant, la Turquie ne peut se permettre un trop long isolement diplomatique, comme en témoigne le cas égyptien. « *La relation est asymétrique*, note Mensur Akgün, professeur à l'université Kültür d'Istanbul. *La Turquie a besoin des ports et des marchés de l'Egypte, mais l'Egypte peut s'approvisionner dans n'importe quel autre pays. Nous devons accroître nos exportations économiques et renforcer notre position diplomatique.* » Cela est d'autant plus vrai que l'économie commence à s'essouffler : la croissance est

passée en 2014 de 4 à 3,3 %, alors qu'en 2009, au début de la crise mondiale, elle était de 9 %.

La politique régionale de la Turquie a-t-elle été prise en otage par la vision d'une « nouvelle Turquie » fondée sur l'héritage ottoman et l'islam sunnite ? Ou les difficultés actuelles amèneront-elles les dirigeants de l'AKP à reconstruire leurs alliances régionales ? C'était le sens du message du vice-premier ministre Bülent Arınç d'« *amitié et [de] fraternité* » aux voisins de la Turquie, Syrie et Iran, et aux « *amis et alliés traditionnels* », Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Egypte ou Jordanie (10). Mais il faudra sans doute attendre les élections législatives du printemps prochain pour avoir une idée plus claire des orientations choisies par M. Erdogan.

WENDY KRISTIANSEN.

(4) L'alphabet arabe de la langue turque ottomane a été remplacé lors de la création de la république par l'alphabet romain.

(5) Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik* (« Profondeur stratégique »), Küre Yayınları, Istanbul, 2001.

(6) Behlül Özkan, « Turkey, Davutoglu and the idea of pan-islamism », *Survival. Global Politics and Strategy*, vol. 56, n° 4, Londres, août-septembre 2014.

(7) Lire Alain Vicky, « A l'assaut de l'Afrique », dans « Turquie, des Ottomans aux islamistes », *Manière de voir*, n° 132, décembre 2013 - janvier 2014.

(8) Lire Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions ? » *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(9) *Hürriyet Daily News*, 7 décembre 2014.

(10) Discours prononcé au cinquième sommet du Bosphore de l'Assemblée des exportateurs turcs, repris par *Hürriyet Daily News*, 13 décembre 2014.

la Croix
28 janvier 2015

Ankara redoute l'apparition d'un État kurde dans le nord de la Syrie

La prise de Kobané renforce les Kurdes de Syrie, considérés comme des terroristes par Recep Tayyip Erdogan.

Le président turc, qui demande la mise en place d'une zone tampon en Syrie, voit d'un mauvais œil un renforcement kurde à ses frontières.

La Turquie considère comme un risque la quasi-libération par les troupes kurdes de la ville syrienne de Kobané ; à sa frontière sud. Dans une annonce à la presse hier, le président Recep Tayyip Erdogan a avoué redouter l'apparition d'une zone kurde autonome au nord de la Syrie, « *source de gros ennuis dans l'avenir* ».

Dès le début du siège de la ville par les djihadistes, le gouvernement turc s'était montré réticent à l'apport d'une aide aux combattants kurdes, soutenus par des militants turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour Erdogan, le PYD, principal parti kurde de Syrie, est un groupe

« *terroriste* » au même titre que son parrain, le PKK, qui a longtemps revendiqué l'indépendance du Kurdistan turc.

Après le vote par le Parlement d'Ankara, le 2 octobre 2014, d'une motion autorisant l'armée à intervenir en Syrie et en Irak, 10 000 militaires ont été déployés dans la région turque de Suruç, au nord de Kobané, mais n'ont jamais traversé la frontière. Erdogan avait pourtant accepté de venir en aide indirectement aux assiégés en laissant passer 150 peshmergas irakiens du PDK, l'ennemi politique du PKK. Pour Olivier Grojean, maître de conférences en sciences politiques à l'université d'Aix-Marseille, cette stratégie visait surtout à « *réduire l'hégémonie du PYD dans la région. Ankara s'accommode du PDK irakien et voudrait que les Kurdes de Syrie s'en rapprochent.* »

Le président islamo-conservateur turc, ancien premier ministre de 2003 à 2014, a

multiplié les ouvertures à l'égard de la population kurde de Turquie, représentant 14 % de la population nationale, tout en s'efforçant d'étouffer les voix indépendantistes du PKK. Mais « *la victoire à Kobané rejallit sur le PKK, et le renforce. Si, à l'avenir, les indépendantistes kurdes turcs et syriens continuent à travailler main dans la main, ils disposeront d'une puissance militaire et politique considérable. Et cela, Erdogan n'en veut pas* », analyse Olivier Grojean.

Ankara réclame depuis le début de la crise syrienne la création d'une « zone tampon » en Syrie assortie d'une zone d'exclusion aérienne, dans le but officiel d'y installer les 300 000 réfugiés kurdes syriens de la région de Kobané. Mais certains soupçonnent les Turcs de vouloir s'installer en Syrie pour réduire, voire briser, l'autonomie du PYD, et avoir un œil sur la zone. Pour l'instant, l'ONU n'a pas donné son aval.

La population kurde de Turquie représente 14 % de la population nationale.

RÉMI CARLIER

HISTOIRE

&

LIBERTÉ

LES CAHIERS D'HISTOIRE SOCIALE

JANVIER 2015

N° 56

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

EN GUERRE
AVEC L'ISLAMISME DJIHADISTE

D'UNE INTERNATIONALE À L'AUTRE
DÉNIS ET DÉFIS DU CORAN
LA RÉSISTANCE KURDE
LE COMBAT DE FLEMMING ROSE

Alain Laurent, Kendal Nezan,
Pierre Rigoulot, Daniel Sibony,
Michèle Tribalat

EN GUERRE AVEC L'ISLAMISME DJIHADISTE

Entretien avec **KENDAL NEZAN***

réalisé par Florence Grandsenne

Les Kurdes: des résistants à l'islamisme djihadiste insuffisamment soutenus

Histoire & Liberté: La question kurde s'impose aujourd'hui à nouveau avec une grande force, notamment du fait de l'affrontement avec Isis et sans doute aussi du fait des inquiétudes que peut susciter la politique du président turc Erdogan à l'égard des Kurdes.

Alors premier point: quelle est la situation sur le terrain? La ville d'Erbil par exemple est-elle menacée? Et celle de Kobané est-elle dégagée?⁽¹⁾



©Dr

Kendal Nezan: Fin décembre la situation se présente comme suit: les Kurdes irakiens contrôlent la quasi-totalité des territoires peuplés de Kurdes en Irak y compris l'enclave de Sinjar, à majorité yézidie, située à l'extrême ouest du Kurdistan, au nord de Mossoul, et à la frontière syrienne qui avait été occupée en août dernier. Cependant, les accrochages sont quotidiens le long des 1050 kilomètres de frontières avec l'État islamique.

Les Kurdes se sont ressaisis, après l'effet de surprise de cet été: ils ne s'attendaient pas à une

attaque des djihadistes d'une telle ampleur sur Sinjar et sur Erbil. Ils se sont rendu compte que ces djihadistes n'étaient plus ceux qu'ils avaient l'habitude de combattre dans le passé mais des gens beaucoup plus nombreux et surtout très bien équipés.

* Président de l'Institut kurde de Paris.

1. Kobané a été libérée fin janvier.

2. Le M998: High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle (HMMWV ou Humvee).

Quelqu'un m'a raconté une anecdote: des Kurdes avaient encerclé une unité djihadiste et ils essayaient de la combattre avec les moyens dont ils disposaient, c'est-à-dire des kalachnikovs et des lance-roquettes. Ils avaient beau mitrailler les véhicules, lancer des roquettes, il ne se passait rien, car les véhicules étaient en fait des humvees⁽²⁾ blindés, d'où sont sortis trois kamikazes qui se sont fait exploser, tuant ainsi quinze soldats kurdes. Les Kurdes ont alors réalisé que le rapport de forces technologique avait changé.

Jusqu'ici, avec les armes dont ils disposaient, ils pouvaient se défendre et infliger de lourdes pertes à l'adversaire mais ce n'est plus le cas maintenant; les djihadistes disposent d'armes sophistiquées, celles-là même que les Américains ont laissées aux Irakiens, soit une centaine de chars, 3000 véhicules blindés humvees et toute une série d'équipements extrêmement modernes. C'est cet effet de surprise qui a obligé les Kurdes au mois d'août à battre en retraite dans plusieurs localités.

Puis, très rapidement, ils ont réussi à convaincre les Américains d'intervenir militairement par des frappes aériennes sur les convois, car c'était là le danger principal. Quand un convoi de véhicules blindés de plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de véhicules fonce et que l'on n'a aucune arme pour l'arrêter, la défense devient très problématique. L'intervention des Américains, à partir du 8 août, avec leurs frappes aériennes, a permis de stopper l'avancée des djihadistes.

Et entre-temps les Kurdes ont reçu des armes de plusieurs pays occidentaux – en premier lieu de la France, et aussi de l'Allemagne – dont des missiles antichar Milan qui sont efficaces, puisqu'ils permettent d'arrêter les blindés des djihadistes.

Mais beaucoup de pays – l'Allemagne, l'Italie – ont surtout vidé leurs stocks. L'Allemagne a donné ses stocks de la RDA, l'Italie de vieilles armes des guerres balkaniques. C'est un peu un vide-grenier! Ces armes sont utiles certes, mais elles ne sont pas appropriées à des affrontements et à une guerre de cette échelle-là.

En fait, pour modifier la donne sur le terrain, les Kurdes ont besoin d'armes lourdes afin de se défendre et de faire reculer les djihadistes. Mais il y a deux obstacles: d'une part, malgré les discours des uns et des autres, les alliés de la coalition ne sont pas très généreux; d'autre part, le Kurdistan n'est pas un État souverain et donc il faut l'accord de Bagdad pour les recevoir. Et Bagdad n'est pas très chaud pour laisser passer des armes lourdes au Kurdistan, par peur de la suite.

Ce qui fait que la lutte militaire contre les djihadistes, malgré quelques succès sur le front irakien – une ou deux localités ont été reprises – marque le pas. Pour encore un certain temps, je pense jusqu'à la fin du printemps, on ne peut pas s'attendre à des progrès importants et significatifs, d'autant plus que, s'il y a une coalition internationale de 60 pays, c'est une coalition hétéroclite à géométrie variable, dont certains partenaires mènent un double, voire un triple jeu.

Si donc on fait le bilan sur le plan militaire, on voit qu'après trois mois de lutte les Kurdes résistent toujours à Kobané (ils contrôlent 70 % de la ville), mais on ne leur donne pas les moyens de modifier militairement la donne. Il y a eu un parachutage d'armes légères, puis, après beaucoup de démarches des uns et des autres, notamment des États-Unis et de la France, la Turquie a autorisé le passage d'un nombre très limité de peshmergas kurdes (150) avec quelques armes lourdes. Cela permet d'empêcher la chute de Kobané et même de progresser dans la reconquête de la ville, mais vraiment lentement. Aux dernières nouvelles, environ 1 400 djihadistes y ont été tués, ainsi que plus de 450 militants kurdes et des civils, et la ville est presque totalement en ruines. Les Américains ont dit que Kobané n'était pas un objectif stratégique mais, en même temps, ils ont réalisé que la ville pouvait être une sorte d'aimant attirant les djihadistes, permettant de les fixer et de les éliminer, eux et leurs véhicules. Il y a donc des frappes aériennes assez régulières de la part des États-Unis, alliés à l'Arabie saoudite et aux Émirats. C'est une guerre d'usure, une politique d'enlèvement. Les combattants kurdes sont courageux, ils vont se défendre et finir par chasser de Kobané les djihadistes, mais ceux-ci ont la possibilité de recevoir des renforts du reste du territoire

qu'ils contrôlent, de Rakka, parfois aussi de Mossoul.

De plus, la frontière turque est très poreuse; l'autre jour, il y a eu une opération de contournement avec des voitures piégées et les Kurdes ont pu déterminer qu'elles venaient de Turquie.

H&L: Peut-on revenir à l'aspect politique de la lutte?

Kendal Nezan: Sur les 60 pays de la coalition, une cinquantaine s'est contentée d'envoyer quelques cargaisons d'armes, en général toujours les mêmes: des lance-roquettes, des grenades, des munitions, des kalachnikovs.

Reste le noyau dur: pour l'Irak, ce sont les États-Unis, l'Angleterre, la France et l'Australie; pour la Syrie, les États-Unis, l'Arabie saoudite et les Émirats. Peut-être peut-on y ajouter l'Italie.

À ma connaissance, la France a jusqu'à maintenant procédé à trois ou quatre frappes aériennes. Ce n'est pas beaucoup! Cela reste symbolique. Les Américains ont effectué de nombreux vols de surveillance, mais il n'y a eu des frappes que dans 20 % des cas et ce sont des frappes dites d'opportunité, c'est-à-dire qui ont lieu lorsqu'il y a des accrochages ça et là... Par exemple, quand les Américains voient des accrochages entre des Kurdes et des djihadistes dans la province de Kirkouk, c'est l'occasion pour eux de lancer quelques bombes afin d'éliminer les véhicules américains donnés à l'armée irakienne, récupérés par les djihadistes.

Il y a aussi une action de formation entreprise par certains pays de la coalition. Les Allemands par exemple ont envoyé des spécialistes et ont fait venir des peshmergas en Allemagne pour leur apprendre le maniement de missiles antichar. Les Américains ont une présence plus substantielle à Erbil, et les Français participent aussi à la formation des peshmergas.

Dans le reste de la coalition, certains pays qui en sont officiellement membres jouent en fait un double jeu. C'est le cas de la Turquie qui, jusqu'au 15 octobre, ne considérait toujours pas le Daesh comme une organisation terroriste. Il y a donc encore dans le pays des bases arrières de Daesh, qui y circule et y vend son pétrole. Même les Américains le reconnaissent, mais ils disent: «on ne peut pas bombarder les camionneurs transportant du pétrole car c'est leur moyen de vivre; et puis on va provoquer des dégâts collatéraux.»

La Turquie continue donc de servir de base arrière au Daesh, ainsi qu'à la branche locale d'Al Qaïda (Al-Nasra) et à toute une série d'autres mouvements. La justification donnée par la Turquie de son attitude est que les djihadistes sont les combattants les plus aguerris contre le régime d'Assad, qu'il faut donc les soutenir comme on soutient les autres insurgés. En fait, le véritable objectif de la Turquie, y compris dans sa proposition de créer une zone tampon à la frontière, c'est d'empêcher les Kurdes syriens d'organiser des cantons ou des régions autonomes. La Turquie l'a déclaré à plusieurs reprises, ce n'est même plus un secret: elle préfère la défaite des combattants kurdes à celle de Daesh. Le discours officiel est que ce sont deux organisations terroristes. Sous la pression des Américains, elle affiche une politique soi-disant de neutralité mais, dans la pratique, elle continue à soutenir ces organisations djihadistes.

Autre double jeu: celui de l'Arabie saoudite qui théoriquement participe en Syrie aux bombardements, mais qui continue aussi de financer le salafisme, la matrice idéologique des mouvements djihadistes. Il en va de même des Émirats arabes unis.

Voilà donc la situation politique. On sait que les Américains, et d'ailleurs les autres alliés occidentaux, ne souhaitent pas envoyer de soldats sur place. Ils veulent une guerre avec «zéro mort» – les morts des autres ne comptent pas évidemment pour eux. Cette lutte va donc être un cas d'école: peut-on gagner une guerre sans troupes au sol? Déjà en Afghanistan, avec des troupes au sol, cela n'a pas été un franc succès, mais maintenant, sans troupe au sol...

Beaucoup comptent sur les Kurdes, mais on ne leur donne pas les moyens de réussir, y compris les moyens économiques car c'est aussi un aspect très important de la situation. Il

n'y a pas que les chrétiens et les yézidis qui ont fui le Daesh, c'est aussi le cas de 700 à 800 000 Arabes sunnites. Pour eux, l'Irak chiite est un pays inhospitalier où ils ne veulent pas mettre les pieds. Ils ont donc afflué au Kurdistan, où il y a aussi 216 000 réfugiés syriens, pour la plupart des Kurdes. Au total, il y a 1 400 000 réfugiés et déplacés.

La communauté internationale fait malheureusement très peu pour l'accueil et la survie de ces déplacés. Pour le Kurdistan, qui a 6 millions d'habitants kurdes, 1 400 000 réfugiés, c'est le quart de la population. C'est comme s'il y avait en France 15 millions de déplacés! Et, malgré les grands discours, il y a très peu d'aide humanitaire. La France, la cinquième puissance économique du monde, a envoyé trois ou quatre cargaisons, soit en tout moins de 100 tonnes! L'Allemagne n'a guère fait mieux. L'aide de l'Union européenne se monte à 20 millions d'euros. Les Kurdes font donc avec les moyens du bord, qui sont extrêmement limités, et le maigre soutien du HCR pour assurer la survie de ces déplacés.

Comment prétendre mener une guerre de grande échelle contre un djihadisme présenté comme une menace mortelle pour l'ensemble de la planète, en tout cas pour les valeurs occidentales, sans aider économiquement et militairement ceux qui concrètement, sur le terrain, se battent contre lui? D'autant plus que, depuis le mois de février, le gouvernement du Kurdistan ne perçoit pas sa dotation budgétaire bloquée par le gouvernement de Bagdad. Il est obligé de commercialiser son pétrole pour avoir un minimum de ressources, mais ses revenus sont très inférieurs à son budget habituel. Il y a donc au Kurdistan à la fois une crise financière et une crise humanitaire.

Le gouvernement du Kurdistan a maintes fois appelé les Occidentaux à organiser une conférence internationale de donateurs. Sans succès.

On est dans une situation internationale où il n'y a pas de gendarme, pas de pilote dans l'avion, pas de leadership. Personne ne veut, ne peut prendre l'initiative d'organiser, ne serait-ce qu'une action humanitaire pour ces déplacés et réfugiés, en attendant que les territoires occupés par Daesch soient libérés, afin qu'ils puissent bientôt regagner leurs villes, leurs villages, leur foyer. Aucun État ne veut non plus les accueillir malgré les discours des uns et des autres. La France va accueillir des chrétiens, dit-on: savez-vous combien elle en a reçu au total? Moins de 400!

H&L: Ces chrétiens, ce sont des chrétiens orientaux; ils ne sont pas rattachés à Rome, c'est cela?

Kendal Nezan: Environ 80 % d'entre eux sont des Chaldéens qui ont été rattachés à Rome au XVI^e siècle mais ils ont quand même leur propre patriarche. Et puis il y a près de 20 % d'Assyriens qui sont des nestoriens (encore un schisme qui date du IV^e-V^e siècle). Auxquels il faut ajouter 5 ou 6 000 Arméniens.

L'Occident n'accueille donc ni les chrétiens ni les yézidis d'Irak. Mais c'est la même chose pour la Syrie; on compte sans doute 3,5 millions de réfugiés syriens et près de 10 millions de civils déplacés: or la France, politiquement en pointe sur le dossier syrien, en a accueilli à peine 500.

La guerre civile syrienne a fait, au cours des trois dernières années, plus de 200 000 morts dont 22 500 étaient des djihadistes étrangers selon les statistiques de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme. Parmi ces étrangers, un gros contingent vient des pays arabes: Arabie saoudite, Yémen, Tunisie, Égypte etc. Mais il y a aussi des Européens de souche, des Européens d'origine maghrébine, et un gros contingent de Turcs. En Turquie, les bureaux de recrutement sont quasiment publics: les djihadistes ont des mosquées, des bases de recrutement.

La composante étrangère du djihadisme est considérable. Il y a un mois, lors d'une attaque dans la région de Mossoul, les Kurdes ont tué quinze djihadistes; sur les quinze, il n'y avait que deux Irakiens. Les autres étaient tchéchènes, saoudiens, turcs, et on a trouvé un Allemand de souche, un certain Müller... Ils arrivent tous en passant par la Turquie.

H&L: Il est donc bien possible que le chiffre de quelques centaines que l'on nous donne soit sous-estimé?

Kendal Nezan: Je pense qu'il est sous-estimé. On parle d'un millier de Français sur place mais c'est une approximation. Il y a du monde! Et ça continue. Les derniers cas qui nous ont été signalés remontent à deux semaines.

On en arrive donc à la question fondamentale: La lutte contre le djihadisme ne peut pas être menée uniquement avec des moyens sécuritaires, la police et l'armée. Il faut plusieurs volets à cette lutte. L'un d'entre eux concerne l'éducation et les médias, ici et là-bas. Contre la culture de violence, la culture de haine, la culture de l'exclusion.

Les medresa, les médias, les mosquées salafistes forment des générations de combattants. Tant que nous n'aurons pas un programme d'envergure pour réduire l'impact désastreux de cette culture de haine, d'exclusion, et cette vision intégriste de l'islam propagée par l'Arabie saoudite, les Émirats, le Koweït, et leurs médias, nous n'y arriverons jamais. Al Qaïda a été vaincue en 2009-2010 en Irak et le mouvement a resurgi ailleurs.

Un autre volet concerne la France. Il faut reconnaître que, même si on n'en parle pas beaucoup, l'intégration laïque est en grande difficulté. Tout le réseau associatif qui contribuait à créer du lien social, à faire de l'intégration laïque, est totalement asphyxié. Les associations disparaissent les unes après les autres. Comme ce sont de petites structures avec quelques permanents, elles n'ont pas les moyens de faire parler d'elles. Aujourd'hui les banlieues sont abandonnées aux réseaux islamistes qui, avec l'argent de l'Arabie saoudite, du Qatar, s'organisent, font du travail social, s'occupent des gens en déshérence. C'est ainsi qu'ils recrutent et qu'ils envoient des gens au djihad.

Les associations laïques disparaissent en raison du désengagement financier de l'État. Un exemple parmi d'autres: l'association turque ELELE³⁾ qui faisait du très bon travail d'intégration, depuis un quart de siècle et qui a dû fermer, faute de financement. Nous, l'Institut kurde, nous ne sommes pas loin non plus de la cessation d'activité, malgré tous les discours positifs que nous pouvons entendre sur le rôle des Kurdes, etc. Nous sommes dans un pays qui trouve 12,9 millions d'euros pour l'Institut du monde arabe –comme si le monde arabe avait vraiment besoin de financement français pour promouvoir sa culture!– et qui n'arrive pas à trouver 4 ou 5 % de cette somme pour un institut culturel qui a beaucoup fait pour l'intégration laïque de 250 000 Kurdes ici en France. «Bravo, c'est très bien ce que vous faites», dit le gouvernement, mais il ne réalise pas que quand on n'est pas là, la nature ayant horreur du vide, le vide est rempli par d'autres et généralement par les mouvements islamistes.

Ce n'est pas le Front national qui va s'installer chez les émigrés; ni le parti communiste, c'est fini. L'Église non plus, ce ne sont pas ses ouailles. Non, ce sont les réseaux islamistes et cet aspect-là, malheureusement, n'est pas pris en compte. On ne se pose pas la question: pourquoi, dans un pays comme la France, il se trouve des milliers de gens qui vont partir faire le djihad?

Ceux qui partent au djihad, s'ils reviennent, vont s'attaquer à un certain nombre d'objectifs qui sont clairs dans leur esprit car pour eux les ennemis des musulmans, ce sont d'abord les juifs, puis les «croisés» chrétiens, puis les Kurdes, les yézidis et ainsi de suite.

H&L: Est-ce qu'au sein du Kurdistan certains sont sensibles au discours islamiste?

Kendal Nezan: Oui, il y en a, comme dans toutes les sociétés, mais c'est vraiment très marginal. Quelques dizaines de jeunes seraient partis. Pour l'instant, l'islamisme a un impact très limité au Kurdistan du fait de traditions très anciennes, celles-là même qui ont

3. «ELELE-Migrations et Cultures de Turquie» était une association française fondée en 1984 autour de la sociologue Gaye Petek, dont la vocation était de favoriser l'intégration en France de migrant(e)s originaires de Turquie, en particulier d'encourager l'émancipation des femmes.

été illustrées par Saladin.

De tout temps, nous avons été une société multiconfessionnelle et cette tradition reste encore vivace. Le gouvernement actuel au Kurdistan est un gouvernement séculier qui protège les chrétiens et les autres minorités. Il fait même plus pour eux que pour les autres citoyens: si, par exemple, au niveau de la représentation politique, on devait appliquer la proportionnelle, ces minorités auraient peut-être deux députés, mais comme il y a plusieurs communautés, elles en ont onze. Des quotas sont fixés. Même chose pour leurs centres culturels, les églises etc. Simplement, le gouvernement considère qu'il faut par tous les moyens retenir ces minorités car c'est un élément civilisationnel. En Syrie, en Turquie également, les mouvements politiques kurdes sont laïcs. La société kurde est la seule société musulmane du Proche-Orient très majoritairement laïque.

C'était aussi le cas des Turcs, mais il y a eu une forte régression. On assiste à une hostilité croissante vis-à-vis des Occidentaux et à la montée alarmante d'un antisémitisme qui était marginal auparavant. Les publications antisémites en Turquie sont en vente libre. *Mein Kampf* en est à sa quatorzième ou quinzième édition.

Voilà quelques titres d'ouvrages publiés avec l'accord du ministère de la Culture: *Les Protocoles des Sages de Sion; Le Plan secret d'Israël; Le Péril universel sioniste et Israël; Rothschild et l'empire de l'argent: l'État profond juif; Réveille-toi, Ô Turc, nous sommes en train de disparaître; La Tribu perdue*, etc.

Il y a une réislamisation rampante de la société turque, une islamisation militante. Le voyage du Pape en Turquie, – où il n'y a plus que moins de 2000 Grecs orthodoxes et 15000 à 20000 Arméniens – a été un événement malheureux. Il s'est cru obligé d'aller à Ankara et d'y déposer une gerbe sur la tombe d'Ataturk, lequel entre autres méfaits a expulsé, dans les années 1920, 1 200 000 Grecs d'Anatolie lors de ce qui fut la première purification religieuse et ethnique du xx^e siècle. Quand on est pape, pourquoi se rendre sur la tombe d'un dictateur qui a aussi fait déporter le tiers de la population kurde de Turquie?

H&L: *C'est un vaste problème car on a l'impression en effet que nous n'avons pas la volonté de défendre nos propres valeurs, en fait notre propre avenir...*

Kendal Nezan: Oui, hélas. Tout le monde défend ses valeurs sauf les démocraties occidentales. Quand vous voyez l'ardeur avec laquelle la Russie défend ses valeurs russes, orthodoxes, l'Iran les valeurs chiïtes, l'Arabie saoudite l'intégrisme sunnite, quelle différence!

H&L: *À ce propos, quel est le jeu de la Russie dans la région?*

Kendal Nezan: Pour la Syrie, c'est clair. Ils soutiennent à fond le régime de Damas. En ce qui concerne l'Irak, les Russes ont été les ultimes défenseurs de Saddam Hussein. Maintenant ils ont normalisé leurs relations avec l'Irak. Gazprom est présent à la fois au Kurdistan et dans le reste de l'Irak. Et vis-à-vis des Kurdes irakiens, ils ont une politique de neutralité.

H&L: *Nous voulions aussi vous poser une question concernant l'unité politique du Kurdistan car quand on lit la presse, française par exemple, on a l'impression que les Kurdes syriens sont plutôt sous l'influence du PKK, tandis que ceux d'Irak se reconnaissent plutôt dans l'UPK. Qu'en est-il?*

Kendal Nezan: Pour une population de 40 millions, il est normal qu'il y ait plusieurs partis politiques, plusieurs options. Heureusement, d'ailleurs! Et donc dans chaque pays où se répartissent les Kurdes, il y a plusieurs partis.

En Irak aux dernières élections, huit partis politiques –en dehors des partis confessionnels chrétiens– se sont présentés. Les trois principaux sont laïcs. Le plus ancien et le plus influent est le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), du président Barzani, fondé en 1945;

puis il y a l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de l'ex-président irakien Jalal Talabani, fondé en 1975; et un Parti du Changement, qui est aussi un parti laïc, et est issu de l'UPK.

Il y a aussi deux partis islamiques, mais qui ne se disent pas islamistes et qui, ensemble, ont obtenu 8 % des voix. On a enfin un parti socialiste et un parti communiste, qui, à eux deux, ne dépassent pas 1 % des voix.

Un gouvernement d'Union nationale regroupe tous ces partis, avec comme objectifs le fédéralisme et une société laïque, en paix avec les voisins, y compris l'Iran, la Turquie.

En Syrie, il y a deux blocs: il y a le PYD (le parti de l'unité démocratique), qui est proche du PKK, c'est un parti militant comme le PKK, qui était dans les années 1980 soutenu par le régime syrien contre la Turquie avec qui il a gardé quelques liens. Il y a trois ans, quand le régime syrien a décidé de se replier sur la «Syrie utile», c'est-à-dire Damas, le littoral et le pays alaouite, il a repris contact avec les gens du PKK en disant: «Vous êtes nos anciens alliés... Si c'est vous qui gérez telle ou telle partie des régions kurdes, nous n'interviendrons pas. Si ce sont au contraire des gens qui s'allient à l'opposition syrienne et qui veulent renverser notre régime, nous les bombarderons; nous les raserons comme nous avons rasé le reste».

Deux blocs ont été ainsi constitués: le Conseil national kurde, pour l'instant basé au Kurdistan irakien, qui regroupe plusieurs partis et a été longtemps majoritaire dans la population – je ne sais pas ce qu'il en est maintenant - mais qui ne mène pas la lutte armée. Et puis ceux qui ont hérité en partie de la région kurde syrienne et qui se sont contentés de s'occuper de sa gestion, de l'autonomie locale. Voici comment ils formulent leur projet: «Le régime syrien n'est pas éternel, consolidons l'autonomie et en cas de changement de régime, on aura une base. En attendant, on empêche la destruction de la région par l'aviation syrienne».

Donc nous avons deux mouvements avec deux projets différents qui néanmoins ont signé une alliance, en principe pour assurer la cogestion, mais surtout pour ne pas avoir de conflit interne.

H&L: *Sur Internet, l'opposition des deux grands partis kurdes, PKK et PDK, est soulignée avec force. On lit par exemple: «Les Kurdes disposent désormais de deux leaderships, et de deux modèles étatiques concurrents: l'autonomie pétrolière paternaliste et clanique du Kurdistan d'Irak, et l'indépendance de facto laïque, autoritaire et socialiste du Kurdistan syrien».*

Kendal Nezan: C'est très schématique. Le Kurdistan irakien est censé n'être qu'une région autonome, mais en réalité c'est plus que cela. Par exemple si vous allez au Kurdistan, avec un passeport européen ou américain vous n'avez pas besoin de visa. Pour un visa irakien, vous pouvez attendre deux mois! Le Kurdistan irakien a sa propre armée, son gouvernement, ses aéroports, sa police, c'est un quasi-État.

Quant au terme «clanique», il est excessif: ce sont de vieux clichés. Le PKK est de culture effectivement marxiste, et sa branche locale également, mais ses membres ont beaucoup évolué. On n'est plus dans les années 1990, et c'est surtout la pratique du pouvoir au niveau des municipalités en Turquie qui les a fait évoluer car elle nécessite de trouver constamment des compromis, d'avoir un électorat aussi large que possible. C'est donc maintenant un mouvement nationaliste, qui revendique certains idéaux de la «révolution» – on ne sait plus laquelle d'ailleurs, mais l'idéal révolutionnaire attire toujours des jeunes. C'est ce modèle-là qui prédomine chez le PYD qui a besoin d'une idéologie de combat mobilisatrice. Au Kurdistan de Turquie, on en est à la gestion des municipalités par le parti de la Paix et de la Démocratie (BDP) proche de la mouvance du PKK. Il y a 104 municipalités gérées par les Kurdes. Progressivement, il y aura aussi une évolution vers une sorte d'autonomie.

En Iran, enfin, il y a deux partis politiques kurdes.

D'ailleurs, dans la lutte contre le djihadisme au Kurdistan irakien, au moment de l'attaque du Daesh, les militants du PKK, du PDK et de l'UPK, de même d'ailleurs que les combattants kurdes de l'Iran, sont allés se battre ensemble; et à Kobané maintenant, des Kurdes d'Irak et des Kurdes de Turquie se battent aux côtés des Kurdes syriens. Quand il y a un enjeu

national, malgré les divisions, cela rassemble; malgré tous leurs défauts, les Kurdes ont réussi à conserver cette unité.

H&L: *Une question nous préoccupe beaucoup: comment expliquer que le Kurdistan ait cette manière beaucoup plus tolérante que les autres pays musulmans d'organiser les rapports entre les différentes religions, entre les différentes communautés? La place des femmes aussi semble être différente de ce qu'on voit ailleurs. Est-ce que vous confirmez cette perception? Et comment l'expliquez-vous?*

Kendal Nezan: C'est l'histoire qui l'explique en grande partie car aussi loin qu'on puisse remonter, il y a toujours eu dans toutes les villes du Kurdistan un quartier juif et un quartier chrétien. Les chrétiens pouvaient être des Arméniens, ou des Syriques ou des Chaldéens. Car, lorsqu'au Moyen Âge il y a eu des persécutions, lancées entre autres par Bagdad, les chrétiens se sont réfugiés au Kurdistan. Et le Kurdistan a été aussi le siège du patriarcat du nestorianisme qui au XII^e siècle avait plus d'adeptes que le catholicisme, s'étendant jusqu'aux frontières de la Chine, de la Birmanie.

Quand vous grandissez dans un quartier avec des voisins juifs, chrétiens de diverses sortes, des yézidis, des sabéens, etc. les gens se fréquentent, il y a des fêtes, auxquelles tous participent, des relations sociales. On a même inventé quelque chose qui n'existe pas, ou très peu, dans d'autres cultures: des alliances par parrainage. Un musulman peut parrainer un enfant chrétien et vice-versa. Et un parrain, c'est un membre de la famille, on lui doit protection, solidarité.

Ce système a existé pendant tout le Moyen Âge kurde, à l'époque des principautés; il a été vraiment le modèle dominant jusqu'à la fin du XIX^e siècle. C'était une question d'honneur que de protéger les minorités: les chrétiens, les juifs, mais ce pouvait être aussi les yézidis, ou les sabéens, et de toutes petites minorités.

Ces principes ont même été défendus par une certaine théologie; par exemple les membres de la confrérie naqshbandi des Barzani déconseillaient aux gens d'aller en pèlerinage à La Mecque, disant: « Vous pouvez déjà aider les gens qui sont en difficulté dans votre vallée, dans votre voisinage. Vous n'avez pas besoin d'aller aussi loin. La foi, c'est une affaire entre le croyant et son Bon Dieu. Et, en terme de priorité de protection, pensons d'abord aux minorités, ensuite aux gens malades, aux plus pauvres, etc. ». D'ailleurs, dans ces vallées reculées, où l'on vit en autarcie, il y avait aussi d'autres principes à respecter; par exemple la chasse était interdite, couper des arbres était interdit. C'est pourquoi les musulmans orthodoxes les considéraient comme des hérétiques, disant que dans l'islam ces interdictions n'existaient pas. Mais eux avaient développé leur propre version de l'islam.

À côté de cette tradition-là qui a été et reste prédominante, il y a aussi des milices kurdes qui ont été recrutées dans le nord du Kurdistan pendant le génocide des Arméniens et qui donc ont participé aux massacres, aux côtés des Turcs. Cependant, la plupart des Arméniens qui ont été sauvés l'ont été par leurs voisins kurdes, même si d'autres ont été massacrés par l'armée turque, aidée de supplétifs ou des milices kurdes.

Il y a une autre explication plus sociale: les Kurdes n'ont été islamisés que très superficiellement. Lisez *Les chrétiens d'Orient* de Pierre Rondot³, un très fin connaisseur de ces sociétés et qui a longtemps vécu là-bas, et vous verrez que dans certaines régions du Kurdistan, la symbiose était telle qu'il pouvait y avoir une alliance entre tribus chrétiennes et tribus musulmanes contre une autre tribu musulmane. Ce n'était pas la religion qui faisait la différence mais d'autres rapports sociaux.

On en vient à la place de la femme parce que c'est aussi un élément qui nous distingue beaucoup de nos voisins et il est culturel. On le trouve même présent dans des communautés kurdes d'Asie centrale, où j'ai été en visite dans les années 1970; l'égalité n'est pas enseignée dans les écoles, mais il y a toute une série de proverbes, d'adages, de contes, qui

3 Pierre RONDOT, « Les Chrétiens d'Orient », *Cahiers de l'Afrique et l'Asie*, IV, J. Peyronnet & C^e, 1955.

vont dans ce sens. La culture orale qui se transmet est à peu près identique dans toutes les régions du Kurdistan.

L'un des proverbes les plus cités dit : «Celui qui ne craint pas sa femme n'est pas un homme». Un Kurde du Kazakhstan vous dirait cela aussi. Lorsque le chef des armées irakiennes, le kurde Babekr Zibari, a reçu une médaille militaire en Australie, on lui a dit : «Mais quand vous étiez dans la résistance kurde, si pauvre en moyens, vous ne craigniez pas Saddam Hussein, vous ne craignez donc personne?», il a répondu : «Si, si, comme tout Kurde je crains ma femme». Ce n'est pas une crainte physique bien sûr, mais c'est la crainte d'aller trop loin dans la brutalité. C'est la femme qui constitue la frontière avec la violence, la brutalité et l'incivilité.

Un deuxième proverbe dit : «Le lion est lion, peu importe qu'il soit mâle ou femelle». Toutes les femmes kurdes vous le citeront, et effectivement ce qui compte dans cette société, qui a longtemps été, – qui est toujours – une société de tradition guerrière parce que située sur la route des invasions, c'est le courage. Le courage physique et la capacité d'organiser la société. C'est pourquoi il y a eu – ce qui est extrêmement rare, voire inexistant ailleurs, sinon peut-être chez les Berbères – des principautés dirigées par des femmes. Au début du XX^e siècle, quand les Anglais débarquent en Mésopotamie, ils arrivent dans la ville de Halabja et y découvrent une principauté dirigée par Adela Khanum, la «Princesse des Braves». Eux qui pensaient qu'il n'y avait que la reine Victoria ! Avec beaucoup de respect, ils l'appellent *Khan Bahadour* («Princesse des Braves»).

Cette attitude des Kurdes vis-à-vis des femmes déteint aussi sur leurs voisins, sur les chrétiens et les juifs. Par exemple, c'est au XVII^e siècle qu'il y a eu la première femme rabbin au Kurdistan, une certaine Asenath Barzani, dans la vallée de Barzan. On disait : «Chez nos voisins, les femmes peuvent devenir chefs de tribus. Pourquoi ne deviendrions-nous pas chefs de quelque chose aussi?»

Mais vivre ensemble entre les diverses communautés et croyants ne signifie pas pour autant l'égalité au sens moderne. Par exemple, quand on parlait d'égalité tout à l'heure, à propos des minorités chrétiennes, il faut savoir que les chrétiens devaient verser au gouvernement ou au chef local une taxe. Même chose pour l'égalité homme/femme ; il y a encore au Kurdistan des crimes d'honneur.

Ces derniers temps, les organisations féministes et les partis laïcs ont modernisé toutes ces croyances et pratiques anciennes, notamment le rôle des femmes dans les guerres. Si on regarde *Le Petit Illustré*, que l'on a à la bibliothèque de l'Institut kurde, on voit que pendant la guerre de Crimée, en 1853, existait une brigade d'«amazones kurdes», dirigée par la légendaire Kara Fatma, qui défilait fièrement dans les rues de Constantinople, alors que ni les Français, ni les Anglais, ni les Russes n'avaient des femmes combattantes. C'étaient de redoutables cavalières!

L'auteur kurde Bayazidi, dans son célèbre ouvrage intitulé *Les coutumes des Kurdes*, écrit au XIX^e siècle, et dont une traduction française paraîtra au printemps prochain chez Geuthner, observait : «Si une guerre survient parmi les Kurdes, les femmes se battent comme les hommes». Bien que mollah musulman, il notait avec fierté : «Les filles et les belles-filles ne se cachent de personne, elles ne sont ni voilées ni recluses».

Plus près de nous, dans les années 1960, la Jeanne d'Arc du Kurdistan était une chrétienne. C'était une femme nommée Margaret George, qui dirigeait une brigade féminine, et qui était très courageuse sur le front. Et nous, jeunes adolescents, nous avions tous des posters la représentant dans nos chambres. C'est aussi un signe d'intégration, vous voyez, le fait qu'une chrétienne devienne héroïne nationale du Kurdistan. Ou que le premier gouverneur de la capitale du Kurdistan ait été un chrétien qui s'appelait Franso Hariri et qui a été assassiné en 1998 par des islamistes.

À l'heure actuelle, au Kurdistan de Turquie, la parité politique est devenue quasi parfaite. Parmi les députés bien sûr mais aussi parmi les 104 maires. Si c'est un homme qui est élu, il a une adjointe – qui s'appelle d'ailleurs co-maire – qui a à peu près les mêmes pouvoirs que

lui. Et la capitale du Kurdistan a élu une femme comme maire. Cette égalité ne se retrouve pas dans le reste de la Turquie; la société turque est la société musulmane la plus évoluée, mais les femmes ne constituent que 10 à 12 % de la représentation politique.

Pour dire encore un mot des traditions anciennes: quand il y avait des guerres entre des tribus, et qu'au bout d'un certain temps une femme d'un certain âge enlevait son foulard blanc et le mettait au milieu, les hommes devaient arrêter le combat. Cela ne se discutait pas, c'était vraiment le cessez-le-feu, et tout le monde s'arrêtait.

Y a-t-il eu au départ matriarcat? Je ne sais pas. Mais je constate aussi qu'au niveau de la langue le féminin est privilégié. Peut-être la langue structure-t-elle les mentalités.

Ces valeurs vont de soi pour tout Kurde, à condition qu'il n'ait pas été trop déformé par l'école et la culture dominante: un paysan kurde, qu'il soit de Turquie, ou de Syrie, ou d'Iran ou d'Irak aura ces valeurs-là – les dialectes sont variés mais pas les valeurs – car ce sont les valeurs de base de tous, qui ont traversé le siècle et constituent encore la tradition majoritaire. Malheureusement il y a aussi d'autres traditions.

H&L: Et, pour autant, les Kurdes ne se perçoivent pas comme de mauvais musulmans? C'est le problème des rapports entre l'islam et l'islamisme. Nous discutons beaucoup sur ces liens. L'exemple kurde montre que les dérives islamistes n'existent pas partout. Peut-être ne faut-il pas imputer l'islamisme à l'islam?

Kendal Nezan: C'est une question très complexe. Évidemment, nos voisins turcs considèrent que « par rapport aux mécréants, les Kurdes aussi sont des musulmans ». Mais pour eux, ils ne sont pas de bons musulmans; pour les djihadistes n'en parlons pas! En revanche, les Kurdes pieux considèrent que ce sont eux les vrais musulmans. Pour ma mère par exemple, qui est très pieuse, nous sommes les vrais musulmans car nous ne faisons de mal à personne. Si Dieu a créé les chrétiens, les juifs, les yézidis, c'est qu'il aimait la diversité; c'est pourquoi tuer un chrétien ou toute créature de Dieu est répréhensible, c'est un crime contre la volonté divine. Et dans ses prières elle prie d'abord pour le bien de 72 nations! Sans doute la permanence, la pérennité de traditions culturelles, dont beaucoup sont pré-islamiques, a créé une autre version de l'islam.

H&L: Les Kurdes sont nombreux du côté de la rue du Faubourg Saint-Denis, près de votre Institut. Vont-ils dans une mosquée particulière?

Kendal Nezan: Nous n'avons aucune mosquée. Il y a 250 000 Kurdes en France mais aucune mosquée. Quand on célèbre des funérailles, c'est à l'Institut qu'on installe une chapelle ardente. Les Kurdes pieux vont parfois à la grande Mosquée, pendant la fête de ramadan par exemple. Les Kurdes de Syrie y vont plus que les autres, peut-être parce qu'ils comprennent l'arabe.

Une fraction de la population kurde est alévie, donc son islamité est douteuse car je pense que cette religion pré-islamique a pris la précaution de se couvrir d'un petit vernis islamique en se disant partisane d'Ali. Mais dans les cérémonies rituelles alévies, il y a de la musique, les hommes et les femmes dansent ensemble, on boit de l'arak. Ce n'est pas l'islam traditionnel.

Au Kurdistan, il y a donc vraiment une diversité, y compris dans l'islam, par rapport à l'orthodoxie des écoles coraniques, des oulemas...

Ainsi, l'islam des Kurdes est spécifique – comme aussi la pratique kabyle ou berbère de l'islam par exemple – parce qu'il ne s'est pas inscrit sur un terrain vierge mais sur un certain substrat culturel et religieux.

Et puis il faut compter aussi avec l'influence du voisinage. Ainsi, au Kurdistan d'Irak, les chrétiens, les juifs parlaient tous l'araméen. C'est là que s'est installée l'une des toutes

premières communautés juives en exil et les interactions ont été nombreuses, y compris au niveau linguistique. Dans l'alphabet kurde de cette région, on trouve certains sons qui n'existent pas au nord, du fait de la présence de chrétiens convertis à l'islam, ou parlant le kurde avec leur accent, leur prononciation. Les échanges séculaires, millénaires même, ont provoqué un mélange culturel: certes il y a l'église, la mosquée, mais il y a un capital culturel commun et des relations sociales.

H&L: Face à la situation actuelle, nous nous posons la question: « Qu'est ce que nous pouvons faire? » Est-ce que vous avez des idées sur la manière dont nous pourrions faire connaître votre existence et vous soutenir?

Kendal Nezan: Déjà en parler pour mieux sensibiliser l'opinion publique, interpeller les responsables politiques, organiser la solidarité citoyenne pour qu'ensemble on puisse mieux défendre les valeurs qui, au-delà clivages et des croyances, nous sont communes; celles de la démocratie, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, du respect d'autrui et de sa dignité.

H&L: Le Quai d'Orsay a-t-il un représentant officiel à Erbil?

Kendal Nezan: Oui, il y a un consulat actif. Il y a des sociétés françaises qui s'implantent. Il y a Total, Orange.

H&L: On pourrait peut-être les solliciter?

Kendal Nezan: Je ne sais pas. Ils ne payent déjà pas d'impôts en France, alors je ne sais pas!

H&L: Voilà une piste.

Kendal Nezan: Oui. Il y a aussi Alcatel, Lafarge, Carrefour. La France commence à avoir une certaine présence au Kurdistan. Elle est arrivée un peu tardivement car le Quai d'Orsay était très frileux sur le dossier jusqu'à 2005-2006. En attendant, les autres se sont installés. C'est Kouchner qui a ouvert les portes, qui a créé le consulat. C'est d'autant plus dommage que c'est la seule région de l'ensemble du Proche-Orient musulman qui n'est pas anti-occidentale. Au contraire, elle a des sentiments d'amitié, elle est francophile. Et jusqu'à 2003, même pour réussir à envoyer des professeurs retraités pour le département d'Études françaises de deux universités kurdes où j'avais réussi à créer ces chaires-là, nous n'avons jamais eu l'agrément du Quai d'Orsay. Pendant trois ou quatre ans, ce sont les Américains qui y enseignaient le français! Ensuite, on a envoyé quelques jeunes.

H&L: On ne voulait pas froisser Saddam Hussein.

Kendal Nezan: Exactement.
